



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

62B 8122-3-1-94

VOL 2 UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
MANITOBA

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
MANITOBA

SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

SPECIAL AGREEMENT - FRANCOPHONE
SCHOOL GOVERNANCE

ENTENTE SPÉCIALE - GESTION DES
ÉCOLES FRANÇAISES



7540-CH-502-0870

7540-CH-502 0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8122-3-1-94
VOL 2

001344



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

Dated From
À compter du

93-07-30

To
Jusqu'au

94-03-31

AFFIX TO TOP OF FILE – À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS – NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE – POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

File No. – Dossier n°

8134-6-94

Volume

3

SUJET - ISSUE

DATE: 31 mars 1994

PROBLEMS IN THE FRANCOPHONE COMMUNITY IN MANITOBA OVER
THE NEW FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION'S ALLOCATION OF
SCHOOLS

REVISED

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted July 27, 1993. A new Francophone School Division has been created.
- The new commissioners were elected on January 12, and the new board held its first meeting on January 20. The difficult process of allocating schools to the new division has begun.
- During the hearing process in the Fall of 1993, some francophone parents in Notre-Dame de Lourdes, 125 kilometres southwest of Winnipeg, who wished to retain the existing 50/50 French/English program, received threatening letters and harassing phone calls. The town's two existing schools are scheduled to be transferred from the existing Mountain School Division to the new Francophone school division and the francophone students who do not wish to be part of the new division will be bussed to neighbouring towns.
- An arbitration procedure is provided for in the new Act if the parties cannot agree.

SOURCE Press clippings from the Winnipeg Free Press, March 15 and 16, 1994.

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- I would first of all like to point out my government's ongoing support to official language education in Manitoba. Between 1988 and 1993 my department provided almost \$48 million in federal funding to official-language education in Manitoba, of which approximately \$21.8 million was designated for minority language education. This funding has been instrumental in enabling the province to develop minority language programs.
- Furthermore, the province is to be congratulated for adopting the new law allowing francophone school governance and creating the new francophone school division.
- The people of Manitoba are beginning the difficult task of allocating schools and classrooms to the new francophone division. It is understandable that there are some disagreements over allotment of space.
- As education is a provincial matter, and Manitoba Education Minister Clayton Manness has declined to become involved in the dispute, I see no need for me to do so. I have every confidence that the people of Manitoba will be able to work out the details for themselves.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY
Sheila MacDonald
OLE
Tél./tel. 994-3442

DIRECTEUR/DIRECTOR
Lyette Doré
Director general
Tél./tel. 994-0943

SMA/ADM
Roger Collet
CCIP

La Liberté 25 au 30 mars.

p. 2

«Nous lui avons dit que les écoles ont été transférées»

Le président de la Division scolaire franco-manitobaine, Louis Tétreault, est sorti satisfait de sa rencontre avec le ministre de l'Éducation, Clayton Manness, le 17 mars dernier.

«Nous lui avons présenté un rapport des négociations en cours avec les divisions scolaires cédantes et nous avons revu le contenu de ce rapport ensemble.»

Les négociations avec les autres divisions scolaires progressent bien et sont encourageantes, sauf dans le cas de la Montagne, qui ne veut pas céder les deux écoles de Notre-Dame-de-Lourdes ayant été transférées.

«Nous lui avons dit que nous voulons garder ces deux écoles et offrir le même programme dans les deux établissements. Nous avons besoin des deux bâtiments et nous ne pouvons pas céder à un programme 50-50.

«Le ministre a accepté notre rapport. Il nous a dit qu'il aurait souhaité que cette situation à Notre-Dame-de-Lourdes ne se produise pas, mais il n'a pas fait d'autres commentaires.»

Selon la loi scolaire, la DSFM avait jusqu'au 20 mars pour terminer ses négociations avec les divisions cédantes. Mais comme dans tous les autres cas les négociations progressent de façon satisfaisante, personne ne voit d'inconvénient à ce qu'elles puissent dépasser les délais prescrits.

Par ailleurs, les commissaires ont tenu le 16 mars dernier une longue réunion qui leur a permis de défricher du terrain, même si la plupart des points discutés n'ont pas fait l'objet de résolutions.

Ils ont aussi rencontré les enseignants des écoles cédées, de façon informelle. «Cela a permis aux commissaires de s'informer, résume le président Louis Tétreault. Ils nous ont indiqué qu'ils

aimeraient avoir une place dans le processus décisionnel de la DSFM; nous leur avons dit que nous cherchons à consulter et à coopérer avec tous les intervenants.»

Les prévisions budgétaires jusqu'à juillet ont aussi été adoptées.

Prochaine rencontre des commissaires: le 6 avril.

S.L.

Le conseil de Denis Rocan sur Lourdes

«Suivez le processus»

Le député de Gladstone, Denis Rocan, a mal pris que La Liberté du 18 au 24 mars 1994 laisse entendre qu'il avait pu être derrière l'assaut médiatique de Notre-Dame-de-Lourdes le 14 mars.

«J'ai dit aux journalistes que je ne voulais pas faire de commentaire. Je leur ai dit: embarquez dans vos chars et allez voir sur place. Ils m'ont demandé à qui ils devraient aller parler. Je leur ai dit: commencez avec la Division scolaire.»

On sait que la Division scolaire de la Montagne attendait les

médias avec un communiqué de presse pour sensibiliser la population à la situation des parents favorables au programme 50-50, qui se retrouveront sans école à Notre-Dame-de-Lourdes en septembre.

Selon la loi, les deux écoles locales seront cédées à la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) le 1er juillet, suite à la demande de la majorité des parents.

Denis Rocan affirme qu'il a assisté, le 5 mars, à une première session de négociation entre la DSFM et la Montagne. «Je les ai rencontrés, les deux divisions; j'ai le droit de faire ça, comme député.

«Et je les ai invités à s'arranger, à suivre ce qu'il y a dans la loi.» Selon le député, qui est aussi président de la Chambre, les deux divisions n'ont qu'à suivre le processus en cours depuis des mois et qui doit aboutir à des ententes.

Si les deux divisions ne s'entendent pas, les deux parties devront passer par le processus d'arbitrage prévu par la loi scolaire. Le ministre Clayton Manness a refusé de se prononcer, pour le moment, sur le conflit.

J.-P. D.



1,00 \$

PÂTISSERIE FRANÇAISE

233-3404

ERIC BARI PASTRY

Pâques approche, pour vos enfants, commandez lapins, oeufs... en chocolat belge.

🐰 Sur commande / livraison à domicile 🐰

Économisez 1,00 \$ sur présentation de cette annonce jusqu'au 3 avril 1994.

4097-93-184/7

Rossier
Chisla

volume 01 n° 1 Saint Bonifacio, du 31 mars au 7 avril 1994 Tél.: 23

La Liberté

Gérard Lécuyer est bénévole à la FPCP!

Reçu donné à
Marian Lécuyer
31/03/94

Ottawa lésine sur la formation des parents

C'est comme dire: t'as 16 ans, maintenant, conduis la voiture! On ne peut pas s'attendre à ce que les parents franco-manitobains assument la gestion de leurs écoles sans une formation quelconque.

C'est dans cette perspective que la Fédération provinciale des comités de parents a préparé, à la demande du Secrétariat d'État, un programme de formation de trois ans. Le projet de formation, dont les coûts étaient évalués dans les 100 000 \$, a été soumis d'abord en septembre 1993, puis réduit et soumis de nouveau en janvier 1994.

Mais mars est terminé et il n'y a pas de nouvelles d'Ottawa. «Je suis sans travail depuis le 21 mars, explique le responsable du dossier de la mise en oeuvre de la gestion scolaire à la FPCP, Gérard Lécuyer. L'argent n'est pas rentré et on ne peut pas me payer.»

Selon lui, le Secrétariat d'État ne parle plus que de 10 ou 15 000 \$. Pourtant, au départ, les fonds devaient provenir de 112 millions \$ annoncés en mai par la ministre Monique Landry. L'organisme a malgré tout tenu des sessions de formation pour les futurs commissaires au cours de l'automne 1993.

«On nous a dit qu'il y avait dans cette enveloppe des fonds pour faire du travail dans les

communautés, qu'il y avait déjà de l'argent mis de côté pour ça.

«La FPCP avait développé, entre autres, une projet de cohésion, poursuit Gérard Lécuyer, dans le but de donner un sens d'appartenance aux niveaux régional et provincial, par le biais des sports et des arts. Mais on ne peut pas le réaliser.

«Il y a des nouvelles régions dans la Division scolaire: par exemple, il faut développer un sens d'identité entre Saint-Basile, Saint-Léon, Notre-Dame, Saint-Lazare. On a pensé à une série d'échanges, des rassemblements et des tournois dans les régions qui pourraient aboutir à des activités pour toute la Division.»

À la fin, la FPCP a appris que l'argent pour la formation ne sera disponible qu'à la suite d'une éventuelle entente Ottawa-Winnipeg sur la gestion scolaire. La première demande du Manitoba, qui se chiffrait à 30 millions \$, a été rejetée par le fédéral. Les négociations se poursuivent.

Le porte-parole de Patrimoine canadien à Winnipeg n'a pu être rejoint et la responsable des négociations pour Ottawa, Liette Doré, a fait dire qu'elle n'avait pas de commentaire à faire pour le moment.

Jean-Pierre DUBÉ

Post-it FAX TRANSMITTAL MEMO

TO: <i>Sheila McDonald</i>	FROM: <i>Dian</i>
CO: <i>et Roger Farley</i>	CO: _____
DEPT: _____	PHONE #: _____
FAX #: <i>953-6580</i>	FAX #: <i>983-5365</i>

Anne: Rochelle 2 up closer
Sheila
700-4

SUJET - ISSUE	DATE: 30 mars 1994
PROBLEMS IN THE FRANCOPHONE COMMUNITY IN MANITOBA OVER THE NEW FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION'S ALLOCATION OF SCHOOLS	
REVISED	

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted July 27, 1993. A new Francophone School Division has been created.
- The new commissioners were elected on January 12, and the new board held its first meeting on January 20. The difficult process of allocating schools to the new division has begun.
- During the hearing process in the Fall of 1993, some francophone parents in Notre-Dame de Lourdes, 125 kilometres southwest of Winnipeg, who had opposed the new school division, received threatening letters and harassing phone calls. The town's two existing schools are scheduled to be transferred from the existing Mountain School Division to the new Francophone school division and the francophone students who do not wish to be part of the new division will be bussed to neighbouring towns.

SOURCE	Press clippings from the Winnipeg Free Press, March 15 and 16, 1994.
---------------	--

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- I would first of all like to point out my government's ongoing support to official language education in Manitoba. Between 1988 and 1993 my department provided almost \$48 million in federal funding to official-language education in Manitoba, of which approximately \$21.8 million was designated for minority language education. This funding has been instrumental in enabling the province to develop minority language programs.
- Furthermore, the province is to be congratulated for adopting the new law allowing francophone school governance and creating the new francophone school division.
- The people of Manitoba are beginning the difficult task of allocating schools and classrooms to the new francophone division. It is understandable that there are some disagreements over allotment of space.
- As education is a provincial matter, and Manitoba Education Minister Clayton Manness has declined to become involved in the dispute, I see no need for me to do so. I have every confidence that the people of Manitoba will be able to work out the details for themselves.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY Sheila MacDonald OLE Tél./tel. 994-3442	DIRECTEUR/DIRECTOR Lyette Doré Director general Tél./tel. 994-0943	SMA/ADM Roger Collet CCIP
---	--	--

SUJET - ISSUE

DATE: 31 mars 1994

PROBLEMS IN THE FRANCOPHONE COMMUNITY IN MANITOBA OVER
THE NEW FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION'S ALLOCATION OF
SCHOOLS

REVISED

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted July 27, 1993. A new Francophone School Division has been created.
- The new commissioners were elected on January 12, and the new board held its first meeting on January 20. The difficult process of allocating schools to the new division has begun.
- During the hearing process in the Fall of 1993, some francophone parents in Notre-Dame de Lourdes, 125 kilometres southwest of Winnipeg, who had opposed the new school division, received threatening letters and harassing phone calls. The town's two existing schools are scheduled to be transferred from the existing Mountain School Division to the new Francophone school division and the francophone students who do not wish to be part of the new division will be bussed to neighbouring towns.

SOURCE Press clippings from the Winnipeg Free Press, March 15 and 16, 1994.

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- I would first of all like to point out my government's ongoing support to official language education in Manitoba. Between 1988 and 1993 my department provided almost \$48 million in federal funding to official-language education in Manitoba, of which approximately \$21.8 million was designated for minority language education. This funding has been instrumental in enabling the province to develop minority language programs.
- Furthermore, the province is to be congratulated for adopting the new law allowing francophone school governance and creating the new francophone school division.
- The people of Manitoba are beginning the difficult task of allocating schools and classrooms to the new francophone division. It is understandable that there are some disagreements over allotment of space.
- As education is a provincial matter, and Manitoba Education Minister Clayton Manness has declined to become involved in the dispute, I see no need for me to do so. I have every confidence that the people of Manitoba will be able to work out the details for themselves.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY
Sheila MacDonald
OLE
Tél./tel. 994-3442

DIRECTEUR/DIRECTOR
Lyette Doré
Director general
Tél./tel. 994-0943

SMA/ADM
Roger Collet
CCIP

MESSAGE CONFIRMATION

DATE: 03/29/94 TIME: 15:36

ID: SEC. D'ETAT - SO

DATE	TIME	TX-TIME	DISTANT STATION ID	MODE	PAGES	RESULT
03/29	15:34	01'23"	204 983 5365	G3-S	002	OK

Langues officielles dans l'enseignement
Official Languages in Education



TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 29 mars 1994

À - To:

DIANE LECLERCQ

**Ministère/
Department:**

Secrétariat d'Etat
Pièce 200
303, rue Main
Winnipeg, Manitoba

N° tél./Tel. No.:

(204) 983-7908

N° télécopieur/Facs No.:

(204) 983-5365

Nombre de pages (incluant cette page):
Number of pages (including this page):

2

De - From:

SHEILA MACDONALD

Langues officielles dans
l'enseignement
Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

Official Languages in Education
Dept. of the Secretary of State
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

N° tél./Tel. No.:

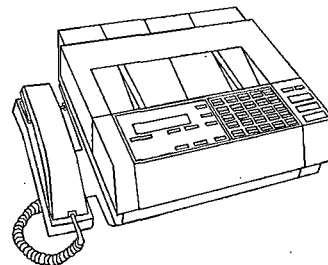
(819) 994-3712

N° télécopieur /Facs No.:

(819) 953-6580

**Observations/
Comments:**

Merci pour ton input Diane.



S.M.

SUJET - ISSUE

DATE: 29 mars 1994

PROBLEMS IN THE FRANCOPHONE COMMUNITY IN MANITOBA OVER
THE NEW FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION'S ALLOCATION OF
SCHOOLS

REVISED

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted July 27, 1993. A new Francophone School Division has been created.
- The new commissioners were elected on January 12, and the new board held its first meeting on January 20. The difficult process of allocating schools to the new division has begun.
- During the hearing process in the Fall of 1993, some francophone parents in Notre-Dame de Lourdes, 125 kilometres southwest of Winnipeg, who had opposed the new school division, received threatening letters and harassing phone calls. The town's two existing schools are scheduled to be transferred from the existing Mountain School Division to the new Francophone school division and the francophone students who do not wish to be part of the new division will be bussed to neighbouring towns.

SOURCE Press clippings from the Winnipeg Free Press, March 15 and 16, 1994.

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- I would first of all like to point out my government's ongoing support to official language education in Manitoba. Between 1988 and 1993 my department provided almost \$48 million in federal funding to official language education in Manitoba, of which approximately \$21.8 million was designated for minority language education. This funding has been instrumental in enabling the province to develop minority language programs.
- Furthermore, the province is to be congratulated for adopting the new law allowing francophone school governance and creating the new francophone school division.
- The people of Manitoba are beginning the difficult task of allocating schools and classrooms to the new francophone division. It is understandable that there are some disagreements over allotment of space.
- As education is a provincial matter, and Manitoba Education Minister Clayton Manness has declined to become involved in the dispute, I see no need for me to do so. I have every confidence that the people of Manitoba will be able to work out the details for themselves.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY
Sheila MacDonald
OLE
Tél./tel. 994-3442

DIRECTEUR/DIRECTOR
Lyette Doré
Director general
Tél./tel. 994-0943

SMA/ADM
Roger Collet
CCIP

BEST AVAILABLE COPY

700-4

SUJET - ISSUE	DATE: 17 mars 1994
PROBLEMS IN THE FRANCOPHONE COMMUNITY IN MANITOBA OVER THE NEW FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION'S ALLOCATION OF SCHOOLS	
NEW	

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted July 27, 1993. Since then, the province has taken steps to implement school governance throughout the province. A new school division has been created: the Francophone School Division.
- The new commissioners were elected on January 12, and the new board held its first meeting on January 20.
- The difficult process of allocating schools to the new division has begun.
- In Notre-Dame de Lourdes, 125 kilometres southwest of Winnipeg, some francophone parents who have opposed the new school division have received threatening letters and harassing phone calls. The town's two existing schools will be taken away from the existing Mountain School Division to be part of the new Francophone school division and the francophone students who do not wish to be part of the new division will be bussed to neighbouring towns.

SOURCE	Press clippings from the Winnipeg Free Press, March 15 and 16, 1994.
--------	--

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- The people of Manitoba are beginning the difficult task of allocating schools and classrooms to the new francophone division. It is not unusual that there are some disagreements over allotment of space.
- I would, however, like to point out my government's ongoing support to official language education in Manitoba. Since 1988, the Department has provided almost \$48 million in federal funding to official language education in Manitoba, of which approximately \$21.8 million has been designated for minority-language education.
- As education is a provincial matter, and Manitoba Education Minister Clayton Manness has declined to become involved in the dispute, I see no need for me to do so. I have every confidence that the people of Manitoba will be able to work out the details for themselves.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY Sheila MacDonald OLE Tél./tel. 994-3442	DIRECTEUR/DIRECTOR Lyette Doré Director general Tél./tel. 994-0943	SIG/ADM Roger Collet CCIP
--	---	---------------------------------

PUBLICATION

Winnipeg Free Press

PAGE

DATE

A01

15-3-94

(OIL)

BEST AVAILABLE COPY

French battle escalates

*RCMP probe threats of violence
linked to school division split*

By Paul Samyn
Legislature Reporter

NOIRE DAME DE LOURDES — A battle for control of this community's two schools has escalated beyond a war of words to threats of physical violence.

The RCMP have been investigating a series of threatening letters and harassing telephone calls linked to a feud over the new French-language school division which comes into effect across the province this fall.

Const. Don Barclay of the Treherne detachment said the Mounties have been unable to determine who wrote the intimidating letters. But they plan to keep close watch. "Until the issue of (school) ownership is decided, we will continue to monitor the community," Barclay said.

Sources say parents who oppose the new school division were warned their children could be at risk. The threats underscore rising tensions that could fracture this community of 700, about 125 kilometres southwest of Winnipeg.

At the heart of the controversy is the ownership of Notre Dame's two schools — both of which will be taken over by the francophone division, which was created by an act of the provincial legislature last year.

About 300 area students are expected to enrol in the division. But parents of 110 others are resisting.

Many of those parents want 50 per cent of instruction in English and the ability to control instruction through a local division. Under the new board, instruction must be 75 per cent French.

Parents are also angry about the prospect of their children being bused 45 kilometres to neighboring St. Claude if they choose not to enrol in the francophone division.

The town's elementary and high school will no longer belong to the Mountain School Division. But Mountain trustees argue there is enough room in the two schools for both divisions; and want to be allowed to keep the elementary school building for their students.

"In a community of this size, everyone needs to work together," board chairman Norbert Rey said.

The Division scolaire franco-manitobaine has rejected that appeal, arguing it has a legal right to the schools it says it needs.

"We just can't squish all into one school so that we would be like sardines," Diane Bazin, a regional representative with the new French division, said.

Those struggling to keep one school for the Mountain division say no one is respecting their rights.

"Those in support of the French system are getting the opportunity to educate their children as they see fit and all the parents of the 110 children in the school division want is the same opportunity," parent Christine Chabbert said.

Claude Vuignier said both sides have been acting irrationally. "All my clients are asking what the hell is going on," said Vuignier, who runs a seed plant.

But he is adamant that a compromise be reached. "There is no way my kid is going on some damned bus because (former education minister) Rosemary Voadrey signed over the two schools."

Education Minister Clayton Manness has refused to become involved in the dispute.

SUJET - ISSUE

DATE: 17 mars 1994

PROBLEMS IN THE FRANCOPHONE COMMUNITY IN MANITOBA OVER
THE NEW FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION'S ALLOCATION OF
SCHOOLS

NEW

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted July 27, 1993. Since then, the province has taken steps to implement school governance throughout the province. A new school division has been created: the Francophone School Division.
- The new commissioners were elected on January 12, and the new board held its first meeting on January 20.
- The difficult process of allocating schools to the new division has begun.
- In Notre-Dame de Lourdes, 125 kilometres southwest of Winnipeg, some francophone parents who have opposed the new school division have received threatening letters and harassing phone calls. The town's two existing schools will be taken away from the existing Mountain School Division to be part of the new Francophone school division and the francophone students who do not wish to be part of the new division will be bussed to neighbouring towns.

SOURCE Press clippings from the Winnipeg Free Press, March 15 and 16, 1994.

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- The people of Manitoba are beginning the difficult task of allocating schools and classrooms to the new francophone division. It is not unusual that there are some disagreements over allotment of space.
- As education is a provincial matter, and Manitoba Education Minister Clayton Manness has declined to become involved in the dispute, I see no need for me to do so. I have every confidence that the people of Manitoba will be able to work out the details for themselves.
- I would, however, like to point out my government's ongoing support to official language education in Manitoba. Since 1988 my department has provided almost \$48 million in federal funding to official language education in Manitoba, of which approximately \$21.8 million has been designated for minority language education.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY
Sheila MacDonald
OLE
Tél./tel. 994-3442

DIRECTEUR/DIRECTOR
Lyette Doré
Director general
Tél./tel. 994-0943

SMA/ADM
Roger Collet
CCIP

WFP AI
94.03.15

French battle escalates

*RCMP probe threats of violence
linked to school division split*

By Paul Samyn
Legislature Reporter

Inside Story

■ Feud splitting francophones / B3

NOTRE DAME DE LOURDES — A battle for control of this community's two schools has escalated beyond a war of words to threats of physical violence.

The RCMP have been investigating a series of threatening letters and harassing telephone calls linked to a feud over the new French-language school division which comes into effect across the province this fall.

Const. Don Barclay of the Treherne detachment said the Mounties have been unable to determine who wrote the intimidating letters. But they plan to keep close watch. "Until the issue of (school) ownership is decided, we will continue to monitor the community," Barclay said.

Sources say parents who oppose the new school division were warned their children could be at risk. The threats underscore rising tensions that could fracture this community of 700, about 125 kilometres southwest of Winnipeg.

At the heart of the controversy is the ownership of Notre Dame's two schools — both of which will be taken over by the francophone division, which was created by an act of the provincial legislature last year.

About 300 area students are expected to enrol in the division. But parents of 110 others are resisting.

Many of those parents want 50 per cent of instruction in English and the ability to control instruction through a local division. Under the new board, instruction must be 75 per cent French.

Parents are also angry about the prospect of their children being bused 45 kilometres to neighboring St. Claude if they choose not to enrol in the francophone division.

The town's elementary and high school will no longer belong to the Mountain School Division. But Mountain trustees argue there is enough room in the two schools for both divisions, and want to be allowed to keep the elementary school building for their students.

"In a community of this size, everyone needs to work together," board chairman Norbert Rey said.

The Division scolaire franco-manitobaine has rejected that appeal, arguing it has a legal right to the schools it says it needs.

"We just can't squish all into one school so that we would be like sardines," Diane Bazin, a regional representative with the new French division, said.

Those struggling to keep one school for the Mountain division say no one is respecting their rights.

"Those in support of the French system are getting the opportunity to educate their children as they see fit and all the parents of the 110 children in the school division want is the same opportunity," parent Christine Chabbert said.

Claude Vuignier said both sides have been acting irrationally. "All my clients are asking what the hell is going on," said Vuignier, who runs a seed plant.

But he is adamant that a compromise be reached. "There is no way my kid is going on some damned bus because (former education minister) Rosemary Vodrey signed over the two schools."

Education Minister Clayton Manness has refused to become involved in the dispute.

French battle each other over rural schooling issue

94.03.15 WFP 13

By Paul Samyn
Legislature Reporter

NOTRE DAME DE LOURDES — They all speak the same language, only not to each other anymore.

The bitter battle raging here in French over control of the town's two schools pits neighbor against neighbor and cuts across blood lines more than a century old.

"It is destroying our town," a farmer fighting to keep one of the schools away from the new francophone school board said yesterday.

"This isn't Sarajevo — yet," adds one of his allies.

But threats of physical violence are already flying and some are talking about fleeing this farming community that used to be a model of bilingual harmony.

"People are already changing banks and where they shop," said one mother of three students.

The growing controversy that reminds some of the Manitoba Schools Question offers a twist on the usual quarrel between Canada's two solitudes.

Battle line

Instead of the English squaring off against the French, this spat is primarily amongst the francophone majority in this town of 800 about 125 kilometres southwest of Winnipeg. And the battle line is drawn over how much classroom instruction will be in French.

Currently, 75 per cent of instruction is in French. That won't change with the new division, but some parents say they need the flexibility to go to a 50-50 split between French and English instruction that francophone governance won't permit.

The spark that ignited Notre Dame's discord came last fall when a majority of families with school-age children opted to enrol in the long-awaited francophone school division that will begin July 1.

Under provincial legislation passed last year, that majority vote meant the town's high school and elementary school now run by the Mountain School Division will belong to the new francophone division.

That 136-83 vote was great news



PAUL SAMYNN/STAFF PHOTOGRAPHER

Institut Collegial Notre Dame students Jennifer Smirl (from left), Claire Van Den Bussche, Jason Van Damme, Catherine Delorme and Julie Grenier hang out before class.

RCMP investigate threats / A1

for parents like Diane Bazin, who sees the new division as the best way to protect their French culture.

"We just want to give our children the best education we can," said Bazin, a regional representative with Scolaire Franco-Manitobaine No. 49.

But that education won't include the 110 children whose parents don't opt for the new division. For them, the new school year will mean busing to different schools in either St. Claude or Somerset.

However, the Mountain School Division hasn't given up hope a compromise can be reached.

Norbert Rey, the division's chairman, said there is more than enough room in the two schools for all the

town's students. Rey is proposing that the francophone division take the high school for its roughly 300 students. In turn, Rey, asks that Mountain Division continue to have access to the elementary for its students.

But the francophone division insists it needs both schools and has turned down Rey's request.

And the resulting impasse has both sides seething.

Local businesses are reluctant to enter the fray, fearing that coming out in favor of one side will mean losing customers on the other. And the controversy has been the source of many arguments in the local pub.

"They say forgive and forget, but I don't think we will ever forget this," said one resident who did not wish to be identified.

***Langues officielles dans l'enseignement
Official Languages in Education***



TRANSMISSION D'UN DOCUMENT - FACSIMILE TRANSMITTAL

Date: 17 mars 1994

À - To:

**DIANE LECLERCQ
C.C. Bill Balan
Anne Scotton**

**Ministère/
Department:**

Secrétariat d'Etat
Pièce 200
303, rue Main
Winnipeg, Manitoba

N° tél./Tel. No.:

(204) 983-7908

N° télécopieur/Facs No.:

(204) 983-5365

Nombre de pages (incluant cette page):
Number of pages (including this page):

4

De - From:

Sheila MacDonald

Langues officielles dans
l'enseignement
Citoyenneté et Programme
d'identité canadienne
Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

Official Languages in Education
Citizen and Canadian Identity
Canadian Heritage
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

N° tél./Tel. No.:

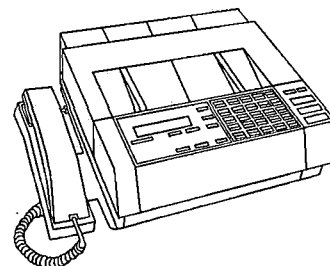
(819) 994-3442

N° télécopieur /Facs No.:

(819) 953-6580

Observations/

Comments: A TITRE D'INFORMATION



SUJET - ISSUE

DATE: 17 mars 1994

**PROBLEMS IN THE FRANCOPHONE COMMUNITY IN MANITOBA OVER
THE NEW FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION'S ALLOCATION OF
SCHOOLS**

NEW

RENSEIGNEMENTS - BACKGROUND

- The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act was adopted July 27, 1993. Since then, the province has taken steps to implement school governance throughout the province. A new school division has been created: the Francophone School Division.
- The new commissioners were elected on January 12, and the new board held its first meeting on January 20.
- The difficult process of allocating schools to the new division has begun.
- In Notre-Dame de Lourdes, 125 kilometres southwest of Winnipeg, some francophone parents who have opposed the new school division have received threatening letters and harassing phone calls. The town's two existing schools will be taken away from the existing Mountain School Division to be part of the new Francophone school division and the francophone students who do not wish to be part of the new division will be bussed to neighbouring towns.

SOURCE Press clippings from the Winnipeg Free Press, March 15 and 16, 1994.

RÉPONSE PROPOSÉE - SUGGESTED REPLY

- The people of Manitoba are beginning the difficult task of allocating schools and classrooms to the new francophone division. It is not unusual that there are some disagreements over allotment of space.
- As education is a provincial matter, and Manitoba Education Minister Clayton Manness has declined to become involved in the dispute, I see no need for me to do so. I have every confidence that the people of Manitoba will be able to work out the details for themselves.
- I would, however, like to point out my government's ongoing support to official language education in Manitoba. Since 1988 my department has provided almost \$48 million in federal funding to official language education in Manitoba, of which approximately \$21.8 million has been designated for minority language education.

PRÉPARÉ PAR/PREPARED BY
Sheila MacDonald
OLE
Tél./tel. 994-3442

DIRECTEUR/DIRECTOR
Lyette Doré
Director general
Tél./tel. 994-0943

SMA/ADM
Roger Collet
CCIP



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

MEMORANDUM

NOTE DE SERVICE

94.3.21

*Sheila
pour info et docu
Rog*

To
A

Lyette Doré
Directrice générale
Programmes d'appui aux langues
officielles

From
De

Roger Farley
Coordonnateur
Langues officielles dans
l'enseignement

Security Classification/
Classification de sécurité

Confidentiel

Our file-Notre référence

Your file-Votre référence

Date

1994.03.16

*Merci!
J'ai parlé à Roger
Collecter il va parler
plus tard aujourd'hui
à Marc Rodon pour déterminer le
suivi à donner à la rencontre de ce a.m.
Merci! 17.iii.194*

Subject
Objet

Votre rencontre avec Guy Roy sur la gestion scolaire au Manitoba

POINTS DE DISCUSSION

- Proposer à M. Roy de discuter, bien entendu, de gestion scolaire mais aussi du renouvellement du Protocole et de l'entente bilatérale s'il a des questions.
- Vous informer de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la gestion scolaire suite aux élections de janvier. Vous informer des étapes à venir.
- Réitérer l'engagement du gouvernement fédéral à partager les coûts de la mise en oeuvre. Mentionner que le fonds de 112 M \$ pour la gestion scolaire n'est pas touché par les coupures annoncées dans le budget.
- Revenir sur l'importance de conclure une entente tôt en 1994 puisque déjà une année s'est écoulée de ce programme de six ans.
- Vous informer des coûts déjà encourus par la province depuis l'adoption des modifications législatives. Selon la proposition reçue en octobre 1993, la province prévoyait dépenser 1 500 000 \$ en 1993-1994 pour les élections, les mesures transitoires, l'administration et la programmation.
- Pour 1994-1995, la province prévoyait dépenser plus de 6 M \$. Est-ce que ces prévisions sont toujours réalistes?


...2/

- 2 -

- Puisque la province avance avec la gestion scolaire et que sa loi respecte l'article 23 de la Charte, rien n'oblige le gouvernement fédéral à signer une entente pluriannuelle qui spécifie les montants à être versés année par année. Nous pourrions très bien proposer une entente uniquement sur les objectifs de l'aide fédérale et sur ses modalités. L'entente mentionnerait que la province nous soumettrait à chaque année des projets et activités pour l'approbation du ministre. Ces projets et activités seraient analysés au mérite et leur financement se ferait selon les fonds disponibles.

Cette dernière stratégie pourrait être présentée en dernier recours si nous ne parvenons pas à nous entendre sur le coût total sur cinq ans et sur la part fédérale.

Si vous le voulez nous pourrions discuter des différentes options qui s'offrent à nous.



Roger Farley

c:\wp51\data\rencontr.

Manitoba

Guy Roy, Henri Grimard

- Collet, Doré Harley
- Collet dit à votre un 15 millions comme point de départ (pass. exice) pour lancer discussions
- disc. cordiales
- 20M - demande de la prov.
- s'en allons vers impasse

Que Rochon tel. à Don Leitch pour débloquer

Talking points.

(voir note à Lyette)

Pleased off. met.

Regret no can understand reach.

Heard Man will not get its fair share

I called because I believe we can cont.

- Money is aside

- Over 20M just not poss., but

} we can make a substantial cont.

- Time running out.

- Prog. will expire in 6 years.

French battle escalates

WFP AI
94.03.15

*RCMP probe threats of violence
linked to school division split*

By Paul Samyn
Legislature Reporter

Inside Story

■ Feud splitting francophones / B3

NOTRE DAME DE LOURDES — A battle for control of this community's two schools has escalated beyond a war of words to threats of physical violence.

The RCMP have been investigating a series of threatening letters and harassing telephone calls linked to a feud over the new French-language school division which comes into effect across the province this fall.

Const. Don Barclay of the Treherne detachment said the Mounties have been unable to determine who wrote the intimidating letters. But they plan to keep close watch. "Until the issue of (school) ownership is decided, we will continue to monitor the community," Barclay said.

Sources say parents who oppose the new school division were warned their children could be at risk. The threats underscore rising tensions that could fracture this community of 700, about 125 kilometres southwest of Winnipeg.

At the heart of the controversy is the ownership of Notre Dame's two schools — both of which will be taken over by the francophone division, which was created by an act of the provincial legislature last year.

About 300 area students are expected to enrol in the division. But parents of 110 others are resisting.

Many of those parents want 50 per cent of instruction in English and the ability to control instruction through a local division. Under the new board, instruction must be 75 per cent French.

Parents are also angry about the prospect of their children being bused 45 kilometres to neighboring St. Claude if they choose not to enrol in the francophone division.

The town's elementary and high school will no longer belong to the Mountain School Division. But Mountain trustees argue there is enough room in the two schools for both divisions, and want to be allowed to keep the elementary school building for their students.

"In a community of this size, everyone needs to work together," board chairman Norbert Rey said.

The Division scolaire franco-manitobaine has rejected that appeal, arguing it has a legal right to the schools it says it needs.

"We just can't squish all into one school so that we would be like sardines," Diane Bazin, a regional representative with the new French division, said.

Those struggling to keep one school for the Mountain division say no one is respecting their rights.

"Those in support of the French system are getting the opportunity to educate their children as they see fit and all the parents of the 110 children in the school division want is the same opportunity," parent Christine Chabbert said.

Claude Vuignier said both sides have been acting irrationally. "All my clients are asking what the hell is going on," said Vuignier, who runs a seed plant.

But he is adamant that a compromise be reached. "There is no way my kid is going on some damned bus because (former education minister) Rosemary Vodrey signed over the two schools."

Education Minister Clayton Manness has refused to become involved in the dispute.

French battle each other over rural schooling issue

94-03-15 WFP 13

By Paul Samyn
Legislature Reporter

NOTRE DAME DE LOURDES — They all speak the same language, only not to each other anymore.

The bitter battle raging here in French over control of the town's two schools pits neighbor against neighbor and cuts across blood lines more than a century old.

"It is destroying our town," a farmer fighting to keep one of the schools away from the new francophone school board said yesterday.

"This isn't Sarajevo — yet," adds one of his allies.

But threats of physical violence are already flying and some are talking about fleeing this farming community that used to be a model of bilingual harmony.

"People are already changing banks and where they shop," said one mother of three students.

The growing controversy that reminds some of the Manitoba Schools Question offers a twist on the usual quarrel between Canada's two solitudes.

Battle line

Instead of the English squaring off against the French, this spat is primarily amongst the francophone majority in this town of 800 about 125 kilometres southwest of Winnipeg. And the battle line is drawn over how much classroom instruction will be in French.

Currently, 75 per cent of instruction is in French. That won't change with the new division, but some parents say they need the flexibility to go to a 50-50 split between French and English instruction that francophone governance won't permit.

The spark that ignited Notre Dame's discord came last fall when a majority of families with school-age children opted to enrol in the long-awaited francophone school division that will begin July 1.

Under provincial legislation passed last year, that majority vote meant the town's high school and elementary school now run by the Mountain School Division will belong to the new francophone division.

That 136-83 vote was great news



PAUL SAMYN/WINNIPEG FREE PRESS

Institut Collegial Notre Dame students Jennifer Smirl (from left), Claire Van Den Bussche, Jason Van Damme, Catherine Delorme and Julie Grenier hang out before class.

RCMP investigate threats / A1

for parents like Diane Bazin, who sees the new division as the best way to protect their French culture.

"We just want to give our children the best education we can," said Bazin, a regional representative with Scolaire Franco-Manitobaine No. 49.

But that education won't include the 110 children whose parents don't opt for the new division. For them, the new school year will mean busing to different schools in either St. Claude or Somerset.

However, the Mountain School Division hasn't given up hope a compromise can be reached.

Norbert Rey, the division's chairman, said there is more than enough room in the two schools for all the

town's students. Rey is proposing that the francophone division take the high school for its roughly 300 students. In turn, Rey, asks that Mountain Division continue to have access to the elementary for its students.

But the francophone division insists it needs both schools and has turned down Rey's request.

And the resulting impasse has both sides seething.

Local businesses are reluctant to enter the fray, fearing that coming out in favor of one side will mean losing customers on the other. And the controversy has been the source of many arguments in the local pub.

"They say forgive and forget, but I don't think we will ever forget this," said one resident who did not wish to be identified.

PUBLICATION

Winnipeg Free Press 1.1

PAGE

A01

DATE

15-3-94

(014)

French battle escalates

*RCMP probe threats of violence
linked to school division split*

By Paul Samyn
Legislature Reporter

NOTRE DAME DE LOURDES — A battle for control of this community's two schools has escalated beyond a war of words to threats of physical violence.

The RCMP have been investigating a series of threatening letters and harassing telephone calls linked to a feud over the new French-language school division which comes into effect across the province this fall.

Const. Don Barclay of the Treherne detachment said the Mounties have been unable to determine who wrote the intimidating letters. But they plan to keep close watch. "Until the issue of (school) ownership is decided, we will continue to monitor the community," Barclay said.

Sources say parents who oppose the new school division were warned their children could be at risk. The threats underscore rising tensions that could fracture this community of 700, about 125 kilometres southwest of Winnipeg.

At the heart of the controversy is the ownership of Notre Dame's two schools — both of which will be taken over by the francophone division, which was created by an act of the provincial legislature last year.

About 300 area students are expected to enrol in the division. But parents of 110 others are resisting.

Many of those parents want 50 per cent of instruction in English and the ability to control instruction through a local division. Under the new board, instruction must be 75 per cent French.

Parents are also angry about the prospect of their children being bused 45 kilometres to neighboring St. Claude if they choose not to enrol in the francophone division.

The town's elementary and high school will no longer belong to the Mountain School Division. But Mountain trustees argue there is enough room in the two schools for both divisions, and want to be allowed to keep the elementary school building for their students.

"In a community of this size, everyone needs to work together," board chairman Norbert Rey said.

The Division scolaire franco-manitobaine has rejected that appeal, arguing it has a legal right to the schools it says it needs.

"We just can't squish all into one school so that we would be like sardines," Diane Bazin, a regional representative with the new French division, said.

Those struggling to keep one school for the Mountain division say no one is respecting their rights.

"Those in support of the French system are getting the opportunity to educate their children as they see fit and all the parents of the 110 children in the school division want is the same opportunity," parent Christine Chabbert said.

Claude Vuignier said both sides have been acting irrationally. "All my clients are asking what the hell is going on," said Vuignier, who runs a seed plant.

But he is adamant that a compromise be reached. "There is no way my kid is going on some damned bus because (former education minister) Rosemary Vorey signed over the two schools."

Education Minister Clayton Manness has refused to become involved in the dispute.

15

ACTUEL

La FPCP a plus que jamais sa raison d'être

«La gestion est seulement une étape»

La Fédération provinciale des comités de parents (FPCP) a bien l'intention de rester le fer de lance du mouvement des parents francophones du Manitoba et ne cédera pas sa place à la Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM).

C'est ce qu'a décidé le conseil d'administration le 5 février, après avoir consulté ses comités dans les quatre régions. «Tout comme il y a un groupe pour appuyer les enseignants, avance le président Gilbert Savard, ça prend un mouvement pour appuyer les parents.»

La réflexion de l'organisme fait suite à la mise en place de la nouvelle CSFM en janvier dernier, une commission entièrement contrôlée par les parents.

«Les parents demeurent des intervenants importants dans le



Archives La Liberté

Gilbert Savard: une fédération de parents?



Louis Tétrault: les parents gèrent l'école.

système, poursuit le président. La Fédération sera là pour les appuyer, les informer, les former, pour revendiquer (la réparation, par exemple) et pour les services préscolaires: le dépistage des futurs parents de nos écoles.»

Fondée en 1976, la FPCP ne voit pas son rôle comme transitoire. «La gestion n'est qu'une étape, soutient Gilbert Savard. Nous allons nous concentrer à long terme sur autre chose, comme les services à la famille. La vie en français, ce n'est pas juste l'affaire de l'école, l'avenir se décide dans les foyers.»

À la CSFM, le président Louis Tétrault soutient que la FPCP a encore un rôle à jouer. «La revendication politique, on ne

peut pas faire ça. Notre rôle est délégué par la province pour offrir la meilleure éducation possible. Nous allons maintenir des liens avec la Fédération.

«Le comité d'école (à la base de la DSFM) va regrouper les intervenants dans l'école, avec une bonne représentation de parents. Il est possible qu'il y ait des conflits entre nous et la FPCP, poursuit Louis Tétrault, mais c'est les parents qui votent et il y aura une élection à tous les trois ans.

La meilleure éducation possible

«La FPCP a déjà fait des démarches dans des domaines qui affectent la commission scolaire directement, comme la francisation et le préscolaire. Elle a des choses à nous offrir.»

Quant à une nouvelle structure de la FPCP, il faudra attendre une réunion des présidents le 22 février et l'assemblée annuelle le 19 mars pour en avoir une idée précise. «Il y a peut-être une fédération de parents (par opposition à comités de parents) en devenir, souligne Gilbert Savard. Nous voulons garder un contact au niveau local.

«Et nous allons continuer à travailler avec les autres intervenants, vers des fins communes, comme un groupe autonome qui n'est pas nécessairement toujours d'accord.»

Jean-Pierre DUBÉ 001367

Le Centre de Santé Notre-Dame

est présentement à la recherche d'un.e
infirmier.ière auxiliaire

pour assumer des postes de durée déterminée à l'hôpital.

Qualifications requises :

- diplôme d'infirmier.ière auxiliaire.
- habileté linguistique dans les deux langues officielles est un atout.
- Expérience est un atout.

Tout(e) intéressé(e), veuillez svp faire parvenir votre curriculum vitae **avant le 28 février 1994** à :

Cheryl Harrison
Directrice de soins des patients
Centre de Santé Notre-Dame
Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba
C.P. 190
R0G 1M0
248-2112

ACTUEL

ÉDITORIAL

Un Festival gourmand

Je n'avais jamais été au Festival du Voyageur de ma vie. Toutes mes connaissances m'avaient pourtant prédit du plaisir «en masse». Connaissant des dizaines de personnes qui, de la Saskatchewan, y descendent à chaque année («Pas question de manquer cela», disaient certains), j'aurais dû vivre quelque chose de génial. Pourtant, je suis déçu.

Le Gala du 25e fut un beau spectacle. Mais il fut trop court (je vous invite à lire le billet de Jean-Pierre Dubé dans cette édition). Et pour allonger le bouillon, en guise d'ouverture, nous avons dû endurer une longue série de diapositives égratignées ou floues, accompagnées d'un son exécrable.

Nous aurions préféré savourer plus longuement la douce voix de Marie-Claude McDonald, peut-être la seule qui avait plus qu'un cachet à venir chercher sur cette scène...

Finalement, à 32 \$ par personne, plus le macaron, plus les autres frais de sortie, et après avoir parlé à plusieurs personnes, aucune ne m'a dit en avoir eu pour son argent. Tous s'en souviendront.

Chez les festivaliers (qui, dit-on, auraient boudé le Rendez-vous sur le boulevard cette année), nous en avons entendu plusieurs dire qu'ils en avaient assez de toujours mettre la main dans le porte-monnaie.

Chez les artistes locaux à qui nous avons parlé, plusieurs se plaignent amèrement (dans l'anonymat car malgré tout, ils ont besoin d'amener du pain et du beurre à la maison) de se voir offrir des cachets à rabais, alors que d'autres accusent le Festival d'être un mauvais payeur. Si cela est vrai, il est temps de se demander s'il faut à tout prix conserver cette super-structure.

Car pour continuer à drainer les foules et faire des profits (il en faut bien et souhaitons-leurs en!), les futurs Festivals auront besoin d'une bonne cure d'amaigrissement. Sinon, à force de devenir gourmand d'un côté et pingre de l'autre, non seulement les oeufs d'or seront en danger, mais la poule elle-même risque gros.

En 25 ans, le Festival du Voyageur a peut-être fini de grandir. S'il veut rester un événement culturel et social populaire, il devra non seulement tenir compte de la capacité de payer de sa clientèle, mais aussi leur en offrir pour leur argent.

EH OH! Veux-t-on d'un Festival du Voyageur qui soit une machine à récolter des millions, ou bien un événement, certes plus petit, où toutefois la dimension humaine redeviendra la norme? Après 25 ans de croissance parfois difficile, la question se pose.

Du plaisir? Bien sûr que je m'en suis fait. Mes amis de la Saskatchewan? Bien sûr que je les amènerai au Festival cette fin de semaine. Mais l'an prochain, si rien ne change, ce n'est pas moi qui les y inviterai.

CAYOUCHE



Lettres

La démission de Ronald est regrettable

M. le rédacteur,

C'est avec grand regret que j'ai appris la démission de M. Ronald Chartrand comme président de la Commission scolaire Norwood. Je connais M. Chartrand depuis longtemps et j'ai suivi avec intérêt son travail dans le domaine de l'administration de l'éducation.

Depuis ses débuts comme président du Comité de parents à l'école du Précieux-Sang, il y a dix ans, et tout au long de ses deux mandats comme commissaire, il s'est engagé corps et âme à assurer la meilleure éducation possible à nos enfants.

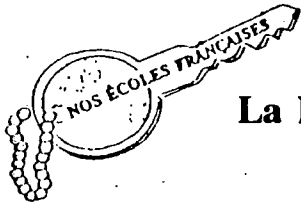
En qualité d'ami personnel, j'ai pu me rendre compte des heures et des sacrifices innombrables qu'il a mis au service de tous les intervenants dans

l'éducation ici dans la Division Norwood.

Il n'a pas eu le rôle facile: depuis deux ans il a été la cible d'attaques personnelles qui, à la fin se sont révélées sans fondement, mais qui, toutefois, l'ont profondément blessé. Dernièrement, suite à la controverse qui a entouré des observations qu'il a faites sur le rendement de certains professeurs, il a soumis sa démission comme président de la Commission scolaire.

Cette controverse s'avérera finalement, elle aussi, une tempête dans une tasse d'eau. Cependant, certains esprits plus malins que lui n'auront pas hésité d'en tirer parti pour avancer leur propre cause.

Les humains sont prompts à blâmer dès que l'occasion se



La Division scolaire franco-manitobaine - un acquis



Notre Division scolaire franco-manitobaine existe officiellement! Nos représentants régionaux et nos commissaires sont élus. Voici la liste:

Région ouest -	Hubert Deroche	-	président du comité régional et commissaire
	Antonio Simard	-	vice-président du comité régional et commissaire
	Diane Bazin	-	représentante
	Gilles Martel	-	représentant
	Guy Dumont	-	représentant
	Fernand Comte	-	représentant
Région est -	Roland Gauthier	-	président du comité régional
	Michelle Lagimodière-Gagnon	-	vice-présidente du comité régional
	Aurèle Boisvert	-	commissaire
	Michelle Cenerini	-	commissaire
	Louis Tétrault	-	commissaire et président de la DSFM
	André Lafrenière	-	représentant
	Louis Paquin	-	représentant
	Léo Teillet	-	représentant
	Jacques Trudeau	-	représentant
	Gilles Avanthay	-	représentant
	Charles Arbez	-	représentant
Région sud -	Jeannot Robert	-	président du comité régional
	André Carbonneau	-	vice-président du comité régional
	Raymond Curé	-	commissaire
	Jeannette Gilmore	-	commissaire
	Léa Barnabé	-	représentante
	Anne-Marie Fillion	-	représentante
Région urbaine -	Murielle Gagné-Ouellette	-	présidente du comité régional
	Rita Simoens	-	vice-présidente du comité régional
	Léandre Buisé	-	commissaire
	Marc Boily	-	commissaire
	Tayeb Meridji	-	commissaire
	Denis Dragon	-	commissaire et vice-président de la DSFM
	Carmelle Mulaire	-	représentante

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) est vivante!

LOUIS TÉTRAULT - le nouveau et premier président de la Division scolaire franco-manitobaine a été élu le 20 janvier dernier lors d'une première réunion officielle de la commission scolaire. À la même réunion, Denis Dragon de la région urbaine et représentant de l'école Lacerte a été élu vice-président de la DSFM.

Louis Tétrault et son épouse, Irène, ont trois garçons qui fréquentent l'école de St-Joachim à La Broquerie. Louis a fait ses études élémentaires et secondaires à La Broquerie et par la suite, a fait des études en architecture.

Présentement, Louis est agent de développement communautaire pour la région Seine. Auparavant, il était représentant d'une compagnie fabriquant des matériaux pour la construction et, pendant quatre ans avant cela, il était propriétaire de sa propre compagnie de construction. Louis a commencé son expérience sur le marché du travail comme gérant d'une entreprise familiale à La Broquerie.

Louis a aussi siégé au conseil d'administration de plusieurs organismes. Il est présentement sur le conseil de Community Services Council et a siégé pendant plusieurs années au conseil de la FPCP et en a été le vice-président. Les parents, avec qui il a transigé, le connaissent pour son dévouement, son esprit ouvert, son entregent, son aptitude pour le travail en équipe et surtout pour son engagement dans les efforts pour obtenir la gestion et pour ses convictions vis à vis l'école française.

Malgré ses jeunes années, Louis a acquis une expérience dans plusieurs domaines qui lui servira dans ses nouvelles responsabilités comme président de la DSFM; ce projet de société auquel les parents franco-manitobains aspirent depuis une douzaine d'années.

Les parents francophones sont heureux que la DSFM est enfin une réalité, veulent aujourd'hui assurer la nouvelle commission scolaire francophone de leur ardent désir de collaborer à la création de cette vision qui contribuera à l'épanouissement linguistique et culturel de la jeunesse francophone et au développement de nos communautés. La FPCP et le mouvement des parents souhaitent courage, ténacité et beaucoup de succès au nouveau président, à tous les commissaires et à tous les représentants régionaux. Merci de votre engagement!

PROVINCE DU MANITOBA

ENTENTE BILATÉRALE

Sommaire des contributions du Canada et répartition par objectifs linguistiques

	1988-1989			1989-1990			1990-1991			1991-1992			1992-1993			TOTAL 1988-1993
	minorité	lang. sec.	total	minorité	lang. sec.	total	minorité	lang. sec.	total	minorité	lang. sec.	total	minorité	lang. sec.	total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
INFRASTRUCTURE																
. primaire / secondaire	1 917 513	4 035 664	5 953 177	1 792 345	4 439 012	6 231 357	1 834 773	4 807 342	6 642 115	1 844 143	4 865 667	6 709 810	1 840 624	4 900 736	6 741 360	32 277 819
. Collèges	212 308	0	212 308	211 593	0	211 593	215 265	0	215 265	159 914	0	159 914	163 911	0	163 911	962 991
. universitaire	604 320	0	604 320	714 226	0	714 226	757 566	0	757 566	806 079	0	806 079	858 900	0	858 900	3 741 091
. écoles indépendantes	0	81 838	81 838	0	84 795	84 795	0	82 333	82 333	0	84 561	84 561	0	87 671	87 671	421 198
Total partiel	2 734 141	4 117 502	6 851 643	2 718 164	4 523 807	7 241 971	2 807 604	4 889 675	7 697 279	2 810 136	4 950 228	7 760 364	2 863 435	4 988 407	7 851 842	37 403 099
ÉLAB. ET DÉV. DE PROG.																
. primaire / secondaire	168 815	201 615	370 430	230 175	336 804	566 979	449 031	322 664	771 695	412 455	237 192	649 647	484 615	227 930	712 545	3 071 296
. postsecondaire	979 373	3 200	982 573	561 219	3 200	564 419	1 046 199	0	1 046 199	1 465 688	0	1 465 688	680 677	40 300	720 977	4 779 856
. éducation des adultes	0	27 300	27 300	0	27 300	27 300	0	27 300	27 300	0	78 000	78 000	67 500	115 705	183 205	343 105
Total partiel	1 148 188	232 115	1 380 303	791 394	367 304	1 158 698	1 495 230	349 964	1 845 194	1 878 143	315 192	2 193 335	1 232 792	383 935	1 616 727	8 194 257
FORMATION DES MAÎTRES																
Total partiel	0	80 324	80 324	6 000	104 400	110 400	6 000	119 000	125 000	12 000	113 000	125 000	18 500	87 500	106 000	546 724
APPUI AUX ÉTUDIANTS																
Total partiel	264 000	110 000	374 000	251 000	110 000	361 000	251 000	110 000	361 000	262 700	98 300	361 000	306 500	89 500	396 000	1 853 000
TOTAL GLOBAL	4 146 329	4 539 941	8 686 270	3 766 558	5 105 511	8 872 069	4 559 834	5 468 639	10 028 473	4 962 979	5 476 720	10 439 699	4 421 227	5 549 342	9 970 569	47 997 080

PROVINCE DU MANITOBA

ENTENTE BILATÉRALE

Sommaire des contributions du Canada et répartition par objectifs linguistiques

	1988-1989			1989-1990			1990-1991			1991-1992			1992-1993			TOTAL 1988-1993
	minorité	lang. sec.	total	minorité	lang. sec.	total	minorité	lang. sec.	total	minorité	lang. sec.	total	minorité	lang. sec.	total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
INFRASTRUCTURE																
. primaire / secondaire	1 917 513	4 035 664	5 953 177	1 792 345	4 439 012	6 231 357	1 834 773	4 807 342	6 642 115	1 844 143	4 865 667	6 709 810	1 840 624	4 900 736	6 741 360	32 277 819
. Collèges	212 308	0	212 308	211 593	0	211 593	215 265	0	215 265	159 914	0	159 914	163 911	0	163 911	962 991
. universitaire	604 320	0	604 320	714 226	0	714 226	757 566	0	757 566	806 079	0	806 079	858 900	0	858 900	3 741 091
. écoles indépendantes	0	81 838	81 838	0	84 795	84 795	0	82 333	82 333	0	84 561	84 561	0	87 671	87 671	421 198
Total partiel	2 734 141	4 117 502	6 851 643	2 718 164	4 523 807	7 241 971	2 807 604	4 889 675	7 697 279	2 810 136	4 950 228	7 760 364	2 863 435	4 988 407	7 851 842	37 403 099
ÉLAB. ET DÉV. DE PROG.																
. primaire / secondaire	168 815	201 615	370 430	230 175	336 804	566 979	449 031	322 664	771 695	412 455	237 192	649 647	484 615	227 930	712 545	3 071 296
. postsecondaire	979 373	3 200	982 573	561 219	3 200	564 419	1 046 199	0	1 046 199	1 465 688	0	1 465 688	680 677	40 300	720 977	4 779 856
. éducation des adultes	0	27 300	27 300	0	27 300	27 300	0	27 300	27 300	0	78 000	78 000	67 500	115 705	183 205	343 105
Total partiel	1 148 188	232 115	1 380 303	791 394	367 304	1 158 698	1 495 230	349 964	1 845 194	1 878 143	315 192	2 193 335	1 232 792	383 935	1 616 727	8 194 257
FORMATION DES MAÎTRES																
Total partiel	0	80 324	80 324	6 000	104 400	110 400	6 000	119 000	125 000	12 000	113 000	125 000	18 500	87 500	106 000	546 724
APPUI AUX ÉTUDIANTS																
Total partiel	264 000	110 000	374 000	251 000	110 000	361 000	251 000	110 000	361 000	262 700	98 300	361 000	306 500	89 500	396 000	1 853 000
TOTAL GLOBAL																
	4 146 329	4 539 941	8 686 270	3 766 558	5 105 511	8 872 069	4 559 834	5 468 639	10 028 473	4 962 979	5 476 720	10 439 699	4 421 227	5 549 342	9 970 569	47 997 080

Lotus 2.4 Z:\manitoba\finance\5ans

Mise à jour : 21/02/94

21 856 927



Canada

Canada

FILENAME: 295104-23-4

File number - Numéro de dossier

295104-23-4

Sheila

Date

Le 25 janvier 1994

Telephone/FAX - Téléphone/Télocopieur

957-4931/941-4088

MEMORANDUM / NOTE DE SERVICE

BEST AVAILABLE COPY

Diffusion

TO/DEST.:

FROM/ORIG.:

Jean-Charles Ducharme, Conseiller juridique
Groupe du droit des langues officielles, Section des droits de la
personne

SUBJECT/OBJET:

Division scolaire franco-manitobaine

Comments/Remarques

Veillez trouver ci-joint copie d'un communiqué de presse du
gouvernement du Manitoba, ainsi qu'une correspondance du Bureau
d'Élections Manitoba faisant état des résultats de premières élections
régionales de la Division scolaire franco-manitobaine.

Ces informations vont dans le sens des propos contenus dans notre
note du 18 janvier 1994. La mise sur pied de la gestion scolaire par la
communauté franco-manitobaine va donc bon train.

Jean-Charles Ducharme

JCD\lb

p.j.

Diffusion:

Lynette Doré

Pierre Gaudet

Hilaire Lemoine

Suzanne Lafleur

Yvan Déry

Louis Reynolds

Thérèse Laberge

Secrétariat
Direction de la promotion
des Langues Officielles

JAN 27 1994

Department of Community and Social
Promotion and Official Languages
Directorate

VOULEZ-VOUS
ÊTRE INCLUS?
PARLEZ-LUI!

c.c. Roger Jachy.

Manitoba Government NEWS RELEASE



Information Services, Room 29, Legislative Building, Winnipeg, Manitoba R3C 0V8

Telephone: (204) 945-37

Fax: (204) 945-39

December 7, 1993

FRANCOPHONE GOVERNANCE STRUCTURE ANNOUNCED

Elections Set for Jan. 12 For Regional Committees

The new francophone school division, "la Division scolaire franco-manitobaine No. 49", will be a reality by Jan. 20, Education and Training Minister Clayton Manness announced today.

The territory of the new school division is divided into four regions--Urban, Eastern, Southern and Western--and each region has an elected committee. Elections for regional committee members will be held Jan. 12. Nominations for candidates close at 2 p.m., Dec. 30. The 33 successful candidates, representing 20 wards, will then elect from among themselves the 11 trustees of the francophone school board.

Elections Manitoba will oversee the election of regional committees. Approximately 5,000 Manitobans are eligible to participate in the regional elections.

The regional committees, trustees and a trustee-elected chairperson of the board are to be in place by Jan. 20. The new board will then establish a budget, hire administrative and support staff, and negotiate with existing boards concerning the future of schools in which mixed programs are currently located.

The number of regional committee members to be elected in each ward is based on student population. Two members are to be elected in wards representing programs with 150 or more students, and one member for programs with under 150 students.

- more -

- 2 -

FRANCOPHONE GOVERNANCE

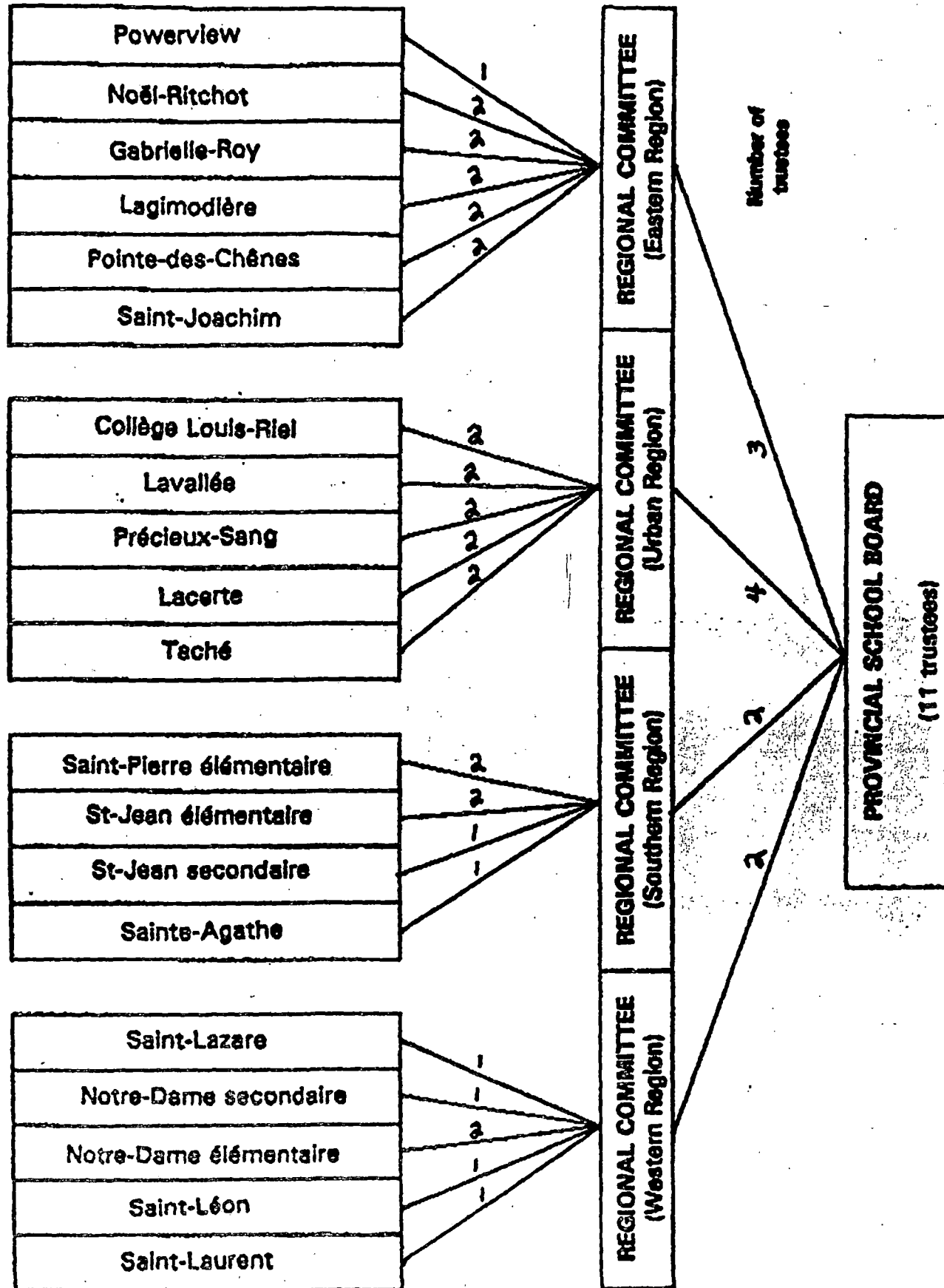
The structure of the new division is based on recommendations from the Francophone Governance Implementation Committee, chaired by Alfred Monnin, former Manitoba chief justice, which conducted a public information and registration process in the summer of 1993.

- 30 -

CHART LISTING REGIONS AND WARDS TO BE TRANSFERRED INTO la Division
scolaire franco-manitobaine No. 49 ATTACHED.

STRUCTURE OF THE

DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE NO. 49



GOVERNEMENT DU MANITOBA **COMMUNIQUE**



Services d'information, Palais législatif, pièce 29, Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8

Téléphone : (204) 945-37
Télécopieur : (204) 945-39

Le 7 décembre 1993

LA STRUCTURE DE LA DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE RENDUE PUBLIQUE Élections des comités régionaux fixées au 12 janvier 1994

La nouvelle division scolaire de langue française, appelée «Division scolaire franco-manitobaine n° 49», sera une réalité d'ici le 20 janvier 1994, a annoncé, aujourd'hui, le ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle, Clayton Manness.

Le territoire de la nouvelle division scolaire comprendra quatre régions - urbaine, est, sud et ouest - qui éliront chacune un comité. Les élections des personnes qui siégeront aux comités régionaux auront lieu le 12 janvier 1994. La période de déclaration des candidatures se terminera le 30 décembre 1993 à 14 h. Les 33 personnes élues pour représenter 20 quartiers éliront ensuite parmi elles 11 commissaires qui formeront la commission scolaire de langue française.

Élections Manitoba supervisera le déroulement des élections des comités régionaux. Environ 5,000 Franco-manitobains et Franco-manitobaines ont le droit de participer aux élections.

Les comités régionaux, les commissaires et une personne élue parmi ces commissaires pour exercer la présidence devront entrer en fonctions d'ici le 20 janvier 1994. La nouvelle commission scolaire veillera alors à établir un budget, à embaucher du personnel administratif et de soutien, à négocier avec les commissions scolaires existantes pour déterminer l'avenir des écoles où sont actuellement offerts des programmes mixtes.

...2

- 2 -

Le nombre de membres qui seront élus dans chaque quartier pour siéger aux comités régionaux a été établi d'après la population étudiante. Dans les quartiers où les programmes regroupent 150 élèves et plus, on élira deux membres et dans ceux où ils en regroupent moins de 150, on en élira un.

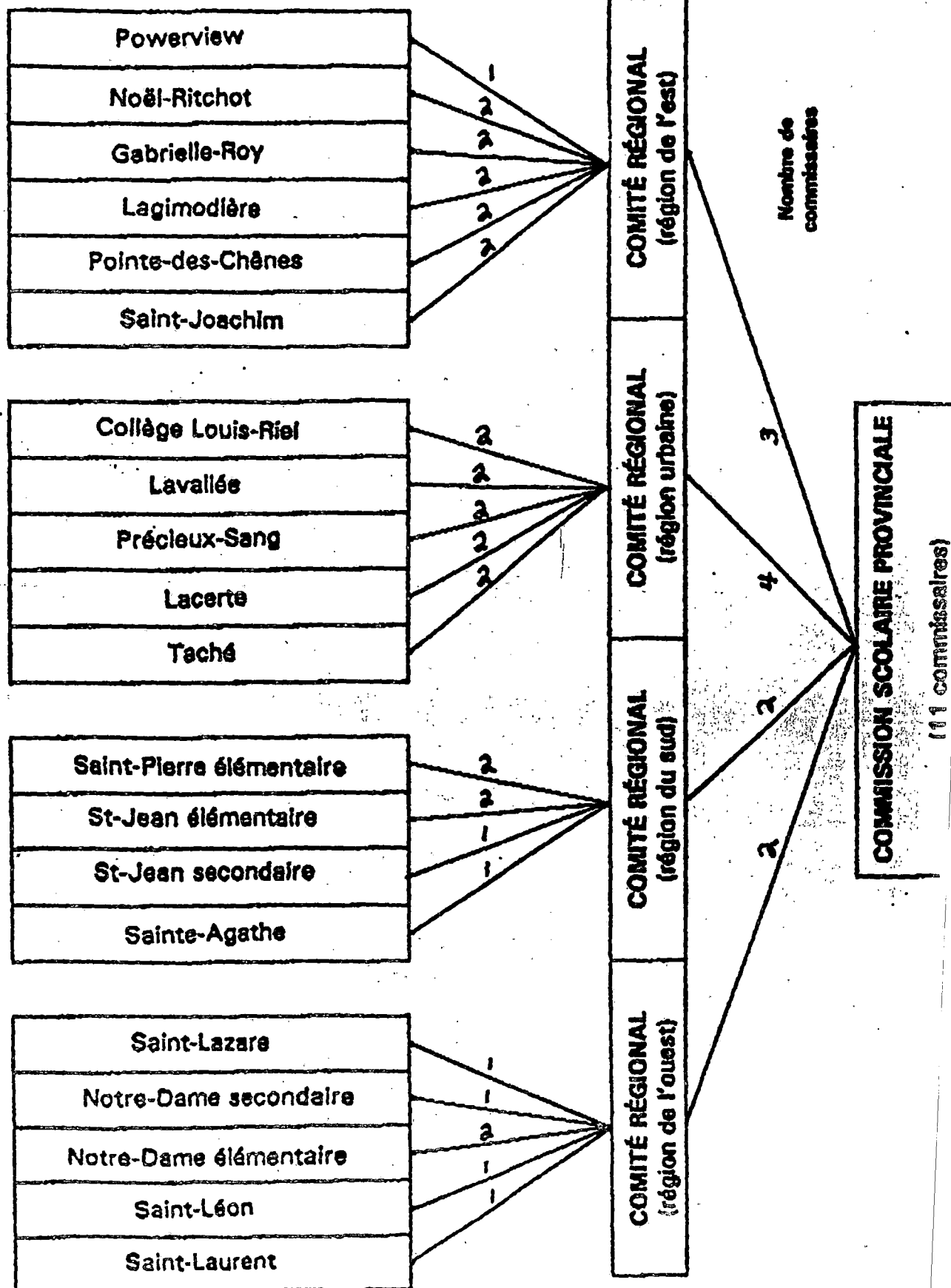
La structure de la nouvelle division repose sur les recommandations du Comité d'appui à la mise en oeuvre de la gestion présidé par l'ancien juge en chef du Manitoba, Alfred Monnin. Le Comité a formulé ses recommandations à l'issue d'une série de séances publiques d'information et d'inscription tenues durant l'été 1993.

- 30 -

VOIR L'ORGANIGRAMME CI-JOINT INDICANT LES RÉGIONS ET LES QUARTIERS QUI
SERONT TRANSFÉRÉS À LA DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE NO 42.

STRUCTURE DE GESTION

DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49





MANITOBA

An independent office of the Legislative Assembly
Un bureau indépendant de l'Assemblée législative

Room 302
379 Broadway
Winnipeg, Manitoba
R3C 0T9
(204) 945-3225
Fax: (204) 945-6011

FILE COPY

January 13, 1994

The Honourable Denis C. Rocan
Speaker of the Legislative Assembly
Room 244, Legislative Building
Winnipeg MB R3C 0V8

Dear Mr. Speaker:

On December 10, 1993, you sent me copies of correspondence indicating all party agreement that my Office oversee the first election of regional committee members of the new francophone school division, la Division scolaire franco-manitobaine n° 49. I wish to advise you that the first election of the regional committee members was held on January 12, 1994 in accordance with the Francophone Schools Governance Regulation 202/93R pursuant to The Public Schools Act (CC.S.M. C. P250). The following candidates are declared elected:

URBAN REGION

Lacerte Ward
Louis-Riel Ward
Lavallée Ward
Précieux-Sang Ward
Taché Ward

Rita Simoens
Gilbert M. B. Laberge
Murielle Gagné-Ouellette
Raymond M. Gouin
Marc Boily

Denis Dragon
Léandre Buissé
Maurice Auger
Tayeb Meridji
Carmelle Mulaire

EASTERN REGION

Gabrielle-Roy Ward
Lagimodière Ward
Noël-Ritchot Ward
Pointe-des-Chênes Ward
Powerview Ward
Saint-Joachim Ward

Michelle Cénéryni
Michèle Lagimodière-Gagnon
Charles Arbez
Aurèle Boisvert
Gilles H. Avanthay
Roland G. Gauthier

Jacques T. Trudeau
1 to be appointed
Léo V. Teillet
André D. Lafrenière
Louis Tétrault

SOUTHERN REGION

Sainte-Agathe Ward	Jeannot J. Robert	
École Saint-Jean-Baptiste (el.) Ward	Léa Barnabé	Anne-Marie Fillion
École Saint-Jean-Baptiste (sec.) Ward	Jeannette Gilmore	
Saint-Pierre Ward	André Carbonneau	Raymond Paul Curé

WESTERN REGION

Saint-Laurent Ward	Guy Dumont	
Saint-Lazare Ward	Antonio Simard	
Saint-Léon Ward	Gilles Martel	
École (el.) de Lourdes Ward	Diane Bazin	Fernand J. Comte
École (sec.) de Lourdes Ward	Hubert Deroche	

27 of the 33 regional committee members were elected by acclamation. Elections were held in 3 wards: Lavallée, Saint-Pierre and École secondaire de Saint-Jean-Baptiste. Only one valid nomination was received for two positions of regional committee member for the Lagimodière ward. In accordance with section 34 of Regulation 202/93R, the members of the Eastern Regional Committee shall appoint a qualified person to fill the second position in the Lagimodière ward.

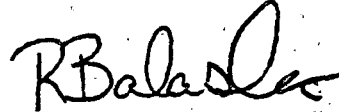
As required under subsection 21.40 (3) of The Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act (S.M. 1993, C. 33), I have notified each regional committee member in writing of the time and place of the first meeting of each regional committee. The first meetings are as follow:

REGION	DATE	TIME	PLACE
Western	Thursday, January 13/94	7:30	Notre-Dame-Lourdes
Eastern	Monday, January 17/94	7:30	Ste-Anne
Urban	Tuesday, January 18, 94	7:30	Winnipeg
Southern	Wednesday, January 19/94	7:30	St-Pierre-Jolys

I have also scheduled the first meeting of the francophone school board, as required under subsection 39(1) of Regulation 202/93 for 7:30 pm to take place, Thursday, January 20/94 at le Salon Sportex, le Collège universitaire de Saint-Boniface, 200, avenue de la Cathédrale. I will notify each trustee of the date, time and place of the first meeting the night he or she is elected by the regional committees at its first meeting.

The organization and conduct of the elections of regional committee members of the francophone school division has been an interesting challenge and opportunity and a worthwhile experience for my Office. A more detailed report on the elections and Elections Manitoba involvement with the Monnin Committee is being prepared and will be sent to you upon completion.

Sincerely,



Richard D. Balasko
Chief Electoral Officer

\fa

cc: House Leaders
Honourable Clayton Manness

The Honourable Denis C. Rocan
Speaker of the Legislative Assembly
Room 244, Legislative Building
Winnipeg MB R3C 0V8

Mr. Jim Ernst
Government House Leader
Room 317, Legislative Building
Winnipeg MB R3C 0V8

Mr. Steve Ashton
N.D.P. House Leader
Room 234, Legislative Building
Winnipeg MB R3C 0V8

Mr. Kevin Lamoureux
Liberal House Leader
Room 228, Legislative Building
Winnipeg MB R3C 0V8

The Honourable Clayton Manness
Minister
Education & Training
Legislative Building
Winnipeg MB R3C 0V8

Première rencontre entre la DSFM et le ministre de l'Éducation

Le budget définitif reste à fixer

La question du budget pour la prochaine année scolaire demeure une des principales priorités de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), qui devait rencontrer le ministre de l'Éducation pour la première fois le 9 février.

«C'est une rencontre pour faire connaissance, explique Louis Tétrault, président de la DSFM. On n'a pas déterminé de dossier précis à discuter avec le ministre. Mais il sera sûrement question de l'entente Canada-Manitoba.»

La DSFM ignore toujours quel sera le montant de son premier budget. Le Bureau de l'éducation française (BEF) a cependant évalué qu'il pourrait se situer entre 22 millions \$ et 25 millions \$, selon le nombre d'inscriptions (entre 4



Louis Tétrault, président de la DSFM.

et 5 000).

«Ça, c'est basé sur le système de calcul des commissions scolaires existantes, estime Louis Tétrault. Mais ça ne tient pas compte des subventions fédérales, de l'aspect réparateur, du besoin de classes d'accueil, de la responsabilité des gouvernements. Il faudrait vraiment ne pas être informé pour penser qu'on peut se contenter de 22 millions \$.»

Par ailleurs, les commissaires se sont finalement décidés à

embaucher très prochainement une équipe administrative dont les noms devraient être connus d'ici le 16 février. Cette équipe sera dirigée par un directeur de bureau par intérim, en attendant l'embauche d'un directeur à long terme (ou d'une directrice).

Cette équipe s'installera dans des locaux situés dans l'édifice Centre-Ville, au coin du boulevard Provencher et de l'avenue Taché.

Lors d'une réunion qui s'est tenue le 5 février, les commissaires

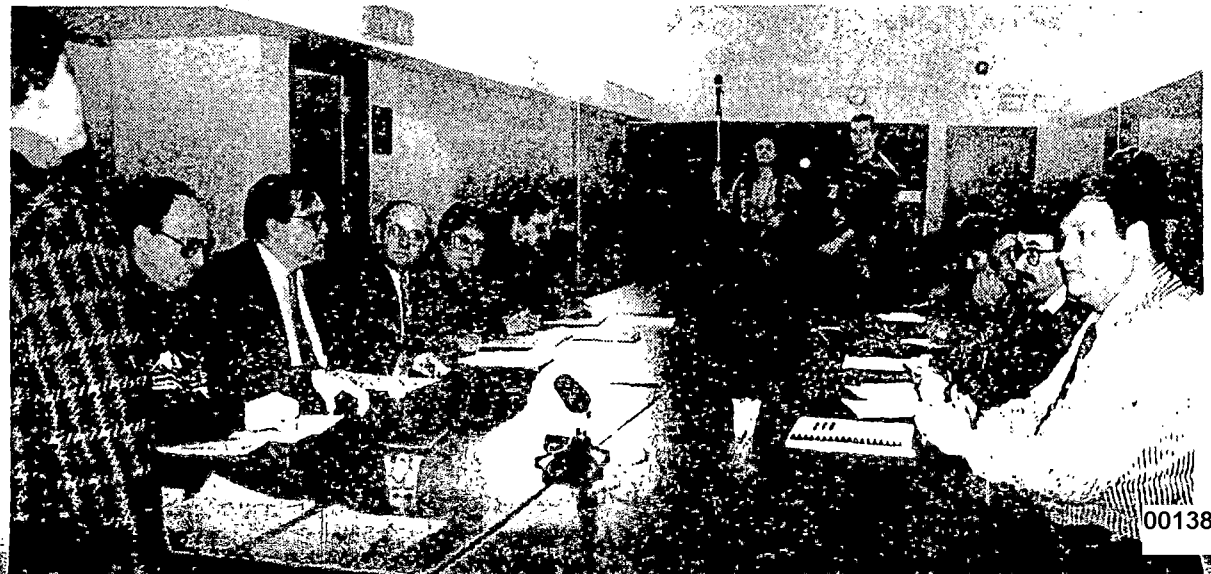
ont également formé plusieurs comités permanents et ad hoc (1). «Il y aura un commissaire dans chaque comité, mais on va aussi aller chercher des représentants régionaux», précise Louis Tétrault.

Laurent GIMENEZ

(1) Comités permanents: finances, politiques internes et procédures, négociations des ententes collectives, francisation et classes d'accueil, personnel et liaisons, établissement des centres non désignés. Comités ad hoc: comités scolaires, négociations avec les commissions scolaires cédantes.

On vise le statu quo pour les deux prochaines années

Quel avenir pour l'école Lavallée?



001383

Le Cercle Molière présente

Café
LA SÉRIE
Théâtre

Une présentation
des Les du Maurier Lée

Si vous avez rêvé de jouer pour les
As, les Saints ou les Canadiens...

Si vous connaissez quelqu'un



Government of Canada
Department of Communications

Gouvernement du Canada
Ministère des Communications

Deputy Minister

Sous-ministre

Ottawa, Canada
K1A 0C8

4091-93-180/7-4
Sheila

COPIES / EDUCATION

Ministry / Affaires indiennes, CD

COPIES (7)

SEPARATES (1)

PROGRAMME / PROGRAM

LOE # 3097

L. Doré / PLO

5493-63780

JAN 11 1994

Mr. John D. Carlyle
Deputy Minister
Education and Training
450 Broadway Avenue
Room 162, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mr. Carlyle:

Thank you for your letter dated November 19, 1993,
concerning the Canada-Manitoba Agreement on Minority
Language Education and Francophone Schools Governance.

I am pleased that discussions between Messrs Guy Roy
and Roland Pantel of your department and Ms Lyette Doré,
Director General of Promotion of Official Languages and
Official Languages in Education, are progressing. I
trust that our respective ministers will be in a position
to sign an agreement in the near future.

Yours sincerely,

Original signed by
L. Doré / PLO

for P Racine
Marc Rochon

Canada



FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST

Date: 3/12/93	N° de référence - Reference no.: 3093-03780
A - To: J. Dore	Requis pour - Required for: 6/01/94
De - From: C. Lalonde	
C.C.:	

- ☐ pour approbation
For your approval
- ☐ À votre demande
Your request
- ☐ Vos commentaires
For your comments
- ☐ Comme discuté
As discussed
- ☐ Noter et retourner
Note and return
- ☐ Faire circuler
Please circulate
- ☒ Donner suite (voir remarques pour détails)
For action (see remarks for details)
- ☐ Réponse pour signature du:
Reply for the signature of: _____
- ☐ À titre d'information

☐ Me téléphoner # _____
Call me



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

**ACTION
REQUEST**

**FICHE DE
SERVICE**

To - À Roger <i>c.c. hypette</i>		Date 6/12/93
From - De Jasmine		Time - Heure
Language spoken - Langue utilisée <input type="checkbox"/> English / <input type="checkbox"/> French Anglais / Français		Telephone - Téléphone Extension / Poste
<input type="checkbox"/> Please call Prière d'appeler	<input type="checkbox"/> Returned your call Vous a rappelé	<input type="checkbox"/> Will call again Vous rappellera
<input type="checkbox"/> Wants to see you Désire vous voir	<input checked="" type="checkbox"/> Action Donner Suite	<input type="checkbox"/> Approval Approbation
<input type="checkbox"/> Comments Commentaires	<input type="checkbox"/> Draft reply Projet de réponse	<input type="checkbox"/> Note and return Noter et retourner
<input type="checkbox"/> As requested Comme demandé	<input type="checkbox"/> Signature	<input type="checkbox"/> Note and forward Noter et faire suivre
<input type="checkbox"/> Note and file Noter et classer		
File No. - N° de dossier 3093-03780	Message taken by - Message reçu par	

Secrétariat d'Etat
des langues officielles
dans l'enseignement

DEC 6 1993

Department of Secretary of State
Languages in Education

SEC 2-764 (92-03)

Sheila
pour info - Roger
93.12.6

B.F. 6/01/94



Bureau du Sous-ministre
du Patrimoine canadien

Office of the Deputy Minister,
Canadian Heritage

SECURITY/CODE DE SECURITE

USS NO./ NO. DE SSE

933780

SU NO./NO. SU

SU93-03780

NAME/NOM

CARLYLE JOHN D., DEPUTY MINISTER

EDUCATION AND TRAINING MANITOBA

SUBJECT/SUJET

THANKS MR. ROCHON FOR HIS LETTER DATED OCTOBER 25 RE: MANITOBA AGREEMENT ON MINORITY LANGUAGE EDUCATION AND
FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE

REFERRED TO/TRANSMISE À

DATE

BF DATE/DATE DE RAPPEL

CITIZENSHIP & CDN IDENTITY R. COLLET

93/12/01

ATTENTION

C.C.

L. DORE

M. ROCHON

ACTION TO BE TAKEN/MESURES À PRENDRE

ACTION

REMARKS/OBSERVATIONS

COMMENTS/COMMENTAIRES

IMPORTANT

If this Action Request has been directed to you in error,
please return to originator's office IMMEDIATELY.

IMPORTANT

Si la présente vous a été envoyée par erreur, prière
de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur.



Deputy Minister of Education
and Training

Room 162
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

November 19, 1993

Mr. Marc Rochon
Deputy Minister
Department of Canadian Heritage
15 Eddy Street
Hull Quebec K1A 0M5

Dear Mr. Rochon: ^{marc}

Thank you for your letter dated October 25, 1993 regarding the Canada-Manitoba Agreement on Minority Language Education and Francophone Schools Governance.

I have asked Mr. Guy Roy and Mr. Roland Pantel of the Bureau de l'éducation française to pursue this matter with Mrs. Lyette Doré.

Yours sincerely,

John D. Carlyle
Deputy Minister
Education and Training

CONTROLE DE LA CORRESPONDANCE DU SSE
USS'S CORRESPONDENCE CONTROL

U.S.S./S.S.E.: 3780 REF: 3200
HEURE/TIME: DATE: 26/11/93
PAR FOR TEUR
BY HAND

Manitoba

Deputy Minister of Education
and Training

4097-93/180/7-4-2
Room 162
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

November 19, 1993

Mr. Marc Rochon
Deputy Minister
Department of Canadian Heritage
15 Eddy Street
Hull Quebec K1A 0M5

Dear Mr. ^{Marc} Rochon:

Thank you for your letter dated October 25, 1993 regarding the Canada-Manitoba Agreement on Minority Language Education and Francophone Schools Governance.

I have asked Mr. Guy Roy and Mr. Roland Pantel of the Bureau de l'éducation française to pursue this matter with Mrs. Lyette Doré.

Yours sincerely,


John D. Carlyle
Deputy Minister
Education and Training

CONTROLE DE LA CORRESPONDANCE DU SSE
USS'S CORRESPONDENCE CONTROL

U.S.S./S.S.E.:	3780	REF 3200
HEURE/TIME:	DATE 26/11/93	
PAR/FOR:		

Gouvernement du Canada ACTION REQUEST		FICHE DE SERVICE	
Date: 6/12/93 Time: Heure			
Language spoken - Langue utilisée <input type="checkbox"/> English / <input type="checkbox"/> Français		Telephone - Téléphone Extension Posté	
<input type="checkbox"/> Please call / <input type="checkbox"/> Prière d'appeler		<input type="checkbox"/> Returned your call / <input type="checkbox"/> Vous a rappelé	
<input type="checkbox"/> Will call again / <input type="checkbox"/> Vous rappellera		<input type="checkbox"/> Wants to see you / <input type="checkbox"/> Désire vous voir	
<input type="checkbox"/> Action / <input type="checkbox"/> Donner suite		<input type="checkbox"/> Approval / <input type="checkbox"/> Approbation	
<input type="checkbox"/> Comments / <input type="checkbox"/> Commentaires		<input type="checkbox"/> Draft reply / <input type="checkbox"/> Projet de réponse	
<input type="checkbox"/> As requested / <input type="checkbox"/> Comme demandé		<input type="checkbox"/> Signature	
<input type="checkbox"/> Note and return / <input type="checkbox"/> Noter et retourner		<input type="checkbox"/> Note and forward / <input type="checkbox"/> Noter et faire suivre	
<input type="checkbox"/> Note and file / <input type="checkbox"/> Noter et classer			
File No. - N° de dossier 21-13371		Message taken by - Message reçu par	

B.F. 6/01/94



4097-93-180/7-4-2

du Canada

of State of Canada

FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST

Date:

3/12/93

A - To:

A. Dore

De - From:

C. Chabon

C.C.:

N° de référence - Reference no.:

9093-03780

Requis pour - Required for:

6/10/93

Minister,

DE SSE

933780

SU

SU93-03780

ITY LANGUAGE EDUCATION AND

BY DATE/DATE DE RAPPEL

☐ pour approbation
For your approval

☐ À votre demande
Your request

☐ Vos commentaires
For your comments

☐ Comme discuté
As discussed

☐ Noter et retourner
Note and return

☐ Faire circuler
Please circulate

☒ Donner suite (voir remarques pour détails)
For action (see remarks for details)

☐ Réponse pour signature du:
Reply for the signature of:

☐ À titre d'information
For information

Remarques - Remarks:

Secrétariat d'Etat
Direction des langues officielles
dans l'enseignement

DEC 6 1993

Department of Secretary of State
Official Languages in Education

DETANT

été envoyée par erreur, prière
tarder au bureau de l'expéditeur.

SEC 2-764 (92-03)

Sous-ministre
canadien

Office of the Deputy Minister,
Canadian Heritage

SECURITY/CODE DE SECURITE

USS NO./ NO. DE SSE 933780

SU NO./NO. SU SU93-03780

NAME/NOM

CARLYLE JOHN D., DEPUTY MINISTER

EDUCATION AND TRAINING MANITOBA

SUBJECT/SUJET

THANKS MR. ROCHON FOR HIS LETTER DATED OCTOBER 25 RE: MANITOBA AGREEMENT ON MINORITY LANGUAGE EDUCATION AND
FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE

REFERRED TO/TRANSMISE À	DATE	BY DATE/DATE DE RAPPEL
CITIZENSHIP & CDN IDENTITY - P. R. COLLET	93/12/01	
ATTENTION	C.C.	
L. DORE	M. ROCHON	

ACTION TO BE TAKEN/MESURES À PRENDRE

ACTION :

REMARKS/OBSERVATIONS

COMMENTS/COMMENTAIRES

IMPORTANT	IMPORTANT
If this Action Request has been directed to you in error, please return to originator's office IMMEDIATELY.	Si la présente vous a été envoyée par erreur, prière de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur.

4097-93-180/7-4-1

Roger Collet
Sous-ministre adjoint
Citoyenneté et Programme
d'identité canadienne

Lurette Doré
Directrice générale
Promotion des langues officielles et
Langues officielles dans l'enseignement

Le 20 décembre 1993

Manitoba: Gestion scolaire

1. Cette note a pour but de fournir un rapport de la rencontre tenue jeudi dernier (le 16 décembre 1993) avec Guy Roy et Roland Pantel du Bureau d'Éducation française du ministère de l'Éducation du Manitoba, à laquelle a aussi participé Michel Lagacé notre directeur régional. Cette rencontre a servi à aborder le dossier de la gestion scolaire francophone au Manitoba.

2. La rencontre est intervenue suite à une reprise des discussions avec le Ministère alors que le sous-ministre John Carlyle et monsieur Roy avaient rencontré le sous-ministre dans les quelques jours précédant l'élection, le 25 octobre dernier. Depuis, le ministre de l'Éducation et de la formation, Clayton Manness, avait écrit à monsieur Dupuy (le 30 novembre) pour lui faire part de son souhait de relancer les discussions.

3. Dans un premier temps, il a été entendu que les négociations reprenaient sur la base de la dernière proposition présentée par le Manitoba, en octobre, pour une somme totale de plus de \$22 millions et non sur une nouvelle proposition comme le donnaient à entendre des déclarations du ministre Manness. Il avait affirmé que la province avait présenté une proposition de l'ordre de \$30 millions, que le gouvernement fédéral avait rejetée, et qu'elle en préparerait donc une autre à la baisse. Selon monsieur Roy, le chiffre avancé par le ministre était une erreur de sa part alors que les questions des journalistes se faisaient pressantes (voir copie de coupures de presse en annexe).

.../2

- 2 -

4. Nous avons ensuite passé en revue les derniers événements en marge de la mise en oeuvre du projet de loi sur la gestion scolaire. En premier lieu, il y aura élections le 12 janvier des personnes qui siégeront aux comités régionaux. Des 33 personnes élues pour représenter 20 quartiers, 11 seront ensuite choisies pour former la commission scolaire de langue française.

5. La province voit cette nouvelle commission scolaire comme l'interlocuteur privilégié avec lequel elle transigera pour les questions qui touchent la gestion scolaire francophone. Aux dires de monsieur Roy, il s'agit d'une question d'imputabilité et de représentativité. La province tient à éviter le dédoublement entre la nouvelle commission scolaire et un organisme non-gouvernemental, en l'occurrence la Fédération provinciale des comités de parents (la FPCP).

6. La question de l'implication et de la participation des parents et de la communauté dans la mise en oeuvre de la gestion a aussi fait l'objet de discussions. Cette question n'est pas sans soulever l'ire de la province qui dit ne pas apprécier l'approche de confrontation de la FPCP qui l'accuse de ne pas avoir consulté la communauté sur la mise en oeuvre, qui s'adresse aux médias à chaque fois qu'il y a une différence d'approche ou d'opinion sur une question et qui personnalise le débat. La province est ferme dans sa position qu'elle est la plus avancée dans la mise en oeuvre, qu'il n'y a pas unanimité au sein de la communauté qu'elle a consultée et qu'elle tente du mieux qu'elle peut d'accommoder et de réconcilier les différences de vues.

7. Ceci étant dit, la province a dit être ouverte à l'inclusion dans sa proposition d'un volet pour financer les activités d'un organisme non-gouvernemental, en l'occurrence la FPCP, suite aux demandes de financement que celle-ci lui adressera. La province tient cependant à réitérer: (i) que le canal prioritaire pour la mise en oeuvre demeurera la nouvelle commission scolaire, et (ii) qu'elle n'est pas prête à financer des activités post facto sur lesquelles elle n'a pas été consultée ou qu'elle n'a pas évaluées. (Guy Roy a aussi fait état de commentaires négatifs sur la formation dispensée par la FPCP: "qualité inégale" selon ce qu'il a entendu.) Nous attendons donc une demande révisée pour tenir compte de ce possible ajout.

.../3

- 3 -

8. Quant à la proposition elle-même, nous en avons discuté à larges traits. Nous nous sommes d'abord entendu que l'entente à intervenir ne doit servir qu'à financer des coûts additionnels à la mise en oeuvre de la gestion et non à payer ce qui se fait déjà ou à payer des dédommagements à cause de changements qui devront être effectués.

9. Nous avons dit que dans l'ensemble, les rubriques identifiées dans la proposition sont admissibles, sujet à des précisions ou des détails que nous voudrions obtenir sur ce que les coûts supplémentaires viennent financer. Par exemple, nous voudrions aborder plus avant des postes comme transport scolaire ou conventions collectives pour savoir de quoi il en retourne précisément. ✓

10. La question des coûts d'immobilisation a aussi été abordée. La province a dit que cette question est présentement à l'étude et qu'elle sera en mesure au cours des mois à venir de préciser ses besoins et ses intentions à ce sujet. Nous avons brièvement abordé la question des priorités, dont un Centre scolaire et communautaire à Saint-Vital et monsieur Roy a indiqué que cela était probablement le cas mais qu'il y avait aussi d'autres besoins pressants qu'il faudrait examiner, dont Saint-Georges qui, présentement, fait appel aux installations de Powerview. Ces questions seront précisées lors de discussions subséquentes. (NOTE: nous voudrions aussi examiner ces questions à la lumière du programme fédéral de projets d'infrastructure de même que dans le cadre de l'entente Canada-communauté qui pourrait avoir un impact direct.) ✓

11. Nous avons aussi demandé quelle part la province entend défrayer. Nous avons discuté le cas de l'Alberta et de l'entente de principe qui était intervenue en Colombie-Britannique où la province contribuait grosso modo 50% de l'enveloppe globale. 50 %
Nous avons aussi dit que les négociations dans les autres provinces partiraient de cette prémisse. Nous avons parlé du cas particulier de la Saskatchewan où, comme le précisait d'ailleurs monsieur Roy dans un article publié dans la presse francophone locale, l'entente récemment conclue ne concerne pas de nouveaux fonds venant en entier du fédéral et de l'enveloppe spéciale des \$112 millions pour la gestion.

12. Monsieur Roy a indiqué qu'il n'était pas en mesure à ce stade-ci de préciser le niveau de financement, s'il en est, que la province voudra consacrer à la gestion scolaire pour les francophones. Il devra retourner consulter ses supérieurs afin

.../4

- 4 -

d'être en mesure de discuter de cette question lors d'une prochaine rencontre. Il a tout de même fait remarquer que la province connaît des difficultés économiques majeures et que le secteur de l'Éducation fera l'objet de contraintes dans un effort de réductions à la grandeur de l'appareil gouvernemental.

13. La province se montre "frileuse" à l'idée de conclure une entente avec le gouvernement fédéral alors que ce dernier se retire ensuite et laisse la province seule à absorber tous les coûts. Le ministre Manness occupait le portefeuille des Finances avant celui de l'Éducation et se montre donc très soucieux de telles questions. Selon monsieur Roy, de faire accepter la gestion scolaire dans le contexte serré que l'on connaît actuellement représente une victoire de taille et même si une entente n'a pas encore été conclue, il faut reconnaître que la province a fait de grands pas dans la bonne direction.

14. Quant au format que pourrait prendre l'entente, nous avons convenu que nos efforts serviront à conclure d'abord une entente-cadre à laquelle viendront se greffer des ententes dites administratives. La province a demandé s'il serait possible de conclure des ententes administratives semblables aux annexes annuelles dans le cadre de l'entente LOE afin de se garder une marge de manoeuvre et de la flexibilité. 9

15. La province voulait aussi savoir s'il est possible d'échelonner l'entente sur 5 ans plutôt que 6 car elle ne croit pas qu'il soit possible de "faire beaucoup" avant la fin de l'année financière. Il faudra en un tel cas revoir la ventilation des paiements. ?

16. Voici donc un résumé des prochaines étapes et du suivi que nous voudrions assurer en vue de faire progresser le dossier à l'aube du Nouvel An:

- la province recevra la proposition de la FPCP en vue de l'inclure dans une nouvelle proposition provinciale. Michel Lagacé et Guy Roy seront en communication à cet effet;
- monsieur Roy obtiendra des précisions sur la part que la province entend défrayer (i.e. mandat de la part du ministre);
- nos collaborateurs reverront en détail certains postes de la demande de la province en vue de clarifier les coûts demandés, e.g. transport, conventions collectives;

.../5

- 5 -

- la province examinera et précisera ses demandes en termes de coûts d'immobilisation afin d'identifier et de dégager les priorités, e.g. Saint-Vital, Saint-Georges, etc.;
- je vais communiquer avec Guy Roy dans la semaine du 3 janvier afin de fixer la date d'une prochaine rencontre (possiblement à Ottawa).

ÉVALUATION

Somme toute, la rencontre a permis de faire avancer les négociations puisque nous nous sommes entendus sur des questions précises qui doivent être abordées de part et d'autre en vue d'enclencher les négociations dès le retour des Fêtes. La rencontre a été cordiale et a permis de faire le point sur les préoccupations de la province. Il est clair que le rôle de la FPCP continue d'alimenter les préoccupations de la province et que nous sommes dans une position ténue à cet égard car la province a peur que la FPCP nous joue dans les mains ou qu'elle n'envenime la situation par des propos déplacés ou incendiaires.

Nous avons quand même réussi à faire avancer la question en insistant sur la nécessité de dépersonnaliser le dossier et sur le bien-fondé, pour la province, d'inclure la FPCP dans le processus de "consultations" -- ce qui a résulté en l'accord par la province de recevoir la demande de financement de la FPCP et de l'inclure dans une proposition révisée.

Nous avons aussi convenu que nous allions garder la même approche en ce qui a trait aux médias. Si nous sommes interviewés par des journalistes, nous allons expliquer qu'une rencontre a eu lieu, qu'elle a été positive et productive, que nous avons convenu de continuer les négociations dès le début de la Nouvelle Année et que nous sommes confiants d'en arriver à un accord qui sera à l'avantage de tous les intervenants dans le dossier, à savoir la communauté, la province et le gouvernement fédéral.

Je prévois une rencontre avec mes collaborateurs cet après-midi pour les "débriefer" sur la rencontre. Je leur transmets une copie de cette note de même que j'en achemine une à Michel Lagacé (qu'il partagera avec Diane Leclercq) à notre bureau régional au Manitoba. Lors d'une rencontre vendredi midi avec Bill Balan, je lui ai aussi donné un tour d'horizon du dossier et du résultat de la rencontre.

.../6

- 6 -

J'espère que ces renseignements vous seront utiles et suis, bien sûr, disponible à votre convenance pour en discuter plus avant.

Lurette Doré

5 000 ayants droit voteront le 12 janvier dans la DSFM n° 49!

Document disclosed under the Access to Information Act / Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1993 p.3

«C'est dur à croire, mais on est là!» a déclaré un Gilbert Savard triomphant, le 7 décembre, à la suite de l'annonce du ministre Clayton Manness de tenir des élections formelles, le 12 janvier, dans les 20 quartiers de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM).

«C'est positif, on est contents. Il y a moins d'un an, on se présentait en Cour suprême, souligne le président de la Fédération provinciale des comités de parents, et on ne s'attendait pas à être en élections si vite! Le gouvernement va remplir ses obligations.»

Les élections seront conduites par l'organisme Élections Manitoba, et non par le Comité de mise en oeuvre de la gestion scolaire (CMO), qui s'était offert pour gérer l'exercice.

Les personnes intéressées aux 33 postes de représentants régionaux ont jusqu'au 30 décembre à 14 h pour présenter leur candidature. Onze d'entre eux seront élus, après le 12 janvier, à titre de commissaires de la DSFM. Les élections coûteront moins de 10 000 \$.

«La DSFM sera réalité d'ici le 20 janvier», a assuré le ministre de l'Éducation, en vue de préparer la transition et la rentrée pour septembre 1994. Les règlements permettant la mise en oeuvre ont été adoptés au Conseil des ministres le 1er décembre.

Comme prévu, le territoire de la nouvelle Division comprend



Clayton Manness: «On a demandé trop.»

photo: Jean-Pierre Dubé

quatre régions: urbaine, est, ouest et sud. Par exemple, Powerview se retrouve dans la région de l'est, ce qui en fait, avec ses 11 conseillers régionaux, la plus grande région après l'urbain.

L'est comptera donc trois commissaires, comparativement à quatre pour l'urbain, alors que le rapport Gallant (1991) en avait recommandé deux pour l'est et cinq pour la ville. «En comptant les nombres, lance le ministre,

j'ai préféré le point de vue d'Alfred Monnin (le président du CMO) à celui d'Edgar Gallant.»

Lorsque d'autres groupes d'ayants droit voudront participer à la DSFM, ils pourront obtenir le droit de voter dans le quartier le plus près de chez eux. Clayton Manness a donné l'exemple des parents de Laurier, qui voteront dans le quartier de Saint-Lazare.

Lorsqu'il entrera en fonction aux environs du 20 janvier, le nouveau conseil scolaire devra établir un budget, embaucher un personnel administratif et de soutien, et négocier avec les commissions scolaires existantes pour déterminer l'avenir des écoles où sont actuellement offerts des programmes mixtes.

«Ce ne sera pas ma décision»

Le ministre n'a pas voulu spéculer sur l'avenir du programme français à Saint-Pierre-Jolys, où les parents francophones revendiquent la mise sur pied d'une école M à 12 en français.

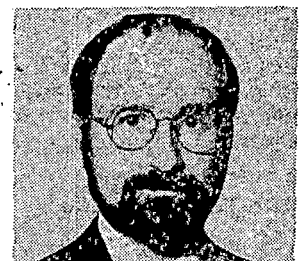
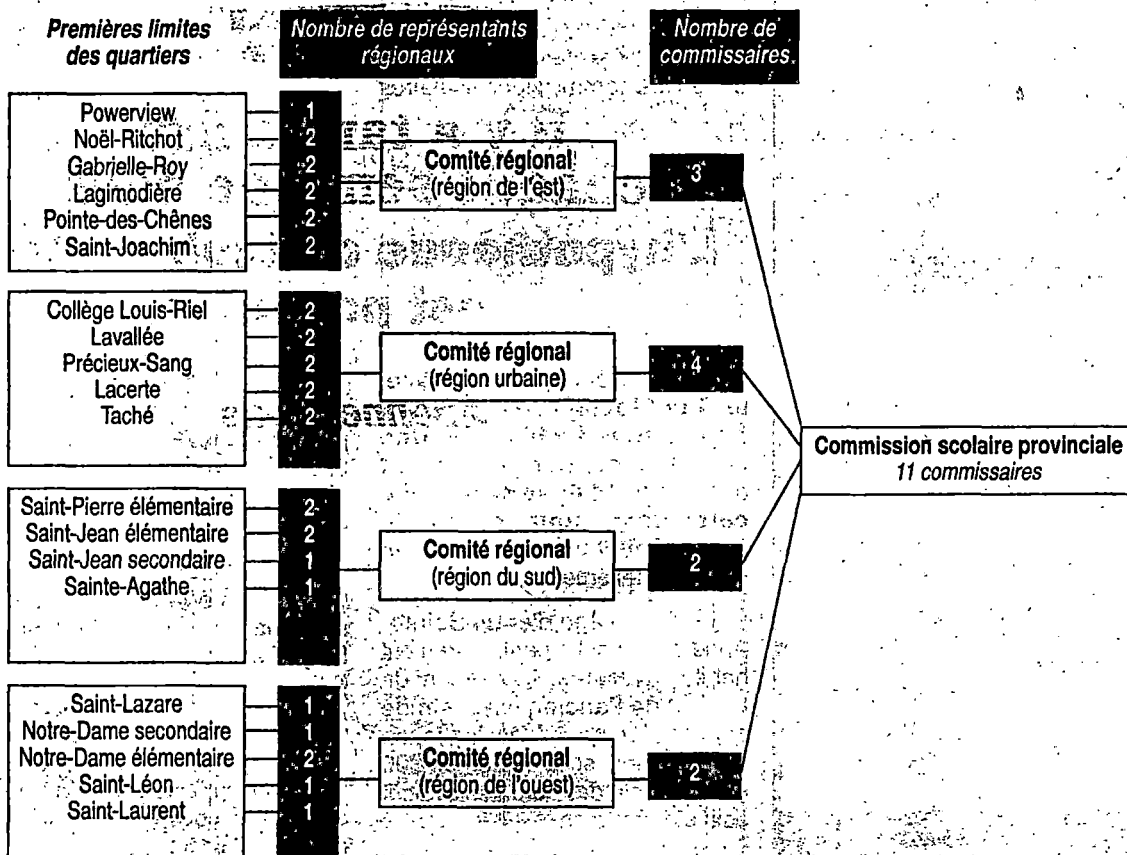
«Ce ne sera pas ma décision: il reviendra à la nouvelle commission de négocier ça avec la communauté.»

Clayton Manness a fait savoir que les négociations se poursuivent avec le secrétariat d'État en vue d'obtenir de l'aide fédérale pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire.

«Les négociations ne vont pas aussi bien qu'on l'aurait voulu. Nous avons demandé un peu moins de 30 millions \$, ce qui nous paraissait légitime dans le contexte de ce que les autres provinces de l'Ouest ont obtenu. Mais il semble qu'on a demandé trop.» Une nouvelle demande sera présentée.

Jean-Pierre DUBÉ

STRUCTURE DE GESTION DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49



Jean-Guy Talbot, c.g.a.

TALBOT & ASSOCIÉS
ASSOCIATES

Comptable général agréé / Certified General Accountant

Une firme qui reconnaît l'importance de prendre du temps avec chaque client, individuellement.

102, promenade Houde St-Norbert (Manitoba) R3V 1C5 (204) 269-7460
C.P. 391 Notre-Dame-de-Lourdes (Manitoba) R0G 1M0 (204) 241-001398



la commission nationale des parents francophones

COMMUNIQUÉ

Pour publication immédiate

le 9 décembre 1993

LA DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE: UNE RÉALITÉ ÉLECTION DES COMITÉS RÉGIONAUX FIXÉE AU 12 JANVIER 1994

Le ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle du Manitoba, M. Clayton Manness, a annoncé le 7 décembre 1993 que la nouvelle division scolaire francophone sera appelée «Division scolaire franco-manitobaine n° 49».

Il a également spécifié que «les élections des personnes qui siégeront aux comités régionaux auront lieu le 12 janvier 1994. La période de déclaration des candidatures se terminera le 30 décembre 1993 à 14h. Les 33 personnes élues pour représenter 20 quartiers éliront ensuite parmi elles 11 commissaires qui formeront la commission scolaire de langue française. Élection Manitoba supervisera le déroulement des élections des comités régionaux.»

«La nouvelle commission scolaire veillera alors à établir un budget, à embaucher du personnel administratif et de soutien, à négocier avec les commissions scolaires existantes pour déterminer l'avenir des écoles où sont actuellement offerts des programmes mixtes. Le nombre de personnes qui seront élues dans chaque quartier pour siéger aux comités régionaux a été établi d'après la population étudiante. Dans les quartiers où les programmes regroupent 150 élèves et plus, on élira deux membres et dans ceux où ils en regroupent moins de 150, on en élira un», d'expliquer M. Manness.

La présidente de la Commission nationale des parents francophones, Madame Murielle Comeau, ajoute: «La CNPF s'empresse de féliciter le ministère de l'Éducation du Manitoba et plus particulièrement la Fédération provinciale des comités de parents du Manitoba. Cette nouvelle représente une étape de plus dans le processus de gestion scolaire par les parents franco-manitobains et rien de cela serait possible sans le travail acharné de la FPCP, de ses employé.e.s ainsi que des centaines de bénévoles qui ont contribué à l'avancement du dossier depuis ses débuts. Il reste maintenant à espérer que les négociations concernant le financement de la mise en oeuvre seront conclues sous peu et que la FPCP recevra également les dollars nécessaires afin de tenir les parents informés et impliqués dans le processus de passation des pouvoirs à la nouvelle division scolaire.»

Rappelons que la Commission nationale des parents francophones est l'organisme voué à la défense des droits de la minorité francophone en éducation. Elle représente par l'entremise de onze organismes provinciaux et territoriaux près de 500 comités de parents et plus de 30 000 parents actifs se qualifiant sous l'article 23.

- 30 -

Source: Armand Bédard, directeur général (204) 231-1371

Sheila
on pourra
a/voir ce
communiqué à la

original à Roger
copie à Sheila
et Rachelle

note de bruyage de
Mm Dore!

Roger



200a-170, rue Marion • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0T4
bur: (204) 231-1371 • 1-800-665-5148 télécopieur: (204) 233-0358

la commission nationale des parents francophones

Envoi par télécopieur: (204) 233-0358

Date: le 10 décembre 1993

Pour: Milaine Lemoine

De: Armond Bédard

Secrétariat d'Etat
Direction des langues officielles
dans l'enseignement

DEC 10 1993

3123

Department of Secretary of State
Official Languages in education

☒ Pour votre information

☐ Tel que demandé

☐ Tel qu'entendu

☐ Vos commentaires, s.v.p.

NOTE:

NOMBRE DE PAGES (incluant page FAX) 2

Sheila

Government of Canada Gouvernement du Canada

MEMORANDUM NOTE DE SERVICE

TO Mme Lyette Doré
A Directrice générale
 PLO/LOE

FROM Roger Farley
DE Chef, Opérations et liaison
 LOE

SECURITY-CLASSIFICATION-DE SÉCURITÉ

OUR FILE-N/RÉFÉRENCE

YOUR FILE-V/RÉFÉRENCE

DATE

le 8 décembre 1993

SUBJECT

OBJET **Gestion scolaire au Manitoba**

Vous trouverez ci-joint pour votre information le communiqué de presse émis hier par le ministre de l'Éducation du Manitoba sur la gestion scolaire en français.

En prévision de votre voyage à Winnipeg la semaine prochaine, nous sommes à votre disposition pour discuter du dossier et du cahier de breffage que nous pourrions vous préparer.

Roger Farley

Pièce jointe

201 - 303 Main Street
Winnipeg, Manitoba, R3C 3G7
Tel. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

Pièce 201, 303, rue Main
Winnipeg (Manitoba), R3C 3G7
Tél. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

FAX TRANSMISSION/TÉLÉCOPIEUR

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE/SECRÉTARIAT D'ÉTAT

MANITOBA REGION/RÉGION DU MANITOBA

DATE: 1993-12-08

93.12.9
Rachelle
sup. Transmettre à
Sheila et Alphonse
Royer

TO/A: Lyette Doré
Directrice générale
Promotion des langues officielles
FAX: (819) 953-9353

FROM/DE: Michel Lagacé
Directeur régional
Région du Manitoba
WINNIPEG

LOG NO.:

PAGES: 1 + 1

SUBJECT/SUJET: Article - "French School Vote on Horizon"

COMMENTS/COMMENTAIRES:

OPERATOR/OPÉRATRICE: Colette Taylor
(204) 983-7875

a.e. Roger Jurek

French school vote on horizon

Next comes transfer of buildings, staff and students

By Aldo Santin
Education Reporter

REGIONAL TRUSTEES for the long-awaited francophone school board will be elected Jan. 12, the province says.

The announcement was eagerly awaited by the francophone community and existing school boards, which are anxious to negotiate the transfer of schools, staff and more than 4,500 students.

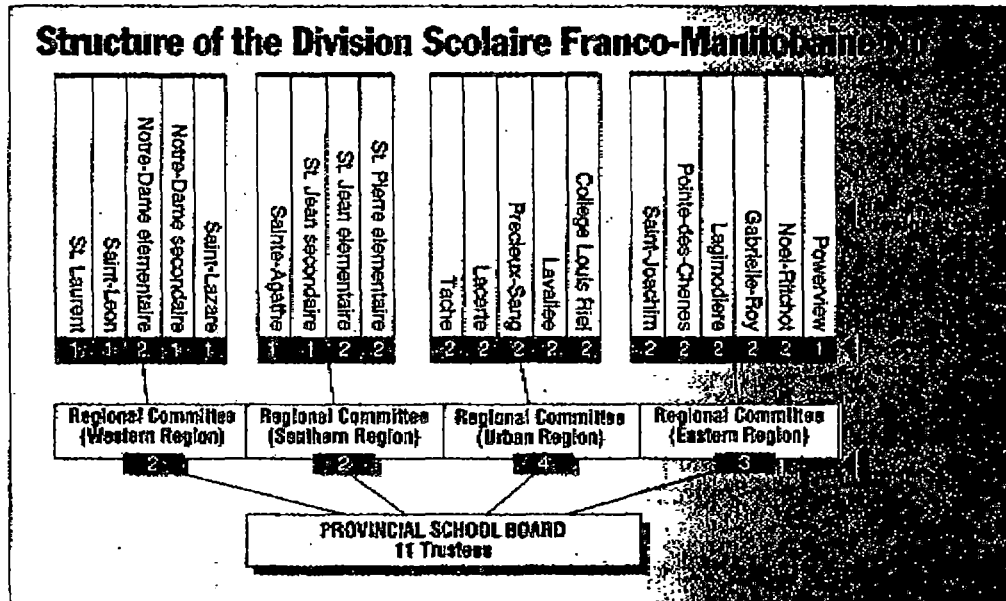
The elections are to fill the positions of 33 regional trustees.

"We are very eager to get everything going," said Helene D'Auteuil, executive director of the federation provinciale des comités de parents.

"There are certain things that will be presented to the new division trustees to negotiate. We will need six months to prepare everything."

The province's plan for a francophone school board calls for a single division consisting of three levels of decision-making — the school, region and trustee levels.

The proposed legislation sets out the eligibility of students, how schools will be transferred into the new division and the formula by which existing divisions will share



the taxes they collect with the new division.

Carolyn Duhamel, trustee with the St. Boniface board, said trustees and administrators have a great deal to accomplish between now and September, when the new board opens its 20 schools.

"People are anxious to find the answers to the many many questions that this kind of change presents," Duhamel said.

The regional trustees, according to legislation passed this year, will in turn vote among themselves by Jan.

20 for the 11 trustees who will sit on the francophone board, Education Minister Clayton Manneke said, adding the model is based on the Frontier School Division.

Any disputes between the new board and the existing board, Manneke said, will have to be settled among themselves.

Legislation allows for Manneke to appoint an arbitrator if both sides can't reach agreement.

"There are a number of issues that have to be discussed (between the new board and existing boards) that

have to be in place by March or April," Manneke said.

Duhamel and other board members said outstanding issues include transportation of students, ownership of shared schools and the number of staff the new board will require.

Meanwhile, Manneke said Ottawa has rejected Manitoba's request for \$30 million to start up the new division. The funds were to be taken from \$112 million Ottawa has set aside for francophone instruction in six provinces.

Manneke said Ottawa believed the request was out of line with the number of francophone students.

He said Manitoba's position was that it has a higher percentage of French-speaking students than other provinces, adding it will now have to revise its request.

The proposed legislation does not allow the new board to maintain its own fleet of school buses, leaving it to make its own arrangements with existing boards or contract out.

In St. Vital, which will lose 519 students from the K-9 French program, ownership of Ecole Lavallee will have to be determined. The school is home to an English program and a French program, which is joining the new division.

St. Vital superintendent Wendell Sparkes said he believes the existing division will be allowed to keep the building and rent out space to the new board.

In Seine River School Division, which is losing five of its 18 schools and 1,100 students, transferring staff is a major concern.

SEINE RIVER board chairwoman Wendy Bloomfield said the new board has until May 24 to inform existing boards how many teachers and support staff it will require.

However, existing boards must inform their teachers' associations by May 21 of their staffing concerns.

"We may have to lay off a larger number of staff than is necessary, only to recall them later," Bloomfield said. "It's a very stressful thing for people to go through. Hopefully, we can avoid it."

WINNIPEG FREE PRESS, p. B1, 93.12.08

201 - 303 Main Street
Winnipeg, Manitoba, R3C 3G7
Tel. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

4097-93-180/7-4
Pièce 201, 303, rue Main
Winnipeg (Manitoba), R3C 3G7
Tél. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

Dossier central
Roger, Sheila
Chrono

FAX TRANSMISSION/TELECOPIEUR

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE/SECRETARIAT D'ETAT

MANITOBA REGION/RÉGION DU MANITOBA

DATE: le 7 décembre 1993

TO/A: Sheila MacDonald fax: (819) 953-6580
Opérations et liaison - Manitoba
Langues officielles dans l'enseignement
HULL

FROM/DE: Diane Leclercq (204) 983-7908
Région du Manitoba
WINNIPEG

LOG NO.:

PAGES: 1 + 3 pages

SUBJECT/SUJET: La gestion scolaire au Manitoba

COMMENTS/COMMENTAIRES: La nouvelle division scolaire sera une
réalité d'ici le 20 janvier 1994.

OPERATOR/OPÉRATRICE: 983-3601

Secrétariat d'Etat
Direction des langues officielles
dans l'enseignement

DEC 8 1993

308

Department of Secretary of State
Official Languages in education

204 9451640

DEC 7 '93 14:25

FROM MB-INTERGOV.RELATIONS

TO 99835365

PAGE.002/004

Gouvernement du Manitoba **COMMUNIQUE**



Services d'information, Palais législatif, pièce 29, Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8

Téléphone : (204) 945-3

Télécopieur : (204) 945-3

Le 7 décembre 1993

LA STRUCTURE DE LA DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE RENDUE PUBLIQUE **Élections des comités régionaux fixées au 12 janvier 1994**

La nouvelle division scolaire de langue française, appelée «Division scolaire franco-manitobaine n° 49», sera une réalité d'ici le 20 janvier 1994, a annoncé, aujourd'hui, le ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle, Clayton Manness.

Le territoire de la nouvelle division scolaire comprendra quatre régions - urbaine, est, sud et ouest - qui éliront chacune un comité. Les élections des personnes qui siégeront aux comités régionaux auront lieu le 12 janvier 1994. La période de déclaration des candidatures se terminera le 30 décembre 1993 à 14 h. Les 33 personnes élues pour représenter 20 quartiers éliront ensuite parmi elles 11 commissaires qui formeront la commission scolaire de langue française.

Élections Manitoba supervisera le déroulement des élections des comités régionaux. Environ 5 000 Franco-manitobains et Franco-manitobaines ont le droit de participer aux élections.

Les comités régionaux, les commissaires et une personne élue parmi ces commissaires pour exercer la présidence devront entrer en fonctions d'ici le 20 janvier 1994. La nouvelle commission scolaire veillera alors à établir un budget, à embaucher du personnel administratif et de soutien, à négocier avec les commissions scolaires existantes pour déterminer l'avenir des écoles où sont actuellement offerts des programmes mixtes.

...2

204 9451640

DEC 7 '93 14:26

FROM MB-INTERGOV.RELATIONS

TO 99835365

PAGE.003/004

- 2 -

Le nombre de membres qui seront élus dans chaque quartier pour siéger aux comités régionaux a été établi d'après la population étudiante. Dans les quartiers où les programmes regroupent 150 élèves et plus, on élira deux membres et dans ceux où ils en regroupent moins de 150, on en élira un.

La structure de la nouvelle division repose sur les recommandations du Comité d'appui à la mise en oeuvre de la gestion présidé par l'ancien juge en chef du Manitoba, Alfred Monnin. Le Comité a formulé ses recommandations à l'issue d'une série de séances publiques d'information et d'inscription tenues durant l'été 1993.

- 30 -

VOIR L'ORGANIGRAMME CI-JOINT INDICANT LES RÉGIONS ET LES QUARTIERS QUI SERONT TRANSFÉRÉS À LA DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE NO 49.

204 9451640

DEC 7 '93 14:26

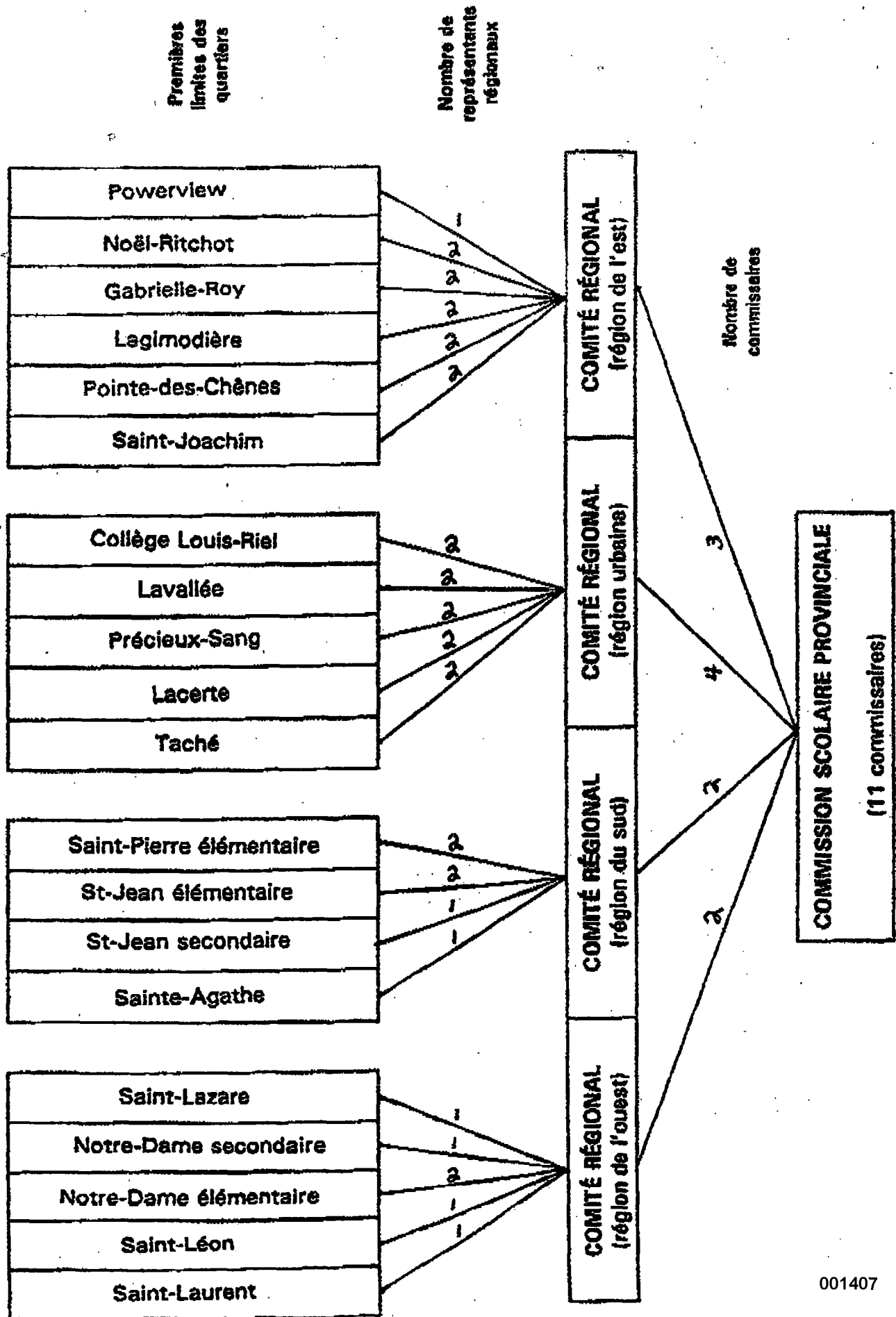
FROM MB-INTERGOV. RELATIONS

TO 99835365

PAGE. 004/004

STRUCTURE DE GESTION

DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANTOBAINE N° 49



ACTUEL

Les négociations reprendront bientôt entre Ottawa et Éducation Manitoba

Combien pour la gestion scolaire?

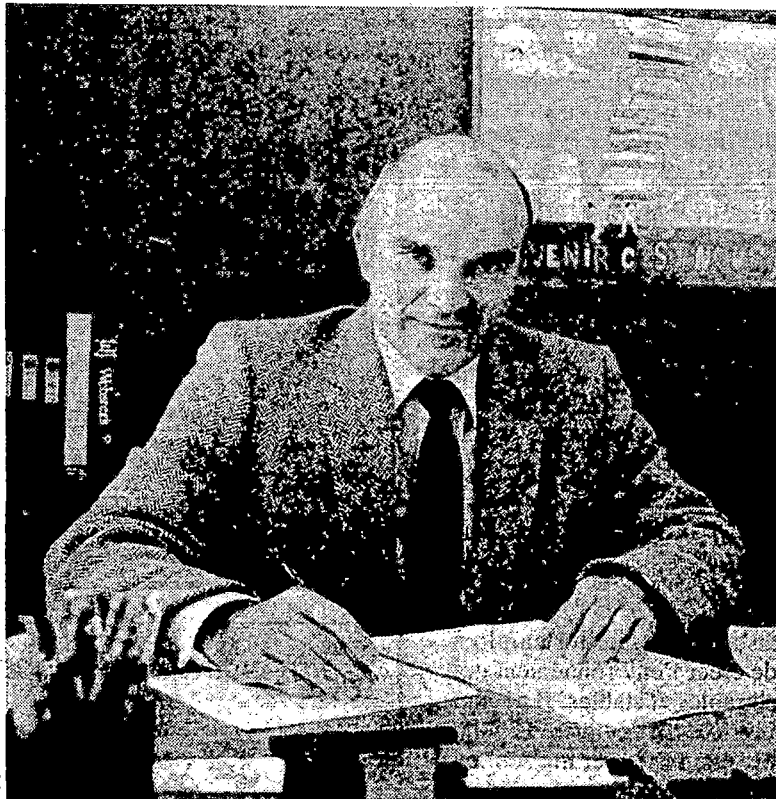
Des représentants du secrétariat d'État et du ministère de l'Éducation reprendront sous peu les négociations sur la contribution du fédéral dans la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Rien ne bouge depuis le début octobre.

«Il n'y a rien de nouveau du côté du Manitoba depuis les élections fédérales (du 25 octobre)», souligne la responsable des négociations avec les provinces, au secteur des Langues officielles dans l'enseignement (LOE), Liette Doré.

Au Bureau de l'éducation française, on a eu d'autres chats à fouetter, explique le sous-ministre adjoint, Guy Roy: «C'est à l'insistance du secrétariat d'État qu'on avait envoyé une proposition au début d'octobre. Toutes nos énergies ont été gobées dans le développement des règlements (de la loi 34).

«Le gouvernement a indiqué qu'il allait procéder comme prévu à la mise en oeuvre complète de la gestion scolaire par septembre 1994, ajoute Guy Roy. On va tenter de recouvrer (du fédéral) tous les montants qu'on peut pour une mise en oeuvre réussie.

«C'est important de savoir que la province assume le financement de base pour le régime public actuel, y compris celui des écoles qui vont faire partie de la division francophone. Ce qui va venir d'Ottawa, ce sont des initiatives particulières reliées à la mise en oeuvre.»



Guy Roy: «Les chiffres portent à croire que tout le montant est allé à la gestion.»

Pour sa part, Liette Doré se dit prête à reprendre les négociations bientôt, «pour essayer de remettre encore plus de vigueur dans le processus, pour arriver à une entente. La province a rencontré ses commissions scolaires. Si je comprends bien, les négociations sur le terrain sont pas mal avancées.

«On a terminé les négociations avec l'Alberta (24 millions \$) et la Saskatchewan (21,6 millions \$).

Ce qui reste dans l'enveloppe annoncée en juin doit être partagé entre Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et le Manitoba.»

Un rapide calcul des crédits annoncés pour les écoles publiques (78 millions \$), moins la contribution aux deux autres provinces des Prairies (45,6 millions \$) montre qu'une somme d'environ 32 millions \$ reste à partager entre quatre provinces.

Le Manitoba aura-t-il la part du lion? Il faut se méfier des chiffres annoncés dans les provinces voisines, signale Guy Roy. «Les montants obtenus allaient chercher d'autres activités que la seule gestion scolaire. Le public des organismes manitobains a certainement été induit en erreur par les montants annoncés dans ces deux juridictions.

«En Alberta, il y avait aussi (dans les 24 millions \$) des montants pour des centres scolaires et communautaires; il y avait seulement cinq ou six millions \$ pour la gestion. (1) Même chose en Saskatchewan: tout a été mis ensemble pour l'annonce, mais le montant ciblé pour la gestion est de sept ou huit millions \$.»

Ni Guy Roy, ni Liette Doré n'ont voulu spéculer sur les montants possibles pour le Manitoba ou sur l'échéancier des négociations.

Quant à la publication de la nouvelle réglementation et du calendrier des élections scolaires (qui devraient avoir lieu en décembre), le sous-ministre adjoint rappelle que le ministre Clayton Manness s'en chargera prochainement.

Jean-Pierre DUBÉ

(1) Sur les 24 millions \$ de l'aide à l'Alberta, 5,38 millions \$ sont consacrés à la mise en place de la gestion scolaire, selon les chiffres publiés par la province. Une autre somme de 6,35 millions \$ sont destinés au développement de programmes d'études (français et immersion).

4097-93-180/7-4 Sheila

Dossier centr

201 - 303 Main Street
Winnipeg, Manitoba, R3C 3G7
Tel. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

Pièce 201, 303, rue Main Chrono
Winnipeg (Manitoba), R3C 3G7
Tél. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

FAX TRANSMISSION/TÉLÉCOPIEUR

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE/SECRETARIAT D'ÉTAT

MANITOBA REGION/RÉGION DU MANITOBA

DATE:

le 24 novembre 1993

TO/A:

Sheila MacDonald fax: (819) 953-6580
Opérations et liaison - Manitoba
Langues officielles dans l'enseignement
HULL

FROM/DE:

Diane Leclercq (204) 983-7908
Région du Manitoba
WINNIPEG

LOG NO.:

PAGES:

1 + 31 pages (2 envois)

SUBJECT/SUJET:

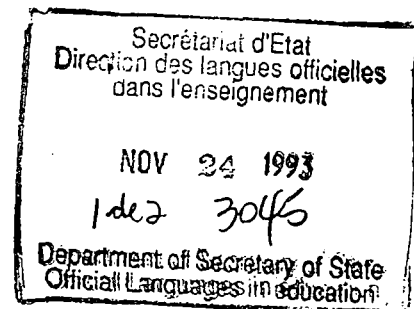
Demande de la Fédération provinciale des
comités de parents

COMMENTS/COMMENTAIRES:

Tel que convenu

OPERATOR/OPÉRATRICE:

983-3601



201 - 303 Main Street
Winnipeg, Manitoba, R3C 3G7
Tel. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

Pièce 201, 303, rue Main
Winnipeg (Manitoba), R3C 3G7
Tél. (204) 983-3601
Fax. (204) 983-5365

FAX TRANSMISSION/TÉLÉCOPIEUR

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE/SECRÉTARIAT D'ÉTAT

MANITOBA REGION/RÉGION DU MANITOBA

DATE: le 24 novembre 1993

TO/A: Sheila MacDonald fax: (819) 953-6580
Opérations et liaison - Manitoba
Langues officielles dans l'enseignement
HULL

FROM/DE: Diane Leclercq (204) 983-7908
Région du Manitoba
WINNIPEG

LOG NO.:

PAGES: 1 + 31 pages (2 envois)
suite

SUBJECT/SUJET: Demande de la Fédération provinciale des
comités de parents

COMMENTS/COMMENTAIRES: Tel que convenu

OPERATOR/OPÉRATRICE: 983-3601

Secrétariat d'Etat
Direction des langues officielles
dans l'enseignement

NOV 24 1993
2022 3045
Department of Secretary of State
Official Languages in education

ÉBAUCHE

*pour fins de
discussion
entre*

NOTE AU : SOUS-MINISTRE ADJOINT
CITOYENNETÉ ET IDENTITÉ CANADIENNE

DU : DIRECTEUR RÉGIONAL
RÉGION DU MANITOBA

VIA : DIRECTRICE GÉNÉRALE
PROMOTION DES LANGUES OFFICIELLES ET
LANGUES OFFICIELLES DANS L'ENSEIGNEMENT

*M.L.
et
L.D.*

OBJET : La gestion scolaire au Manitoba - Demande
de la Fédération provinciale des comités
de parents pour des fonds de l'enveloppe
de 112 millions \$

La présente note a pour but de vous proposer une subvention de 360 000 \$ à la Fédération provinciale des comités de parents (FPCP), répartie sur trois années financières, pour des activités reliées à la mise en oeuvre de la gestion scolaire par les francophones au Manitoba.

CONTEXTE

- En septembre 1993, la FPCP nous soumettait une demande de 495 600 \$, répartie sur trois années financières, dans le cadre de l'enveloppe budgétaire de 112 millions \$ annoncée en mai dernier.
- L'élection des commissaires pourrait avoir lieu en décembre 1993 et l'entrée en fonction de ces derniers est prévue en juillet 1994. Dès septembre 1994, la nouvelle commission scolaire francophone comprendra environ 4 000 élèves dans une vingtaine d'écoles.
- La FPCP a déjà initié des projets afin que les parents soient bien préparés à assumer leurs rôles dans le processus de mise en oeuvre et à plus long terme, dans le maintien d'une commission scolaire répondant aux besoins de la communauté francophone.

.../2

2

Ebauche pour fins

La demande de la FPCP comprend les initiatives suivantes réparties sur trois années financières :

- 1 - l'analyse par des experts de la Loi 34 et la préparation de recommandations pour le comité responsable de la mise en oeuvre à la Province du Manitoba;
- 2 - la sensibilisation des parents à la gestion scolaire et le développement d'une stratégie de promotion;
- 3 - la formation des parents et des futurs commissaires francophones;
- 4 - l'animation des communautés intéressées à développer de nouveaux programmes français en vue de se joindre à la nouvelle commission scolaire;
- 5 - la définition du rôle que devra jouer les parents dans la gestion de l'école francophone;
- 6 - le développement et la formulation de la mission linguistique, culturelle et communautaire de la nouvelle commission scolaire;
- 7 - le développement de programmes pour intégrer le secteur préscolaire aux écoles francophones;
- 8 - la promotion auprès des parents pour récupérer et intégrer les ayants droit au système scolaire francophone.

*déjà en marche**La comm. scol. vaudra-t-elle que la FPCP s'en charge?*

CONSIDÉRATIONS

- Suite à des discussions avec la Province, il est évident que cette dernière n'a pas prévu un financement à la FPCP dans ses budgets. Elle est plutôt préoccupée avec les dépenses administratives de la nouvelle commission scolaire.
- De plus, la Province est réticente au fait que notre ministère finance la FPCP pour revendiquer la gestion scolaire auprès d'elle, message que le Sous-ministre de l'Éducation a transmis à notre Sous-ministre lors d'une rencontre à Hull en octobre dernier.
- Certaines des activités proposées dans la demande de la FPCP pourront, à notre avis, alimenter le travail de mise en oeuvre qui sera faite par la Province et par les élus de la nouvelle commission scolaire francophone.

Il faut
pour fins de
discuss.
entre
M.L.
4
L.O.

- Par contre, nous ne recommandons pas que le Ministère finance 100 % du projet. Nous croyons que la FPCP pourrait assumer certains frais administratifs et défrayer le soutien aux comités de parents à même les fonds qu'elle reçoit annuellement pour ces fins du programme d'appui aux Communautés de langue officielle (157 500 \$ par année).
- De plus, nous croyons qu'il serait nécessaire d'exclure le financement des activités qui relèvent de la Province et de la nouvelle commission scolaire telles que le développement de la mission et le développement des programmes. Nous pourrions discuter de ces projets avec la Province lorsqu'elle nous soumettra sa demande.
- L'appui à la FPCP se limiterait donc à l'animation, la sensibilisation et la formation des parents, à la promotion de la gestion scolaire et à la revendication au niveau des programmes, de la mission et du rôle des parents dans la gestion.

RECOMMANDATION

- Nous vous recommandons d'approuver un total de 360 000 \$ sur trois ans pour les initiatives de la FPCP reliées à la gestion scolaire, soit 120 000 \$ par année de l'enveloppe budgétaire de 112 millions \$ pour la gestion scolaire. (Voir détails du budget à l'Annexe I)

SUIVI

- Une fois votre accord général obtenu, nous rencontrerons la FPCP pour leur faire part de notre position. Nous acheminerons ensuite la demande de subvention et la recommandation d'approbation pour l'année 1993-1994.

Nous sommes disponibles pour discuter de ce dossier avec vous si vous le jugez nécessaire.

Michel Lagacé

Lyette Doré

APPROUVÉ PAR: _____

Roger Collet
Sous-ministre adjoint

DATE: _____

ANNEXE I

**DEMANDE DE LA FÉDÉRATION PROVINCIALE DES COMITÉS DE PARENTS
MISE EN OEUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE
AU MANITOBA**

PREMIÈRE ANNÉE - 1993-1994	BUDGET	MONTANT RECOMMANDÉ
Coordination - salaire et bénéfices du coordonnateur, frais de secrétariat et déplacements	35 000 \$	35 000 \$
Stratégie de communication et promotion du système scolaire	13 000	13 000
Projet de Loi et Comité Monnin - avis légaux, consultations, interventions	8 000	8 000
Formation des parents - Compréhension de la nouvelle loi	23 000	23 000
Mission du système scolaire francophone - Réflexion, sensibilisation, consultation et cueillette d'information pour présenter la vision des parents	7 000	7 000
Définition du rôle des parents dans la gestion	8 000	8 000
Soutien aux parents - appui continu aux comités de parents	8 000	---
Développement de programmes	8 000	---
Récupération des ayants droit - information et sensibilisation des parents, représentation auprès de la Province	6 000	6 000
Formation des futurs commissaires	20 000	20 000
Frais administratifs	27 200	---
TOTAL 1993-1994	163 200 \$	120 000 \$
		.../2

DEUXIÈME ANNÉE - 1994-1995	BUDGET	MONTANT RECOMMANDÉ
Coordination - salaire et bénéfices du coordonnateur, frais de secrétariat et déplacements	70 000	70 000
Stratégie de communication et promotion de l'école française	11 000	11 000
Information et formation des parents - développement auprès des communautés francophones qui n'ont pas encore de programme français	12 000	12 000
Mission du système scolaire francophone - Sensibilisation, animation des parents et aide technique aux parents impliqués dans le projet d'école communautaire	7 000	7 000
Rôle des parents dans la gestion - sensibiliser les intervenants	14 000	14 000
Soutien aux parents - appui continu aux comités de parents	7 000	---
Programmes - Revendication pour l'intégration du préscolaire	5 000	5 000
Participation au développement des programmes d'accueil et autres programmes	5 000	---
Frais administratifs	26 200	1 000
TOTAL 1994-1995	157 200 \$	120 000 \$
		.../3

TROISIÈME ANNÉE - 1995-1996	BUDGET	MONTANT RECOMMANDÉ
Coordination - salaire et bénéfices du coordonnateur, frais de secrétariat et déplacements	70 000 \$	70 000 \$
Stratégie de communication et promotion à l'intention de récupérer les ayants droit	11 000	11 000
Formation des parents - développement auprès des communautés francophones qui n'ont pas de programme français	12 000	10 000
Mission du système scolaire francophone - sensibilisation, animation et recherche	7 000	---
Rôle des parents dans la gestion - Revendication pour l'obtention de la reconnaissance officielle et légale des parents francophones en éducation	7 000	7 000
Soutien aux parents - appui continu aux comités de parents	7 000	---
Récupération des ayants droits - sondage, promotion et sensibilisation des parents	17 000	17 000
Formation des futurs commissaires	15 000	5 000
Frais administratifs	29 200	---
TOTAL 1995-1996	175 200 \$	120 000 \$
GRAND TOTAL DU PROJET	495 600 \$	360 000 \$

cc: Diane Hecker

**fédération provinciale des
comités de parents inc.**

169, rue marion
saint-boniface (mb) R2H 0T3
tél: (204) 237-9688 fax: 231-1436

**SECRETARY OF STATE
SECRETARIAT D'ETAT**

Le 20 septembre 1993

SEP 22 1993

Manitoba Regional Office
Bureau régional du Manitoba
Winnipeg

Monsieur Michel Lagacé
Directeur régional
Bureau régional du
Secrétariat d'État du Canada
Pièce 201, 303, rue Main
Winnipeg MB R3C 3G7

Monsieur Lagacé,

Veuillez trouver ci-incluse une demande de subvention reliée à la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Manitoba.

Le 27 juillet 1993, la législature manitobaine a adoptée le projet de Loi no. 34 visant la mise en oeuvre de la gestion scolaire pour les francophones du Manitoba. Le gouvernement du Manitoba se conforme ainsi théoriquement aux obligations de l'article 23 de la Charte des droits et aux jugements de la Cour suprême. Donc, les franco-manitobains auront dans un avenir prochain leur division scolaire francophone.

C'est un événement important dans l'histoire de l'éducation pour les franco-manitobains. Nous passons donc à une nouvelle étape. Il s'agit maintenant de s'assurer que la mise en oeuvre se face de façon à servir les intérêts des parents francophones. Les parents devront donc être étroitement associées au processus qui devrait aboutir à la création du système éducatif répondant à leurs besoins.

La proposition que nous vous soumettons s'insère dans le cadre de l'annonce que la Ministre, madame Monique Landry, annonçait en mai dernier pour la mise en oeuvre de la gestion dans les provinces qui ne s'étaient pas encore conformées à la Charte des droits.

Lors d'une rencontre que nous avons eue, en juin dernier, avec vous-même, monsieur Roger Collet et madame Doré, nous avons appris que de l'aide financière nous était disponible en vue d'associer les parents et les communautés au processus de mise en oeuvre de la gestion scolaire pour francophones du Manitoba. En prévision de cette aide, nous avons participé étroitement à l'analyse du projet de Loi no. 34 avec les avis d'un conseiller

/...2

Monsieur Michel Lagacé

Page 2

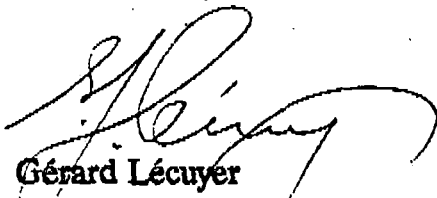
Le 20 septembre 1993

juridique et en consultation avec les parents et les organismes francophones impliqués dans le secteur de l'éducation. Par la suite, nous avons préparé des propositions d'amendements très détaillées que nous avons discutées avec la Ministre de l'Éducation et les fonctionnaires et que nous avons, après révision, présenté au comité parlementaire sur les amendements le 13 juillet dernier.

J'espère que notre demande sera jugée conforme aux indices que nous avons reçues et qu'il sera possible d'obtenir l'appui escompté afin que le nouveau système scolaire francophone puisse réellement nous permettre de franchir une nouvelle ère dans le domaine de l'éducation en français langue première au Manitoba. Je suis tout à fait disposé à vous rencontrer pour en discuter plus à fond selon vos besoins.

Veuillez agréer, Monsieur Lagacé, l'expression de mes meilleures salutations.

Le directeur général,



Gérard Lécuyer

GL/dd

✓ c.c. Diane Leclercq - agente de projets

PROJET SPÉCIAL
PARTICIPATION DES PARENTS ET DES COMMUNAUTÉS
À LA
MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE

PRÉAMBULE

Le 27 juillet 1993 s'ajoute comme date historique importante au dossier du développement de l'éducation en français au Manitoba. S'il est vrai que bon nombre des dates inscrites à ce dossier rappellent des événements parfois fâcheux, l'adoption du projet de Loi no. 34 s'inscrit, sans aucun doute, dans la série des événements à caractère très positifs.

Les franco-manitobains travaillent pour obtenir le contrôle de leur système scolaire depuis 1916. Surtout, ils y travaillent de façon assidue depuis 1986 alors qu'un groupe de parents faisant à l'époque partie du conseil d'administration de la FPCP avait recours aux tribunaux en vue d'obtenir la gestion scolaire et aussi des changements à la Loi sur les écoles publiques qui ne reconnaissait toujours pas l'existence de l'école française. L'adoption du projet de Loi no. 34, avant l'ajournement de la session législative, redresse une situation qui hante les parents franco-manitobains depuis trop longtemps.

Les étapes à venir, en particulier l'adoption des règlements, démontreront le degré de conformité entre la Loi sur les écoles publiques telle que nouvellement amendée pour encadrer la mise sur pied du nouveau système scolaire pour les francophones du Manitoba et les exigences de l'article 23 de la Charte et des jugements de la Cour suprême. Nous osons espérer et sommes confiants que nous pourrions enfin créer un système scolaire viable regroupant l'ensemble de la clientèle francophone. Voilà pourquoi nous nous affairons à travailler à la création d'un système scolaire qui devra répondre aux besoins de franco-manitobains.

À travers les années, les gouvernements avaient quelque peu adouci leur intransigeance à l'égard de l'enseignement en français jusqu'à l'adoption d'un amendement en 1970 qui reconnaissait la possibilité du français comme langue d'enseignement au même titre que l'anglais. Sur le plan légal, nous avons gagné du terrain depuis 1916. Cependant, nous

demeurons toujours sous le contrôle décisionnel de la majorité anglophone qui ne comprenait pas toujours ou ne voulait pas comprendre nos besoins. Donc, l'école franco-manitobaine, dans son plein sens du terme, demeurerait un rêve à réaliser. Et avec chaque année la réalisation de ce rêve devenait de plus en plus urgente vu la perte de l'homogénéité de nos communautés.

Le cadre législatif qui vient d'être adopté devrait nous permettre de créer une école avec des services éducatifs visant le plein développement du potentiel des jeunes franco-manitobains tout en leur permettant de s'enrichir dans leur langue maternelle et de s'accrocher plus fermement à leur culture et à leur identité. L'école qu'il nous faut créer doit répondre à ces besoins pour l'ensemble de nos communautés francophones puisque dans la plupart des cas elle représente le seul territoire permettant des regroupements homogènes pour l'ensemble de notre population allant des nouveaux-nés jusqu'à l'âge avancé.

Les obstacles que les gouvernements ou les commissions scolaires ont pu nous causer ont parfois servi à nous faire redoubler nos efforts pour obtenir ce qui nous revenait de droit. Il est aussi vrai que ces mêmes obstacles nous ont parfois servi de raison ou d'excuse pour nous laisser emporter par la vague de l'assimilation. Aujourd'hui en nous reconnaissant nos droits et en nous accordant ce système scolaire tant attendu c'est un peu comme si nous avions gagné le gros lot. Il s'agit maintenant de s'organiser pour ne pas le gaspiller surtout qu'avec l'assimilation galopante nous perdons rapidement nos effectifs. Il n'y a pas de temps à perdre mais aussi il ne s'agit pas de mettre sur pied un système identique au système contraignant que nous nous apprêtons à quitter et qui ne servait pas toujours les besoins de nos communautés.

Le but recherché n'est pas encore atteint. Nous avons vécu un long trajet pour nous rendre devant cette porte qui s'ouvre devant nous pour offrir aux parents et à l'ensemble de la communauté franco-manitobaine de nouvelles possibilités et de nouveaux défis. Nous ne pouvons pas nous asseoir sur nos lauriers et laisser tout à chacun décider pour nous. Nous devons maintenant construire ce nouveau système de sorte qu'il serve réellement au développement des besoins de notre communauté. Pour cela, les parents devront s'impliquer très étroitement à toutes les démarches de la mise en oeuvre et avoir un input dans les prises de décisions. Sinon, cette victoire va s'effriter comme un château de sable.

Il est utile de reprendre ici quelques paroles tirées du jugement de la Cour suprême du 4 mars 1993 :

«Toutefois, je tiens à faire ressortir que, dans la mise en oeuvre d'un tel système d'instruction dans la langue de la minorité, la province doit explicitement examiner un certain nombre de questions pour satisfaire à ses obligations constitutionnelles et respecter l'objet et le caractère réparateur de

l'article 23. La mise en oeuvre exige une pleine compréhension des besoins de la minorité linguistique francophone....

Il est extrêmement important que les parents de la minorité linguistique ou leurs représentants participent à la détermination des besoins en matière d'instruction et à l'établissement de structures et de services qui répondent le mieux possible à ces besoins....

La province a l'obligation d'offrir des services d'éducation, de les faire connaître et de les rendre accessibles aux parents du groupe linguistique minoritaire de façon à offrir une qualité d'éducation en principe égale à celle de la majorité, tout en sachant, comme le dit notre Cour dans l'arrêt Mahé :

(précité à la page 378) ... Il convient de souligner que les fonds affectés aux écoles de la minorité linguistique doivent être au moins équivalents, en proportion du nombre d'élèves, aux fonds affectés aux écoles de la majorité.»

Description du projet

L'article 23 de la Charte des droits reconnaît le rôle prépondérant qui revient aux parents en matière de choix à faire en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants. La Cour suprême a renchéri sur l'article 23 et a à certains égards précisé la place des parents en matière de l'éducation des enfants. Les amendements récemment adoptés par le gouvernement manitobain reconnaissent pour la première fois un rôle aux parents dans les décisions qui devront être prises pour créer le système scolaire qui devra donner à leurs enfants une éducation de qualité égale tout en tenant compte de leurs besoins particuliers.

Le projet qu'il nous faut entreprendre c'est de préparer les parents à assumer leurs nouvelles fonctions. La tâche qui incombe aux parents sera particulièrement lourde de conséquences surtout dans la phase initiale durant laquelle il faudra façonner la structure du nouveau système et les outils ou mécanismes qui seront utilisés pour le faire fonctionner. Au point de départ, il faudra donc que les parents prennent connaissance du nouvel encadrement législatif. Ensuite, il faudra qu'ils puissent se concerter pour définir leurs objectifs, pour définir le rôle qu'ils seront appelés à jouer et la place qui leur revient dans ce nouveau système. Aussi, il faudra que la FPCP participe étroitement à toutes les étapes reliées à la mise en oeuvre et qu'à cette fin elle établisse et nourrisse des liens étroits avec les nouveaux commissaires. Enfin, la FPCP devra informer et consulter les parents pour que l'on tienne compte de leur input à mesure et dans tous les développements du nouveau système scolaire.

Nous aurons, avec le pouvoir décisionnel en matière d'éducation, la possibilité de créer un système différent en vue de répondre à nos besoins. Il est vrai que la division scolaire francophone demeure partie intégrante du système scolaire publique du Manitoba et nous serons soumis à la même Loi sur les écoles publiques. Cependant, la commission scolaire avec sa structure régionale et locale aura la possibilité d'opérer très différemment. Les parents ont une part de responsabilité importante à définir le nouveau fonctionnement. En particulier, il nous faudra participer étroitement à la définition de la mission linguistique, culturelle et communautaire du système scolaire francophone. La Loi nous reconnaît aussi la possibilité de créer un programme pour préparer les enfants à s'insérer de façon harmonieuse dans le programme de l'école française. Nous sommes heureux de pouvoir s'adresser à un problème réel mais reconnaissons aussi qu'il y aura beaucoup de travail à faire pour relever ce défi.

Activités reliées au projet

A. Coordination

Dans les étapes à venir et tout au long des trois prochaines années, il sera nécessaire qu'une personne à l'emploi de la FPCP travaille de façon continue, en étroite liaison à la mise sur pied du nouveau système et oeuvre de très près avec les comités de parents, les communautés et tous les intervenants de l'éducation en français afin de les informer et de les consulter durant toute la phase de mise en oeuvre jusqu'à ce quelle soit complétée. Il faudra aussi parfois avoir recours à certains services plus spécialisés en recherche, des avis de conseillers juridiques et des services de consultants spécialisés.

B. Activités reliées à la mise en oeuvre du système scolaire francophone

1. Stratégie de communication et programme de promotion

Objectif:

Développer une stratégie de communication et un programme de promotion de l'éducation en français langue maternelle en vue de valoriser l'enseignement dans la langue maternelle et de surmonter les appréhensions qui ont précédé ou qui ont prévalu durant les nombreuses années de lutte qu'il a fallu mener avant d'aboutir avec ce dossier. Durant cette longue période, certaines communautés se sont déchirées et aujourd'hui il y a non seulement réparation à faire pour apprendre à utiliser le pouvoir décisionnel que nous avons recouvert, maintenant que nous pourrions gérer notre système scolaire, mais il nous faudra d'abord redonner aux francophones une mentalité de confiance en eux-mêmes pour qu'ils arrivent à

surmonter cette notion qu'ils sont incapables de faire aussi bien que la majorité l'aurait fait pour nous.

La réparation est à faire non seulement pour réparer les injustices du passé et les dommages causés sur le plan culturel et linguistique mais il sera avant tout essentiel de déraciner le complexe d'une mentalité minoritaire qui prévaut à des degrés plus ou moins élevés chez presque tous les franco-manitobains. Il faudra donc se convaincre que nous sommes tout aussi capables de réussir et il faudra faire connaître et vanter nos efforts et nos succès. De nombreux ayants droit ne croiront pas en leur capacité de gérer le système scolaire et d'en faire partie tant que les succès et la confiance des parents convaincus n'auront été démontrés. Par après, il deviendra aussi plus facile de recruter les ayants droit hétéro-linguistiques et de leur faire une place dans l'école française.

Moyens :

- Développer les outils pour une stratégie de communication et faire une publicité bien montée pour mettre en valeur les avantages, la mission, les succès, etc., de la division scolaire francophone et de l'école franco-manitobaine.

2. Projet de Loi et le Comité Monnin (mai à octobre 1993)

Objectif :

- Participer activement à la consultation des parents en vue du choix qui leur est imposé et faire les interventions requises pour améliorer le projet de Loi.

Moyens :

- Analyse, information, consultation et interventions concernant le projet de Loi no. 34;
- préparation des communautés à la visite du Comité Monnin et liaison avec ce même comité;
- appuyer les intérêts des parents auprès du Comité Monnin en vue d'influencer les recommandations qu'il devra soumettre à la Ministre.

Note : Le travail de cette première phase est largement entamé et certaines étapes sont maintenant complétées.

3. Concertation et formation des parents

Objectifs :

- Assurer l'implantation du nouveau conseil scolaire;
- donner de la formation aux parents pour les familiariser avec la nouvelle loi et les aider à jouer leur rôle de gestionnaire dans le nouveau système scolaire (voir détail à l'Annexe I);
- donner de la formation aux parents intéressés à devenir des commissaires dans le nouveau système scolaire (voir détail à l'Annexe I).

Moyens :

- Table de concertation réunissant les groupes directement impliqués dans l'éducation en français pour définir la mission du nouveau système;
- identifier et coordonner la revendication pour les ressources physiques : édifices, matériaux, transport, inventaires, etc.;
- faciliter et assurer la mutation des ressources humaines;
- assurer un appui technique et l'input des parents dans la préparation du premier budget;
- informer les différents publics de tous les aspects et étapes de l'implantation;
- faire les revendications nécessaires (politiques, stratégiques, etc);
- travail de développement auprès des communautés francophones qui n'ont pas encore un programme français mais où il existe un potentiel réel;
- sessions de formation pour l'ensemble de comités de parents et pour les parents/commissaires.

4. Mission de la commission scolaire francophone

Objectifs :

- Définir et formuler la mission linguistique, culturelle et communautaire de la commission scolaire francophone;
- assurer que nos écoles désignées deviennent des centres d'animation culturelle et communautaire pour les franco-manitobains.

Moyens :

Année 1 :

- Première sensibilisation des intervenants, consultation et concertation sur les objectifs à atteindre et cueillette des données de base pour avancer le projet.

Année 2 :

- Sensibiliser plus à fond aux moyens des données, animation auprès des intervenants, formation et recherche auprès des comités de parents, commissaires, agent de développement communautaire, agents du BEF, directeurs d'écoles et autres intervenants du secteur culturel;
- aide technique aux premiers projets d'école communautaire.

Année 3 :

- Appliquer les moyens de l'année 2 aux communautés qui ne se seront pas jointes à la commission scolaire francophone dans la première phase.

5. Rôle des intervenants

Objectif et sous-objectifs :

- Définir le rôle et la place des parents dans la gestion de l'école franco-manitobaine.

Année 1

- Préciser le rôle des autres intervenants dans le nouveau système scolaire

Année 2

- Sensibiliser chacun des intervenants au rôle de chacun dans la gestion du système scolaire francophone.

Année 3

- Obtenir la reconnaissance officielle et légale des parents francophones en éducation.

Moyens :

Année 1

- Entreprendre une réflexion concertée portant sur les responsabilités et le mandat de chacun.

Année 2

- Établir un plan d'action devant servir à informer et à sensibiliser les intervenants au rôle et à la place des parents dans la gestion d'une école communautaire dans le système de gestion pour les francophones (trousse à développer).

Année 3

- Revendiquer auprès des autorités gouvernementales afin que la révision de la Loi scolaire envisagée reconnaisse légalement le rôle du parent en matière d'éducation et dans la gestion du nouveau système scolaire;
- réviser la trousse d'information;

6. Soutien aux parents (années 1 à 3)

Objectifs :

- Appuyer les parents dans leur apprentissage du fonctionnement dans le nouveau système scolaire francophone;

- reprendre les processus de sensibilisation, formation, etc. à mesure que de nouvelles communautés s'ajouteront à la division scolaire francophone;
- aider les parents qui voudront se joindre au nouveau système et se trouveront dans des conflits avec les commissions scolaires existantes.

Moyens :

- Rencontres et sondages des comités de parents sur une base individuelle et par régions afin d'établir leurs attentes et leurs besoins;
- consultations avec les comités afin d'établir des plans d'action conformes à leur rôle dans la gestion du système scolaire francophone;
- création d'une nouvelle trousse destinée aux parents (gestion scolaire, Loi scolaire, rôle et responsabilités, tenue des réunions, fonctionnement du comité, etc.);
- offrir aux parents des sessions de formation parallèles aux sessions offertes aux parents qui se présenteront comme conseillers scolaires à la commission scolaire francophone (sur base régionale);
- aider les parents à se doter d'une structure de fonctionnement régionale afin de se tenir au courant des développements et des besoins des communautés faisant partie de leur région (structure équivalente au niveau régional de la commission scolaire);
- fournir aux parents des avis de conseillers juridiques.

7. Programmes

A. Objectif :

- Intégrer le secteur préscolaire aux écoles francophones de la division scolaire francophone.

NOTE:

La mission du préscolaire, en plus d'être éducative et sociale, est linguistique et culturelle. C'est le lieu de recrutement et de préparation pour l'école française (francisation, accueil, identification à la francophonie) et devrait faire partie des décisions concernant l'école française.

Moyens :

- Sensibiliser les groupes préscolaires à l'importance de trouver leur place dans l'école française;
- rencontres avec les nouveaux conseillers scolaires afin de les sensibiliser et de les amener à reconnaître la nécessité de regrouper le secteur préscolaire francophone dans l'école française;
- documenter, faire la cueillette de données et les recherches qui s'imposent.

B. Objectifs :

- participer au comité consultatif du développement des programmes d'enseignement;
- s'impliquer et si nécessaire initier le développement des programmes d'accueil et de francisation au niveau de la maternelle à la 3e année afin d'intégrer de façon juste et équitable les ayants droit ne parlant pas ou peu français.

Moyens:

- promotion du concept;
- initier la discussion et démontrer la nécessité des programmes d'accueil et participer au développement de ces programmes;
- travail d'un consultant au développement des programmes.

8. Récupération des ayants droit

Objectif :

Récupérer les communautés francophones qui n'auront pas adhéré à la division scolaire francophone (années 2 et 3).

Moyens :

- information et sensibilisation des parents sur le fonctionnement du système scolaire francophone;

- informer les parents sur les avantages d'adhérer au nouveau système;
- formation et appui technique et spécialisé;
- recherche et avis légaux si nécessaires.

CONCLUSION

L'adoption de modifications à la Loi sur les écoles publiques vise à la rendre conforme à l'article 23 de la Charte des droits pour accorder aux franco-manitobains le droit de gestion auquel ils ont droit depuis toujours. Cette étape met donc fin à cette ère de revendication qui occupe les parents depuis plus d'une décennie et met fin à un autre chapitre dans l'histoire de l'éducation en français au Manitoba.

Mais notre histoire ne s'arrête pas là. Un autre chapitre commence et à bien des égards il est peut-être plus important que le dernier car nous contrôlerons davantage, nous-mêmes, la suite des événements. Pour que ce nouveau chapitre soit glorieux et qu'il nous donne les résultats tant attendus, il va falloir qu'on retienne les leçons du passé et il faudra un haut degré de collaboration de tous les intervenants de la communauté francophone. Il sera crucial que notre nouveau système parte du bon pied. Autrement, nous n'arriverons pas à garder notre clientèle et certainement nous n'arriverons pas à récupérer tous ces ayants droit qui attendent, en dehors, avant de décider d'embarquer dans notre système. Plus important encore, il ne faut pas décevoir ou faillir à l'égard de la jeunesse franco-manitobaine pour qui nous avons misé tous ces efforts dans le passé.

Il y aura bien sûr des étapes difficiles à franchir avant la rentrée scolaire en septembre 1994 et durant les trois premières années de mise en oeuvre et même par la suite. Il faut donc inventer une nouvelle ère de collaboration au sein de notre communauté. En particulier au point de départ, il faudra:

1. continuer à travailler pour le regroupement maximum d'écoles en y incluant les communautés qui avaient perdu leur école française; bien sûr à condition qu'elles le veulent - (eg. Saint-Laurent, Saint-Georges, etc.);
2. assurer le succès des négociations avec les systèmes existants pour obtenir les enseignants, établissements, le transport, etc. et espérer que les mécanismes prévus dans la Loi feront en sorte que nous serons traités de façon équitable;
3. s'impliquer dans des consultations avant que les règlements soient adoptés de façon définitive et s'assurer que ces règlements, une fois en place, n'entravent pas le fonctionnement de notre système scolaire;

4. faire partie des consultations qui doivent mener à une Entente entre la province et le gouvernement fédéral pour couvrir les frais de mise en oeuvre et les coûts supplémentaires reliés au programme d'accueil, au volet culturel, etc.;
5. initier et participer étroitement dans des discussions pour définir la mission du nouveau système scolaire et de l'école française dans ce système - (en grande partie la réussite pour l'avenir dépend de ce travail);
6. travailler à redéfinir les rôles de tous les intervenants: enseignants, commissaires, directions scolaires, parents, comités de parents, groupes préscolaires, organismes directement impliqués etc. de sorte à s'assurer que tous travaillent en harmonie vers les mêmes grands objectifs - (chacun des intervenants aura à y mettre du sien mais les parents se doivent de faire démarrer ce travail et devront collaborer avec les autres);
7. développer et offrir des programmes de formation pour les parents et les futurs commissaires - (ces sessions de formation devront être répétées de façon presque continue durant les premières années);
8. inventorier les ayants droit, les informer et faciliter leur entrée dans le nouveau système scolaire;
9. être consultés et participer au développement des nouveaux programmes, en particulier les programmes d'accueil;
10. participer avec les organismes intéressés à définir le volet culturel et la place qu'il doit occuper dans l'école française;
11. établir, de concert avec les intervenants, la place que le préscolaire aura dans l'école française gérée par le système scolaire francophone;
12. autres domaines qui devront être précisés.

Le travail qu'il nous faut maintenant entreprendre avec les intervenants, est à bien des égards plus important que les étapes déjà franchies. Les parents ont lutté longtemps pour un système scolaire meilleur, il ne faudrait pas et les parents accepteront mal qu'il soit autrement. Bien entendu, les parents auront eux-mêmes une grosse part de travail à faire pour assurer le succès de la nouvelle entreprise. Ce n'est donc pas le temps de se féliciter de nos succès et de s'asseoir sur nos lauriers sinon la longue lutte pourrait aboutir à de piètres résultats. Pour que la division scolaire francophone nous mène vers une meilleure qualité d'éducation avec les meilleurs services éducatifs possibles, il va falloir que tous les intervenants collaborent dans la même direction. C'est un défi de taille que nous pouvons

surmonter si nous partageons les mêmes objectifs. Il est donc très important que nous nous mettions à la tâche pour définir, préciser et adopter ces objectifs.

Notre premier défi c'est de créer des écoles françaises qui seront les meilleures écoles du Manitoba. Le contrôle de notre système et un partenariat redéfini et réel nous permettront d'atteindre cet objectif. Il nous faut d'abord voir à ce que l'école française développe le plein potentiel des jeunes tout en leur inculquant la fierté de leur langue, de leur culture et de leur identité de franco-manitobain. Mais il faut aussi que nos écoles françaises deviennent des centres de développement pour tous les gens de chacune de nos communautés. Dans plusieurs communautés, l'école française est déjà le seul territoire de regroupement en français. Si on arrive pas à ouvrir les portes de nos écoles à la communauté francophone, plusieurs, pour ne pas dire toutes nos communautés, sont vouées à disparaître comme centres où rayonnera la langue et la culture de nos ancêtres.

Il est donc important que l'école française soit au service de la communauté entière. Elle doit avant tout servir au développement de la jeunesse mais doit aussi servir de lieu de ressourcement pour tous les autres membres de la communauté. Par exemple, pourquoi ne pourrait-on pas y offrir des cours d'éducation à distance en leadership, des rencontres de discussion en vue de préciser les mesures à prendre pour assurer l'avenir économique de nos communautés, des sessions de "parenting" pour les nouveaux parents, des ateliers de bricolage, etc... Il faut trouver à satisfaire, au sein de l'école française, les besoins des familles francophones de nos communautés sur tous les plans: culturel, éducatif, économique, récréatif, social, etc... Et ça veut aussi dire qu'il doit y avoir une place dans nos écoles pour que la jeune enfance y trouve la préparation culturelle et linguistique pour qu'elle puisse être préparée à entrer dans l'école française.

Il faut, comme nous nous plaisons à le dire depuis longtemps, que l'école française réponde à l'ensemble des besoins de notre communauté du berceau à la tombe - pour les nouveaux-nés jusqu'aux personnes âgées. Ainsi notre système scolaire sera réellement le nôtre et servira grandement à répondre aux besoins et à l'épanouissement de l'ensemble de la communauté franco-manitobaine.

ANNEXE I

FORMATION DES FUTURS COMMISSAIRES ET DES PARENTS EN TANT QUE GESTIONNAIRES

Objectifs :

Le projet est destiné à préparer les parents qui souhaiteront assumer les responsabilités de la gestion de l'éducation en français au sein de la commission scolaire francophone. Ces commissaires seront élus avant la fin décembre 1993. La formation vise à leur fournir :

- des connaissances de base relatives à la planification et à la prestation de l'éducation au Canada en général et dans le contexte manitobain plus particulièrement;
- une meilleure compréhension du rôle qu'ils ont appelés à jouer en tant que commissaires de la nouvelle division scolaire francophone;
- une conscience plus aigüe du mandat, des responsabilités et des pouvoirs que détiennent les autorités scolaires - surtout en ce qui touche la gestion et le contrôle de l'enseignement dispensé en français au Manitoba;
- des données conformes à la Loi sur les écoles publiques telle qu'amendée pour permettre et promouvoir la mise en oeuvre et l'implantation d'un système scolaire pour les franco-manitobains;
- l'occasion de participer à des discussions de groupe et à des processus décisionnels portant sur les questions d'éducation en général et d'éducation francophone en particulier.

DESCRIPTIONS DES ACTIVITÉS

Dès l'automne 1993 débutera une série de séances de formation de 2 à 3 heures chacune. Il y aura de 10 à 12 sessions en tout. Les sessions seront offertes dans deux régions de la province (la région urbaine et la région rurale). Nous envisageons regrouper tous les participants pour les deux dernières sessions.

Les sessions se présentent comme suit mais le programme pourra être modifié pour répondre plus efficacement aux besoins et aspirations des groupes concernés.

À la fin de chaque session, les participants soulèveront les questions que leur auront inspirées les sujets traités. Cette période d'environ une demi-heure se déroulera selon les techniques d'animation de groupe. On estime que cette pratique est essentielle pour que

les intéressés saisissent clairement les questions étudiées et se familiarisent avec les stratégies de décision et de résolution de conflit.

SESSION NO. 1 : INTRODUCTION AU SYSTÈME SCOLAIRE CANADIEN

1. Histoire synoptique de l'éducation dispensée en français au Canada avec un accent particulier sur son implication au Manitoba;
2. Examen critique des jugements rendus par la Cour suprême du Canada (le 15 mars 1990 et le 4 mars 1993) et des conséquences de ces jugements sur la prestation des programmes en langue française et des services dans un système scolaire pour francophones;
3. Étude du chapitre 33 (Division scolaire de langue française) de la Loi sur les écoles publiques.

SESSION NO. 2 : LA LÉGISLATION SCOLAIRE ET SES APPLICATIONS AU MANITOBA

1. L'éducation dans le contexte canadien : Statuts et règlements, droit public et droit privé; Loi constitutionnelle de 1867; Loi constitutionnelle de 1982; Loi de 1982 sur le Canada; Acte du Manitoba 1970;
2. La Loi sur les écoles publiques dans son ensemble; la Loi sur l'Administration scolaire; la Loi sur l'Élection des autorités locales; la Loi sur la pension de retraite des enseignants; la Loi sur la pension de retraite des enseignants; la Loi sur les garderies; (il s'agira d'une revue globale en mettant l'accent sur les points les plus pertinents à la gestion du système scolaire francophone);
3. Les politiques, directives et procédures et leurs implications pour le fonctionnement des commissions scolaires.

SESSION NO. 3 : PRESTATION DE L'ÉDUCATION AU MANITOBA

1. Les autres statuts ayant une implication en matière d'éducation et en particulier sur l'éducation en langue française;
2. Revue des rôles et fonctions du Ministère de l'Éducation avec un accent particulier sur le Bureau de l'éducation française;
3. Introduction au processus administratif de l'éducation au sein des établissements scolaires.

SESSION NO. 4 : FINANCEMENT DU SYSTÈME SCOLAIRE

1. Exposé et analyse des mécanismes actuels de financement (aux niveaux municipal et provincial) dans le contexte manitobain et, plus particulièrement, les mécanismes de financement et les structures administratives du système scolaire francophone (financement de l'Entente pour le financement de la mise en oeuvre);
2. Exposé et analyse de l'Entente sur les Langues officielles dans l'enseignement;
3. Implications des mécanismes financiers et des structures administratives pour la promotion de la langue et de la culture francophones - surtout concernant les activités culturelles qui influenceront sur les ressources éducatives dans l'avenir.

SESSION NO. 5 : LA MISSION DE L'ÉCOLE FRANCO-MANITOBAINE

1. À partir d'un exposé théorique, les participants auront à s'exprimer et à explorer ce que doit être la mission de l'école franco-manitobaine et du rôle particulier qu'elle est appelée à jouer dans le développement des communautés francophones;
2. Discussion sur le rôle des différents intervenants pour accomplir la mission de l'école franco-manitobaine.

SESSION NO. 6 : AUTRES SUJETS

- Le programme d'accueil et les besoins d'apprentissage des élèves de la minorité francophone;
- la préparation de la jeune enfance pour l'école française;
- la place du préscolaire dans le système scolaire pour francophones;
- les programmes d'étude et l'intégration culturelle;
- les relations publiques avec la population francophone;
- les études religieuses;
- l'école en tant que centre de ressources culturelles pour la communauté.

NOTES :

1. Il est probable qu'il soit nécessaire d'offrir des sessions supplémentaires pour tenir compte des intérêts et des besoins qui ressortiront lors des six (6) premières sessions.
2. Les sessions pour les futurs commissaires devront être présentées à nouveau durant l'année 3. Cependant, les sessions de formation avec les parents devront continuer chaque année durant les trois prochaines années.

ANNEXE II

Budget 1993-1994

A.	Coordonnateur des projets (5 x 5 000 \$)	25 000 \$
•	secrétariat (5 x 1 000 \$)	5 000
•	bénéfices	3 000
•	déplacements (5 x 400 \$)	2 000

PROJETS

1.	Stratégie de communication et promotion du système scolaire	
•	développement des outils de promotion	5 000
•	imprimerie	4 000
•	publicité dans les médias	4 000
2.	Projet de Loi et Comité Monnin	
•	avis légaux, consultation, préparation des amendements, etc.	5 000
•	consultations auprès des organismes et des comités de parents	2 000
•	déplacements	1 000
3.	Formation des parents	
•	développement du programme de formation	5 000
•	animateur (préparation et livraison des sessions (5 x 1 000 \$) x 3 régions	15 000
•	déplacements (15 x 200 \$)	3 000
4.	Mission du système scolaire francophone	
•	consultant	5 000
•	déplacements	2 000
5.	Rôle des intervenants	
•	consultant	5 000
•	déplacements	3 000

6. **Soutien aux parents**

- sondages et préparation du document 5 000
- consultations et déplacements 3 000

7. **Programmes**

- consultant 5 000
- déplacements 3 000

TOTAL **110 000 \$**

8. **Programme d'accueil**

- représentant au Comité de développement du programme 5 000
- représentant au Comité consultatif des programmes 1 000

9. **Formation des futurs commissaires**

- développement du programme 5 000
- animateur des sessions de formation
 - préparation 3 800
 - livraison des sessions (6 x 600 \$) x 2 7 200
- déplacements (animateur et participants) 3 000
- évaluation 1 000

TOTAL **136 000 \$**

Frais d'administration (loyer, équipement, matériel, téléphone, timbres
etc. 20 % du coût du projet) **27 200**

GRAND TOTAL **163 200 \$**

ANNEXE III

Budget 1994-1995

A.	Coordonnateur du projet (10 x 5 000 \$)	50 000 \$
•	secrétariat (10 x 1 000 \$)	10 000
•	bénéfices	6 000
•	déplacements (10 x 400 \$)	4 000

PROJETS

1.	Stratégie de communication et promotion de l'école française et des ses projets communautaires (valorisation de l'école)	
•	trousse et affiches (développement)	5 000
•	imprimerie	4 000
•	publicité	2 000
2.	Information et formation pour les parents	
•	sessions de formation pour les parents (animation dans les communautés (20 x 500 \$)	10 000
•	déplacements	2 000
3.	Mission du système scolaire francophone (phase 2)	
•	consultant	5 000
•	déplacements	2 000
4.	Rôle des intervenants (année 2)	
•	développement de la trousse	5 000
•	animation dans les communautés	5 000
•	déplacements	4 000
5.	Soutien aux parents	
•	développement de projets pilotes communautaires (consultant)	5 000
•	déplacements	2 000

6. Programmes

A. préscolaire (intégration au système)

- consultations avec les intervenants 3 000
- déplacements 2 000

B. participation au développement des programmes
d'accueil et autres programmes

5 000

TOTAL

131 000 \$

Frais d'administration (loyer, équipement, matériel,
téléphone, timbres, etc)

26 200

GRAND TOTAL

157 200 \$

ANNEXE IV

Budget 1995-1996

A.	Coordonnateur des projets (10 x 5 000 \$)	50 000 \$
•	secrétariat (10 x 1 000 \$)	10 000
•	bénéfices	6 000
•	déplacements (10 x 400 \$)	4 000

PROJETS

1. Stratégie de communication et promotion à l'intention de récupérer les ayants droit

•	trousses et affiches (développement)	5 000
•	imprimerie	4 000
•	publicité	2 000

2. Formation des parents

•	sessions de formation pour les parents (animation dans les communautés (20 x 500 \$))	10 000
•	déplacements	2 000

3. Mission du système scolaire francophone

•	consultant	5 000
•	déplacements	2 000

4. Rôle des intervenants (année 3)

•	interventions dans la révision de la Loi scolaire (consultation et rédaction du mémoire)	5 000
•	déplacements	2 000

5. Soutien aux parents

•	consultant (développement d'une trousse) déplacements et consultations	5 000 2 000
---	---	----------------

6. Récupération des ayants droit

- | | |
|---|-----------|
| ● sondage auprès des communautés (développement, sondage et administration et analyse | 10 000 \$ |
| ● déplacements | 2 000 |
| ● trousse à l'intention des familles hétéro-linguistiques (développements et publicité) | 5 000 |

7. Formation des futurs commissaires

- | | |
|--|--------------|
| ● animateur des sessions | |
| - préparation | 3 800 |
| - livraison des sessions (6 x 600 \$) x 2 | 7 200 |
| ● déplacements (animateur et participants) | 3 000 |
| ● évaluation | <u>1 000</u> |

TOTAL	<u>146 000 \$</u>
--------------	--------------------------

Frais d'administration (loyer, équipement, matériel, téléphone, photocopies, timbres, etc. 20 % du coût du projet)	<u>29 200</u>
--	---------------

GRAND TOTAL	<u>175 200 \$</u>
--------------------	--------------------------

Canada

Canada

4097-93-180/7-4

File number - Numéro de dossier

295104-23-4

Date

Le 28 octobre 1993

Telephone/FAX - Téléphone/Télécopieur

MEMORANDUM / NOTE DE SERVICE

Secrétariat d'Etat
Direction des langues officielles
dans l'enseignement

NOV 2 1993

2963

Department of Secretary of State
Official Languages in Education

Warren J. Newman, Avocat conseil, Groupe du droit des langues
officielles, Section des droits de la personne

TO/DEST.:

FROM/ORIG.:

Conseiller juridique, Groupe du droit des langues officielles,
Section des droits de la personne

SUBJECT/OBJET:

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES ÉCOLES PUBLIQUES
(MANITOBA): RÉSULTATS DES CONSULTATIONS POUR LE
TRANSFERT DES PROGRAMMES FRANÇAIS À LA
COMMISSION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE**

Comments/Remarques

Suite à ma note du 26 août dernier, qui confirmait l'adoption et la sanction de la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (la Loi), la présente fait état des résultats de la consultation effectuée auprès des parents (ayants droit) dont les enfants sont inscrits à des programmes français.

Conformément à l'art. 21.18 de la Loi, la consultation effectuée auprès des parents pour connaître leur volonté quant au transfert des programmes français à la nouvelle commission scolaire de langue française, a été menée par le groupe de mise en oeuvre de la gestion des écoles franco-manitobaines (le comité Monnin), qui avait été institué au même moment que s'effectuait le dépôt du projet de loi.

Le 22 octobre 1993, j'ai communiqué avec Mme Huguette Trudelle, du Bureau de l'éducation en français du ministère de l'Éducation du Manitoba, afin d'obtenir les résultats de ces consultations. Elle m'a indiqué que sur un total de 27 écoles consultées, 20 avaient opté pour un transfert à la nouvelle commission scolaire (rapport ci-joint). Il semble que la communauté franco-manitobaine soit satisfaite de ces résultats.

Lors de la première consultation, menée en septembre 1993 et qui visait les écoles offrant des programmes homogènes, 13 écoles sur 13 ont opté pour le rattachement à la nouvelle commission scolaire de langue française (rapport ci-joint). La nouvelle commission scolaire aura donc la gestion complète de ces écoles.

Étant donné le silence de la Loi sur un possible *opting out*, la décision des parents de transférer à la commission scolaire de langue française les programmes français

Comments/Remarques

auxquels leurs enfants sont inscrits, est irréversible. Comme indiqué dans ma note du 2 juin 1993, cette particularité va dans le sens du caractère réparateur reconnu à l'art. 23 de la Charte.

Lors de la deuxième consultation, qui s'est déroulée en octobre 1993, les parents de 7 des 14 écoles offrant des programmes mixtes ont opté pour le transfert des programmes français à la commission scolaire de langue française (rapport ci-joint). La commission scolaire de langue française aura donc la pleine gestion de ces écoles, mais en vertu de l'art. 21.21 de la Loi, les commissions scolaires de la majorité devront s'entendre avec elle pour leur usage partagé en ce qui concerne les programmes autres que français (c.-à-d. anglais, immersion ou langues autochtones).

Les parents ayant décidé de ne pas transférer à la commission scolaire de langue française les programmes français auxquels leurs enfants sont inscrits, auront la possibilité de demander ultérieurement un tel transfert, mais pour ce faire ils devront attendre que la commission scolaire de langue française offre ses programmes depuis plus de deux ans (art. 21.25).

Depuis cette deuxième consultation, il y a lieu de mentionner que deux (nouvelles) écoles sont passées d'un programme d'immersion à un programme français: d'où un total de 20 transferts sur 29 écoles et non sur 27. Les parents dont les enfants fréquentent ces écoles n'ont pu être consultés dans les délais prévus. Ces écoles relèveront donc des commissions scolaires de la majorité, et, à l'instar des parents ayant refusé le transfert des programmes français à la commission de langue française, les parents concernés devront attendre que cette dernière offre ses programmes depuis plus de deux ans avant de pouvoir faire une demande de transfert.

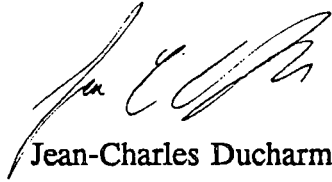
Néanmoins, si des parents veulent inscrire leurs enfants dans un programme français administré par la commission scolaire de langue française, malgré la décision majoritaire de parents contre un tel transfert, l'art. 21.6 de la Loi prévoit que la commission scolaire de langue française peut conclure des accords avec les commissions scolaires de la majorité, pour qu'elle offre des programmes à l'extérieur de ses limites territoriales ou dans les écoles qu'elle ne gère pas (ce qui pourrait être le cas pour les 9 écoles non transférées).

Les prochaines étapes consistent à l'élection des comités régionaux (automne 1993), à la création formelle de la commission scolaire de langue française par voie réglementaire (décembre 1993), au transfert des actifs (hiver et printemps 1994), au transfert de responsabilité à l'égard des élèves (juillet 1994) et à la première rentrée scolaire (septembre 1994).

Il appert que le processus de mise en oeuvre du droit de gestion scolaire au Manitoba marche rondement et aille dans le sens de la portée de l'art. 23 de la

Comments/Remarques

Charte canadienne des droits et libertés. Le suivi des étapes ultérieures du processus sera également effectué.



Jean-Charles Ducharme

JCD/

p.j.

c.c.: John Scratch
Lyette Doré
Pierre Gaudet
Hilaire Lemoine
Suzanne Lafleur
Yvan Déry
Louis Reynolds
Élisabeth Nadeau

Louise Rocque
Myles Kirvan
Gérard Finn
Pierre Pronovost
Anne Boudreault
Fred Jordan
Suzane Poirier
Daniel Laurin

ÉCOLES QUI SERONT TRANSFÉRÉES À LA NOUVELLE DIVISION SCOLAIRE	
École Lacerte	
Collège Louis-Riel	
École Taché	
École Lavallée	
École Précieux-Sang	
École Gabrielle-Roy	
École Lagimodière	
École Noël-Ritchot	
École Pointe-des-Chênes	
École Saint-Joachim	
Collège Saint-Jean-Baptiste	
École Saint-Jean-Baptiste élémentaire	
École Saint-Pierre élémentaire	
École Sainte-Agathe	
École Saint-Laurent	
Institut collégial Notre-Dame-de-Lourdes	
École Notre-Dame-de Lourdes élémentaire	
École Saint-Léon	
École Saint-Lazare	
St-Georges	
Total:	20

ÉCOLES QUI NE SERONT PAS TRANSFÉRÉES À LA NOUVELLE DIVISION SCOLAIRE	
École Provencher	
Parc Windsor secondaire	
École Saint-Malo	
Institut collégial Saint-Pierre	
Complexe scolaire Saint-Claude	
Institut collégial Somerset	
École Laurier	
École Sainte-Rose-du-Lac élémentaire	
Institut collégial Sainte-Rose-du-Lac	
Total:	9

JUL 15 '93 11:56 No.001 P.02

JUL 15 '93

ID:2337462

PHASE 1

NOMBRE DE PARENTS PAR ÉCOLE (NUMBER OF PARENTS PER SCHOOL)

(Registrations received)

ÉCOLE (SCHOOL)	OUI (YES)	INSCRIPTIONS REÇUES (oui, non et rejetées)	# PARENTS
ÉCOLE ST-JOACHIM	107	117	135
ÉCOLE ST-LÉON	13 100%	13	15
ÉCOLE NOEL-RITCHOT	72	75	101
ÉCOLE LACIMODIÈRE	61	70	97
ÉCOLE GABRIELLE-ROY	114	121	190
ÉCOLE POINTE-DES-CHÊNES	102	118	154
ÉCOLE SAINT-LAZARE	39	45	61
ÉCOLE LAVALLÉE	226	233	328
ÉCOLE SAINTE-AGATHE	42	53	66
ÉCOLE TACHÉ	140	143	193
ÉCOLE LACERTÉ	182	191	253
ÉCOLE PRÉCIEUX-SANG	147	150	222
COLLÈGE LOUIS-RIEL	225	232	368
TOTAL	1470 94%	1571 78%	2183


2337462 PAGE.002


JUL 15 '93 11:03

PHASE 11 **COMPILATION DES AVIS D'INTENTION D'INSCRIRE**

ÉCOLE	FAMILLES	O U I		N O N		% OUI	% NON
		PARENTS	ENFANTS	PARENTS	ENFANTS		
St-Georges (44)							
Laurier	66	23	46	46	86		
St-Rose	20	0	0	8	11		
Sorocret	23	2	3	19	30		
Notre-Dame-de-Loardes maternelle et élém.	165	85	154	52	82		
Notre-Dame-de-Loardes Institut collégial	99	51	79	31	45		
St-Claude	171	21	30	89	167		
St-Jean-Baptiste Élémentaire	98	68	124	24	45		
St-Jean-Baptiste collège	98	56	80	24	30		
St-Malo	114	6	12	103	194		
St-Pierre Élémentaire	91	49	92	26	50		
St-Pierre Institut collégial	148	38	55	65	91		
St-Laurent	45	33	60	2	4		
Provancher	227	19	32	158	255		
Parc Windsor secondaire	30	1	1	19	20		
TOTAL	1396						

Date : le 5 octobre 1993


 Alfred M. Mondin, Président du Comité de mise en œuvre


 Richard Balasko, Directeur général des élections

001447



Department of the Secretary
of State of Canada

Secrétariat d'État
du Canada

Under Secretary of
State

Sous-Secrétaire
d'État

Ottawa K1A 0M5

N°-PLQ	5493-03400
N°-LOE	2912
c.c. :	
M. Rochon	
R. Collet	
J. Doré	
H. Lemoine	

OCT 25 1993

4697-93-180/7-4-2

John D. Carlyle
Deputy Minister
Education and Training
Room 162, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mr. Carlyle:

Thank you for your letter dated October 18, 1993 enclosing Manitoba's proposal for the Canada-Manitoba Agreement on Minority Language Education and Francophone School Governance.

As mentioned in your letter, the adoption of new legislation on education in your province and the work being done by the Implementation Committee for Francophone School Governance are tangible achievements that merit recognition. They undoubtedly reflect the willingness of Manitoba to comply with the spirit and the letter of the 1982 Constitution Act.

While your revised proposal represents a step in the right direction, you will recall from our meeting that my Department has limited resources. There is a wide gap between your request and our financial capabilities. In addition, your proposal gives no indication regarding projected cost-sharing arrangements for the projects to be included in the agreement. You will agree that further discussion is required to find mutually acceptable terms for federal funding.

The Department remains committed to helping Manitoba provide a quality education for its Francophone population. I have asked Mrs. Lyette Doré, Director General, Promotion of Official Languages and Official Languages in Education, to pursue this matter with a designated provincial official.

I am confident that we will soon find a common ground on which to build a new agreement on Francophone school governance in Manitoba.

Yours sincerely,

ORIGINAL SIGNÉ PAR
ORIGINAL SIGNED BY

Marc Rochon

Canada



FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST

Date: <u>19/10/93</u>	N° de référence - Reference no.: <u>5093-03200</u>
A - To: <u>R. Doré</u>	Requis pour - Required for: <u>21/10/93</u>
De - From: <u>C. Lalonde</u>	
C.C.:	

☐ pour approbation
For your approval

☐ Me téléphoner #
Call me

☐ À votre demande
Your request

☐ Vos commentaires
For your comments

☐ Comme discuté
As discussed

☐ Noter et retourner
Note and return

☐ Faire circuler
Please circulate

☐ Donner suite (voir remarques pour détails)
For action (see remarks for details)

☒ Réponse pour signature du:
Reply for the signature of:

S. Minister

☐ À titre d'information
For information



Gouvernement du Canada
Government of Canada

**ACTION
REQUEST**

**FICHE DE
SERVICE**

To - A

Helaine

C.C. Lyette

Date 21/10/93

Time - Heure

From - De

[Signature]

Language spoken - Langue utilisée

☐ English
Anglais

☐ French
Français

Telephone - Téléphone

Extension
Poste

☐ Please call
Prière d'appeler

☐ Returned your call
Vous a rappelé

☐ Will call again
Vous rappellera

☐ Wants to see you
Désire vous voir

☐ Action
Donner Suite

☐ Approval
Approbation

☐ Note and return
Noter et retourner

☐ Comments
Commentaires

☐ Draft reply
Projet de réponse

☐ Note and forward
Noter et faire suivre

☐ As requested
Comme demandé

☐ Signature

☐ Note and file
Noter et classer

File No. - N° de dossier

5093-03200

Message taken by - Message reçu par

SEC 2-764 (92-03)

B.F. 21/10/93



Bureau du Sous-ministre
du Patrimoine canadien

Office of the Deputy Minister,
Canadian Heritage

SECURITY/CODE DE SÉCURITÉ

USS NO./ NO. DE SSE 933200

SU NO./NO. SU SU93-03200

NAME/NOM

CARLYLE, JOHN D., DEPUTY MINISTER

EDUCATION AND TRAINING (MANITOBA)

SUBJECT/SUJET

SUBMITS MANITOBA'S FORMAL PROPOSAL OF THE CANADA-MANITOBA AGREEMENT - MINORITY LANGUAGE EDUCATION - FRANCOPHONE
SCHOOLS GOVERNANCE

REFERRED TO/TRANSMISE À

DATE

BF DATE/DATE DE RAPPEL

CITIZENSHIP & CDN IDENTITY - R. COLLET

93/10/18

93/10/21

ATTENTION

C.C.

L. DORÉ

M. ROCHON

ACTION TO BE TAKEN/MESURES À PRENDRE

REPLY-DMS

REMARKS/OBSERVATIONS

COMMENTS/COMMENTAIRES

IMPORTANT

If this Action Request has been directed to you in error,
please return to originator's office IMMEDIATELY.

IMPORTANT

Si la présente vous a été envoyée par erreur, prière
de la retourner sans tarder au bureau de l'expéditeur.

Manitoba



Deputy Minister of Education
and Training

Room 162
Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

Mr. Marc Rochon
Deputy Minister of Canadian Heritage
Department of Canadian Heritage
25 Eddy Street
12th Floor Room 12A14
Hull PQ K1A 0N5

Dear Mr. Rochon: *marc*

I am pleased to submit Manitoba's formal proposal of the Canada-Manitoba Agreement - Minority Language Education - Francophone Schools Governance for your consideration and response.

The initial proposal we shared with you at our meeting of October 6, 1993, has been amended to take into account some of the concerns you articulated on that occasion. I would nevertheless wish to reiterate some of the major points I stated at the October 6 meeting:

1. Manitoba has adopted legislation and carried out extensive community consultations over several years concerning the implementation of Francophone Schools Governance, and specifically the establishment of a Francophone School Division.
2. Following these consultations, a network of twenty schools gathering approximately 4,300 students has been identified for transfer to the new francophone authority.
3. All the initiatives and program expenditure categories identified in the proposal are for the establishment of an educational system intended for and administered by the francophone community.
4. Manitoba has a long history of minority-language education programming. Of the four western provinces, Manitoba has the highest number of students both in terms of total numbers and percentage of potential population, enrolled in French-first language programs.

CONTROLE DE LA CORRESPONDANCE DU 500E

US8'S CORRESPONDENCE CONTROL

... /2

U.S.S./S.S.E. 3200 VCA REF

HEURE/TIME

DATE: 93/10/12

PAR: [illegible]
BY: [illegible]

001451

Mr. Marc Rochon
Page 2

5. Given this data and given Manitoba's demonstrated commitment to move rapidly towards the establishment of a Francophone Schools Governance system, we feel that our submission, which outlines the expenditures associated with the successful implementation of such a system, should receive your full support.
6. Manitoba would much prefer to sign an agreement structured over several years, as proposed, rather than a short term agreement. In other words, Manitoba's commitment to Francophone Schools Governance is not limited to one year, and we feel that federal support as announced by your minister in May, is intended for the longer time frame.

I do hope these considerations will provide the appropriate context and background for your positive consideration of this proposed agreement that I am formally submitting on behalf of the Minister of Education and Training.

Yours sincerely,



John D. Carlyle
Deputy Minister
Education and Training

Enclosure

3.1 Governance Implementation (\$860,000.00)

- Election of school board
- Election of regional committees
- Transitional adjustments

3.2 Administration (\$7,300,000.00)

- Operation of school board
- Operation of regional committees
- Operation of school committees
- School division administration staff
- Transportation/Students support
- Collective bargaining
- Strategic planning
- Orientation of teachers

3.3 Program (\$11,200,000.00)

- Pedagogical staff
- Teaching materials/Libraries
- Distance education
- Programme d'accueil
- Cultural programming
- Vocational training
- Local programming
- Evaluation

3.4 Capital facilities (\$3,500,000.00)

- Rental of new facilities
- Upgrade of transferred facilities
- Centre scolaire communautaire

4. EXPENDITURE TRANSFERS BETWEEN CATEGORIES

**CANADA-MANITOBA AGREEMENT
ON
MINORITY-LANGUAGE EDUCATION**

FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE

THIS AGREEMENT made this _____ day of _____ 1993.

BETWEEN: The Government of Canada in right of Canada (hereinafter referred to as "Canada"), represented herein by the Secretary of State of Canada (hereinafter referred to as "the Minister")

AND The Government of Manitoba (hereinafter referred to as "Manitoba"), represented herein by the Minister of Education and Training of Manitoba.

WHEREAS education, as a provincial jurisdiction, requires that Manitoba determine the objectives, contents, priorities and evaluation of its programs in French minority-language education;

AND WHEREAS Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

AND WHEREAS the Legislative Assembly of Manitoba has passed the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

AND WHEREAS Canada wishes to assist Manitoba and other provinces in implementing Francophone schools governance;

AND WHEREAS Canada recognizes English and French as the official languages of Canada in the Constitution, the Canadian Charter of Rights and Freedoms and the Official Languages Act;

NOW THEREFORE THIS AGREEMENT WITNESSES THAT, in consideration of the mutual covenants, the parties agree as follows:

1. PURPOSE OF AGREEMENT

- 1.1 Through this Agreement, Canada undertakes to provide financial assistance and support to Manitoba as Manitoba proceeds with the implementation of Francophone schools governance in accordance with Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and in accordance with the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act which was passed in the Manitoba Legislature on July 27, 1993.

2. CANADA'S CONTRIBUTION

- 2.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament and the terms and conditions of this Agreement, Canada agrees to contribute towards the

reasonable expenditures incurred for the purposes described in Clause 1 the sum of Twenty-Two Million Eight Hundred Sixty Thousand Dollars (\$ 22,860,000) over the six year period from 1993-94 to 1998-99.

- 2.2 The maximum amount of Canada's contribution to Manitoba during each year of this Agreement shall be the sum of the amounts specified in Schedule 1 for that year.

3. PROGRAM EXPENDITURE CATEGORIES

Subject to the provisions of this Agreement and to Schedule 1, Canada shall contribute the maximum amounts indicated towards the costs incurred by Manitoba under the following broad program expenditure categories:

Canada and Manitoba may agree that a portion of the funds allocated to one program expenditure category be transferred to another program expenditure category identified in 3, in any given year of this Agreement.

5. EXPENDITURE TRANSFERS BETWEEN YEARS

Canada and Manitoba may agree that a portion of the funds allocated to one given year of this Agreement be carried forward to the following year for activities which fall under the program expenditure categories identified in 3.

6. INFORMATION ON COSTS

- 6.1 Canada and Manitoba agree that they must be in a position to assure their respective legislatures and the general public that the financial assistance from Canada to Manitoba is used in accordance with this Agreement. To this end, Manitoba agrees to provide, annually, to Canada sufficient information to show that Canada's contributions have been utilized for the purpose intended in this Agreement. Following presentation of such information, if there is a need, in the opinion of Canada or of Manitoba to clarify the information provided, Canada and Manitoba will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.

7. SCHEDULES

- 7.1 Canada and Manitoba agree that there shall be Schedules to this Agreement, corresponding to the program expenditure categories described in 3 above, and that these Schedules, and specifically Schedule 1, shall constitute an integral part of this Agreement.
- 7.2 Further to 6 above, Manitoba agrees that the Schedules for each year of this Agreement shall identify the costs incurred by Manitoba, and the contributions which Canada has agreed to make towards these costs under the program expenditure categories, to the maximum amounts indicated in Schedule 1.

8. PUBLIC ACKNOWLEDGEMENT

- 8.1 Manitoba agrees to acknowledge Canada's contributions in all of its publicity pertaining to Francophone schools governance programs and activities benefitting from Canada's support.

9. PAYMENTS

- 9.1 With regard to Canada's contributions to Manitoba for the program expenditure categories described in 3, for each of the six years of this Agreement, payments shall be made as follows:

- a first payment, representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for the program expenditure categories described in 3 for each year, no later than June 30 of each year; and
- a second and final payment representing the balance of Canada's contribution under the program expenditure categories described in 3 for each year on or about March 31 of each year, subject to ratification by both parties of the Schedules identified in 7.

Canada's second and final payment is conditional upon the provision by Manitoba of certified interim statements of expenditures for the current year, certified final statements of expenditures for such contributions for the previous year and compliance with all other applicable provisions of this Agreement.

10. MANAGEMENT

- 10.1 Canada and Manitoba will designate lead officials for purposes of management of this Agreement.

11. CONSULTATION

- 11.1** Manitoba has undertaken extensive consultation leading to the adoption of the Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act and consultation is ongoing with respect to implementation of the Act and, specifically, to the establishment of the Francophone School Division. Manitoba will continue appropriate consultations, mainly with the duly elected Francophone School Board, and with interested associations and groups, about its educational programs provided for in this Agreement.

ACCOUNTS AND FINANCIAL STATEMENTS

- 12.1 Manitoba agrees to keep proper accounts and records of the revenues and expenditures for the subject matter of this Agreement, including all invoices, receipts and vouchers relating thereto. For the purposes of this Agreement, Manitoba shall keep all financial accounts and vouchers and other records for a period of at least three years after the expiry of the Agreement.
- 12.2 Manitoba agrees that it shall conduct all financial affairs related to this Agreement according to generally accepted accounting principles and practices.
- 12.3 Further to 9.1 above, Manitoba shall provide certified interim statements of expenditures for Canada's contribution for the program expenditures categories described in 3 on or before March 31 of each year of this Agreement. The certified interim statements of expenditures shall provide details of actual expenditures prior to January 31 and forecasts of anticipated expenditures after January 31.
- 12.4 For each year of this Agreement, Manitoba shall provide certified final statements of detailed actual expenditures for Canada's contribution for the program expenditure categories described in 3 within six months following the end of each project and activity.
- 12.5 For the purposes of this Agreement, certified statements of expenditures provided by Manitoba to Canada shall be certified by a senior program officer and a senior financial officer so authorized by Manitoba and agreed to by Canada.

13. OVERPAYMENT

- 13.1 In the event that payments made to Manitoba under this Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled in accordance with this Agreement, any such surplus is payable forthwith to Canada. Where any surplus payable has not been repaid, an amount equal to the surplus may be retained by Canada from such contribution payments as may subsequently become payable to Manitoba.

14. FINANCIAL AUDIT

- 14.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Agreement to ensure compliance with the provisions of the Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be as determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of the Secretary of State or their agent(s).
- 14.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit, and to pay to Manitoba as soon as possible after the completion of the audit any monies which the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies which the audit may show to be then due and owing to Canada.

15. ENVIRONMENTAL ASSESSMENT

15.1 Before awarding contracts for any work related to new constructions or additions to buildings, Manitoba shall confirm to Canada that it has addressed all environmental concerns raised by the work in a manner consistent with Manitoba's environmental regulations.

16. CANADA'S LIABILITY

16.1 Canada shall not be liable for any personal injury, including death, or any loss or damage to property incurred by Manitoba or any person in the course of

executing this Agreement unless such injury, loss or damage is caused by the negligence of an officer or agent of Canada acting within the scope of his or her employment.

17. DURATION

17.1 This Agreement is deemed to have come into force on the first day of April 1993 and shall, unless otherwise amended, terminate on the 31st day of March, 1999. However, those provisions contained in this Agreement which, of necessity, can only be completed after March 31, 1999 shall continue in force until they are satisfactorily discharged.

18. EVALUATION AND RENEWAL

18.1 Canada and Manitoba agree that there shall be a joint evaluation of this Agreement which shall commence no later than the start of the fourth year of this Agreement and which shall be completed by the end of the fourth year of the Agreement. No later than six months before the termination of this Agreement, the parties agree to inform each other of their intention to renew or not to renew this Agreement and of the terms they propose, if appropriate.

19. METHOD OF AMENDMENT

19.1 This Agreement may be amended with the written consent of both parties or any person duly authorized to act on their behalf.

IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have executed this agreement on the date shown on the first page.

GOVERNMENT OF CANADA

GOVERNMENT OF MANITOBA

Secretary of State of Canada

Minister of Education and Training

Witness

Witness

SCHEDULE 1

SUMMARY OF ESTIMATED EXPENDITURES 1993/94 - 1998/99

Program Expenditure Category	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	TOTAL
1. Governance Implementation	\$ 300,000	\$ 560,000					\$ 860,000
2. Administration	1,000,000	1,800,000	\$ 1,500,000	\$ 1,000,000	\$ 1,000,000	\$ 1,000,000	7,300,000
3. Program	200,000	2,500,000	2,500,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	11,200,000
4. Capital facilities		1,500,000	1,000,000	500,000	500,000		3,500,000
TOTAL	\$ 1,500,000	\$ 6,360,000	\$ 5,000,000	\$ 3,500,000	\$ 3,500,000	\$ 3,000,000	\$ 22,860,000

ENTENTE CANADA-MANITOBA
SUR
L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ
GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES

La présente entente a été conclue en ce _____ jour de _____ 1993.

ENTRE : Le gouvernement^D du Canada au nom du Canada (ci-après appelé «Canada»), représenté par le secrétaire d'État du Canada (ci-après appelé «le ministre»)

ET : Le gouvernement du Manitoba (ci-après appelé «Manitoba») représenté par le ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle.

ATTENDU QUE, l'éducation étant du ressort de la province, celle-ci doit déterminer les objectifs, définir les contenus et fixer les priorités de ses programmes de français comme langue de la minorité, et en faire l'évaluation;

ET ATTENDU QUE le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

ET ATTENDU QUE l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises) afin de mettre en oeuvre la politique de gestion des écoles françaises;

ET ATTENDU QUE le Canada est disposé à aider le Manitoba et d'autres provinces à mettre en oeuvre la gestion des écoles françaises;

ET ATTENDU QUE le Canada reconnaît, dans la Constitution, la Charte canadienne des droits et libertés et la Loi sur les langues officielles, que l'anglais et le français sont les langues officielles du pays;

EN CONSÉQUENCE, la présente entente, eu égard aux conventions mutuelles ci-incluses, atteste que les parties conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 Par l'intermédiaire de cette entente, le Canada entreprend d'accorder une aide financière au Manitoba alors que celui-ci met en oeuvre la gestion des écoles françaises conformément à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et à la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises), qui fut adoptée à l'Assemblée législative du Manitoba le 27 juillet 1993.

2. CONTRIBUTION DU CANADA

- 2.1 Sous réserve de l'obtention de crédit parlementaire et conformément aux modalités et conditions de cette entente, le Canada accepte de verser la somme de vingt-deux millions huit cent soixante mille dollars (22 860 000 \$) sur une période de six ans allant de l'année 1993-1994 à l'année 1998-1999 pour

continuer aux dépenses raisonnables engagées pour les buts décrits à l'article 1.

- 2.2 Le montant maximum de la contribution apportée au Manitoba par le Canada chaque année que dure l'entente sera la somme des montants figurant à l'annexe 1 pour l'année en question.

3. CATÉGORIES DE DÉPENSES DE PROGRAMME

Sous réserve des dispositions de cette entente et de l'annexe 1, le Canada versera les montants maximum indiqués pour les dépenses engagées par le Manitoba dans les catégories générales de dépenses suivantes :

3.1 Mise en oeuvre (860 000 \$)

- élection de la commission scolaire
- élection des comités régionaux
- ajustements de transition

3.2 Administration (7 300 000 \$)

- fonctionnement de la commission scolaire
- fonctionnement des comités régionaux
- fonctionnement des comités scolaires
- personnel administratif de la division scolaire
- transport et aide aux élèves
- négociations collectives
- planification stratégique
- orientation des enseignants

3.3 Programme (11 200 000 \$)

- personnel enseignant
- matériel pédagogique et bibliothèques
- enseignement à distance
- programme d'accueil
- programmation culturelle
- formation professionnelle
- programmation locale
- évaluation

3.4 Installations (3 500 000 \$)

- location de nouveaux locaux
- amélioration des installations acquises par transfert
- centre scolaire communautaire

4. TRANSFERT ENTRE CATÉGORIES DE DÉPENSES

Le Canada et le Manitoba peuvent s'entendre pour transférer une partie des fonds prévus pour une catégorie de dépenses à une autre catégorie citée à l'article 3, au cours de n'importe quelle année de l'entente.

5. TRANSFERT DE DÉPENSES ENTRE ANNÉES

Le Canada et le Manitoba peuvent s'entendre pour reporter à l'exercice suivant une partie des fonds prévus pour une année précise de l'entente et visant des activités incluses dans les catégories de dépenses citées à l'article 3.

6. RENSEIGNEMENTS SUR LES COÛTS

- 6.1** Le Canada et le Manitoba conviennent qu'ils doivent pouvoir garantir à leur législature respective et au grand public que l'aide financière offerte au Manitoba par le Canada est bien utilisée conformément à cette entente. À cette fin, le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des renseignements qui prouveront que les contributions du Canada ont servi dans les buts précisés dans cette entente. Si, selon le Canada ou le Manitoba, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et le Manitoba tiendront des discussions à cette fin et examineront la pertinence de cette information pour les besoins du Canada.

7. ANNEXES

- 7.1** Le Canada et le Manitoba conviennent qu'il y aura des annexes à cette entente, lesquelles correspondront aux catégories de dépenses décrites ci-dessus à l'article 3, et que ces annexes, et plus précisément l'annexe 1, feront partie intégrante de l'entente.
- 7.2** Conformément à l'article 6 ci-dessus, le Manitoba accepte de veiller à ce que les annexes présentées pour chaque année de l'entente indiquent les coûts subis par la province et les contributions que le Canada a accepté de faire relativement à ces coûts dans les catégories de dépenses prévues, jusqu'à concurrence des montants maximum figurant à l'annexe 1.

8. RECONNAISSANCE PUBLIQUE

- 8.1** Le Manitoba accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité relative aux programmes et aux activités ayant bénéficié de ces contributions dans le cadre de l'entente sur la gestion des écoles françaises.

9. PAIEMENTS

- 9.1** En ce qui concerne les contributions du Canada dans les catégories de dépenses mentionnées à l'article 3 pour chacune des six années de l'entente, les fonds seront versés au Manitoba de la façon suivante :

- un premier versement, représentant environ la moitié (50 %) de la contribution du Canada dans les catégories de dépenses décrites à l'article 3 pour chaque année, sera effectué au plus tard le 30 juin de chaque année;
- et un deuxième et dernier versement, représentant le solde de la contribution du Canada dans les catégories de dépenses décrites à l'article 3 pour chaque année, sera effectué le 31 mars de chaque année ou autour de cette date, sous réserve de la ratification par les deux parties des annexes mentionnées à l'article 7.

Le deuxième et dernier versement du Canada sera fait à la condition que le Manitoba fournisse des états provisoires des dépenses certifiés pour l'année en cours et des états définitifs des dépenses certifiés pour les contributions de l'année précédente, et qu'il se conforme à toutes les autres dispositions pertinentes de cette entente.

10. ADMINISTRATION

10.1 Le Canada et le Manitoba désigneront des représentants officiels pour administrer cette entente.

11. CONSULTATION

11.1 Le Manitoba a entrepris une consultation publique approfondie, qui s'est soldée par l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises). Ce processus de consultation se prolonge et porte à présent sur l'application de la Loi et, plus précisément, sur la création de la division

scolaire francophone. Le Manitoba continuera, lorsque cela s'avérera nécessaire, de consulter en particulier la commission scolaire francophone, dont les membres seront élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux programmes éducatifs prévus par cette entente.

12. COMPTES ET ÉTATS FINANCIERS

- 12.1** Le Manitoba accepte de tenir des comptes et des états de ses recettes et dépenses relatives à cette entente, y compris les factures, reçus et pièces justificatives y afférents. Aux fins de cette entente, le Manitoba conservera tous les comptes financiers et les pièces justificatives et autres registres pendant au moins trois ans après l'expiration de l'entente.
- 12.2** Le Manitoba accepte de gérer toutes les finances reliées à cette entente conformément aux principes et pratiques courants de la comptabilité.
- 12.3** Conformément à la clause 9.1 ci-dessus, le Manitoba fournira des états provisoires de dépenses certifiés pour les contributions du Canada dans les catégories de dépenses énumérées à l'article 3, au plus tard le 31 mars de chaque année visée par cette entente. Les états provisoires de dépenses certifiés fourniront des détails sur les dépenses réelles engagées avant le 31 janvier et des prévisions quant aux dépenses à engager après le 31 janvier.
- 12.4** Pour chaque année de l'entente, le Manitoba fournira, dans les six mois suivant la fin de chaque projet et activité, des états finaux certifiés qui comprendront les détails des dépenses engagées à l'aide des contributions du Canada dans les catégories de dépenses énumérées à l'article 3.
- 12.5** Aux fins de la présente entente, les états financiers fournis par le Manitoba au Canada seront certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances, lesquels auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.

13. EXCÉDENT

- 13.1** Si les paiements versés au Manitoba en vertu de cette entente dépassaient les montants auxquels le Manitoba a droit conformément à l'entente, les excédents devront être remis au Canada, à défaut de quoi, le Canada pourra réduire ses contributions ultérieures au Manitoba d'un montant équivalent.

14. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 14.1** Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de cette entente afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du Secrétariat d'État ou par leurs agents.
- 14.2** Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser à la province, le plus tôt possible après la vérification, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir. Le Manitoba accepte de verser

au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qu'il pourrait lui devoir.

15. ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

- 15.1** Avant d'accorder des contrats pour l'exécution de travaux de construction ou d'agrandissement de bâtiments, le Manitoba confirmera au Canada qu'il a réglé toutes les questions environnementales soulevées à cette occasion conformément aux règlements sur la protection de l'environnement adoptés par la province.

16. RESPONSABILITÉ DU CANADA

16.1 Le Canada ne sera tenu responsable d'aucun préjudice corporel, décès ou dommage matériel ni d'aucune perte subis par le Manitoba ou par quiconque à l'occasion de la mise en oeuvre de cette entente, à moins que ce préjudice ou ce dommage n'ait été occasionné ou cette perte causée par la négligence d'un représentant ou d'un agent du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

17. DURÉE

17.1 Cette entente est réputée en vigueur depuis le 1^{er} avril 1993 et prendra fin, sauf modification, le 31 mars 1999. Cependant, les dispositions qui doivent nécessairement se prolonger après le 31 mars 1999 resteront exécutoires tant qu'elles n'auront pas été appliquées de façon satisfaisante.

18. ÉVALUATION ET RENOUVELLEMENT

18.1 Le Canada et le Manitoba conviennent qu'il y aura une évaluation commune de cette entente et que celle-ci commencera au plus tard au début de la quatrième année de l'entente pour se terminer au plus tard à la fin de cette quatrième année. Les parties conviennent de se laisser savoir, six mois au moins avant l'expiration de cette entente, si elles ont l'intention de la renouveler et dans quelles conditions, le cas échéant.

19. MODALITÉS DE MODIFICATION

19.1 Cette entente peut être modifiée moyennant le consentement écrit des deux parties ou de leurs représentants autorisés.

EN FOI DE QUOI, les parties ont validé la présente entente à la date figurant en première page.

GOUVERNEMENT DU CANADA

GOUVERNEMENT DU MANITOBA

Secrétaire d'État

Ministre de l'Éducation et de la
Formation professionnelle

Témoïn

Témoïn

ANNEXE 1

SOMMAIRE DES DÉPENSES PRÉVUES DE 1993-1994 À 1998-1999

Catégorie de dépense :	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	TOTAL
1. Mise en oeuvre	300 000 \$	560 000 \$					860 000 \$
2. Administration	1 000 000	1 800 000	1 500 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$	1 000 000 \$	7 300 000
3. Programme	200 000	2 500 000	2 500 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	11 200 000
4. Installations		1 500 000	1 000 000	500 000	500 000		3 500 000
TOTAL	1 500 000 \$	6 360 000 \$	\$ 5 000 000 \$	3 500 000 \$	3 500 000 \$	3 000 000 \$	22 860 000 \$

Manitoba

Education and Training

Éducation et Formation professionnelle



FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR

DATE

Oct 18/93

TO/DESTINATAIRE FAX No./N° DE TÉLÉCOPIEUR

(819) 997-0979

NAME/NOM

Mr. Mark Lockan

OFFICE/BUREAU

Deputy Min. of Canadian
Heritage

PHONE No./N° DE TÉLÉPHONE

FROM/EXPÉDITEUR FAX No./N° DE TÉLÉCOPIEUR

(204) 945-8330

NAME/NOM

John D. Carlisle

OFFICE/BUREAU

Deputy Minister
Education & Training
Winnipeg, MB

PHONE No./N° DE TÉLÉPHONE

(204) 945-3752

TOTAL NO. OF PAGES (INCLUDING THIS ONE)

Nbre TOTAL DE PAGES À TRANSMETTRE (Y COMPRIS CELLE-CI)

ORIGINAL TO FOLLOW/L'ORIGINAL À SUIVRE

YES/OUI

☒ NO/NON

REMARKS/COMMENTAIRES

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above, and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

IF THERE ARE ANY TRANSMISSION PROBLEMS, PLEASE CALL
POUR TOUTE DIFFICULTÉ DE TRANSMISSION, VEUILLEZ APPELER

OPERATOR/OPÉRATEUR

PHONE No./N° DE TÉLÉPHONE

Chellis

(204) 945-3752 001473

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR LES MESURES SPÉCIALES RELATIVES À LA GESTION SCOLAIRE

État des négociations

- Le mercredi 6 octobre Messieurs John Carlyle, Don Leitch, Jim Eldridge et Guy Roy, présentaient la demande provinciale de financement pour la gestion scolaire à M. Rochon et L. Doré. M. Rochon ayant indiqué que la demande, de l'ordre de 25 M\$, était beaucoup trop élevée, la province transmet par télécopieur une demande révisée le 18 octobre.
- Cette demande est de 22 860 000 M\$ et représente du financement à 100 %, aucune contribution de la province n'étant indiquée.
- M. Rochon (le 21 octobre) répond que leur demande, bien que légèrement diminuée, est toujours trop élevée, et que nous attendons une proposition qui démontre un partage des coûts.

Prochaines étapes

- Nous nous attendons à ce que les discussions reprennent sous peu et nous nous permettons d'espérer la signature d'une entente d'ici la fin novembre.

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR LES MESURES SPÉCIALES RELATIVES À LA GESTION SCOLAIRE

État des négociations

- Le mercredi 6 octobre Messieurs John Carlyle, Don Leitch, Jim Eldridge et Guy Roy, présentaient la demande provinciale de financement pour la gestion scolaire à M. Rochon et L. Doré. M. Rochon ayant indiqué que la demande, de l'ordre de 25 M\$, était beaucoup trop élevée, la province transmet par télécopieur une demande révisée le 18 octobre.
- Cette demande est de 22 860 000 M\$ et représente du financement à 100 %, aucune contribution de la province n'étant indiquée.
- M. Rochon (le 21 octobre) répond que leur demande, bien que légèrement diminuée, est toujours trop élevée, et que nous attendons une proposition qui démontre un partage des coûts.

Prochaines étapes

- Nous nous attendons à ce que les discussions reprennent sous peu et nous nous permettons d'espérer la signature d'une entente avant Noël. *d'ici le mardi 12 décembre. Le 1er novembre.*

z:\man\gen\collet.bre

LA GESTION SCOLAIRE AU MANITOBA

État de la question

- Le Manitoba a adopté son *Projet de loi C-34, modifiant la Loi sur les écoles publiques (gestion des écoles françaises)* le 27 juillet 1993.
- Le comité de mise en oeuvre (le comité Monnin) a complété sa première tournée dans les écoles francophones en juin dernier. Dans les 13 écoles désignées franco-manitobaines, les parents ont nettement voté en faveur de la nouvelle division scolaire francophone, et ce à 94%. Ceci représente plus de 3 000 élèves.
- La deuxième tournée, dans les écoles mixtes, aurait quand même eu un certain succès : les parents de 7 des quatorze écoles se seraient prononcés en faveur de faire partie de la nouvelle Division scolaire de langue française. Selon la Fédération provinciale des comités de parents, ceci représente 20 écoles et quelque 4 600 inscriptions en total.
- La situation s'est en quelque sorte envénimée quand le nouveau ministre de l'Éducation au Manitoba, M. Clayton Manness a déclaré qu'il suffisait qu'un enfant à l'école Saint-Claude suive un cours en français pour que ses parents aient le droit de voter. L'effet a été de diminuer le nombre de votes favorables. Saint-Claude ne fera pas partie de la nouvelle division scolaire francophone.

Réponse suggérée

- La nouvelle loi est flexible. Les écoles mixtes qui ne feront pas partie de la nouvelle division scolaire francophone lors de sa création, pourront le faire après deux ans.

ENTENTE BILATÉRALE CANADA-MANITOBA RELATIVE AUX LANGUES OFFICIELLES DANS L'ENSEIGNEMENT

État de la situation

- M. Rochon a transmis la contre-proposition du Ministère au directeur général du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) le 14 octobre courant.
- Cette contre-proposition, si elle était acceptée par les provinces et le CMEC, permettrait de conclure rapidement les négociations en vue de la ratification d'un nouveau protocole d'ententes.
- Dès lors, les négociations bilatérales avec les provinces et territoires pourraient commencer.

Réponse suggérée

- Les négociations avec le CMEC avancent très bien. Nous prévoyons aller de l'avant avec la signature du Protocole et la négociation de l'entente bilatérale avec le Manitoba d'ici peu.

Les pauvres lisent plus

Toronto - L'application de la TPS sur les livres frappe plus durement les familles à faible revenu, selon la Coalition contre les taxes sur les livres.

Citant un rapport de Statistique Canada, la Coalition souligne que les familles ayant un revenu inférieur à 20 000 \$ dépensent 0,8 % de leur revenu sur les livres et les revues, tandis que le chiffre baisse à 0,5 % chez les familles ayant un revenu de plus de 35 000 \$. La réalité réfute donc la croyance des conservateurs pour qui la lecture serait un passe-temps de l'élite.

De l'aide aux radios

Ottawa - Quatre radios communautaires francophones de l'Ontario ont reçu un total de 100 000 \$ d'aide financière de leur province pour les aider à s'implanter dans leur milieu. Les jeunes radios de Cornwall, Kapuskasing, Hearst et de Penetanguishene ont chacune reçu la somme de 25 000 \$.

Le déficit manitobain

Winnipeg - Le ministre des Finances, Eric Stefanson, vient de publier le rapport financier de la province pour le premier trimestre de l'année. Entre le 1er avril et le 30 juin, le total des dépenses se chiffre à 1,34 milliards \$, tandis que les revenus

La DSLF réunira environ 4 600 écoliers en septembre 1994

Les travaux du Comité Monnin «avancent» rapidement

Une moyenne de 40 % des parents des écoles de français partiel au Manitoba ont signifié leur intention d'inscrire leur(s) enfant(s) à la Division scolaire de langue française. Bien que l'appui est bien différent de celui de la première ronde (94 %), il reste que six écoles se joindront aux 13 déjà incluses.

Ces écoles sont: le programme français de Saint-Laurent, l'élémentaire de Saint-Pierre-Jolys, ainsi que les deux écoles de Saint-Jean-Baptiste et celles de Notre-Dame-de-Lourdes. Un vingtième groupe vient compléter la liste: Saint-Georges.

«Les parents de Saint-Georges n'ont pas voté, précise le président du Comité de mise en oeuvre de la gestion scolaire (CMO), Alfred Monnin, mais ils ont signé une pétition. C'est encore plus valable parce que leur accord est public». Un programme de la 1re à la 6e



Le CMO pourrait terminer ses travaux dès le 21 octobre. Sur la photo, trois membres: Roland Gauthier, Alfred Monnin et Ronald Perron.

année sera donné dès cette année à l'école de Powerview.

À la Fédération provinciale des

comités de parents (FPCP), on évalue à 4 600 les inscriptions initiales probables à la Division scolaire de langue française (DSLIF). «Les résultats de la deuxième ronde, c'est exactement comme prévu», souligne le coordonnateur du dossier de la gestion, Gérard Lécuyer.

Entretemps, le CMO poursuit ses rencontres afin de recommander au ministre de l'Éducation des aménagements d'école, des frontières de quartiers et un processus électoral. «On a eu une

rencontre le 8 octobre toute la journée, explique Alfred Monnin, ça avance.

«On va avoir une autre rencontre du Comité le 21 octobre. Après ça, j'espère qu'on sera en mesure de faire nos recommandations au ministre.» On sait que la pression monte pour que puissent être tenues dans six semaines les premières élections aux conseils régionaux.

À partir des recommandations du CMO, le ministre Clayton Manness doit finaliser ses plans en vue des négociations avec Patrimoine Canada sur le financement de la mise en oeuvre. En septembre, la FPCP a soumis une demande dans ce cadre pour financer la préparation des parents à exercer leur droit de gestion.

«Il y a neuf domaines d'identifiés dans le plan qu'on a proposé à Ottawa. On veut que les parents aient la possibilité de participer à la mise en oeuvre. C'est très important qu'on soit consultés avant la rédaction de la réglementation.»

La FPCP a déjà commencé à tenir des sessions de formation pour les titulaires du droit de gestion. «Ce n'est pas notre travail de déterminer qui va se présenter, mais on va donner de la formation à ceux et celles qui s'y intéressent.»

Jean-Pierre DUB001478

AVIS IMPORTANT AUDIENCE PUBLIQUE

La Société des alcools du Manitoba tiendra des audiences publiques pour vous informer des

le premier quart de l'année. Entre le 1er avril et le 30 juin, le total des dépenses se chiffre à 1,34 milliards \$, tandis que les revenus montent à 1,38 milliards \$. Cela représente un excédant d'environ 40 millions \$ pour le trimestre.

Le déficit annuel prévu pour 1993-1994 est toutefois de 367 millions \$. La province a récemment consacré 9,1 millions \$ à l'aide aux victimes des inondations, et 934 000 \$ à la tenue des élections partielles de septembre.

Baisse des mise en chantier

Winnipeg - Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la construction résidentielle a diminué en septembre au Manitoba. Un total de 102 logements ont été mis en chantier dans les centres urbains de la province en septembre, comparativement à 276 en août et 214 en septembre 1992.

La Société des alcools du Manitoba tiendra des audiences publiques pour vous informer des nouveaux services qu'elle offre actuellement.

Vous aurez ainsi l'occasion de faire part de vos opinions et de vos préoccupations aux représentants de la Société des alcools.

Nous vous invitons à participer à cette réunion spéciale.

**jeudi, le 21 octobre, 1993
à 19h:30**

**au Norlander Inn
1792 route Pembina
Winnipeg, Manitoba**

Pour obtenir de plus amples renseignements, composez le 474-5520. Les personnes résidant à l'extérieur de Winnipeg peuvent téléphoner à frais virés.



**LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS
DU MANITOBA**

ses rencontres afin de recommander au ministre de l'Éducation des aménagements d'école, des frontières de quartiers et un processus électoral. «On a eu une

travail de déterminer qui va se présenter, mais on va donner de la formation à ceux et celles qui s'y intéressent.»

Jean-Pierre DUBÉ

PHASE II COMPILATION DES AVIS D'INTENTION D'INSCRIRE (5/10/93)

École	OUI (# enfants)	NON (# enfants)	%
Saint-Georges (44)			
Laurier	46	86	53 %
Sainte-Rose-du-Lac	0	11	0 %
Somerset	3	30	9 %
Lourdes (élém.)	154	82	65 %
Lourdes (sec.)	79	45	63 %
Saint-Claude	30	167	15 %
Saint-Jean-Baptiste (élém.)	124	45	73 %
Saint-Jean-Baptiste (sec.)	80	30	72 %
Saint-Malo	12	194	6 %
Saint-Pierre (élém.)	92	50	64 %
Saint-Pierre (sec.)	55	91	37 %
Saint-Laurent	60	4	94 %
Provencher	32	255	11 %
Parc Windsor (sec.)	1	20	5 %
Moyenne			40 %

Un total de 1 396 familles ont reçu un formulaire d'avis d'intention dans la phase II, comparativement à 2 183 dans la phase I, en juin dernier. Sans compter les 44 familles de Saint-Georges ayant donné leur accord à 100 %, la moyenne du oui s'élève à 40 % dans la phase II. Saint-Laurent a donné l'appui le plus net, avec 94 %.



Marcelle Marion, candidate

Bureau d'élection: 741, chemin St-Mary's

255-7408

Autorisé par Shirley S Free

Le Parti national est un vote pour la reconquête du Canada.

- Une politique de plein emploi.
- Élimination de la TPS.
- Un plan pratique pour réduire le déficit.
- Un référendum sur l'ALÉNA.
- L'abolition de l'entente de libre échange avec les Américains.
- Réduction des taux d'intérêt bancaires.
- Permettre la valeur réelle du dollar canadien dans le marché.
- Réforme électorale et représentation démocratique.
- Rebâtir nos programmes sociaux.
- L'aménagement et la protection de l'environnement.
- Appui aux langues officielles et au multiculturalisme.
- Aide aux petites et moyennes entreprises.

Voici quelques politiques fondamentales pour un Canada fort, indépendant, juste et prospère.

Le 25 octobre élevez Marcelle Marion

National
Parti National du Canada / National Party of Canada



93/10.20

CI 93 00597

4097-93-180/7-4

mon
Sheila

OCT - 5 1993

Sheila / Jeanne
Chrono / A circuler
4097-93-180/

NOTE AU: SOUS-MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

DE: LA DIRECTRICE GÉNÉRALE
PROMOTION DES LANGUES OFFICIELLES ET LANGUES
OFFICIELLES DANS L'ENSEIGNEMENT

VIA: LE SOUS-MINISTRE ADJOINT
CITOYENNETÉ ET PROGRAMME D'IDENTITÉ CANADIENNE

OBJET: Rencontre avec les représentants du Manitoba
- Gestion scolaire

6 octobre, 1992

On a inscrit à votre horaire une rencontre mercredi, en après-midi, avec les représentants du gouvernement du Manitoba, en vue de reprendre les négociations pour une entente sur la gestion scolaire. Seront présents, du gouvernement manitobain:

- Don Leitch : secrétaire du Cabinet;
- John Carlyle : sous-ministre de l'Éducation; et
- Jim Eldridge : sous-ministre des Affaires intergouvernementales
- Guy Roy : sous-ministre adjoint au Ministère de l'Éducation, chargé du dossier de la gestion scolaire pour les francophones.

En préparation pour cette rencontre, nous vous fournissons les renseignements suivants:

- j'ai rencontré M. Roy il y a deux semaines lors de mon passage dans l'Ouest. Il m'avait alors précisé qu'il ne pouvait discuter en détail de la nouvelle proposition de la province puisque MM. Leitch et Carlyle tenaient à vous rencontrer pour discuter globalement de ce dossier;

Canada

- le Manitoba a déjà adopté son projet de loi pour accorder la gestion scolaire à sa communauté francophone. Un Comité consultatif présidé par l'ancien juge Alfred Monnin sillonne en ce moment la province pour consulter les parents et le Comité Monnin doit déposer plus tard cet automne son Rapport, où il recommandera les diverses divisions scolaires qui devraient être mises en place. L'adoption des Règlements afférents suivra;
- une première rencontre formelle a eu lieu à la mi-juin avec les représentants de la province. Participaient aussi à cette réunion, pour le compte du Ministère: Roger Collet, sous-ministre adjoint, Langues officielles et Traduction; Michel Lagacé, Directeur régional du Ministère au Manitoba; et moi-même;
- lors de cette rencontre, les représentants manitobains ont précisé que les demandes du Manitoba se chiffraient à 25 millions \$. Notre offre se situait plutôt entre 10 et 11 millions \$;
- ils soutiennent que le Manitoba ne devrait pas être pénalisé parce qu'il a pris ses responsabilités et a été, dans une large mesure, le catalyseur de la gestion scolaire puisque c'est sur le renvoi d'un projet de la province que la Cour suprême s'est penchée pour rendre jugement consacrant le droit des parents francophones à la gestion de leurs institutions scolaires;
- dans les discussions avec les représentants de la province, il est essentiel de faire ressortir que l'enveloppe des 112 millions \$ tient presque du miracle, dans le contexte actuel, et que même s'il n'y a pas assez de fonds pour agréer toutes les demandes des provinces, il y en a suffisamment pour mettre en place des structures et des programmes valables;
- il sera aussi essentiel de faire ressortir qu'il n'y a pas identité de besoins dans toutes les provinces. Le Manitoba voudra faire ressortir qu'il ne devrait pas avoir à écoper sous prétexte que d'autres provinces ont besoin de plus de fonds pour faire du rattrapage;
- les provinces n'aiment pas entendre ce message, mais il importe de faire ressortir que l'éducation est de compétence provinciale et que si le gouvernement fédéral vient les aider pour la mise en oeuvre de la gestion, il n'entend pas se substituer aux provinces;

■ je serai présente à la rencontre mais, aux dernières nouvelles, M. Collet sera retenu avec les membres de son Comité de transition sur les structures régionales. C'est mieux ainsi car la rencontre permettra d'accomplir deux choses:

- (i) votre engagement est clairement démontré et correspond à celui fait par Mme Landry à l'effet que vous seriez disponibles pour les rencontrer;
- (ii) faire baisser la tension d'un cran en ramenant les discussions au "niveau de travail", c'est-à-dire le sous-ministre adjoint provincial chargé du dossier et la directrice générale du programme au gouvernement fédéral, ce qui a été le cas dans d'autres provinces (e.g. la Colombie-Britannique) et qui a connu du succès;

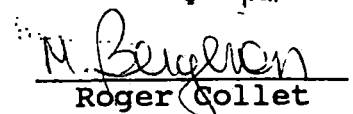
■ enfin, la province voudra peut-être faire mention de son inquiétude face aux démarches de la Fédération des Comités de parents qui, aux dires de la province, enveniment la situation en portant devant les médias chaque petite nuance ou désaccord, si minimes soient-ils, dans le processus de mise en oeuvre. (Cette opinion m'a été transmise par M. Roy lors de ma rencontre avec lui il y a deux semaines.) Le Directeur général de la province, M. Gérard Lécuyer, est un ancien ministre de l'environnement dans le précédent gouvernement néo-démocrate et les relations entre lui et la présente équipe sont plutôt tendues. Cela se répercute aussi au niveau bureaucratique...

J'espère que ces renseignements vous seront utiles en préparation pour cette rencontre et serai disponible mercredi matin pour en discuter plus avant si cela devait s'avérer nécessaire. Par ailleurs, vous trouverez ci-joint un tableau indiquant les dépenses anticipées de la province, présenté lors de discussions antérieures. Il est cependant peu probable qu'elles seront mentionnées par les représentants de la province, étant donné leur niveau hiérarchique.

J'en profite aussi pour vous faire parvenir quelques coupures de presse récentes portant sur le sujet.


Lyette Doré

Original Signed by
Original signé par


Roger Collet

Manitoba



Éducation
et Formation
professionnelle

Bureau de l'éducation française

Édifice Robert-Fletcher
1181, avenue Portage
Local 509
Winnipeg (Manitoba) CANADA
R3G 0T3

Téléphone: (204) 945-6916
Télécopieur: (204) 945-1625

Le 12 mai 1992

Monsieur Michel Lagacé
Directeur régional
Secrétariat d'État
201 - 303, rue Main
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3G7

Monsieur,

Lors de notre réunion du 7 mai dernier, nous avons convenu que le Bureau de l'éducation française soumettrait au Secrétariat d'État un plan de 5 ans indiquant les projections de coûts reliés à la gestion scolaire.

Je vous envoie donc ce plan qui démontre les dépenses prévues. Je tiens à vous signaler que les chiffres inclus dans ce plan sont préliminaires et approximatifs, et n'engagent aucunement la province envers quelque contribution que ce soit.

N'hésitez pas à m'appeler si vous désirez de plus amples renseignements.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Sous-ministre adjoint,

Guy L. Roy

/jp

Pièce jointe

MANITOBA
COÛTS RELIÉS À LA GESTION SCOLAIRE
Plan de cinq ans

mai 1992

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Administration					
Établissement bureau central					
Opérations commission scolaire					
- Opérations conseils régionaux					
- Opérations bureaux régionaux					
- Opérations comités de parents	1,600,000 \$	1,600,000 \$	1,600,000 \$	1,600,000 \$	1,600,000 \$
Réforme législative-gestion	100,000	0	0	0	0
Transfert de biens/Subventions d'appoint	1,000,000	1,000,000	1,000,000	500,000	500,000
Accès					
Enseignement à distance	200,000	200,000	200,000	200,000	200,000
Accès pour élèves éloignés/Transport	200,000	200,000	300,000	300,000	300,000
Programmation					
Équipe pédagogique	0	400,000	400,000	400,000	400,000
Refrancisation/ Rattrapage/Enfance en difficulté	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Enseignement professionnel	0	500,000	500,000	500,000	500,000
Moyens d'enseignement/Bibliothèques	500,000	500,000	500,000	500,000	500,000
Immobilisation					
Centre scolaire communautaire	0	1,000,000	1,500,000	500,000	500,000
Mesure et évaluation/ Recherche et développement	0	400,000	400,000	400,000	400,000
TOTAL	4,600,000 \$	6,800,000 \$	7,400,000 \$	5,900,000 \$	5,900,000 \$

L'inscription de 94 % des enfants francophones à la DSLF est confirmée

Les élections au conseil régional en décembre

Les parents désireux de faire partie de la structure politique gouvernant la Division scolaire de langue française (DSLFF) pourront faire connaître leurs intentions d'ici quelques mois. Le Comité de mise en œuvre de la gestion scolaire (CMO) doit faire, en octobre, ses recommandations sur le nombre de quartiers regroupés par la DSLFF.

Mais d'abord, le CMO présidé par Alfred Monnin doit compléter, entre le 8 et le 23 septembre, une série de visites dans les 14 écoles mixtes de la deuxième étape, ce qui lui permettra de finaliser la composition initiale de la DSLFF.

Les 13 écoles désignées francomanitobaines ont déjà décidé, dans l'enthousiasme, de faire partie de la nouvelle formation. Dans certaines communautés, l'intention d'inscrire les enfants est unanime: 100 % à Saint-Léon, 99% chez les familles du Précieux-Sang et de Taché.

La ministre de l'Éducation a rendu les chiffres publics le 30 août, sous la pression des organismes francophones. Rosemary Vodrey aurait préféré publier les résultats des deux étapes en octobre seulement, mais elle a reconnu sa responsabilité de faire la promotion de la DSLFF.

Les résultats ne sont qu'un indice des inscriptions à venir, a expliqué la ministre: «D'autres familles pourraient se joindre à la DSLFF. Nous avons décidé de



Rosemary Vodrey: une participation très encourageante.

divulguer les chiffres de la première ronde pour répondre à la demande de la communauté, pour que les parents de la deuxième ronde sachent (dans quoi ils embarquent).

«La réaction au modèle de gestion conçu au Manitoba a été très encourageante jusqu'ici, a souligné Rosemary Vodrey, elle donne de la substance à la deuxième étape. Les écoles visitées en septembre offrent des programmes mixtes, mais les élèves sont en général des ayants droit.»

La ministre est confiante que le processus de mise en œuvre sera complété à l'intérieur de

l'échéancier fixé le printemps dernier, et que la gestion sera en place pour la rentrée de septembre. «Le rapport de la deuxième étape est attendu à la fin septembre, et il pourra y avoir des élections dès le mois d'octobre.»

Mais Alfred Monnin ne croit pas possible de tenir des élections avant la mi-décembre.

«Ce n'est pas possible pour octobre, on vise décembre. C'est encore en discussion.»

Le CMO doit régler les questions du partage des installations et de la formation des quartiers, sans oublier la mise en place d'un processus électoral. «On a des idées là-dessus.»

Il faudra créer un modèle d'élection, car la loi 34 prévoit l'élection de conseils régionaux qui, à leur tour, nommeront les commissaires à la DSLFF dont le nombre est encore indéterminé.

Quant à l'inclusion du nouveau programme français de Saint-Laurent dans le processus de mise en œuvre, rien n'est encore décidé. Selon le président du CMO, la ministre a accordé son autorisation d'y tenir une session d'information seulement.

«Il faut que j'obtienne une confirmation quelconque (de la Division scolaire du Cheval-Blanc) que l'école est bien désignée. Il sera possible de tenir un vote (distribuer des formulaires d'avis d'intention d'inscrire) à Saint-Laurent, mais il faudra aller chercher la permission.»

Jean-Pierre DUBÉ

La première ronde de 13 écoles

Plus de 3 000 élèves concernés

Le Comité de mise en œuvre de la gestion scolaire a rendu visite aux parents des 13 écoles désignées en juin dernier. Quelque 1 576 formulaires sur 2 183 ont été remplis et retournés, ce qui donne une moyenne de participation de 72 %.

ÉCOLE	OUI
École St-Joschim	91 %
École St-Léon	100 %
École Noël-Ritchot	98 %
École Lagimodière	87 %
École Gabrielle-Roy	95 %
École Pointe-des-Chênes	86 %
École Saint-Lazare	87 %
École Lavallée	98 %
École Sainte-Agathe	79 %
École Taché	99 %
École Lacerte	95 %
École Précieux-Sang	99 %
Collège Louis-Riel	87 %

1 470 formulaires étaient favorables (une moyenne de 94 %) et 86 contre. Selon Alfred Monnin, dix formulaires ont été rejetés, dix autres sont arrivés trop tard et n'ont pas été dépouillés.

Le Comité Monnin à Saint-Claude

Les chances d'un vote favorable sont diluées

La soixantaine de parents francophones réunis dans une classe de l'école de Saint-Claude pour écouter les membres du Comité Monnin le 16 septembre dernier étaient satisfaits des éclaircissements obtenus sur les effets de la gestion scolaire.

La plupart avaient assisté auparavant à une réunion convoquée par des commissaires de leur division, et il en avait résulté «plusieurs malentendus», selon Denise Hébert.

Mère d'un enfant qui fréquente la 2e année à Saint-Claude, cette dernière est en faveur de la gestion scolaire: «Je réponds oui, si mon enfant peut rester à Saint-Claude.»

La plupart des parents tenaient à être rassurés sur ce point. «Si 50 % plus un des parents qui votent se prononcent en faveur de la gestion, il y aura ici un programme de français, et les parents auront leur comité de parents et leur représentant au comité régional de la Division scolaire de langue française (DSLFF)», a affirmé Jean-Marie Taillefer.

Mais les parents en faveur de la gestion scolaire ne sont pas optimistes. «Maintenant qu'il suffit qu'un enfant soit inscrit à un cours de français pour que ses parents votent, ça dilue le vote favorable», fait remarquer une mère.

Cette année, 115 élèves sont inscrits au programme de français de base, et 184 au programme de français langue première (FL1).

En FL1, les élèves de la maternelle reçoivent un enseignement à 75 % en français. La proportion du français est de 47 à 50 % de la 1re à la 6e année, de 36 à 38 % en 7e et 8e années, et varie de 15 à 33 % au secondaire.

Les parents qui inscrivent leur enfant à Notre-Dame-de-Lourdes voudraient également voter à Saint-Claude, ce qui ajouterait une trentaine de votes favorables.

Là-dessus, Alfred Monnin est clair: «Nous prenons une photo de la situation en septembre 1993. Si un enfant est inscrit à Lourdes, ses parents votent à Lourdes. Ils pourront s'inscrire à Saint-Claude au printemps suivant. Nous ne pouvons rien faire.»



Archives La Liberté

Alfred Monnin: nous ne pouvons rien faire.

«À cette étape-ci, vous remplissez un avis d'intention d'inscrire», a rappelé Jean-Marie Taillefer. Cela servira à savoir si un programme est établi. Par la suite, si le résultat des négociations entre la DSLF et la Montagne ne vous plaît pas, vous pourrez encore choisir le programme 50-50.»

Le directeur général de la Montagne, Henri Bouvier, a déclaré que sa Division était «prête à collaborer», advenant un résultat favorable à la gestion scolaire, «mais nous devons aussi respecter les gens qui

restent avec nous.»

«D'ailleurs, nous avons toujours collaboré avec les parents qui voulaient des cours de français, dans la mesure où ils étaient suffisamment nombreux, affirme le directeur général. Si dans le passé la demande pour un programme français avait été suffisante, la division l'aurait offert.»

Du côté anglophone, la réunion s'est poursuivie calmement, jusqu'à ce que certains s'aperçoivent avec dépit qu'ils n'avaient pas le droit de vote.

Sylviane LANTHIER

Parents at seven more schools eager^{WFP: 93.10.10 p. A9} to join new French-language division

By Stevens Wild
Staff Reporter

S EVEN MORE French-language schools will join the new French school division. Results of a recent poll show a majority of parents in the seven schools wish to become part of the new division. Eight other schools have voted not to join the division.

The results increase the number of schools participating in the new division to 20, with approximately 4,500 students, Gilbert Savard, president of the Federation of Francophone Schools, said.

"The results are mixed," Savard said. "Obviously we are disappointed that some schools will not be joining us."

He said parents in the schools that declined to join may have been motivated by a fear of change or may have felt that the divisions that they were currently in were providing good service.

Savard said the parents of the schools responded to a questionnaire on the issue after public meetings were held in each school.

He said the French division will be in place by the fall of 1994, and elections for trustees may take place before the end of this year.

The poll was part of the so-called second stage of French-language school governance.

The seven schools that will join the new division are: St. Georges, Notre Dame de Lourdes elementary, Notre Dame de Lourdes collegiate, St. Jean Baptiste elementary, St. Jean Baptiste Collegiate, St. Pierre elementary and St. Laurent.

PHASE 11 COMPILATION DES AVIS D'INTENTION D'INSCRIRE

ÉCOLE	FAMILLES	O U I		N O N		% OUI	% NON
		#PARENTS	#ENFANTS	#PARENTS	#ENFANTS		
St-Georges (44)							
Laurier	66	23	46	46	86		
Sto-Rose	20	0	0	8	11		
Somerset	23	2	3	19	30		
Notre-Dame-de-Lourdes maternelle et Élémén.	165	85	154	52	82		
Notre-Dame-de-Lourdes institut collégial	99	51	79	31	45		
St-Claude	171	21	30	89	167		
St-Jean-Baptiste Élémentaire	98	68	124	24	45		
St-Jean-Baptiste collège	98	56	80	24	30		
St-Malo	114	6	12	103	194		
St-Pierre Élémentaire	91	49	92	26	50		
St-Pierre institut collégial	140	38	85	65	91		
St-Laurent	45	33	40	2	4		
Provencher	227	19	32	158	255		
Parc Windsor secondaire	30	1	1	19	20		
TOTAL	1396						

Date : le 5 octobre 1993




Richard Balasko, Directeur général des élections

001488

Cheff.

autre Stéphane

Les Jets de Winnipeg comptent maintenant deux francophones, Stéphane Beauregard et Stéphane Quintal. Ce dernier compte s'installer à Winnipeg «pour longtemps». Page 15.



Stéphane Quintal.

ui à Saint-Georges

Les parents de Saint-Georges ont obtenu leur programme en français et une place dans la division francophone. Page 2.

énée à l'ONF

Le fameux personnage créé et incarné par Janine Tougas est vraiment Fourrée-Partout. L'ONF a tourné avec elle un documentaire sur les mariages mixtes. Page 11.

itation de la semaine

«Si on n'était pas désigné bilingue, rien n'aurait empêché qu'on se retrouve à Steinbach.»

Le Dr Paul de Moissac de l'Hôpital de Sainte-Anne-des-Chênes, au sujet de la réforme des soins de santé. Le Service ambulancier Rivière-Seine est ainsi devenu un poste de formation régional. Page 3.

Retour à l'Académie

Quelque 70 anciennes de l'Académie Saint-Charles à Winnipeg se sont retrouvées pour mettre en commun leurs souvenirs aigres-doux des années 60. Page 17.

Ottawa et le Manitoba sur le financement de la gestion scolaire

«On négocie sur la base des projets soumis»

Même si les négociations entre Patrimoine Canada et Éducation Manitoba «avancent bien», elles ne sont pas près d'aboutir. Tout simplement parce que la province n'est pas encore en mesure de présenter l'ensemble de ses projets en matière gestion scolaire francophone.

C'est ce qui ressort des propos tenus par la responsable des communications du ministère fédéral, Claudine Renault. Elle précise que des négociations semblables en Saskatchewan et en Colombie-Britannique «sont plus avancées».

«On fait la même chose dans les deux autres provinces; il est question du 112 millions \$ annoncés par la ministre Monique Landry (en mai dernier à Saint-Boniface) pour la gestion scolaire dans plusieurs provinces et pour le postsecondaire en Ontario.

«On négocie sur la base de projets soumis par les provinces. Il y a des révisions qui doivent se faire, mais on sait que 30 millions \$ sont déjà allés à l'Ontario.»

Le Manitoba ne sera donc pas en mesure de compléter sa liste de projets tant que ne seront pas connues les intentions d'inscrire des parents des écoles de français partiel, et tant que ne sera pas complétée une évaluation des besoins en termes d'installations et d'équipements.

On peut supposer que la province devra fournir à la Division scolaire de langue française (DSLFF) un ensemble d'établissements tout équipés comme le sont les écoles de la majorité. Dès septembre 1994, la DSLFF réunira environ 4 000 élèves dans une vingtaine d'écoles.

Le ministre Clayton Manness

doit annoncer d'un jour à l'autre le résultat du vote tenu à la fin septembre. Le Comité de mise en oeuvre présidé par Alfred Monnin pourra ensuite se pencher sur les recommandations à faire pour accommoder les élèves des ayants droit dans la douzaine de communautés consultées.

Le ministre de l'Éducation aurait dit souhaiter que le Manitoba obtienne quelque 25 millions \$ du fédéral pour la mise en oeuvre au Manitoba. Mais un total de six provinces tenteront d'obtenir leur part des 82 millions \$.

Les négociations, qui ont débuté à la mi-juin, se déroulent, selon Claudine Renault, «entre des fonctionnaires fédéraux qui s'occupent des langues officielles depuis longtemps et des hauts fonctionnaires du gouvernement provincial.»

Jean-Pierre DUBÉ

Merci Sheila
Peggy

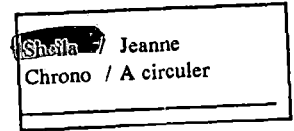


Sheraton Winnipeg
HOTEL

4097-93-180/7-M

DE: LYETTE DORÉ
WINNIPEG SHERATON
1413

MESSAGE PAR TÉLÉCOPIEUR



POUR: ROGER COLLET
SOUS-MINISTRE ADJOINT
PATRIMOINE CANADIEN

SUJET: RENCONTRES AU MANITOBA

1. COMME DERNIÈRE ÉTAPE DE MON PÉRIPLE DANS L'OUEST CANADIEN, JE ME SUIS RÉSERVÉE LA PLUS BELLE PROVINCE!! (BON, COMME LE COMMERCIAL EST PASSÉ, JE PEUX MAINTENANT PARLER DE CHOSES PLUS SÉRIEUSES...)
2. EN COMPAGNIE DE MICHEL LAGACÉ ET DE DIANE LECLERCQ (NOTRE AGENTE DE PROGRAMME), NOUS AVONS RENCONTRÉ GÉRARD LÉCUYER ET HÉLÈNE D'AUTEUIL DE LA FPCP. ILS NOUS ONT PRÉSENTÉ UNE COPIE DE LEUR DEMANDE DE FINANCEMENT DONT, SEMBLE-T-IL, VOUS VOUS ÊTES DÉJÀ ENTRETENU. ELLE SE CHIFFRE À \$ 1/2 MILLION ET DÉCOULE DU SENTIMENT DE LA FPCP DE NE PAS ÊTRE ASSEZ IMPLIQUÉE DANS LE PROCESSUS DE CONSULTATIONS MISE EN PLACE PAR LA PROVINCE, EN MARGE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE LA GESTION SCOLAIRE.
3. AVEC MICHEL, J'AI AUSSI RENCONTRE GUY ROY DU BEF DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. CONTRAIREMENT À CE QUI AVAIT ÉTÉ PRÉVU ET CONVENU, LORSQUE CETTE RENCONTRE A ÉTÉ ORGANISÉE PAR HILAIRE ET MICHEL, M. ROY N'A PAS PRÉSENTÉ LA PROPOSITION QUE LA PROVINCE

ITT Sheraton
WORLDWIDE HOTELS, INNS, RESORTS & ALL-SUITES

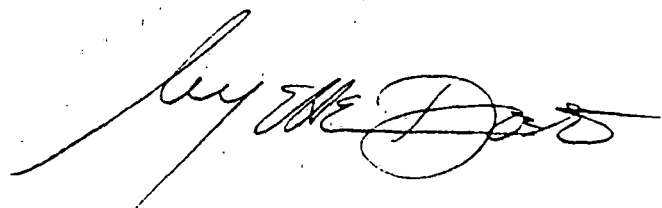
VEUT METTRE DE L'AVANT. MONSIEUR ROY A INDiqué
QU'IL "N'ÉTAIT PAS AUTORISÉ À NOUS LA PRÉSENTER".

4. SELON M. ROY, NOTRE MINISTRE AURAIT DIT À
M. FILMON QU'IL POUVAIT AVOIR ACCÈS SUR DEMANDE À NOTRE
SOUS-MINISTRE POUR NÉGOCIER CE DOSSIER. C'EST POURQUOI
MM. LEETCH ET CARLYLE VEULENT ORGANISER UNE RENCONTRE
AVEC M. ROCHON ET VOUS. (J'AI INFORMÉ MARIE DE CECI ET NOUS
ORGANISERONS CETTE RENCONTRE EN DÉBUT DE SEMAINE, À
MON RETOUR.)

5. AUX DIRES DE M. ROY, LA PROVINCE EST CELLE
QUI A MONTRÉ LE PLUS DE RESPONSABILITÉ EN MARGE DE CE
DOSSIER CAR ELLE A DÉJÀ ADOPTÉ SA LOI, LES CONSULTATIONS
ONT ÉTÉ ENTREPRISES, LES FRANCOPHONES ONT DÉJÀ ACCÈS
À L'ENSEIGNEMENT ET ON PASSE MAINTENANT À LA MISE EN
ŒUVRE DE LA GESTION. DE PLUS, CONTRAIREMENT À D'AUTRES
JURIDICTIONS, ELLE N'A PAS PRIS CES MESURES À CONDITION
DE RECEVOIR DES FONDS DU FÉDÉRAL.

6. ENFIN, M. ROY A OBSERVÉ QUE LA SITUATION EST
ENVENIMÉE PAR LES TACTIQUES DE LA FPCP ET M. LÉCUYER.
LA PROVINCE N'APPRÉCIE GUÈRE QU'À CHAQUE FOIS QU'UNE
NUANCE EST APPORTÉE DANS LE DOSSIER, QU'UNE QUESTION
EST POSÉE, UNE GUERRE MÉDIATIQUE S'ENCLENCHE. ON
S'INTERROGE AUSSI SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DE LA FPCP
CAR LORS DES CONSULTATIONS DIRECTEMENT TENUES ~~PAR~~
AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ, LES SONS DE CLOCHE DIFFÈRENT

JE VOUS FERAİ RAPPORT PLUS COMPLET À MON
RETOUR, EN DÉBUT DE SEMAINE.





Sheraton Winnipeg
HOTEL

Antoine Lypemba
DE: LYETTE DORÉ
WINNIPEG SHERATON
1413

MESSAGE PAR TÉLÉCOPIEUR

POUR: ROGER COLLET
SOUS-MINISTRE ADJOINT
PATRIMOINE CANADIEN

SUJET: RENCONTRES AU MANITOBA

1. COMME DERNIÈRE ÉTAPE DE MON PÉRIPLE DANS L'OUEST CANADIEN, JE ME SUIS RÉSERVÉE LA PLUS BELLE PROVINCE !! (BON, COMME LE COMMERCIAL EST PASSÉ, JE PEUX MAINTENANT PARLER DE CHOSSES PLUS SÉRIEUSES...)
2. EN COMPAGNIE DE MICHEL LAGACÉ ET DE DIANE LECLERCQ (NOTRE AGENTE DE PROGRAMME), NOUS AVONS RENCONTRE GÉRARD LÉCUYER ET HÉLÈNE D'AUTEUIL DE LA FPCP. ILS NOUS ONT PRÉSENTÉ UNE COPIE DE LEUR DEMANDE DE FINANCEMENT DONT, SEMBLE-T-IL, VOUS VOUS ÊTES DÉJÀ ENTRETENU. ELLE SE CHIFFRE À \$ 1/2 MILLION ET DÉCOULE DU SENTIMENT DE LA FPCP DE NE PAS ÊTRE ASSEZ IMPLIQUÉE DANS LE PROCESSUS DE CONSULTATIONS MISE EN PLACE PAR LA PROVINCE, EN MARGE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE LA GESTION SCOLAIRE.
3. AVEC MICHEL, J'AI AUSSI RENCONTRE GUY ROY DU BEF DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. CONTRAIREMENT À CE QUI AVAIT ÉTÉ PRÉVU ET CONVENU, LORSQUE CETTE RENCONTRE A ÉTÉ ORGANISÉE PAR HILAIRE ET MICHEL, M. ROY N'A PAS PRÉSENTÉ LA PROPOSITION QUE LA PROVINCE

ITT Sheraton
WORLDWIDE HOTELS, INNS, RESORTS & ALL-SUITES

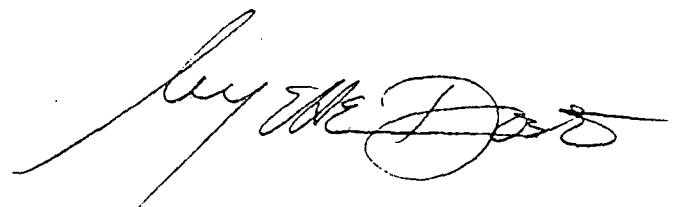
VEUT METTRE DE L'AVANT. MONSIEUR ROY A INDICQUÉ
QU'IL « N'ÉTAIT PAS AUTORISÉ À NOUS LA PRÉSENTER ».

4. SELON M. ROY, NOTRE MINISTRE AURAIT DIT À
M. FILMON QU'IL POUVAIT AVOIR ACCÈS SUR DEMANDE À NOTRE
SOUS-MINISTRE POUR NÉGOCIER CE DOSSIER. C'EST POURQUOI
MM. LEETCH ET CARLYLE VEULENT ORGANISER UNE RENCONTRE
AVEC M. ROCHON ET VOUS. (J'AI INFORMÉ MARIE DE CECI ET NOUS
ORGANISERONS CETTE RENCONTRE EN DÉBUT DE SEMAINE, À
MON RETOUR.)

5. AUX DIRES DE M. ROY, LA PROVINCE EST CELLE
QUI A MONTRÉ LE PLUS DE RESPONSABILITÉ EN MARGE DE CE
DOSSIER CAR ELLE A DÉJÀ ADOPTÉ SA LOI, LES CONSULTATIONS
ONT ÉTÉ ENTREPRISES, LES FRANCOPHONES ONT DÉJÀ ACCÈS
À L'ENSEIGNEMENT ET ON PASSE MAINTENANT À LA MISE EN
ŒUVRE DE LA GESTION. DE PLUS, CONTRAIREMENT À D'AUTRES
JURIDICTIONS, ELLE N'A PAS PRIS CES MESURES À CONDITION
DE RECEVOIR DES FONDS DU FÉDÉRAL.

6. ENFIN, M. ROY A OBSERVÉ QUE LA SITUATION EST
ENVENIMÉE PAR LES TACTIQUES DE LA FPCP ET M. LÉCUYER.
LA PROVINCE N'APPRÉCIE GUÈRE QU'À CHAQUE FOIS QU'UNE
NUANCE EST APPORTÉE DANS LE DOSSIER, QU'UNE QUESTION
EST POSÉE, UNE GUERRE MÉDIATIQUE S'ENCLENCHE. ON
S'INTERROGE AUSSI SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DE LA FPCP
CAR LORS DES CONSULTATIONS DIRECTEMENT TENUES ~~PAR~~
AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ, LES SONS DE CLOCHE DIFFÈRENT

JE VOUS FERAÏ RAPPORT PLUS COMPLET À MON
RETOUR, EN DÉBUT DE SEMAINE.



La Rivière du 24 au 30 septembre 1993

ÉDITORIAL**Le statu quo**

On croyait que la définition d'un ayant droit était inscrite dans le marbre. Mais selon le nouveau ministre de l'Éducation, Clayton Manness, il suffit de suivre non pas un programme mais un seul cours de français pour rendre ses parents admissibles au vote qui se déroule ce mois-ci dans 14 communautés.

Évidemment, cette nouvelle définition est une violation de la loi 34 du Manitoba et de l'article 23 de la Charte. Mais c'est un arrangement politique pour satisfaire des besoins politiques. Dans la Montagne, il semble que la majorité des parents va se soulager de la gestion scolaire, sauf à Notre-Dame-de-Lourdes. La décision aurait pu être faite dans la sérénité. Mais, surtout à Somerset et à Saint-Claude, on a assisté à un spectacle déplorable.

La commission scolaire a une bonne part de responsabilités dans cette affaire. Elle a laissé des commissaires et son directeur général conduire des réunions publiques une semaine avant la tournée du Comité Monnin.

Comme toujours, même si les francophones font des courbettes depuis des générations pour garder la paix sociale, c'est facile de réveiller la haine ancestrale. Il en est résulté un sabotage en règle du projet de gestion.

La largesse d'esprit du ministre Manness aura heureusement peu de répercussions dans la Rivière-Rouge, où les enfants sont bel et bien inscrits dans des programmes de français. Mais à l'école Provencher de Saint-Boniface, par exemple, qui regroupe beaucoup de parents anglophones, le rejet de la gestion est déjà assuré.

Ce n'est pas un mal: qu'on laisse voter tant d'anglophones est déjà une aberration, qu'ils soient en force à la division francophone en serait une autre.

Les commissaires de la Rouge sont plus subtils que ceux de la Montagne. Une missive du 14 septembre, signée par le président Louis Roy, a de jolies prétentions: d'abord que la Division scolaire continuera à exister, et que son mandat est d'assurer la survie de ses programmes de français pour ceux qui les voudront.

La phrase la plus sibylline du message aux parents se rapporte à la refonte des frontières: «Nous croyons que si des écoles du système public existent dans nos communautés, ceci aidera à garantir que nos communautés ne soient pas défavorisées dans la refonte des frontières.»

Quoi? L'existence des écoles publiques serait menacée? Ce grand épouvantail est bien connu, il fait plutôt rire par son ridicule. Il semble que Louis Roy confond l'avenir des écoles avec l'avenir de la Division scolaire.

Les parents francophones y voient sans doute plus clair. La gestion se présente comme le dernier train avant la refonte: c'est l'école française dans un système dont ils assument la gestion, ou c'est l'école anglaise ou d'immersion contrôlée par les villages anglophones de la région.

Les tenants de la paix sociale n'ont qu'à bien se tenir: la refonte de 1994 ressemblera à une montagne russe. Dans la division francophone, ce sera enfin le statu quo.

Jean-Pierre DUBÉ

Qui sont les ayants droit?

Le 16 septembre dernier, à Saint-Claude, Alfred Monnin avait une «déclaration» à faire. Il avait rencontré l'après-midi même le nouveau ministre de l'Éducation, Clayton Manness, et il en résultait que, dorénavant, «si un enfant dans cette école prend le minimum d'un cours en français, ses parents ont le privilège de remplir la formule et de l'expédier.»

Ce changement aux règles du jeu augmente le nombre de parents de Saint-Claude pouvant choisir d'inscrire leurs enfants à la division francophone, et signifie que les parents de Somerset dont les enfants suivent un cours de français pourront aussi se prévaloir de ce privilège (1).

Rejoint au téléphone, Alfred Monnin a ajouté que son comité devra probablement se rendre à Sainte-Rose-du-Lac, alors que l'école avait été écartée de la deuxième ronde quand Turtle River avait fait savoir qu'il n'existait aucun programme

français dans cette localité.

Ce que vient changer la décision du ministre? «Jusqu'ici, la définition manitobaine des ayants droit désignaient les parents dont l'enfant est inscrit à un programme français», explique Alfred Monnin, dont le comité considérait que, pour être français, un programme devait compter au moins 50 % de cours en français.

«Mais le ministre veut que le plus grand nombre de parents possible puissent voter, et trouve injuste de disqualifier les parents dont les enfants, en grandissant, choisissent de prendre des cours en anglais plutôt qu'en français.»

Résultat: «Ce que le ministre m'a dit, c'est exactement ceci: un enfant inscrit à un cours de "French Language Arts" qualifie ses parents.»

Sylviane LANTHIER

(1) Les parents recevront leur formulaire par la poste, et devront le retourner au Comité Monnin d'ici au 30 septembre.

La Liberté du 24 au 30 sept. 1993

Le Comité Monnin à Saint-Claude

Les chances d'un vote favorable sont diluées

La soixantaine de parents francophones réunis dans une classe de l'école de Saint-Claude pour écouter les membres du Comité Monnin le 16 septembre dernier étaient satisfaits des éclaircissements obtenus sur les effets de la gestion scolaire.

La plupart avaient assisté auparavant à une réunion convoquée par des commissaires de leur division, et il en avait résulté «plusieurs malentendus», selon Denise Hébert.

Mère d'un enfant qui fréquente la 2e année à Saint-Claude, cette dernière est en faveur de la gestion scolaire: «Je réponds oui, si mon enfant peut rester à Saint-Claude.»

La plupart des parents tenaient à être rassurés sur ce point. «Si 50 % plus un des parents qui votent se prononcent en faveur de la gestion, il y aura ici un programme de français, et les parents auront leur comité de parents et leur représentant au comité régional de la Division scolaire de langue française (DSLFF)», a affirmé Jean-Marie Taillefer.

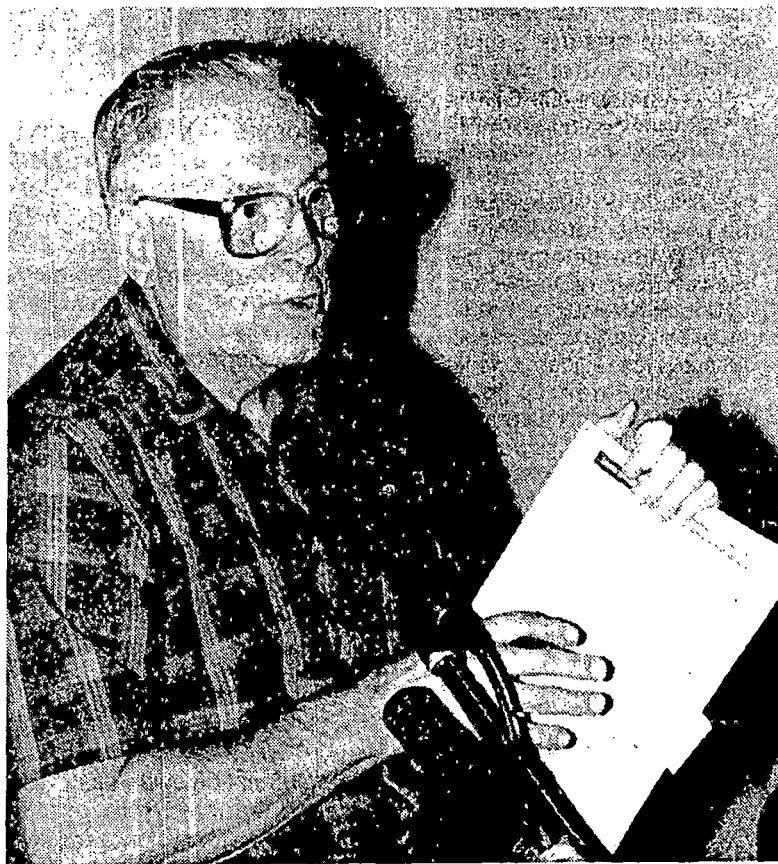
Mais les parents en faveur de la gestion scolaire ne sont pas optimistes. «Maintenant qu'il suffit qu'un enfant soit inscrit à un cours de français pour que ses parents votent, ça dilue le vote favorable», fait remarquer une mère.

Cette année, 115 élèves sont inscrits au programme de français de base, et 184 au programme de français langue première (FL1).

En FL1, les élèves de la maternelle reçoivent un enseignement à 75 % en français. La proportion du français est de 47 à 50 % de la 1re à la 6e année, de 36 à 38 % en 7e et 8e années, et varie de 15 à 33 % au secondaire.

Les parents qui inscrivent leur enfant à Notre-Dame-de-Lourdes voudraient également voter à Saint-Claude, ce qui ajouterait une trentaine de votes favorables.

Là-dessus, Alfred Monnin est clair: «Nous prenons une photo de la situation en septembre 1993. Si un enfant est inscrit à Lourdes, ses parents votent à Lourdes. Ils pourront s'inscrire à Saint-Claude au printemps suivant. Nous ne pouvons rien faire.»



Archives La Liberté

Alfred Monnin: nous ne pouvons rien faire.

«À cette étape-ci, vous remplissez un avis d'intention d'inscrire», a rappelé Jean-Marie Taillefer. Cela servira à savoir si un programme est établi. Par la suite, si le résultat des négociations entre la DSLF et la Montagne ne vous plaît pas, vous pourrez encore choisir le programme 50-50.»

Le directeur général de la Montagne, Henri Bouvier, a déclaré que sa Division était «prête à collaborer», advenant un résultat favorable à la gestion scolaire, «mais nous devons aussi respecter les gens qui

restent avec nous.»

«D'ailleurs, nous avons toujours collaboré avec les parents qui voulaient des cours de français, dans la mesure où ils étaient suffisamment nombreux, affirme le directeur général. Si dans le passé la demande pour un programme français avait été suffisante, la division l'aurait offert.»

Du côté anglophone, la réunion s'est poursuivie calmement, jusqu'à ce que certains s'aperçoivent avec dépit qu'ils n'avaient pas le droit de vote.

Sylviane LANTHIER

10/04/93 13:43 SECRETARY OF STATE → 16139536580

NO. 275 P003

4 **LA LIBERTÉ, la semaine du 1^{er} au 7 octobre 1993**

Sans tarder

La deuxième ronde de visites du Comité de mise en oeuvre de la gestion scolaire (CMO), dans les 14 écoles de français partiel, s'est terminée sans qu'il y ait de grosses surprises.

On peut s'attendre à ce que la gestion rallie davantage de francophones que prévu, par exemple, dans la Rouge. Tout indique également l'inclusion du programme français de Saint-Laurent.

À Saint-Georges, rien n'est encore impossible pour ces parents déterminés, malgré la résistance de la Division Agassiz et l'indifférence du gouvernement.

Le président du CMO, Alfred Monnin, va dépouiller le 4 octobre les formulaires d'avis d'intention envoyés aux 1 763 parents. On souhaite que le ministre Manness ne suive pas l'exemple de son prédécesseur et qu'il annonce dès le lendemain les résultats de la deuxième ronde.

Car le temps presse, et le CMO a encore beaucoup de décisions à prendre (quant aux locaux, à la délimitation des quartiers, au nombre d'élus, au processus électoral) pour que soient tenues des élections en décembre.

Clayton Manness doit assurer que la Division scolaire de langue française (DSLFF) ouvre ses portes comme prévu dans 11 mois. Dans ce sens, il pourrait également, sans tarder et de façon intérimaire, nommer un directeur général de la DSLFF.

Jean-Pierre DUBÉ

10/04/93 13:43

SECRETARY OF STATE → 16139536580

NO.275 P004

LA LIBERTÉ, la semaine du 1^{er} au 7 octobre 1993

p. 2

Gestion scolaire: les parents de Provencher n'embarqueront pas

«On n'a jamais considéré ça sérieusement»

Parce que le projet de gestion du gouvernement provincial exclut les programmes 50-50, qui doivent se conformer en trois ans à la norme de l'école française, les parents des seuls programmes bilingues de Saint-Boniface, Provencher et Windsor Park, ont la ferme intention de le rejeter.

«Provencher n'embarquera pas, les parents n'ont jamais considéré ça sérieusement», a expliqué le président du Comité de parents, Adélar Gendron, au lendemain de la réunion du 23 septembre convoquée par le Comité de mise en oeuvre de la gestion scolaire.

Un total de 80 parents se sont présentés à la rencontre, et les deux tiers ont assisté à la présentation en anglais. Selon Adélar Gendron, environ la moitié des parents de l'école sont anglophones, provenant de tous les quartiers de Winnipeg.

«Les gens de Provencher n'ont jamais été contre la gestion scolaire, souligne le président, mais si on embarque, on va perdre notre programme dans trois ans. S'il avait été possible

de conserver notre programme, je suis certain qu'il y aurait eu des opinions différentes.»

La réaction des parents de Saint-Malo, la semaine dernière, a été à peu près identique. Les

parents de Provencher ont également obtenu, après un échange houleux, la bilinguisation des formulaires à envoyer par la poste aux absents.

J.-P. D.

Saint-Georges: le gouvernement refuse

«On nous a menti!»

Le gouvernement provincial a décidé de répondre non à la demande de subvention formulée par la Division scolaire Agassiz pour la création d'un programme français de la 1^{re} à la 9^e année à l'école de Power-view.

Darren Praznik, député de Lac-du-Bonnet et ministre chargé des services en français, en a informé lui-même les parents concernés. L'une d'eux, Madeleine Lavoie, ne cachait pas sa déception. «C'est vraiment "cute" après tout le travail qu'on a fait! On a cherché à rejoindre monsieur Praznik pour lui dire qu'il nous avait menti (en promettant son aide). Mais il était hors de la ville.»

La balle est donc maintenant dans le camp de la Division scolaire. La création d'un programme français jusqu'à la 6^e année seulement ne lui coûterait rien. Mais les parents s'en contenteront-ils? On peut en

douter quand on sait que le plus gros groupe d'enfants concernés est en 7^e, 8^e et 9^e années.

Les parents ont voulu à tout prix obtenir une réponse définitive avant le 30 septembre, date finale des inscriptions. Leur dernier recours était en effet le boycott des classes, qui, espèrent-ils, réduirait le montant des subventions accordées à la Division scolaire pour l'enseignement en français.

Le directeur de la Fédération provinciale des comités de parents (FPCP), Gérard Lécuyer, devait se rendre à Saint-Georges au plus tard le 29 septembre pour étudier la situation. Lui aussi ne cachait pas sa déception.

«Cet été, les parents ont écrit deux fois de suite à la ministre de l'Éducation (1) et ils n'ont jamais reçu de réponse. On s'en fout vraiment des gens de cette région!»

Laurent GIMENEZ

**Vous avez
des événements
à signaler?**

**Composez
le 237-4823**

001497

Pour les parents de Saint-Laurent

La gestion est une opportunité

Les quelque 40 parents de Saint-Laurent qui ont assisté à la rencontre du Comité Monnin sur la gestion scolaire le 23 septembre sont revenus à la maison munis de leur avis d'intention d'inscrire.

À Saint-Laurent, le programme français n'existe que depuis quelques semaines. À la suite de

son implantation, le gouvernement a décidé d'accorder aux parents le droit de se joindre dès maintenant à la Division scolaire de langue française (DSLAF).

Pour les parents qui le demandaient depuis longtemps, la gestion scolaire «représente une opportunité de sauvegarder leur langue et leur culture, et une

route pour une éducation en français de qualité», explique le directeur de l'école Louis Allain.

La rencontre avec les membres du Comité Monnin s'est déroulée sans anicroche. «Les parents qui veulent le programme français vont dire oui à la DSLAF, estime le directeur. Les indifférents vont suivre, comme ils l'ont fait» plus tôt cette année lors de l'obtention d'un programme de français dans l'école.

Louis Allain indique que le programme de français «va bien», et que sa mise en place est complétée. Les 52 élèves du primaire et les 20 étudiants du secondaire suivent tous leurs cours en français, sauf le cours d'anglais.

«Nous avons aussi mis en place un programme pour établir une atmosphère en français dans les salles de classe. Il ne faut pas oublier que pour ces jeunes, qui ont toujours eu un enseignement surtout en anglais, c'est tout un changement culturel!»

Mais les étudiants sont heureux, notamment de participer à des activités culturelles en français: «Nous allons à Foule faire, nous avons des inscriptions au Festival des vidéastes, et nous comptons participer au Festival théâtre jeunesse!»

Sylviane LANTHIER

La Liberté, le 3 septembre 1993, p. 3

L'inscription de 94 % des enfants francophones à la DSLF est confirmée

Les élections au conseil régional en décembre

Les parents désireux de faire partie de la structure politique gouvernant la Division scolaire de langue française (DSLIF) pourront faire connaître leurs intentions d'ici quelques mois. Le Comité de mise en oeuvre de la gestion scolaire (CMO) doit faire, en octobre, ses recommandations sur le nombre de quartiers regroupés par la DSLF.

Mais d'abord, le CMO présidé par Alfred Monnin doit compléter, entre le 8 et le 23 septembre, une série de visites dans les 14 écoles mixtes de la deuxième étape, ce qui lui permettra de finaliser la composition initiale de la DSLF.

Les 13 écoles désignées francomanitobaines ont déjà décidé, dans l'enthousiasme, de faire partie de la nouvelle formation. Dans certaines communautés, l'intention d'inscrire les enfants est unanime: 100 % à Saint-Léon, 99% chez les familles du Précieux-Sang et de Taché.

La ministre de l'Éducation a rendu les chiffres publics le 30 août, sous la pression des organismes francophones. Rosemary Vodrey aurait préféré publier les résultats des deux étapes en octobre seulement, mais elle a reconnu sa responsabilité de faire la promotion de la DSLF.

Les résultats ne sont qu'un indice des inscriptions à venir, a expliqué la ministre: «D'autres familles pourraient se joindre à la DSLF. Nous avons décidé de



Rosemary Vodrey: une participation très encourageante.

divulguer les chiffres de la première ronde pour répondre à la demande de la communauté, pour que les parents de la deuxième ronde sachent (dans quoi ils embarquent).

«La réaction au modèle de gestion conçu au Manitoba a été très encourageante jusqu'ici, a souligné Rosemary Vodrey, elle donne de la substance à la deuxième étape. Les écoles visitées en septembre offrent des programmes mixtes, mais les élèves sont en général des ayants droit.»

La ministre est confiante que le processus de mise en oeuvre sera complété à l'intérieur de

l'échéancier fixé le printemps dernier, et que la gestion sera en place pour la rentrée de septembre. «Le rapport de la deuxième étape est attendu à la fin septembre, et il pourra y avoir des élections dès le mois d'octobre.»

Mais Alfred Monnin ne croit pas possible de tenir des élections avant la mi-décembre.

«Ce n'est pas possible pour octobre, on vise décembre. C'est encore en discussion.»

Le CMO doit régler les questions du partage des installations et de la formation des quartiers, sans oublier la mise en place d'un processus électoral. «On a des idées là-dessus.»

Il faudra créer un modèle d'élection, car la loi 34 prévoit l'élection de conseils régionaux qui, à leur tour, nommeront les commissaires à la DSLF dont le nombre est encore indéterminé.

Quant à l'inclusion du nouveau programme français de Saint-Laurent dans le processus de mise en oeuvre, rien n'est encore décidé. Selon le président du CMO, la ministre a accordé son autorisation d'y tenir une session d'information seulement.

«Il faut que j'obtienne une confirmation quelconque (de la Division scolaire du Cheval-Blanc) que l'école est bien désignée. Il sera possible de tenir un vote (distribuer des formulaires d'avis d'intention d'inscrire) à Saint-Laurent, mais il faudra aller chercher la permission.»

Jean-Pierre DUBÉ

La première ronde de 13 écoles

Plus de 3 000 élèves concernés

Le Comité de mise en oeuvre de la gestion scolaire a rendu visite aux parents des 13 écoles désignées en juin dernier. Quelque 1 576 formulaires sur 2 183 ont été remplis et retournés, ce qui donne une moyenne de participation de 72 %.

ÉCOLE	OUI
École St-Joachim	91 %
École St-Léon	100 %
École Noël-Ritchot	96 %
École Lagimodière	87 %
École Gabrielle-Roy	95 %
École Pointe-des-Chênes	86 %
École Saint-Lazare	87 %
École Lavallée	98 %
École Sainte-Agathe	79 %
École Taché	99 %
École Lacerte	95 %
École Précieux-Sang	99 %
Collège Louis-Riel	97 %

1 470 formulaires étaient favorables (une moyenne de 94 %) et 86 contre. Selon Alfred Monnin, dix formulaires ont été rejetés, dix autres sont arrivés trop tard et n'ont pas été dépouillés.

LA LIBERTÉ, la semaine du 1^{er} au 7 octobre 1993

p. 3

ACTUEL

La gestion scolaire à Saint-Pierre-Jolys

Quel groupe aura quelle école?

Il semble acquis que la gestion scolaire va inclure Saint-Pierre-Jolys. Il reste à déterminer quelle école va appartenir à quelle division scolaire.

«Le gouvernement sait qu'il y aura des problèmes» au niveau des installations, a affirmé le président du Comité de mise en oeuvre (CMO), Alfred Monnin, au cours de la session d'information du 22 septembre, à laquelle ont assisté quelque 250 parents, dont une quarantaine d'anglophones.

Selon Alfred Monnin, le groupe qui ralliera 50 % plus une intention d'inscrire ou de ne pas inscrire pourra s'installer dans la plus grande école.

Pour le moment, l'éducation à Saint-Pierre-Jolys est offerte dans deux établissements. L'élémentaire regroupe 271 jeunes (dont 151 en immersion) de M à 6; les deux clientèles (FL1 et FL2) sont réunies pour le présecondaire et le secondaire, où l'enseignement des 207 étudiants se situe entre 50 et 75 % en français.

Le CMO a tenté de rassurer les parents anglophones quant à la continuité du programme d'immersion, qui pourrait sans doute cohabiter avec le programme français des parents ayant refusé la gestion.

Pendant ce temps, du côté des parents francophones, certains ont fait valoir le fait que le



La réunion s'est déroulée dans le calme, malgré le grand nombre de questions et d'interventions.

programme d'immersion était en bonne partie alimenté par des

ayants droit qui devraient, selon eux, avoir le droit de se prononcer.

Le vice-président de la Rouge, Claude Vermette, également membre du CMO, a proposé que, si la commission scolaire avait pu prédire l'avenir, elle aurait pu changer le nom du programme d'immersion à programme d'accueil, ce qui aurait rendu les parents admissibles.

Il a semblé évident que la démarche visait à réunir le plus d'opposants possible au projet de gestion, et le CMO a rappelé que son mandat n'accordait aucune place possible pour la consultation des parents des écoles d'immersion.

Plusieurs parents ont néanmoins fait appel à une plus grande flexibilité dans les politiques d'admission pour les communautés mixtes telles que Saint-Pierre-Jolys.

Les questions ont également porté sur le pouvoir des parents dans la Division scolaire de langue française (DSL), et sur les besoins spécifiques des régions rurales, par opposition à ceux de l'urbain.

Un des membres du CMO, Jean-Marie Taillefer, a fait valoir que la communauté perdait deux grands avantages en remettant à plus tard sa décision d'embarquer: d'abord la participation aux grandes décisions concernant la mise sur pied de la DSL, et une part du financement initial.

Jean-Pierre DUBÉ

Une deuxième rencontre de 50 parents à Saint-Malo

La réalité Norrie

La Division scolaire de la Rivière-Rouge continuera à exister et à offrir des programmes de français. C'est ce qui a été dit au groupe de parents anglophones rassemblés à la Bibliothèque régionale de Saint-Pierre-Jolys, le 22 septembre.

Au même moment, devant les parents francophones réunis à une centaine de pieds, d'autres membres du Comité de mise en oeuvre de la gestion scolaire (CMO) ont laissé planer de sérieux doutes sur l'avenir de la Rouge, étant donné l'éventualité d'une réduction du nombre de divisions, suivant la refonte des frontières en 1994.

Contradiction? Un des membres du CMO, Jean-Marie Taillefer, avance que les rumeurs vont bon train au ministère de l'Éducation, quant au nombre visé par la Commission Norrie: possiblement cinq en ville, 10 en régions.

Un autre membre du CMO, Ronald Perron, également directeur général de la Rouge, abonde dans le même sens. «Pourquoi est-ce qu'on parle de la Rouge tout le temps? Il n'y a pas que la Rouge qui va disparaître. Il y a aussi Hanover, la Seine, Norwood, Saint-Vital, Saint-Boniface, Boundary, Morris-McDonald et les autres. Le mandat de Norrie n'est pas juste de faire

sauter une ou deux divisions.

«En 1994, la Rouge sera réduite énormément (à cause de la gestion scolaire), mais on va encore opérer, souligne Ronald Perron. La refonte ne sera pas mise en oeuvre avant 1995. Et après, peu importe la division scolaire, le programme 50-50, comme à Saint-Malo, va continuer à exister tant qu'il y aura assez d'inscriptions. Pourquoi pas?»

Telles sont les assurances qu'ont répétées le directeur général, les commissaires et le président Louis Roy lors d'une réunion spéciale des parents à Saint-Malo le 27 septembre.

«Après la réunion du CMO (le 21 septembre), explique la présidente du Comité de parents de Saint-Malo, Irène Cômeault, il restait des inquiétudes face à l'avenir de notre programme, c'était pas assez clair. C'est maintenant plus clair: il semble certain qu'on va garder notre programme, même si les frontières sont refaites.

«Le Comité Monnin nous présentait ça comme si on n'avait pas de choix. Mais on a un choix. Si on embarquait, on perdrait notre programme dans trois ans. Si jamais on change d'idée, on pourra embarquer plus tard.»

001500 D.

GESTION SCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ÉTAT DE LA QUESTION

PROVINCE	LÉGISLATION SCOLAIRE	ÉTAT DES DISCUSSIONS	PROCHAINES ÉTAPES	ÉCHÉANCIER DE SIGNATURE PRÉVU
Colombie-Britannique	Le dépôt du projet de loi est prévu à la reprise des travaux de l'Assemblée législative, probablement en mars 1994	Rencontre entre Mme Jean et Mme Valerie Mitchell (sous-ministre de l'Éducation) le 17 juin. Rencontre entre Mme Lyette Doré et Mme Ann Bozoian le 28 juillet.	Préparation d'une entente prévoyant des versements conditionnels à l'adoption de la loi. Une nouvelle rencontre entre Mme Doré et Mme Bozoian est prévue au début septembre.	Document prêt pour signature à la mi-septembre.
Alberta	Le projet de loi est mort au feuillet lorsque le premier ministre Klein a déclenché des élections pour le 15 juin. Selon le ministre de l'Éducation, le projet de loi sera déposé de nouveau à la Législature à l'automne.	Rencontre entre Mme Jean et M. Reno Bosetti (sous-ministre de l'Éducation) le 7 juin. 2 conférences téléphoniques depuis. La province est à examiner une dernière ébauche de protocole. Les autres projets sont en discussion.	L'Alberta doit nous faire savoir sous peu si elle est d'accord avec le projet de protocole.	Document prêt pour signature à la fin août.
Saskatchewan	Le projet de loi no 39 a été adopté le 2 juin 1993.	Rencontre le 7 juin entre Mme Jean et Mme Arleen Hynd, sous-ministre de l'Éducation. 2 conférences téléphoniques entre fonctionnaires, les 18 et 23 juin.	Nous attendons de nouveaux tableaux financiers de la province avant de poursuivre les discussions. D'autres discussions sont nécessaires sur les principes et le niveau de financement.	Document prêt pour signature à la fin septembre.
Manitoba	Le projet de loi a été adopté le 27 juillet dernier.	Des négociations ont été entamées le 18 juin dernier : M. Roger Collet et Mme Doré ont rencontré le greffier du Conseil privé du Manitoba et le sous-ministre de l'Éducation.	Nous attendons que la province nous fasse parvenir une estimation révisée des coûts pour relancer les discussions.	À l'automne.
Ontario		Une entente portant sur la création d'un réseau de collèges francophones a été signée le 21 juin 1993.		

GESTION SCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ÉTAT DE LA QUESTION

PROVINCE	LÉGISLATION SCOLAIRE	ÉTAT DES DISCUSSIONS	PROCHAINES ÉTAPES	ÉCHÉANCIER DE SIGNATURE PRÉVU
Nouveau-Brunswick		Annonce, le 21 mai dernier, de la participation fédérale à l'École de droit de l'Université de Moncton. Le texte de l'entente est en préparation.		Entente spéciale prête pour signature au début de septembre.
Nouvelle-Écosse	Loi scolaire modifiée en juin 1992.	Des discussions préliminaires concernant la gestion scolaire sont engagées : mise sur pied d'un comité au niveau de la province pour élaborer une approche provinciale. Projets d'immobilisation de l'Université Sainte-Anne : un accord de principe a été conclu relativement aux modalités de la participation du Canada.	Nous attendons la proposition de la province concernant la gestion scolaire Université Sainte-Anne : Le processus de signature d'une entente spéciale est amorcé. Une cérémonie de levée de la première pelletée de terre est prévue tôt cet automne.	Fin automne Signature complétée tôt en septembre.
Terre-Neuve	Le rapport du comité ministériel d'étude sur la gestion scolaire est attendu incessamment.	Des discussions ont été amorcées sur la gestion scolaire à l'échelle provinciale : étude provinciale à être rendue publique prochainement. Mécanisme de gestion scolaire prévu pour le centre scolaire et communautaire de la Grand'Terre. Un accord de principe est intervenu relativement aux coûts pour la phase 2 du centre scolaire et communautaire de la Grand'Terre	Grand'Terre : négocier les termes d'une entente spéciale.	Fin automne Signature tôt cet automne.

le 20 août 1993
a:\tableau2.ges

GESTION SCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

SCÉNARIOS D'ALLOCATION DES FONDS NOUVEAUX (112 M \$)

PROVINCE	DEMANDE INITIALE DES PROVINCES 345,6 M \$	DEMANDE NÉGOCIÉE (Mémoire au Cabinet) 177,3 M \$ \$/ PROJETS	SCÉNARIO D'ALLOCATION AU CAS PAR CAS	
			112,0 M \$ \$/ PROJETS	ÉCART M \$
Colombie-Britannique				
Total	65,2 M \$	18,7 M \$	11,8 M \$	6,9
Éducation	64,0 M \$ / 10 ans	17,5 M \$ / Gestion	10,6 M \$ / Gestion	6,9
Communautaire	1,2 M \$ / 10 ans	1,2 M \$ / Communautaire	1,2 M \$ / Communautaire	0,0
Alberta				
Total	98,3 M \$	47,9 M \$	32,9 M \$	15,0
Éducation	53,3 M \$ / 6 ans	16,3 M \$ / Gestion	13,5 M \$ / Gestion	2,8
		10,8 M \$ / CSC Calgary	5,0 M \$ / CSC Calgary	5,8
		7,0 M \$ / F. St-Jean	6,0 M \$ / F. St-Jean	1,0
		5,4 M \$ / CSC Ft McMurray	0,0 M \$ / CSC Ft McMurray	5,4
Communautaire	45,0 M \$ /	8,4 M \$ / Communautaire	8,4 M \$ / Communautaire	0,0
Saskatchewan				
Total	14,3 M \$ / 5 ans	12,4 M \$ / Gestion	8,5 M \$ / Gestion	3,9
Manitoba				
Total	54,9 M \$	20,3 M \$	15,8 M \$	4,5
Éducation	17,9 M \$ / 5 ans	14,4 M \$ / Gestion	10,9 M \$ / Gestion	3,5
		3,5 M \$ / CSC St-Vital	2,5 M \$ / CSC St-Vital	1,0
Communautaire	37,0 M \$ / 5 ans	2,4 M \$ / Communautaire	2,4 M \$ / Communautaire	0,0
Ontario				
Total	90,5 M \$ / 6 ans	59,2 M \$ / Collèges Ontario	30,0 M \$	29,2
		18,6 M \$ / Cité Collégiale	7,5 M \$ / Cité Collégiale	11,1
		32,6 M \$ / Collège du Nord	17,5 M \$ / Collège du Nord	15,1
		8,0 M \$ / Collège du Sud	5,0 M \$ / Collège du Sud	3,0
Nouveau-Brunswick				
Total	8,4 M \$ /	4,8 M \$ / École de droit	3,8 M \$ / École de droit	1,0
Nouvelle-Écosse				
Total	8,0 M \$ /	8,0 M \$	5,2 M \$	2,8
		5,5 M \$ / Gestion	3,2 M \$ / Gestion	2,3
		2,5 M \$ / U. Sainte-Anne	2,0 M \$ / U. Sainte-Anne	0,5
Terre-Neuve				
Total	6,0 M \$ /	6,0 M \$	4,0 M \$	2,0
		3,6 M \$ / Gestion	2,0 M \$ / Gestion	1,6
		2,4 M \$ / CSC Grand'Terre	2,0 M \$ / CSC Grand'Terre	0,4
TOTAL	345,6 M \$	177,3 M \$	112,0 M \$	65,3

GESTION SCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE SCÉNARIOS D'ALLOCATION DES FONDS NOUVEAUX (112 M \$)

PROVINCE	DEMANDE INITIALE DES PROVINCES 345 M \$	DEMANDE NÉGOCIÉE (Mémoire au Cabinet) 177,3 M \$ \$/ PROJETS	SCÉNARIO 1 RÉDUCTION UNIFORME		SCÉNARIO 2 ALLOCATION AU CAS PAR CAS		COMMENTAIRES SUR LE SCÉNARIO 2
			112,0 M \$ \$/ PROJETS	ÉCART M \$	112,0 M \$ \$/ PROJETS	ÉCART M \$	
Colombie-Britannique							
Total	65,2 M \$	18,7 M \$	11,8 M \$	6,9	11,8 M \$	6,9	Pourrait compromettre volonté d'agir de la province. Diminution importante des mesures prévues de rattrapage (développement programmes, enseignement à distance, formation des enseignants, mesures d'accueil).
Éducation	64,0 M \$ / 10 ans	17,5 M \$ / Gestion	10,6 M \$ / Gestion	6,9	10,6 M \$ / Gestion	6,9	
Communautaire	1,2 M \$ / 10 ans	1,2 M \$ / Communautaire	1,2 M \$ / Communautaire	0,0	1,2 M \$ / Communautaire	0,0	
Alberta							
Total	98,3 M \$	47,9 M \$	32,3 M \$	15,6	32,9 M \$	15,0	Remet en question plusieurs années de négociation. Révision à la baisse des immobilisations (CSC Calgary, Fac. St-Jean et abandon du projet de CSC Ft McMurray); durcira ton des discussions.
Éducation	53,3 M \$ / 6 ans	16,3 M \$ / Gestion	9,9 M \$ / Gestion	6,4	13,5 M \$ / Gestion	2,8	
		10,8 M \$ / CSC Calgary	6,5 M \$ / CSC Calgary	4,3	5,0 M \$ / CSC Calgary	5,8	
		7,0 M \$ / F. St-Jean	4,2 M \$ / F. St-Jean	2,8	6,0 M \$ / F. St-Jean	1,0	
Communautaire	45,0 M \$ /	5,4 M \$ / CSC Ft McMurray	3,3 M \$ / CSC Ft McMurray	2,1	0,0 M \$ / CSC Ft McMurray	5,4	
		8,4 M \$ / Communautaire	8,4 M \$ / Communautaire	0,0	8,4 M \$ / Communautaire	0,0	
Saskatchewan							
Total	14,3 M \$ / 5 ans	12,4 M \$ / Gestion	7,5 M \$ / Gestion	4,9	8,5 M \$ / Gestion	3,9	Projet de loi complété seconde lecture. Contribution fédérale = 22,6 M \$ quand ajoutée à 14,1 M \$ de l'entente spéciale. Volonté provinciale fragile, peu de marge pour négociation.
Manitoba							
Total	54,9 M \$	20,3 M \$	13,2 M \$	7,1	15,8 M \$	4,5	Pourrait inciter la province à retarder la mise en oeuvre de la gestion ou entraîner mise en oeuvre plus modeste et moins acceptable aux parents. Renégocier participation au CSC St-Vital.
Éducation	17,9 M \$ / 5 ans	14,4 M \$ / Gestion	8,7 M \$ / Gestion	5,7	10,9 M \$ / Gestion	3,5	
		3,5 M \$ / CSC St-Vital	2,1 M \$ / CSC St-Vital	1,4	2,5 M \$ / CSC St-Vital	1,0	
Communautaire	37,0 M \$ / 5 ans	2,4 M \$ / Communautaire	2,4 M \$ / Communautaire	0,0	2,4 M \$ / Communautaire	0,0	
Ontario							
Total	90,5 M \$ / 6 ans	59,2 M \$ / Collèges Ontario	35,8 M \$	23,4	30,0 M \$	29,2	Pourrait mettre en danger volonté de la province d'agir dans ce dossier : ralentira développement du réseau, peut-être abandon du Sud ; oblige à se tourner vers solutions "économiques" pour Nord : achat/location de bâtiments plutôt que construction nouvelle.
		18,6 M \$ / Cité Collégiale	11,3 M \$ / Cité Collégiale	7,3	7,5 M \$ / Cité Collégiale	11,1	
		32,6 M \$ / Collège du Nord	19,7 M \$ / Collège du Nord	12,9	17,5 M \$ / Collège du Nord	15,1	
		8,0 M \$ / Collège du Sud	4,8 M \$ / Collège du Sud	3,2	5,0 M \$ / Collège du Sud	3,0	
Nouveau-Brunswick							
Total	8,4 M \$ /	4,8 M \$ / École de droit	2,9 M \$ / École de droit	1,9	3,8 M \$ / École de droit	1,0	Renégocier partage province/Université de Moncton/Canada. Projet prêt à démarrer : renégociation entraînerait retards.
Nouvelle-Écosse							
Total	8,0 M \$ /	8,0 M \$	4,8 M \$	3,2	5,2 M \$	2,8	Pourrait compromettre volonté d'agir car oblige province à contribuer davantage : ralentira mise en oeuvre de gestion et rattrapage pour écoles acadiennes. Diminue ampleur du projet Sainte-Anne.
		5,5 M \$ / Gestion	3,3 M \$ / Gestion	2,2	3,2 M \$ / Gestion	2,3	
		2,5 M \$ / U. Sainte-Anne	1,5 M \$ / U. Sainte-Anne	1,0	2,0 M \$ / U. Sainte-Anne	0,5	
Terre-Neuve							
Total	6,0 M \$ /	6,0 M \$	3,7 M \$	2,3	4,0 M \$	2,0	Participation fédérale à 75 % : réductions ont impacts proportionnels sur projets. Pourrait compromettre volonté province d'agir sur gestion. Diminue ampleur du projet Grand'Terre.
		3,6 M \$ / Gestion	2,2 M \$ / Gestion	1,4	2,0 M \$ / Gestion	1,6	
		2,4 M \$ / CSC Grand'Terre	1,5 M \$ / CSC Grand'Terre	0,9	2,0 M \$ / CSC Grand'Terre	0,4	
TOTAL	345,6 M \$	177,3 M \$	112,0 M \$	65,3	112,0 M \$	65,3	

GESTION SCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE **SCÉNARIOS D'ALLOCATION DES FONDS NOUVEAUX (112 M \$)**

PROVINCE	DEMANDE INITIALE DES PROVINCES 345 M \$	DEMANDE NÉGOCIÉE (Mémoire au Cabinet) 177,3 M \$ \$/ PROJETS	SCÉNARIO 1 RÉDUCTION UNIFORME		SCÉNARIO 2 ALLOCATION AU CAS PAR CAS		COMMENTAIRES SUR LE SCÉNARIO 2
			112,0 M \$ \$/ PROJETS	ÉCART M \$	112,0 M \$ \$/ PROJETS	ÉCART M \$	
Colombie-Britannique							
Total	65,2 M \$	18,7 M \$	11,8 M \$	6,9	11,8 M \$	6,9	Pourrait compromettre volonté d'agir de la province. Diminution importante des mesures prévues de rattrapage (développement programmes, enseignement à distance, formation des enseignants, mesures d'accueil).
Éducation	64,0 M \$ / 10 ans	17,5 M \$ / Gestion	10,6 M \$ / Gestion	6,9	10,6 M \$ / Gestion	6,9	
Communautaire	1,2 M \$ / 10 ans	1,2 M \$ / Communautaire	1,2 M \$ / Communautaire	0,0	1,2 M \$ / Communautaire	0,0	
Alberta							
Total	98,3 M \$	47,9 M \$	32,3 M \$	15,6	32,9 M \$	15,0	Remet en question plusieurs années de négociation. Révision à la baisse des immobilisations (CSC Calgary, Fac. St-Jean et abandon du projet de CSC Ft McMurray); durcira ton des discussions.
Éducation	53,3 M \$ / 6 ans	16,3 M \$ / Gestion	9,9 M \$ / Gestion	6,4	13,5 M \$ / Gestion	2,8	
		10,8 M \$ / CSC Calgary	6,5 M \$ / CSC Calgary	4,3	5,0 M \$ / CSC Calgary	5,8	
		7,0 M \$ / F. St-Jean	4,2 M \$ / F. St-Jean	2,8	6,0 M \$ / F. St-Jean	1,0	
Communautaire	45,0 M \$ /	5,4 M \$ / CSC Ft McMurray	3,3 M \$ / CSC Ft McMurray	2,1	0,0 M \$ / CSC Ft McMurray	5,4	
		8,4 M \$ / Communautaire	8,4 M \$ / Communautaire	0,0	8,4 M \$ / Communautaire	0,0	
Saskatchewan							
Total	14,3 M \$ / 5 ans	12,4 M \$ / Gestion	7,5 M \$ / Gestion	4,9	8,5 M \$ / Gestion	3,9	Projet de loi complété seconde lecture. Contribution fédérale = 22,6 M \$ quand ajoutée à 14,1 M \$ de l'entente spéciale. Volonté provinciale fragile, peu de marge pour négociation.
Manitoba							
Total	54,9 M \$	20,3 M \$	13,2 M \$	7,1	15,8 M \$	4,5	Pourrait inciter la province à retarder la mise en oeuvre de la gestion ou entraîner mise en oeuvre plus modeste et moins acceptable aux parents. Renégocier participation au CSC St-Vital.
Éducation	17,9 M \$ / 5 ans	14,4 M \$ / Gestion	8,7 M \$ / Gestion	5,7	10,9 M \$ / Gestion	3,5	
Communautaire	37,0 M \$ / 5 ans	3,5 M \$ / CSC St-Vital	2,1 M \$ / CSC St-Vital	1,4	2,5 M \$ / CSC St-Vital	1,0	
		2,4 M \$ / Commaunautaire	2,4 M \$ / Commaunautaire	0,0	2,4 M \$ / Commaunautaire	0,0	
Ontario							
Total	90,5 M \$ / 6 ans	59,2 M \$ / Collèges Ontario	35,8 M \$	23,4	30,0 M \$	29,2	Pourrait mettre en danger volonté de la province d'agir dans ce dossier : ralentira développement du réseau, peut-être abandon du Sud ; oblige à se tourner vers solutions "économiques" pour Nord : achat/location de bâtiments plutôt que construction nouvelle.
		18,6 M \$ / Cité Collégiale	11,3 M \$ / Cité Collégiale	7,3	7,5 M \$ / Cité Collégiale	11,1	
		32,6 M \$ / Collège du Nord	19,7 M \$ / Collège du Nord	12,9	17,5 M \$ / Collège du Nord	15,1	
		8,0 M \$ / Collège du Sud	4,8 M \$ / Collège du Sud	3,2	5,0 M \$ / Collège du Sud	3,0	
Nouveau-Brunswick							
Total	8,4 M \$ /	4,8 M \$ / École de droit	2,9 M \$ / École de droit	1,9	3,8 M \$ / École de droit	1,0	Renégocier partage province/Université de Moncton/Canada. Projet prêt à démarrer : renégociation entraînerait retards.
Nouvelle-Écosse							
Total	8,0 M \$ /	8,0 M \$	4,8 M \$	3,2	5,2 M \$	2,8	Pourrait compromettre volonté d'agir car oblige province à contribuer davantage : ralentira mise en oeuvre de gestion et rattrapage pour écoles acadiennes. Diminue ampleur du projet Sainte-Anne.
		5,5 M \$ / Gestion	3,3 M \$ / Gestion	2,2	3,2 M \$ / Gestion	2,3	
		2,5 M \$ / U. Sainte-Anne	1,5 M \$ / U. Sainte-Anne	1,0	2,0 M \$ / U. Sainte-Anne	0,5	
Terre-Neuve							
Total	6,0 M \$ /	6,0 M \$	3,7 M \$	2,3	4,0 M \$	2,0	Participation fédérale à 75 % : réductions ont impacts proportionnels sur projets. Pourrait compromettre volonté province d'agir sur gestion. Diminue ampleur du projet Grand'Terre.
		3,6 M \$ / Gestion	2,2 M \$ / Gestion	1,4	2,0 M \$ / Gestion	1,6	
		2,4 M \$ / CSC Grand'Terre	1,5 M \$ / CSC Grand'Terre	0,9	2,0 M \$ / CSC Grand'Terre	0,4	
TOTAL	345,6 M \$	177,3 M \$	112,0 M \$	65,3	112,0 M \$	65,3	

GESTION SCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

SCÉNARIOS D'ALLOCATION DES FONDS NOUVEAUX (112 M \$)

PROVINCE	DEMANDE INITIALE DES PROVINCES 345 M \$	DEMANDE NÉGOCIÉE (Mémoire au Cabinet) 177,3 M \$ \$/ PROJETS	SCÉNARIO 1 RÉDUCTION UNIFORME		SCÉNARIO 2 ALLOCATION AU CAS PAR CAS		COMMENTAIRES SUR LE SCÉNARIO 2
			112,0 M \$ \$/ PROJETS	ÉCART M \$	112,0 M \$ \$/ PROJETS	ÉCART M \$	
Colombie-Britannique							
Total	65,2 M \$	18,7 M \$	11,8 M \$	6,9	11,8 M \$	6,9	Pourrait compromettre volonté d'agir de la province. Diminution importante des mesures prévues de rattrapage (développement programmes, enseignement à distance, formation des enseignants, mesures d'accueil).
Éducation	64,0 M \$ / 10 ans	17,5 M \$ / Gestion	10,6 M \$ / Gestion	6,9	10,6 M \$ / Gestion	6,9	
Communautaire	1,2 M \$ / 10 ans	1,2 M \$ / Communautaire	1,2 M \$ / Communautaire	0,0	1,2 M \$ / Communautaire	0,0	
Alberta							
Total	98,3 M \$	47,9 M \$	32,3 M \$	15,6	32,9 M \$	15,0	Remet en question plusieurs années de négociation. Révision à la baisse des immobilisations (CSC Calgary, Fac. St-Jean et abandon du projet de CSC Ft McMurray); durcira ton des discussions.
Éducation	53,3 M \$ / 6 ans	16,3 M \$ / Gestion	9,9 M \$ / Gestion	6,4	13,5 M \$ / Gestion	2,8	
		10,8 M \$ / CSC Calgary	6,5 M \$ / CSC Calgary	4,3	5,0 M \$ / CSC Calgary	5,8	
		7,0 M \$ / F. St-Jean	4,2 M \$ / F. St-Jean	2,8	6,0 M \$ / F. St-Jean	1,0	
Communautaire	45,0 M \$ /	5,4 M \$ / CSC Ft McMurray	3,3 M \$ / CSC Ft McMurray	2,1	0,0 M \$ / CSC Ft McMurray	5,4	
		8,4 M \$ / Communautaire	8,4 M \$ / Communautaire	0,0	8,4 M \$ / Communautaire	0,0	
Saskatchewan							
Total	14,3 M \$ / 5 ans	12,4 M \$ / Gestion	7,5 M \$ / Gestion	4,9	8,5 M \$ / Gestion	3,9	Projet de loi complété seconde lecture. Contribution fédérale = 22,6 M \$ quand ajoutée à 14,1 M \$ de l'entente spéciale. Volonté provinciale fragile, peu de marge pour négociation.
Manitoba							
Total	54,9 M \$	20,3 M \$	13,2 M \$	7,1	15,8 M \$	4,5	Pourrait inciter la province à retarder la mise en oeuvre de la gestion ou entraîner mise en oeuvre plus modeste et moins acceptable aux parents. Renégocier participation au CSC St-Vital.
Éducation	17,9 M \$ / 5 ans	14,4 M \$ / Gestion	8,7 M \$ / Gestion	5,7	10,9 M \$ / Gestion	3,5	
		3,5 M \$ / CSC St-Vital	2,1 M \$ / CSC St-Vital	1,4	2,5 M \$ / CSC St-Vital	1,0	
Communautaire	37,0 M \$ / 5 ans	2,4 M \$ / Communautaire	2,4 M \$ / Communautaire	0,0	2,4 M \$ / Communautaire	0,0	
Ontario							
Total	90,5 M \$ / 6 ans	59,2 M \$ / Collèges Ontario	35,8 M \$	23,4	30,0 M \$	29,2	Pourrait mettre en danger volonté de la province d'agir dans ce dossier : ralentira développement du réseau, peut-être abandon du Sud ; oblige à se tourner vers solutions "économiques" pour Nord : achat/location de bâtiments plutôt que construction nouvelle.
		18,6 M \$ / Cité Collégiale	11,3 M \$ / Cité Collégiale	7,3	7,5 M \$ / Cité Collégiale	11,1	
		32,6 M \$ / Collège du Nord	19,7 M \$ / Collège du Nord	12,9	17,5 M \$ / Collège du Nord	15,1	
		8,0 M \$ / Collège du Sud	4,8 M \$ / Collège du Sud	3,2	5,0 M \$ / Collège du Sud	3,0	
Nouveau-Brunswick							
Total	8,4 M \$ /	4,8 M \$ / École de droit	2,9 M \$ / École de droit	1,9	3,8 M \$ / École de droit	1,0	Renégocier partage province/Université de Moncton/Canada. Projet prêt à démarrer : renégociation entraînerait retards.
Nouvelle-Écosse							
Total	8,0 M \$ /	8,0 M \$	4,8 M \$	3,2	5,2 M \$	2,8	Pourrait compromettre volonté d'agir car oblige province à contribuer davantage : ralentira mise en oeuvre de gestion et rattrapage pour écoles acadiennes. Diminue ampleur du projet Sainte-Anne.
		5,5 M \$ / Gestion	3,3 M \$ / Gestion	2,2	3,2 M \$ / Gestion	2,3	
		2,5 M \$ / U. Sainte-Anne	1,5 M \$ / U. Sainte-Anne	1,0	2,0 M \$ / U. Sainte-Anne	0,5	
Terre-Neuve							
Total	6,0 M \$ /	6,0 M \$	3,7 M \$	2,3	4,0 M \$	2,0	Participation fédérale à 75 % : réductions ont impacts proportionnels sur projets. Pourrait compromettre volonté province d'agir sur gestion. Diminue ampleur du projet Grand'Terre.
		3,6 M \$ / Gestion	2,2 M \$ / Gestion	1,4	2,0 M \$ / Gestion	1,6	
		2,4 M \$ / CSC Grand'Terre	1,5 M \$ / CSC Grand'Terre	0,9	2,0 M \$ / CSC Grand'Terre	0,4	
TOTAL	345,6 M \$	177,3 M \$	112,0 M \$	65,3	112,0 M \$	65,3	



Sheila

File number - Numéro de dossier

295104-23-4

Date

Le 26 août 1993

Telephone/FAX - Téléphone/Télécopieur

MEMORANDUM / NOTE DE SERVICE

DIFFUSION

TO/DEST.:

FROM/ORIG.:

Avocat-conseil, Groupe du droit des langues officielles,
Section des droits de la personne

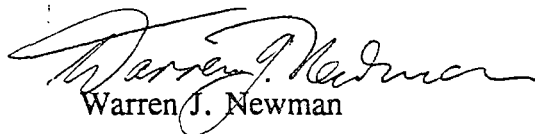
SUBJECT/OBJET:

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES ÉCOLES PUBLIQUES
(MANITOBA)**

Comments/Remarques

Vous trouverez ci-joint copies de la **Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques** (Manitoba), ainsi qu'une analyse de celle-ci, faite par Me Jean-Charles Ducharme de notre groupe. Comme la Loi reprend presque intégralement le libellé du projet de loi 34, les mêmes conclusions s'imposent, à savoir que les principes prévus sont généralement conformes à la décision rendue par la Cour suprême du Canada sur l'application de l'art. 23 de la **Charte canadienne des droits et libertés** dans le **Renvoi sur la Loi sur les écoles publiques**.

Si vous avez des interrogations sur la Loi ou sur les étapes à suivre, veuillez m'en aviser (957-4933) ou Jean-Charles Ducharme (957-4931). Il nous fera plaisir d'y répondre.


Warren J. Newman

c.c.: John Scratch
Lyette Doré
Pierre Gaudet
Hilaire Lemoine
Suzanne Lafleur
Yvan Déry
Louis Reynolds
Élisabeth Nadeau
Louise Rocque

Guylaine Roy
Renée St-Jacques
Gérard Finn
Pierre Pronovost
Anne Boudreault
Fred Jordan
Suzanne Poirier
Daniel Laurin

Secrétariat d'Etat
Direction des langues officielles
dans l'enseignement

AUG 26 1993

2674

Department of Secretary of State
Official Languages in education



MEMORANDUM / NOTE DE SERVICE

File number - Numéro de dossier

295104-23-4

Date

Le 26 août 1993

Telephone/FAX - Téléphone/Télécopieur

TO/DEST.:

Warren J. Newman, Avocat-conseil, Groupe du droit des langues officielles, Section des droits de la personne

FROM/ORIG.:

Conseiller juridique, Groupe du droit des langues officielles, Section des droits de la personne

SUBJECT/OBJET:

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES ÉCOLES PUBLIQUES (MANITOBA)

Comments/Remarques

Suite à l'opinion rendue par la Cour suprême du Canada dans le Renvoi relatif à la Loi sur les écoles publiques, à l'effet que la Loi sur les écoles publiques du Manitoba n'était pas conforme aux droits prévus à l'art. 23 de la Charte, le gouvernement du Manitoba avait déposé un projet de loi pour corriger sa législation scolaire. Le 26 juillet 1993, le projet de loi 34, intitulé Loi modifiant la loi sur les écoles publiques (la Loi), a été adopté en troisième lecture par l'Assemblée législative et a reçu la sanction royale le 27 juillet (L.M. 1993, c.33). Conformément à son article 9, la Loi est entrée en vigueur le jour de sa sanction. Suite à ma lecture de la Loi, cette dernière révèle trois modifications par rapport au libellé du projet de loi 34 (dont une analyse avait été effectuée par nous le 2 juin 1993).

La première modification concerne l'admissibilité au programme français offert par la commission scolaire de langue française. Elle consiste au retrait de l'alinéa 21.15(2)b), qui prévoyait la possibilité d'envoyer dans des programmes d'immersion des enfants d'ayants droit ne parlant pas suffisamment le français pour leur permettre de remplir les exigences linguistiques du programme français. Ainsi, seul le programme d'accueil offert par la commission scolaire de langue française sera disponible pour ces élèves. Cette modification va dans le sens des réserves exprimées dans la note du 2 juin dernier, c'est-à-dire l'absence d'élément culturel francophone dans les programmes d'immersion et les risques d'assimilation qui en découlent.

La deuxième modification, qui est d'ordre technique, concerne les élections des membres des comités régionaux et des commissaires. Elle consiste au remplacement, à l'alinéa 21.36(4), de l'expression «autres électeurs» par «ayants droit». Ce changement de libellé n'a aucun effet car il concerne la même catégorie de personnes, la notion d'électeurs étant définie à l'alinéa 21.36(3) et consistant à des ayants droit. Cette modification ne vise qu'à assurer plus de précision.

Comments/Remarques

La troisième modification touche les dispositions transitoires concernant les employés. Elle consiste au rajout de l'alinéa 21.47(2), par lequel les enseignants qui ont perdu leur emploi auprès des commissions scolaires de la majorité en raison du transfert de programmes français à la commission scolaire de langue française et qui ont été embauchés par cette dernière avant la fin de sa première année d'opération, conservent leurs droits issus de leur ancienne convention collective, maintiennent leurs crédits de congés de maladie, et leurs services sont considérés comme ininterrompus. Sans cet ajout, seuls les enseignants à l'embauche de la commission scolaire de langue française le 1er février de sa première année d'opération avaient une telle protection.

Ces modifications ne touchent donc aucunement l'économie générale du projet de loi 34, ni la philosophie à sa base.

À l'instar de la conclusion contenue dans la note du 2 juin dernier, les conclusions relatives au projet de loi 34 s'appliquent à la Loi. À cet égard, «bien que complexe et se limitant aux principes, mécanismes et modalités de base,» la Loi «semble conforme aux droits prévus à l'art. 23 de la Charte et reconnus par la Cour suprême du Canada». Quant à une conclusion finale sur la conformité de la Loi au regard de l'art. 23 de la Charte, nous devons auparavant effectuer un suivi des recommandations qui seront formulées par le comité Monnin (chargé de la consultation des parents pour le transfert des programmes français à la commission scolaire de langue française), ainsi que de leur application.

En juin dernier, le comité Monnin a visité les 19 écoles offrant un programme homogène de français et un vote a été pris pour savoir quels parents étaient intéressés à transférer les programmes français à la commission scolaire de langue française. Le résultat du vote devrait être connu en septembre 1993. À la même période, le comité visitera les 8 écoles offrant un programme mixte (français avec anglais, immersion ou langues autochtones). Les résultats du vote devraient être divulgués en octobre 1993. Les étapes ultérieures consistent à l'élection des comités régionaux au début de l'hiver 1994, à la création de la commission scolaire de langue française en hiver 1994, au transfert des programmes français et de élèves de façon à ce que la commission scolaire puisse être en fonction pour la rentrée scolaire de septembre 1994.



Jean-Charles Ducharme

JCD/

CHAPTER 33

THE PUBLIC SCHOOLS AMENDMENT (FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE) ACT

TABLE OF CONTENTS FOR PART I.1

PART I.1 FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION

Section

DEFINITIONS

21.1 Definitions

FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION

21.2 Francophone school division
21.3 Act applies to the francophone school division

FRANCOPHONE SCHOOL BOARD

21.4 Francophone school board
21.5 Duty to provide programs
21.6 Agreements with other boards
21.7 Promotion of programs and language
21.8 Delegation of powers and duties

REGIONAL COMMITTEES AND SCHOOL COMMITTEES

21.9 Regional committees
21.10 Consultation with regional committees
21.11 Procedure
21.12 Facilities
21.13 School committees
21.14 Consultation with school committees

CHAPITRE 33

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES ÉCOLES PUBLIQUES (GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES)

TABLE DES MATIÈRES POUR LA PARTIE I.1

PARTIE I.1 DIVISION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

Article

DÉFINITIONS

21.1 Définitions

DIVISION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

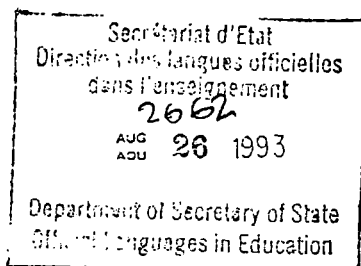
21.2 Division scolaire de langue française
21.3 Application de la Loi à la division scolaire de langue française

COMMISSION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

21.4 Commission scolaire de langue française
21.5 Obligation d'offrir des programmes
21.6 Accords avec d'autres commissions
21.7 Promotion des programmes et de la langue
21.8 Délégation des attributions

COMITÉS RÉGIONAUX ET COMITÉS SCOLAIRES

21.9 Comités régionaux
21.10 Consultation des comités régionaux
21.11 Procédure
21.12 Installations
21.13 Comités scolaires
21.14 Consultation des comités scolaires



ENTITLEMENT TO ATTEND PROGRAMS

- 21.15 Eligibility and admission
- 21.16 Admissions committee
- 21.17 Appeal to the minister

DROIT DE SUIVRE LES PROGRAMMES

- 21.15 Admissibilité et admission
- 21.16 Comité d'admission
- 21.17 Appel au ministre

SCHOOLS AND PROGRAMS OPERATED BY THE FRANCOPHONE SCHOOL BOARD

- 21.18 Initial transfer of programs and schools
- 21.19 Regulation designating programs
- 21.20 Transfer of single program schools
- 21.21 Agreement - transfer or shared use of schools
- 21.22 Transfer of ownership
- 21.23 Agreements re shared use
- 21.24 Disputes
- 21.25 Transfers of programs and schools in later years
- 21.26 Hearing and determination
- 21.27 Transfer of programs and schools
- 21.28 Individual rights preserved
- 21.29 Discontinuance of programs by the provider school board

ÉCOLES ET PROGRAMMES ADMINISTRÉS PAR LA COMMISSION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

- 21.18 Transfert initial de programmes et d'écoles
- 21.19 Désignation de programmes
- 21.20 Transfert d'écoles offrant un seul programme
- 21.21 Accord -- transfert ou usage partagé d'écoles
- 21.22 Transfert de propriété
- 21.23 Accords concernant l'usage partagé
- 21.24 Différends
- 21.25 Transferts ultérieurs de programmes et d'écoles
- 21.26 Audience et détermination
- 21.27 Transfert de programmes et d'écoles
- 21.28 Maintien des droits
- 21.29 Abandon de programmes par les cédants

TRANSPORTATION OF PUPILS

- 21.30 Transportation of pupils

TRANSPORT DES ÉLÈVES

- 21.30 Transport des élèves

LANGUAGE OF INSTRUCTION AND ADMINISTRATION

- 21.31 Language of instruction
- 21.32 Language of administration

LANGUE D'ENSEIGNEMENT ET D'ADMINISTRATION

- 21.31 Langue d'enseignement
- 21.32 Langue d'administration

FINANCIAL MATTERS

- 21.33 Estimates
- 21.34 Financial support

QUESTIONS FINANCIÈRES

- 21.33 Prévisions budgétaires
- 21.34 Aide financière

ELECTION OF REGIONAL COMMITTEE MEMBERS AND TRUSTEES

- 21.35 Election of regional committees
- 21.36 Qualification of electors
- 21.37 Qualification of regional committee members
- 21.38 Chairperson and vice-chairperson

ÉLECTION DES MEMBRES DES COMITÉS RÉGIONAUX ET DES COMMISSAIRES

- 21.35 Élection des membres des comités régionaux
- 21.36 Qualités requises pour voter
- 21.37 Qualités requises des membres
- 21.38 Élection du président et du vice-président

21.39 Committee vacancies
21.40 Election of trustees
21.41 Oath of office
21.42 Trustee vacancies

21.39 Vacance
21.40 Élection des commissaires
21.41 Serment
21.42 Vacance

REGULATIONS

21.43 Regulations

RÈGLEMENTS

21.43 Règlements

TRANSITIONAL PROVISIONS FOR EMPLOYEES

21.44 Offers to teachers
21.45 Terms and conditions of employment
21.46 Non-teachers
21.47 New teachers and other employees
during transition
21.48 Grievances
21.49 Regulations re employees when
program transferred in later years

DISPOSITIONS TRANSITOIRES CONCERNANT LES EMPLOYÉS

21.44 Offres destinées aux enseignants
21.45 Conditions d'emploi
21.46 Non-enseignants
21.47 Nouveaux enseignants et autres
employés au cours de la période de
transition
21.48 Grievs
21.49 Règlements concernant les employés

CHAPTER 33

THE PUBLIC SCHOOLS AMENDMENT (FRANCOPHONE SCHOOLS GOVERNANCE) ACT

(Assented to July 27, 1993)

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of Manitoba, enacts as follows:

C.C.S.M. c. P250 amended

1 *The Public Schools Act is amended by this Act.*

2 *Section 1 is amended by adding the following definitions in alphabetical order:*

"francophone school board" means the board of trustees of the francophone school division; (« commission scolaire de langue française »)

"francophone school division" means the francophone school division established under Part I.1; (« division scolaire de langue française »)

3 *In the following provisions of the French version, "région" is struck out and "zone" is substituted:*

(a) subclauses 4.1(1)(b)(ii) and (iii);

CHAPITRE 33

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES ÉCOLES PUBLIQUES (GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES)

(Date de sanction : 27 juillet 1993)

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Manitoba, édicte :

Modification du c. P250 de la C.P.L.M.

1 *La présente loi modifie la Loi sur les écoles publiques.*

2 *L'article 1 est modifié par adjonction, dans l'ordre alphabétique, des définitions suivantes :*

« commission scolaire de langue française »
Organisme formé des commissaires de la division scolaire de langue française. ("francophone school board")

« division scolaire de langue française » La division scolaire de langue française créée en application de la partie I.1. ("francophone school division")

3 *La version française des dispositions suivantes est modifiée par substitution, à « région », de « zone » :*

a) les sous-alinéas 4.1(1)b(ii) et (iii);

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 33

- (b) clause 5(1)(c);
- (c) clause 5(4)(c);
- (d) subsection 9(4);
- (e) subclauses 9(7.3)(a)(i) and (ii);
- (f) the section heading for subsection 14(2);
- (g) clause 96(e).

4 Section 9.1 is amended

(a) by striking out "or northern school division" and substituting "northern school division or the francophone school division"; and

(b) in the French version, by striking out "région" and substituting "zone".

5 The following is added after section 21:

- b) l'alinéa 5(1)c);
- c) l'alinéa 5(4)c);
- d) le paragraphe 9(4);
- e) les sous-alinéas 9(7.3)a)(i) et (ii);
- f) le paragraphe 14(2), dans le titre;
- g) l'alinéa 96e).

4 L'article 9.1 est modifié :

a) par substitution, à « ou une division scolaire du Nord », de « , une division scolaire du Nord ou la division scolaire de langue française »;

b) dans la version française, par substitution, à « région », de « zone ».

5 Il est ajouté, après l'article 21, ce qui suit :

PART I.1

FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION

DEFINITIONS

Definitions

21.1 In this Part,

"**Charter**" means the Canadian Charter of Rights and Freedoms; (« Charte »)

"**entitled person**" means

(a) a resident of Manitoba whose first language learned and still understood is French,

(b) a Canadian citizen resident in Manitoba who has received at least four years of primary school instruction in a francophone program in Canada, or

PARTIE I.1

DIVISION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

DÉFINITIONS

Définitions

21.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« **ayant droit** »

a) Résident du Manitoba dont la première langue qu'il a apprise et qu'il comprend encore est le français;

b) citoyen canadien qui réside au Manitoba et qui a reçu au moins quatre ans d'enseignement scolaire au niveau élémentaire dans le cadre d'un programme français au Canada;

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

(c) a Canadian citizen resident in Manitoba who is the parent of a child who is receiving primary or secondary school instruction in a francophone program in Canada or who has received not less than four years of such instruction; (« ayant droit »)

"francophone program" means a primary or secondary educational program that provides classroom instruction in the French language and is designed for pupils whose first language learned and understood is French; (« programme français »)

"programme d'accueil" means a program designed to improve the French language skills of pupils whose French language skills do not meet the language requirements of the francophone program; (« programme d'accueil »)

"provider school board" means the school board of a school division or school district that operates a francophone program that is or may be designated for transfer to the francophone school board under section 21.19 or 21.27; (« cédant »)

"regional committee" means a regional committee referred to in section 21.9; (« comité régional »)

"regulations" means the regulations made under section 21.43; (« règlements »)

"school" includes a school site; (« école »)

"school committee" means a school committee referred to in section 21.13. (« comité scolaire »)

c) citoyen canadien qui réside au Manitoba et qui est le père ou la mère d'un enfant qui reçoit de l'enseignement scolaire au niveau élémentaire ou secondaire dans le cadre d'un programme français au Canada ou qui a reçu un tel enseignement pendant au moins quatre ans. ("entitled person")

« cédant » La commission scolaire d'une division ou d'un district scolaire qui administre un programme français qui est ou peut être désigné en vue de son transfert à la commission scolaire de langue française en application de l'article 21.19 ou 21.27. ("provider school board")

« Charte » La Charte canadienne des droits et libertés. ("Charter")

« comité régional » Comité régional visé à l'article 21.9. ("regional committee")

« comité scolaire » Comité scolaire visé à l'article 21.13. ("school committee")

« école » Est assimilé à une école tout emplacement scolaire. ("school")

« programme d'accueil » Programme conçu pour améliorer les habiletés en français des élèves dans le cas où ces habiletés ne remplissent pas les exigences linguistiques du programme français. ("programme d'accueil")

« programme français » Programme d'enseignement de niveau élémentaire ou secondaire qui prévoit l'enseignement en français dans les salles de classe et qui est conçu pour les élèves dont la première langue apprise et comprise est le français. ("francophone program")

« règlements » Les règlements pris en vertu de l'article 21.43. ("regulations")

FRANCOPHONE SCHOOL DIVISION

Francophone school division established

21.2(1) Not later than eight months after this Part comes into force, the Lieutenant Governor in Council shall, by regulation, establish a francophone school division and specify its name, number and boundaries or area.

DIVISION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

Création d'une division scolaire de langue française

21.2(1) Dans les huit mois suivant l'entrée en vigueur de la présente partie, le lieutenant-gouverneur en conseil crée, par règlement, une division scolaire de langue française et précise son nom, son numéro et ses limites territoriales ou la zone qu'elle dessert.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 66

Regions and wards

21.2(2) The regulation made under subsection (1)

(a) shall divide the francophone school division into regions and specify their names and boundaries or area; and

(b) may divide a region into wards and specify their names and boundaries or area.

Amendment

21.2(3) The Lieutenant Governor in Council may amend the regulation made under this section when it considers it advisable to do so.

Act applies to the francophone school division

21.3 This Act applies to the francophone school division with the exception of the following provisions:

- (a) sections 4.1 to 6;
- (b) subsections 7(1), (2), (3) and (6);
- (c) subsections 9(4) and (6) to (12);
- (d) sections 22 to 27;
- (e) subsection 41(4);
- (f) sections 57 and 58;
- (g) section 79;
- (h) subsections 186(1.2) and (2);
- (i) sections 187 to 190.

FRANCOPHONE SCHOOL BOARD

Francophone school board

21.4(1) The francophone school board, consisting of trustees elected in accordance with section 21.40, is responsible for the administration of the francophone school division.

Régions et quartiers

21.2(2) Le règlement visé au paragraphe (1) :

a) partage la division scolaire de langue française en régions et précise le nom de celles-ci ainsi que leurs limites territoriales ou la zone qu'elles desservent;

b) peut partager une région en quartiers et préciser le nom de ceux-ci ainsi que leurs limites territoriales ou la zone qu'ils desservent.

Modification

21.2(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier le règlement pris en application du présent article lorsqu'il estime à propos de le faire.

Application de la Loi à la division scolaire de langue française

21.3 La présente loi s'applique à la division scolaire de langue française, à l'exception des dispositions suivantes :

- a) les articles 4.1 à 6;
- b) les paragraphes 7(1), (2), (3) et (6);
- c) les paragraphes 9(4) et (6) à (12);
- d) les articles 22 à 27;
- e) le paragraphe 41(4);
- f) les articles 57 et 58;
- g) l'article 79;
- h) les paragraphes 186(1.2) et (2);
- i) les articles 187 à 190.

COMMISSION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

Commission scolaire de langue française

21.4(1) La commission scolaire de langue française, composée de commissaires élus en conformité avec l'article 21.40, est chargée d'administrer la division scolaire de langue française.

Number of trustees

21.4(2) The number of trustees of the francophone school board is to be specified in the regulations, but the number may not be less than five or more than 11.

Duty to provide programs

21.5(1) The francophone school board shall, subject to this Act and consistent with and to the extent required by section 23 of the Charter,

(a) provide a francophone program for resident pupils in such minority language education facilities as may be required; and

(b) provide a programme d'accueil for resident pupils whose French language skills do not meet the language requirements of the francophone program.

Programs where numbers warrant

21.5(2) The programs described in subsection (1) shall be provided where numbers warrant, based on the number of pupils expected to take advantage of the programs.

When duties begin

21.5(3) The duties under this section begin on July 1 in the year after the first francophone school board is elected.

Agreements with other boards

21.6(1) The francophone school board may enter into agreements with other school boards or the minister, or both, regarding

(a) the provision by the francophone school board of programs outside its boundaries or in schools it does not operate; and

(b) the payment or sharing of costs respecting the delivery of those programs.

Directed agreement

21.6(2) If the minister considers it advisable to do so or necessary under section 23 of the Charter, the minister may direct the francophone school board and another school board to enter into an agreement under subsection (1), and in that case the minister may set some or all of the terms of the agreement.

Nombre de commissaires

21.4(2) Les règlements précisent le nombre de commissaires de la commission scolaire de langue française, ce nombre ne pouvant être inférieur à cinq ni supérieur à onze.

Obligation d'offrir des programmes

21.5(1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi et conformément à l'article 23 de la Charte, la commission scolaire de langue française :

a) offre aux élèves résidents un programme français dans les établissements d'enseignement de la minorité linguistique nécessaires;

b) offre un programme d'accueil aux élèves résidents dont les habiletés en français ne remplissent pas les exigences linguistiques du programme français.

Justification par le nombre

21.5(2) Les programmes visés au paragraphe (1) sont offerts lorsque le nombre le justifie, selon le nombre d'élèves dont on s'attend à ce qu'ils suivent les programmes.

Début de l'exécution des obligations

21.5(3) L'exécution des obligations prévues au présent article commence le 1^{er} juillet de l'année qui suit l'élection de la première commission scolaire de langue française.

Accords avec d'autres commissions

21.6(1) La commission scolaire de langue française peut conclure des accords avec d'autres commissions scolaires ou avec le ministre ou à la fois avec d'autres commissions scolaires et avec le ministre relativement :

a) à l'offre par la commission scolaire de langue française de programmes à l'extérieur de ses limites territoriales ou dans des écoles qu'elle ne gère pas;

b) au paiement ou au partage des frais concernant la mise en oeuvre de ces programmes.

Conclusion d'un accord obligatoire

21.6(2) Le ministre peut ordonner à la commission scolaire de langue française et à une autre commission scolaire de conclure l'accord visé au paragraphe (1), s'il estime qu'il est opportun de le faire ou qu'il est nécessaire de le faire en vertu de l'article 23 de la Charte. Dans un tel cas, il peut fixer l'ensemble ou certaines des conditions de cet accord.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c.

Board may promote programs and language

21.7 The francophone school board may

- (a) promote and distribute information in the province about programs available in the francophone school division; and
- (b) engage in activities to promote the French language and culture in connection with its duty to provide education.

Delegation of powers and duties

21.8 The francophone school board may delegate any of its powers and duties to a regional committee, except

- (a) a power or duty that must be exercised or performed by by-law or resolution;
- (b) the approval of annual estimates of expenses and revenues; and
- (c) the appointment of an auditor, a secretary-treasurer or a superintendent.

REGIONAL COMMITTEES AND SCHOOL COMMITTEES

Regional committees

21.9(1) For each region of the francophone school division, a regional committee shall be elected in accordance with sections 21.35 to 21.37.

Responsibilities of regional committees

21.9(2) It is the responsibility of a regional committee to

- (a) advise the francophone school board about school matters in the region;
- (b) make recommendations each year to the francophone school board about short and long term educational priorities in the region;
- (c) review and make recommendations to the francophone school board about the policies, procedures, programs and activities of the francophone school division;

Promotion des programmes et de la langue

21.7 La commission scolaire de langue française peut :

- a) d'une part, dans la province, promouvoir les programmes offerts dans la division scolaire de langue française et distribuer des renseignements à leur sujet;
- b) d'autre part, se livrer à des activités visant la promotion de la langue et de la culture françaises dans le cadre de son obligation de dispenser de l'enseignement.

Délégation des attributions

21.8 La commission scolaire de langue française peut déléguer ses attributions à un comité régional, à l'exclusion :

- a) des attributions qui doivent être exercées par règlement administratif ou par résolution;
- b) du pouvoir d'approuver les prévisions budgétaires annuelles;
- c) du pouvoir de nommer un vérificateur, un secrétaire-trésorier ou un surintendant.

COMITÉS RÉGIONAUX ET COMITÉS SCOLAIRES

Comités régionaux

21.9(1) Un comité régional est élu en conformité avec les articles 21.35 à 21.37 pour chaque région de la division scolaire de langue française.

Responsabilités des comités régionaux

21.9(2) Le comité régional est chargé :

- a) de conseiller la commission scolaire de langue française au sujet des questions d'ordre scolaire qui se présentent dans la région;
- b) de faire, chaque année, des recommandations à la commission scolaire de langue française au sujet des priorités à court et à long terme en matière d'éducation dans la région;
- c) d'examiner les politiques, les méthodes, les programmes et les activités de la division scolaire de langue française et de faire à leur sujet des recommandations à la commission scolaire de langue française;

COLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

(d) prepare and submit to the francophone school board, in accordance with any directions provided by the board, an estimate of the annual and monthly expenditures for the region;

(e) review and make recommendations to the francophone school board about the proposed annual budget for the school division before the budget is submitted to the minister;

(f) communicate decisions of the francophone school board, including budget decisions, to each school committee in the region;

(g) prepare and submit to the francophone school board a list of capital construction projects for the region and make recommendations as to their priority in the region;

(h) monitor programs and recommend adjustments to those programs to the francophone school board when warranted;

(i) make recommendations to the francophone school board about the provision of educational support services in the region;

(j) make recommendations to the francophone school board about the transportation of pupils in the region;

(k) coordinate cultural and recreational activities in schools on a regional basis; and

(l) perform any duties delegated to it by the francophone school board.

Consultation with regional committees

21.10 The francophone school board shall consult each regional committee about

(a) the proposed annual budget for the francophone school division;

d) d'établir et de présenter à la commission scolaire de langue française, en conformité avec les directives de celle-ci, des prévisions concernant les dépenses annuelles et mensuelles pour la région;

e) d'examiner le budget annuel projeté de la division scolaire de langue française et de faire à son sujet des recommandations à la commission scolaire de langue française, avant qu'il ne soit soumis au ministre;

f) de communiquer les décisions de la commission scolaire de langue française, y compris les décisions liées au budget, à tous les comités scolaires de la région;

g) de dresser et de soumettre à la commission scolaire de langue française une liste des projets d'immobilisations dans le domaine de la construction pour la région et de faire des recommandations quant à leur ordre de priorité dans celle-ci;

h) de suivre de près les programmes et de recommander à la commission scolaire de langue française leur modification lorsque cela est justifié;

i) de faire des recommandations à la commission scolaire de langue française au sujet de la fourniture de services de soutien en matière d'éducation dans la région;

j) de faire des recommandations à la commission scolaire de langue française au sujet du transport des élèves dans la région;

k) de coordonner, dans la région, des activités culturelles et récréatives devant avoir lieu dans les écoles;

l) d'exercer les fonctions que lui délègue la commission scolaire de langue française.

Consultation des comités régionaux

21.10 La commission scolaire de langue française consulte les comités régionaux au sujet des questions suivantes :

a) le budget annuel projeté de la division scolaire de langue française;

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 33

(b) the opening, closure or transfer of schools in the region;

(c) any major change to a francophone program or support service provided in the region or in a particular school in the region;

(d) general criteria for selecting principals and teachers;

(e) rules of conduct and safety governing pupils;

(f) the organization of social, cultural and recreational activities in schools; and

(g) any other matter that the francophone school board considers advisable.

Procedure

21.11(1) A regional committee may determine its own practice and procedure.

Open meetings

21.11(2) Subsection 30(3) (meetings of a school board to be held openly) applies to meetings of a regional committee, with necessary modifications.

Members may appear on personal matters

21.11(3) A member of a regional committee has the same right as any other resident to appear before a meeting of the regional committee or the francophone school board in order to represent the member's personal interest in a matter before the committee or the board.

Facilities for regional committees

21.12 The francophone school board shall provide suitable facilities and services in each region for the regional committees to use when performing their functions.

School committees

21.13(1) A school committee shall be established for each school in which a francophone program is operated by the francophone school board.

Formation and mandate

21.13(2) The formation, composition and mandate of school committees is to be specified by by-law of the francophone school board.

b) l'ouverture, la fermeture ou le transfert d'écoles dans leur région;

c) tout changement important touchant un programme français ou un service de soutien offert dans leur région ou dans une école particulière située dans leur région;

d) les critères généraux de sélection des directeurs et des enseignants;

e) les règles de conduite et de sécurité applicables aux élèves;

f) l'organisation d'activités sociales, culturelles et récréatives devant avoir lieu dans les écoles;

g) toute autre question que la commission scolaire de langue française estime indiquée.

Procédure

21.11(1) Les comités régionaux peuvent établir leur propre procédure.

Réunions publiques

21.11(2) Le paragraphe 30(3) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux réunions des comités régionaux.

Questions d'ordre personnel

21.11(3) Les membres d'un comité régional ont, au même titre que les autres résidents, le droit de se présenter à une réunion du comité régional ou de la commission scolaire de langue française afin de représenter leur intérêt personnel relativement à une question dont est saisi le comité ou la commission scolaire.

Installations

21.12 La commission scolaire de langue française fournit des installations et des services convenables dans chaque région afin que les comités régionaux puissent s'en servir dans l'exercice de leurs fonctions.

Comités scolaires

21.13(1) Un comité scolaire est constitué pour chaque école dans laquelle la commission scolaire de langue française administre un programme français.

Formation et mandat

21.13(2) La commission scolaire de langue française prévoit, par règlement administratif, la formation, la composition et le mandat des comités scolaires.

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

Consultation with school committees

21.14 A regional committee shall consult each school committee located in the region about matters affecting the particular school and invite comments on the matters described in section 21.9 and on any other matter that the regional committee considers advisable.

Consultation des comités scolaires

21.14 Le comité régional consulte chaque comité scolaire situé dans sa région au sujet des questions touchant l'école visée et sollicite des commentaires au sujet des questions mentionnées à l'article 21.9 ainsi que de toute autre question qu'il estime indiquée.

ENTITLEMENT TO ATTEND PROGRAMS

DROIT DE SUIVRE LES PROGRAMMES

Children of entitled persons to be admitted

21.15(1) Subject to subsection (2), the francophone school board shall admit to a program it provides under section 21.5,

(a) any resident pupil at least one parent of whom is an entitled person; and

(b) if it is reasonably practicable to do so, any non-resident pupil at least one parent of whom is an entitled person.

Admission des enfants des ayants droit

21.15(1) Sous réserve du paragraphe (2), la commission scolaire de langue française admet à un programme qu'elle offre en application de l'article 21.5 :

a) tout élève résident dont le père ou la mère est un ayant droit;

b) tout élève non-résident dont le père ou la mère est un ayant droit, dans la mesure où il est raisonnablement possible de le faire.

Admission of non-fluent children

21.15(2) The francophone school board may require a pupil whose French language skills do not meet the language requirements of the francophone program to attend a programme d'accueil for a period of time determined by the board.

Admission d'enfants ne parlant pas couramment le français

21.15(2) La commission scolaire de langue française peut exiger qu'un élève dont les habiletés en français ne remplissent pas les exigences linguistiques du programme français suive un programme d'accueil pendant la période qu'elle détermine.

Board may require information from parent

21.15(3) The francophone school board may require the parent of a child to provide any information the board requests to establish that the parent is entitled to have the child attend a program provided by the board.

Renseignements

21.15(3) La commission scolaire de langue française peut exiger que le père ou la mère d'un enfant lui fournisse les renseignements qu'elle demande afin d'établir son droit de faire suivre à l'enfant un programme qu'elle offre.

Entitlement of children in transferred program

21.15(4) Even if a parent is not an entitled person, if a child attends a francophone program that is designated for transfer to the francophone school board under section 21.19, the parent of the child is entitled to have that child continue to attend the transferred program, and the francophone school board shall admit the child at the parent's request.

Droit des enfants suivant un programme transféré

21.15(4) Même s'il n'est pas un ayant droit, le père ou la mère d'un enfant qui suit un programme français qui est désigné en vue de son transfert à la commission scolaire de langue française en application de l'article 21.19 a le droit de continuer à faire suivre à l'enfant le programme transféré, et la commission scolaire de langue française est tenue d'admettre l'enfant à sa demande.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 68

Admission of other children

21.15(5) The francophone school board may admit any other child whose parents have made a written request for admission to the board.

Non-resident pupils: programs and costs

21.15(6) When non-resident pupils attend a program provided by the francophone school board, subsections 41(5) and (6) (concerning programs that are not offered locally and the payment of costs) apply.

Admissions committee

21.16 The francophone school board may establish an admissions committee to review and make recommendations to the board about the admission of children to programs provided by the board.

Appeal to minister re admissions

21.17 Either a parent or the francophone school board may ask the minister to review a decision of the board as to the parent's entitlement under subsection 21.15(1) or (4) to have his or her child attend a program provided by the board, and the minister shall appoint a person or persons to make a final determination as to entitlement.

SCHOOLS AND PROGRAMS OPERATED BY THE FRANCOPHONE SCHOOL BOARD

Initial Transfer of Programs and Schools

Consultation re transfer of programs

21.18(1) Before the first election of regional committees, the minister shall consult with parents who are entitled persons about their wishes to have francophone programs transferred from provider school boards to the francophone school board.

Method of consultation

21.18(2) Consultation may take place in any manner that the minister considers appropriate.

Admission d'autres enfants

21.15(5) La commission scolaire de langue française peut admettre tout autre enfant dont le père et la mère lui ont présenté une demande écrite d'admission.

Élèves non-résidents : programmes et frais

21.15(6) Les paragraphes 41(5) et (6) s'appliquent dans le cas où des élèves non-résidents suivent un programme qu'offre la commission scolaire de langue française.

Comité d'admission

21.16 La commission scolaire de langue française peut constituer un comité d'admission afin que celui-ci étudie l'admission d'enfants à des programmes qu'elle offre et lui fasse des recommandations à ce sujet.

Appel au ministre

21.17 Le père ou la mère d'un enfant ou la commission scolaire de langue française peut demander au ministre de réviser une décision de la commission quant au droit de faire suivre à l'enfant, en application du paragraphe 21.15(1) ou (4), un programme que la commission offre, auquel cas le ministre charge une ou des personnes de trancher la question de façon définitive.

ÉCOLES ET PROGRAMMES ADMINISTRÉS PAR LA COMMISSION SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

Transfert initial de programmes et d'écoles

Consultation

21.18(1) Avant la première élection des comités régionaux, le ministre consulte les parents qui sont des ayants droit afin de connaître leurs volontés en ce qui concerne le transfert de programmes français de cédants à la commission scolaire de langue française.

Mode de consultation

21.18(2) La consultation peut se faire de la façon que le ministre estime appropriée.

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

Regulation designating programs

21.19(1) After consultation takes place and before the first election of regional committees, the Lieutenant Governor in Council shall, by regulation, designate the francophone programs to be transferred from provider school boards to the francophone school board.

Whether other programs in same school

21.19(2) The regulation under subsection (1) shall specify whether, in the school where the designated program is located,

(a) only a francophone program is being provided by the provider school board; or

(b) programs in addition to francophone programs are being provided by the provider school board.

Date of transfer

21.19(3) The date of the transfer of a francophone program designated for transfer under this section shall be determined by regulation.

Transfer of single program schools

21.20 If a francophone program is designated for transfer under section 21.19 and the regulation specifies that only a francophone program is being provided in the school, the school shall, on a date determined by regulation, be transferred from the provider school board to the francophone school board for the exclusive use of the francophone school board.

Agreement re transfer or shared use of schools

21.21(1) If a francophone program is designated for transfer under section 21.19 and the regulation specifies that programs in addition to francophone programs are being provided in the school, immediately after the first election of the francophone school board, each affected provider school board and the francophone school board shall make every reasonable effort to reach an agreement about the transfer or shared use of schools to ensure that the francophone school board has adequate premises in which to provide the program transferred to it.

Désignation de programmes

21.19(1) Après la consultation, mais avant la première élection des comités régionaux, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne, par règlement, les programmes français qui doivent être transférés de cédants à la commission scolaire de langue française.

Autres programmes

21.19(2) Le règlement visé au paragraphe (1) précise si, dans l'école où est offert le programme désigné :

a) seul un programme français est offert par le cédant;

b) d'autres programmes, en plus des programmes français, sont offerts par le cédant.

Date du transfert

21.19(3) Les règlements fixent la date du transfert d'un programme français désigné en vue de son transfert en application du présent article.

Transfert d'écoles offrant un seul programme

21.20 Si un programme français est désigné en vue de son transfert en application de l'article 21.19 et si le règlement précise que seul un programme français est offert dans l'école en question, cette école est, à la date fixée par le règlement, transférée du cédant à la commission scolaire de langue française en vue de son usage exclusif par celle-ci.

Accord concernant le transfert ou l'usage partagé d'écoles

21.21(1) Si un programme français est désigné en vue de son transfert en application de l'article 21.19 et si le règlement précise que d'autres programmes, en plus des programmes français, sont offerts dans l'école en question, chaque cédant touché et la commission scolaire de langue française sont tenus, immédiatement après la première élection de celle-ci, de faire tous les efforts voulus afin de parvenir à un accord au sujet du transfert ou de l'usage partagé des écoles afin que la commission scolaire de langue française ait des locaux convenables pour offrir le programme qui lui est transféré.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c.

Content of agreement

21.21(2) An agreement reached under subsection (1) shall specify

- (a) the name of any school to be transferred from a provider school board to the francophone school board for the exclusive use of the francophone school board;
- (b) the name of any school to be transferred from a provider school board to the francophone school board, subject to the right of the provider school board to share the use of the school; and
- (c) the name of any school to be retained by a provider school board, subject to the right of the francophone school board to share the use of the school.

Agreement filed with the minister

21.21(3) An agreement reached under this section shall be filed with the minister.

If no agreement reached

21.21(4) If a provider school board and the francophone school board fail to file an agreement required under this section within 60 days after the first election of the francophone school board, the minister shall appoint an arbitrator to determine the matter.

Arbitrator to file report

21.21(5) An arbitrator shall, within 60 days of the appointment,

- (a) enquire into the dispute between the parties;
- (b) hear and determine the issue; and
- (c) file a report with the minister that determines the matters described in subsection (2) and gives any further direction to the parties about sharing arrangements that the arbitrator considers advisable.

Objectives

21.21(6) In making a determination, the arbitrator shall have regard to the objectives of

- (a) maintaining harmonious relations in a community; and
- (b) avoiding or minimizing any adverse impact on individual pupils.

Contenu de l'accord

21.21(2) L'accord visé au paragraphe (1) indique :

- a) le nom de toute école qui doit être transférée à la commission scolaire de langue française en vue de son usage exclusif par celle-ci;
- b) le nom de toute école qui doit être transférée à la commission scolaire de langue française, sous réserve du droit du cédant d'en partager l'usage;
- c) le nom de toute école qui doit être conservée par un cédant, sous réserve du droit de la commission scolaire de langue française d'en partager l'usage.

Dépôt de l'accord auprès du ministre

21.21(3) L'accord visé au présent article est déposé auprès du ministre.

Absence d'accord

21.21(4) En l'absence de dépôt d'un accord dans les 60 jours suivant la première élection de la commission scolaire de langue française, le ministre charge un arbitre de trancher la question.

Rapport de l'arbitre

21.21(5) Dans les 60 jours suivant sa nomination, l'arbitre :

- a) enquête sur le différend qui oppose les parties;
- b) entend et tranche la question;
- c) dépose auprès du ministre un rapport qui tranche les questions mentionnées au paragraphe (2) et donne aux parties toute autre directive que l'arbitre estime indiquée au sujet des arrangements concernant le partage.

Objectifs

21.21(6) Lorsqu'il tranche une question, l'arbitre tient compte des objectifs visant :

- a) à maintenir des rapports harmonieux dans une collectivité;
- b) à prévenir ou à minimiser tout effet nuisible sur des élèves pris individuellement.

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

Report binding

21.21(7) The arbitrator's report is final and binding on the parties.

Transfer of ownership: exclusive use schools

21.22(1) When a school is to be transferred to the francophone school board for its exclusive use

(a) under section 21.20; or

(b) by agreement or an arbitrator's report under section 21.21;

the right to possession and ownership or any other interest of the provider board in the lands, buildings, furnishings, equipment, teaching materials and all other property on or used in connection with the school vests, on a date determined by regulation, in the francophone school board, and the provider school board ceases to have any jurisdiction or interest in the property.

Transfer of ownership: shared use schools

21.22(2) When a school is transferred to the francophone school board subject to the right of the provider school board to share the use of the school, either by agreement or an arbitrator's report under subsection 21.21, the right to possession and ownership or any other interest of the provider board in

(a) the lands and buildings used in connection with such schools; and

(b) the furnishings, equipment, teaching materials and other property used primarily in connection with the francophone programs located in those schools;

vests in the francophone school board on a date determined by regulation, and the provider school board ceases to have any jurisdiction or interest in the property other than its right to share the use of that school in accordance with an agreement under section 21.21 and 21.23.

Transfer without compensation

21.22(3) The transfer of possession or ownership or other interest in property under subsection (1) and (2) is to be made without compensation, subject to existing contractual liabilities and obligations of the provider school board that relate to the property.

Caractère obligatoire du rapport

21.21(7) Le rapport de l'arbitre est définitif et lie les parties.

Transfert de propriété : usage exclusif des écoles

21.22(1) En cas de transfert d'une école à la commission scolaire de langue française en vue de son usage exclusif par celle-ci, en application de l'article 21.20 ou aux termes de l'accord ou du rapport visé à l'article 21.21, le droit du cédant à la possession et à la propriété des biens-fonds, des bâtiments, des meubles, de l'équipement, du matériel d'enseignement et des autres biens qui se trouvent dans l'école ou qui sont utilisés dans le cadre de la gestion de cette école, de même que tout autre intérêt du cédant se rapportant aux biens susmentionnés, sont, à la date fixée par règlement, dévolus à la commission scolaire de langue française. Le cédant cesse alors d'avoir toute autorité et tout intérêt relativement aux biens en question.

Transfert de propriété : usage partagé des écoles

21.22(2) En cas de transfert d'une école à la commission scolaire de langue française, sous réserve du droit du cédant d'en partager l'usage, aux termes de l'accord ou du rapport visé à l'article 21.21, le droit du cédant à la possession et à la propriété des biens-fonds et des bâtiments utilisés dans le cadre de la gestion de cette école ainsi que des meubles, de l'équipement, du matériel d'enseignement et des autres biens qui sont utilisés principalement dans le cadre des programmes français offerts dans cette même école, de même que tout autre intérêt du cédant se rapportant aux biens susmentionnés, sont, à la date fixée par règlement, dévolus à la commission scolaire de langue française. Le cédant cesse alors d'avoir toute autorité et tout intérêt relativement aux biens en question, à l'exception de son droit de partager l'usage de cette école en conformité avec un accord conclu en application de l'article 21.21 et 21.23.

Transfert sans compensation

21.22(3) Le transfert de la possession et de la propriété des biens, de même que de tout autre intérêt s'y rapportant, se fait sans compensation, mais est assujéti aux dettes et aux obligations contractuelles qu'a le cédant relativement aux biens.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 23

Liabilities and obligations

21.22(4) The contractual liabilities and obligations described in subsection (3) cease to be the responsibility of the provider school board on the date of the transfer.

Agreements re shared use

21.23 When the use of a school is to be shared under an agreement or arbitrator's report under section 21.21, the provider school board and the francophone school board shall enter into a further agreement respecting the details of that shared use, and the agreement may include a procedure for periodic review or termination of the shared use arrangement.

Disputes

21.24(1) If there is a dispute between the francophone school board and the provider school board about

(a) what furnishings, equipment, teaching materials and other property are located on or used in connection with a school under subsection 21.22(1);

(b) what furnishings, equipment, teaching materials and other property are used primarily in connection with a francophone program under clause 21.22(2)(b);

(c) the nature of any other obligations and liabilities that it would be appropriate for the francophone school board to assume as a result of the transfer of property; or

(d) the content of an agreement to be entered into under section 21.23;

either board may refer the matter to the committee established under this section for its determination.

Minister may refer a matter

21.24(2) In addition, the minister may refer to the committee any other matter related to the transfer or shared use of any school for its advice and opinion or its determination.

Dettes et obligations

21.22(4) Les dettes et les obligations contractuelles visées au paragraphe (3) cessent d'être celles du cédant à la date du transfert.

Accords concernant l'usage partagé

21.23 Si l'usage d'une école doit être partagé aux termes de l'accord ou du rapport visé à l'article 21.21, le cédant et la commission scolaire de langue française concluent un autre accord concernant les détails de cet usage partagé, lequel accord peut prévoir des formalités au sujet de la révision périodique ou de la résiliation de l'accord concernant l'usage partagé.

Différends

21.24(1) La commission scolaire de langue française ou le cédant peut renvoyer au comité constitué en application du présent article tout différend qui surgit entre eux au sujet :

a) des meubles, de l'équipement, du matériel d'enseignement et des autres biens qui se trouvent dans les écoles visées au paragraphe 21.22(1) ou qui sont utilisés dans le cadre de la gestion de ces écoles;

b) des meubles, de l'équipement, du matériel d'enseignement et des autres biens qui sont utilisés principalement dans le cadre des programmes français visés au paragraphe 21.22(2);

c) de la nature des autres dettes et obligations que devrait normalement assumer la commission scolaire de langue française par suite du transfert de biens;

d) du contenu de l'accord à conclure en application de l'article 21.23.

Le comité est chargé de trancher le différend.

Renvoi par le ministre

21.24(2) Le ministre peut également renvoyer au comité toute autre question liée au transfert ou à l'usage partagé d'une école afin d'obtenir ses conseils et son avis ou afin qu'il tranche cette question.

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

Committee

21.24(3) The committee shall consist of three persons, one of whom is named by the francophone school board, one of whom is named by the provider school board and one of whom is named by the minister.

Authority of committee

21.24(4) When a matter is referred to the committee for its determination, the committee shall finally determine the matter and may, if the dispute is about what the terms of an agreement under section 21.23 should be, prescribe those terms.

Committee's determination binding

21.24(5) A determination by the committee is final and binding on the parties.

Costs

21.24(6) Each party is responsible for the fees and expenses of its nominee to the committee and for an equal share of any other fees and expenses related to the determination of the matter by the committee.

Transfers of Programs and Schools in Later Years

Request to transfer school or program

21.25(1) At any time after the francophone school board has provided programs under section 21.5 for more than two years, a request may be made to the minister

(a) that a francophone program be transferred from a provider school board to the francophone school board; and

(b) to ensure that there are premises in which to provide that francophone program,

(i) that a school be transferred from the provider school board to the francophone school board, either for the exclusive use of the francophone school board or subject to the right of the provider school board to share the use of the school, or

(ii) that the francophone school board be entitled to share the use of a school operated by the provider school board.

Comité

21.24(3) Le comité est composé de trois personnes. La commission scolaire de langue française, le cédant et le ministre nomment chacun une personne au comité.

Pouvoirs du comité

21.24(4) Le comité tranche de façon définitive toute question qui lui est renvoyée à cette fin et peut fixer les conditions de l'accord visé à l'article 21.23 si le différend porte sur la nature de ces conditions.

Caractère obligatoire de la décision

21.24(5) La décision du comité est définitive et lie les parties.

Frais

21.24(6) Chaque partie assume les frais et les dépenses de la personne qu'elle a nommée au comité et partage de manière égale les autres frais et dépenses liés au règlement de la question par le comité.

Transferts ultérieurs de programmes et d'écoles

Demande de transfert d'un programme ou d'une école

21.25(1) Après que la commission scolaire de langue française a offert des programmes en application de l'article 21.5 pendant une période de plus de deux ans, il est permis de demander au ministre :

a) le transfert d'un programme français d'un cédant à la commission scolaire de langue française;

b) afin qu'il y ait des locaux dans lesquels soit offert le programme français :

(i) soit le transfert d'une école d'un cédant à la commission scolaire de langue française en vue de son usage exclusif par celle-ci ou sous réserve du droit du cédant d'en partager l'usage,

(ii) soit la dévolution à la commission scolaire de langue française du droit de partager l'usage d'une école gérée par le cédant.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c.

Who may make a request

21.25(2) A request may be made by

- (a) the provider school board that provides the francophone program; or
- (b) entitled persons who are parents of
 - (i) at least 10 pupils in the francophone program, in the case of a francophone program with fewer than 100 pupils, or
 - (ii) 10% or more of the pupils in the francophone program, in the case of a francophone program with more than 100 pupils.

Referral to the board of reference

21.25(3) The minister shall refer a request made under subsection (2) to the board of reference, and the minister may also refer a matter to the board of reference on his or her own initiative.

Hearing and determination

21.26(1) If a referral is made under subsection 21.25(3), the board of reference shall

- (a) determine whether a hearing should be held in the French language or in both the French and English languages;
- (b) hold a hearing in accordance with subsections 9(3) (fixing a date for the hearing) and 9(5) (hearing); and
- (c) take steps to determine the wishes of entitled persons whose children are enrolled in the francophone program that is the subject of the request, subject to any requirements specified in the regulations.

Notice of hearing

21.26(2) The board of reference shall send a notice that describes the matter and sets out the date, time and place for the hearing and the process for determining the wishes of entitled persons to

- (a) the provider school board;
- (b) the francophone school board; and
- (c) the entitled persons whose children are enrolled in the francophone program that is the subject of the request.

Auteur de la demande

21.25(2) La demande peut être présentée par :

- a) le cédant qui offre le programme français;
- b) les ayants droit qui sont les parents :
 - (i) soit d'au moins 10 élèves du programme français, dans le cas où ce programme compte moins de 100 élèves,
 - (ii) soit de 10 % ou plus des élèves du programme français, dans le cas où ce programme compte plus de 100 élèves.

Renvoi à la Commission des renvois

21.25(3) Le ministre renvoie la demande qui lui est présentée en vertu du paragraphe (2) à la Commission des renvois et peut également, de son propre chef, renvoyer à celle-ci une question.

Audience et détermination

21.26(1) Saisie du renvoi visé au paragraphe 21.25(3), la Commission des renvois :

- a) détermine si une audience devrait être tenue en français ou à la fois en français et en anglais;
- b) tient une audience en conformité avec les paragraphes 9(3) et 9(5);
- c) prend des mesures afin de déterminer les volontés des ayants droit dont les enfants sont inscrits au programme français qui fait l'objet de la demande, sous réserve des exigences prévues par les règlements.

Avis d'audience

21.26(2) La Commission des renvois expédie un avis faisant état de la question, des date, heure et lieu de l'audience ainsi que du processus de détermination des volontés des ayants droit :

- a) au cédant;
- b) à la commission scolaire de langue française;
- c) aux ayants droit dont les enfants sont inscrits au programme français qui fait l'objet de la demande.

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

Publication of notice

21.26(3) The board of reference shall ensure that a copy of the notice is published at least once in a newspaper having circulation in the school division or school district of the provider school board.

Report

21.26(4) The board of reference shall make a report that sets out

- (a) the results of the determination of the wishes of entitled persons;
- (b) its decision as to whether the request should be granted; and
- (c) if the request should be granted, which premises should be provided to the francophone school division for the francophone program.

Notice of the determination

21.26(5) The board of reference shall send a copy of the report to

- (a) the minister;
- (b) the provider school board;
- (c) the francophone school board; and
- (d) if the request was made by parents, any person designated for the purpose by the parents, or if no person was designated, the parent first named in the request.

Limitation

21.26(6) If a hearing is held under this section, another request that relates to the same francophone program cannot be made until at least three years after the date of the hearing.

Regulation transferring program

21.27(1) If the report under subsection 21.26(4) indicates that the request should be granted, the Lieutenant Governor in Council shall, by regulation, designate the francophone program to be transferred to the francophone school board and specify the matters set out in subsection 21.19(2).

Publication de l'avis

21.26(3) La Commission des renvois fait en sorte qu'un exemplaire de l'avis soit publié au moins une fois dans un journal diffusé dans la division ou le district scolaire du cédant.

Rapport

21.26(4) La Commission des renvois établit un rapport indiquant :

- a) les volontés des ayants droit;
- b) sa décision quant à la question de savoir s'il devrait être fait droit à la demande;
- c) dans le cas où il devrait être fait droit à la demande, les locaux qui devraient être fournis à la division scolaire de langue française pour le programme français.

Avis de décision

21.26(5) La Commission des renvois expédie une copie du rapport :

- a) au ministre;
- b) au cédant;
- c) à la commission scolaire de langue française;
- d) si la demande a été présentée par des parents, à toute personne que ceux-ci désignent à cette fin ou, si aucune personne n'a été désignée, au premier d'entre eux qui est nommé dans la demande.

Restriction

21.26(6) Lorsqu'une audience a lieu en application du présent article, aucune autre demande portant sur le même programme français ne peut être présentée avant l'expiration d'une période d'au moins trois ans suivant l'audience.

Désignation du programme à transférer

21.27(1) Si le rapport visé au paragraphe 21.26(4) indique qu'il devrait être fait droit à la demande, le lieutenant-gouverneur en conseil désigne, par règlement, le programme français qui doit être transféré à la commission scolaire de langue française et précise les questions visées au paragraphe 21.19(2).

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c.

Transfer of program and property

21.27(2) Subsection 21.19(3) and sections 21.21 to 21.24 apply, with necessary modifications, when a francophone program is designated for transfer under this section.

Individual rights preserved

21.28 For greater certainty, nothing in sections 21.18 to 21.27 limits

(a) the right of an individual entitled person to request the francophone school board to provide French language instruction for his or her child; or

(b) the duty of the francophone school board under section 21.5 to provide such instruction as may be required in the circumstances by section 23 of the Charter.

Discontinuance of Programs by Provider School Boards

Discontinuance of program by provider school board

21.29 After the first election of the francophone school board, a provider school board shall not discontinue a francophone program unless

(a) the program is transferred to the francophone school board under section 21.19 or 21.27; or

(b) at least 60 days notice of the proposed discontinuance is given to the francophone school board and the minister and the minister consents to the discontinuance based on

(i) a decline in enrollment sufficient to render the continued delivery of the program impracticable, or

(ii) any other reason that the minister considers acceptable.

Application de certaines dispositions

21.27(2) Le paragraphe 21.19(3) et les articles 21.21 à 21.24 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, lorsqu'un programme français est désigné en vue de son transfert en application du présent article.

Maintien des droits

21.28 Il demeure entendu que les articles 21.18 à 21.27 ne portent pas atteinte :

a) au droit d'un ayant droit de demander à la commission scolaire de langue française de dispenser de l'instruction en français à son enfant;

b) à l'obligation qui incombe à la commission scolaire de langue française en application de l'article 21.5 de dispenser l'instruction qui peut être nécessaire dans les circonstances en vertu de l'article 23 de la Charte.

Abandon de programmes par les cédants

Abandon d'un programme par le cédant

21.29 Après la première élection de la commission scolaire de langue française, un cédant ne peut abandonner un programme français que dans l'un ou l'autre des cas suivants :

a) le programme est désigné en vue de son transfert à la commission scolaire de langue française en application de l'article 21.19 ou 21.27;

b) le cédant donne un préavis d'au moins 60 jours de l'abandon projeté à la commission scolaire de langue française ainsi qu'au ministre et celui-ci consent à l'abandon :

(i) en raison d'une diminution des inscriptions suffisamment importante pour rendre irréalisable le maintien du programme,

(ii) pour toute autre raison qu'il estime acceptable.

COLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

TRANSPORTATION OF PUPILS

Transportation of pupils

21.30(1) The francophone school board shall, on or before June 1 in the year it first provides programs under section 21.5, prepare a written plan for the approval of the minister describing the means by which it proposes to meet its obligations under this Act for the transportation of pupils.

Directed agreement

21.30(2) If the minister considers it advisable to do so, the minister may direct the francophone school board and any provider school board to reach an agreement about the transportation of pupils or the transfer or shared use of existing school buses, and if no agreement is reached the minister may

- (a) direct the terms of such an agreement; or
- (b) refer the matter to the committee established under section 21.24, in which case subsections 21.24(4), (5) and (6) apply with necessary modifications.

LANGUAGE OF INSTRUCTION AND ADMINISTRATION

Language of instruction

21.31(1) To ensure that its pupils master the French language, the francophone school board shall provide at least 75% of its classroom instruction in each grade in the French language.

English as subject of instruction

21.31(2) To ensure that its pupils develop and maintain proficiency in the English language, the francophone school board shall require English to be a subject of instruction in every class in Grades IV to XII in the francophone school division, but the time allotment for English in each grade must not exceed 25% of classroom instruction.

TRANSPORT DES ÉLÈVES

Transport des élèves

21.30(1) Au plus tard le 1^{er} juin de l'année au cours de laquelle elle commence à offrir des programmes en application de l'article 21.5, la commission scolaire de langue française établit, pour approbation du ministre, un plan écrit indiquant la façon dont elle se propose de remplir les obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi en ce qui concerne le transport des élèves.

Accord obligatoire

21.30(2) S'il l'estime indiqué, le ministre peut ordonner à la commission scolaire de langue française et à tout cédant de conclure un accord au sujet du transport des élèves ou au sujet du transfert ou de l'utilisation partagée des autobus scolaires existants. En l'absence d'accord, il peut :

- a) soit fixer les conditions de l'accord;
- b) soit renvoyer la question au comité constitué en application de l'article 21.24, auquel cas les paragraphes 21.24(4), (5) et (6) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

LANGUE D'ENSEIGNEMENT ET D'ADMINISTRATION

Langue d'enseignement

21.31(1) Afin que ses élèves maîtrisent le français, la commission scolaire de langue française dispense au moins 75 % de l'enseignement en salle de classe en français, dans chaque classe.

Anglais obligatoire

21.31(2) Afin que ses élèves acquièrent de bonnes connaissances en anglais et les conservent, la commission scolaire de langue française impose l'anglais comme matière obligatoire, dans toutes les classes, de la quatrième à la douzième année dans la division scolaire de langue française; toutefois, le temps consacré à l'anglais dans chaque classe ne peut dépasser 25 % de l'enseignement en salle de classe.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c.

Exception for first three years

21.31(3) For not more than three years after a francophone program is transferred to the francophone school board, the board

(a) shall, in the case of a program designated for transfer under section 21.19; and

(b) may, in the case of a program designated for transfer under section 21.27;

permit less than 75% of classroom instruction to be provided in the French language for pupils who attended the francophone program before the transfer, if less than 75% of classroom instruction in the transferred program was in the French language.

Exception for technical and vocational programs

21.31(4) The francophone school board may permit less than 75% of classroom instruction to be provided in the French language for pupils attending a francophone technical or vocational program, if in the opinion of the board there are sound pedagogical and financial reasons to do so.

Language of administration

21.32(1) The administration and operation of the francophone school division shall be carried out in the French language.

Exception

21.32(2) When circumstances warrant, the francophone school division may operate in a language other than the French language.

Exception — trois premières années

21.31(3) Pendant une période maximale de trois ans après qu'un programme français lui est transféré, la commission scolaire de langue française doit, dans le cas d'un programme désigné en vue de son transfert en application de l'article 21.19, et peut, dans le cas d'un programme désigné en vue de son transfert en application de l'article 21.27, permettre que moins de 75 % de l'enseignement en salle de classe soit dispensé en français aux élèves qui suivaient le programme français avant son transfert, dans le cas où moins de 75 % de l'enseignement en salle de classe était dispensé en français dans ce programme.

Exception — programmes d'enseignement technique et professionnel

21.31(4) La commission scolaire de langue française peut permettre que moins de 75 % de l'enseignement en salle de classe soit dispensé en français aux élèves qui suivent un programme français d'enseignement technique ou professionnel si, à son avis, cette décision est nettement justifiée aux niveaux pédagogique et financier.

Langue d'administration

21.32(1) L'administration et le fonctionnement de la division scolaire de langue française se déroulent en français.

Exception

21.32(2) Lorsque les circonstances le justifient, le fonctionnement de la division scolaire de langue française peut se dérouler dans une autre langue que le français.

FINANCIAL MATTERS

Estimate of expenses and revenues

21.33(1) Each year, the francophone school board shall submit to the minister an estimate of its expenses and revenues for the next fiscal year.

Application of Part IX

21.33(2) The estimate of expenses and revenues is to be in accordance with Part IX, to the extent it applies to the francophone school board.

QUESTIONS FINANCIÈRES

Prévisions budgétaires

21.33(1) Chaque année, la commission scolaire de langue française soumet au ministre ses prévisions budgétaires pour l'exercice suivant.

Application de la partie IX

21.33(2) Les prévisions budgétaires doivent être conformes à la partie IX, dans la mesure où elle s'applique à la commission scolaire de langue française.

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

Financial support

21.34 The revenue of the francophone school division shall include

- (a) support provided under Part IX and grants that may be provided under Part X, including any support or grant that may be provided to enable the francophone school division to deliver the instruction required by section 23 of the Charter;
- (b) payments from each school division, equivalent to the total raised by the special levy on assessable property, divided by the number of pupils resident in that school division attending public schools, multiplied by the number of pupils resident in that division attending a program provided by the francophone school board;
- (c) for non-resident pupils attending a program provided by the francophone school board, payment of residual costs by the pupil's home school division as required by subsections 41(5) and (6);
- (d) where the francophone school board provides a program outside the francophone school division or in schools it does not operate, payment by the other school division of such fees and charges as are required under section 21.6.

ELECTION OF REGIONAL COMMITTEE MEMBERS AND TRUSTEES

Election of regional committee members

21.35(1) Members of the regional committees are to be elected in accordance with this section and sections 21.36 and 21.37.

Number of members

21.35(2) The number of members to be elected to each regional committee and, if the region is divided into wards, in each ward, is to be specified in the regulations.

Aide financière

21.34 Les revenus de la division scolaire de langue française comprennent :

- a) l'aide fournie en vertu de la partie IX et les subventions qui peuvent être fournies en vertu de la partie X, y compris l'aide ou les subventions qui peuvent être fournies afin de lui permettre de dispenser l'instruction prévue par l'article 23 de la Charte;
- b) des paiements de chaque division scolaire, correspondant au montant total recueilli au moyen de la taxe spéciale sur les biens imposables, divisé par le nombre d'élèves qui résident dans cette division scolaire et qui fréquentent des écoles publiques, multiplié par le nombre d'élèves qui résident dans cette même division scolaire et qui suivent un programme offert par la commission scolaire de langue française;
- c) pour les élèves non-résidents qui suivent un programme offert par la commission scolaire de langue française, du paiement des frais supplémentaires par la division scolaire du domicile de l'élève, comme le prévoient les paragraphes 41(5) et (6);
- d) dans le cas où la commission scolaire de langue française offre un programme à l'extérieur de la division scolaire de langue française ou dans des écoles qu'elle ne gère pas, du paiement par l'autre division scolaire des frais exigés en vertu de l'article 21.6.

ÉLECTION DES MEMBRES DES COMITÉS RÉGIONAUX ET DES COMMISSAIRES

Élection des membres des comités régionaux

21.35(1) Les membres des comités régionaux doivent être élus en conformité avec le présent article ainsi que les articles 21.36 et 21.37.

Nombre de membres

21.35(2) Les règlements précisent le nombre de membres qui doivent être élus au sein de chaque comité régional et, si la région est partagée en quartiers, dans chaque quartier.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c.

Date of first election

21.35(3) The first election of members of the regional committees is to be held on a day specified in the regulations.

Date of subsequent elections

21.35(4) Subsequent elections are to be held on a day specified in the regulations in the same month and year that elections for school trustees are required to be held under subsection 25(2), except that the second election must not be held until the francophone school board has provided programs under section 21.5 for at least 12 months.

Conduct of elections

21.35(5) The nomination of candidates and the conduct of elections of members of the regional committees shall be in accordance with the regulations.

"Entitled person" includes a spouse

21.36(1) In this section, "entitled person" includes a spouse of an entitled person who is either legally married to the entitled person or, if not legally married, has cohabited with the entitled person for a period of at least 12 months immediately before the election.

Qualification of electors: first election

21.36(2) A person is entitled to vote in the first election of members of a regional committee if the person, on the date of the election,

- (a) is 18 years of age or older;
- (b) is a Canadian citizen who has been a resident of Manitoba for at least six months;
- (c) is a parent
 - (i) whose child is enrolled in a francophone program located in the region, and in the ward if the region is divided into wards, if the program is designated for transfer to the francophone school board under section 21.19, or

Date de la première élection

21.35(3) Les règlements fixent la date de la première élection des membres des comités régionaux.

Date des élections subséquentes

21.35(4) Les élections subséquentes ont lieu à la date fixée par les règlements, au cours du mois et de l'année où les élections pour les postes de commissaires d'écoles doivent avoir lieu en application du paragraphe 25(2); toutefois, la deuxième élection ne peut avoir lieu avant que la commission scolaire de langue française ait offert des programmes en application de l'article 21.5 pendant au moins 12 mois.

Tenue des élections

21.35(5) Les mises en candidature et l'élection des membres des comités régionaux ont lieu en conformité avec les règlements.

Sens de « ayant droit »

21.36(1) Dans le présent article, est assimilée à un ayant droit la personne qui est légalement mariée avec lui ou, dans le cas contraire, qui a cohabité avec lui pendant une période d'au moins 12 mois juste avant l'élection.

Qualités requises pour voter : première élection

21.36(2) Est habilitée à voter à la première élection des membres d'un comité régional, la personne qui, à la date de l'élection, remplit les conditions suivantes :

- a) elle est âgée d'au moins 18 ans;
- b) elle est citoyenne canadienne et réside au Manitoba depuis au moins six mois;
- c) elle est un père ou une mère qui se trouve dans l'une des situations suivantes :
 - (i) son enfant est inscrit à un programme français offert dans la région, ainsi que dans le quartier si la région est partagée en quartiers, si le programme est désigné en vue de son transfert à la commission scolaire de langue française en application de l'article 21.19,

COLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

(ii) who is an entitled person residing in the region, and in the ward if the region is divided into wards, who has indicated that he or she wishes the francophone school board to provide instruction for his or her child who will be of school-age on the date the francophone school board first provides programs under section 21.5; and

(d) is not disqualified under this Act or any other Act, and is not otherwise prohibited by law from voting in school division or school district elections.

Qualification of electors: subsequent elections

21.36(3) A person is entitled to vote in subsequent elections of members of a regional committee if the person, on the date of the election,

(a) is 18 years of age or older;

(b) is a Canadian citizen who has been a resident of Manitoba for at least six months;

(c) is a parent

(i) whose child is enrolled in a program provided in the region by the francophone school board, and in the ward if the region is divided into wards, or

(ii) who resides in the region, and in the ward if the region is divided into wards, and who is an entitled person who in the year before the election has requested the francophone school board to provide instruction for his or her school-age child, but whose child is not yet enrolled in a program provided by the francophone school board; and

(d) is not disqualified under this Act or any other Act, and is not otherwise prohibited by law from voting in school division or school district elections.

(ii) elle est un ayant droit qui réside dans la région, ainsi que le quartier si la région est partagée en quartiers, lequel ayant droit a indiqué qu'il désire voir la commission scolaire de langue française dispenser de l'enseignement à son enfant, lequel enfant sera d'âge scolaire à la date à laquelle la commission scolaire de langue française offrira pour la première fois des programmes en application de l'article 21.5;

d) elle n'a pas perdu, sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi, le droit de voter aux élections tenues dans la division ou le district scolaire et la loi ne lui interdit pas par ailleurs de le faire.

Qualités requises pour voter : élections subséquentes

21.36(3) Est habilitée à voter aux élections subséquentes des membres d'un comité régional, la personne qui, à la date de l'élection, remplit les conditions suivantes :

a) elle est âgée d'au moins 18 ans;

b) elle est citoyenne canadienne et réside au Manitoba depuis au moins six mois;

c) elle est un père ou une mère qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

(i) son enfant est inscrit à un programme que la commission scolaire de langue française offre dans la région ainsi que dans le quartier si la région est partagée en quartiers,

(ii) elle réside dans la région, ainsi que dans le quartier si la région est partagée en quartiers, et elle est un ayant droit qui, au cours de l'année précédant l'élection, a demandé à la commission scolaire de langue française de dispenser de l'enseignement à son enfant d'âge scolaire, lequel enfant n'est pas encore inscrit à un programme offert par cette commission scolaire;

d) elle n'a pas perdu, sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi, le droit de voter aux élections tenues dans la division ou le district scolaire et la loi ne lui interdit pas par ailleurs de le faire.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c.

Additional electors determined by regulation

21.36(4) In addition, any other class of entitled persons prescribed by the regulations is entitled to vote in a subsequent election of members of regional committees.

Eligibility to vote in other elections

21.36(5) A person who is eligible to vote in both

- (a) an election for a school board other than the francophone school board; and
- (b) an election for members of a regional committee;

may vote in both elections.

Qualifications of regional committee members

21.37(1) Subject to subsection (2), a person is qualified to be nominated for and elected as a member of a regional committee if

- (a) the person is a qualified elector under section 21.36; or
- (b) the person
 - (i) is able to participate in the conduct of school division business in the French language,
 - (ii) is 18 years of age or older on the day of the election, and
 - (iii) is a Canadian citizen who has been a resident of the region, and of the ward if the region is divided into wards, for at least six months on the day of the election.

Persons not qualified

21.37(2) A person is not qualified to be nominated for or elected as a member of a regional committee if the person

- (a) is an employee of the francophone school division or a pupil in regular attendance of the francophone school division; or
- (b) is disqualified under this Act or any other Act or is otherwise prohibited by law from being a trustee.

Autres électeurs

21.36(4) Les autres catégories d'ayants droit qu'indiquent les règlements sont habilitées à voter au cours d'une élection subséquente des membres des comités régionaux.

Possibilité de voter à l'occasion d'autres élections

21.36(5) La personne habilitée à voter à la fois à l'occasion de l'élection des commissaires d'une autre commission scolaire que la commission scolaire de langue française et à l'occasion de l'élection des membres d'un comité régional peut voter aux deux élections.

Qualités requises des membres

21.37(1) Sous réserve du paragraphe (2), peut présenter sa candidature au poste de membre d'un comité régional et être élue membre d'un tel comité la personne qui remplit l'une des conditions suivantes :

- a) elle est habilitée à voter en vertu de l'article 21.36;
- b) elle est :
 - (i) en mesure de participer en français aux délibérations concernant la division scolaire,
 - (ii) âgée d'au moins 18 ans le jour de l'élection,
 - (iii) citoyenne canadienne et réside dans la région, ainsi que dans le quartier si la région est partagée en quartiers, depuis au moins six mois le jour de l'élection.

Personnes n'ayant pas les qualités requises

21.37(2) Ne peut présenter sa candidature au poste de membre d'un comité régional et être élue membre d'un tel comité la personne qui, selon le cas :

- a) est un employé de la division scolaire de langue française ou un élève qui la fréquente normalement;
- b) a perdu, sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi, le droit d'être commissaire ou à qui la loi interdit par ailleurs de le devenir.

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

Term of office

21.37(3) Members of a regional committee hold office for a term that

(a) begins 14 days after the election or on the day of the first regional committee meeting, whichever occurs first; and

(b) ends 14 days after the next election in a regular election year or on the day of the first regional committee meeting after the election, whichever occurs first.

"Regular election year"

21.37(4) In subsection (3), "regular election year" means the year in which school trustees are elected under subsection 25(2).

Election of chairperson and vice-chairperson

21.38 At the first meeting of a regional committee following the election of members of the committee, the members present shall elect from among themselves a chairperson and a vice-chairperson for the next year.

Filling of committee member vacancies

21.39(1) When a vacancy occurs on a regional committee, the committee shall make provision to fill the vacancy by holding a by-election in accordance with the regulations.

Vacancy in final year of term

21.39(2) When a vacancy occurs in the year in which a term expires, the regional committee may decide not to fill the vacancy.

Election of trustees

21.40(1) The trustees of the francophone school board shall be elected by the regional committees in accordance with this section.

Election to be held at first meeting

21.40(2) At the first meeting of each regional committee following a regular election, the members shall elect from among themselves, by secret ballot, the number of francophone school board trustees specified in the regulations to be elected for the region.

Mandat

21.37(3) Le mandat des membres d'un comité régional :

a) commence 14 jours après l'élection ou le jour de la première réunion du comité régional, selon l'éventualité qui survient la première;

b) se termine 14 jours après l'élection suivante au cours d'une année électorale normale ou le jour de la première réunion du comité régional suivant cette élection, selon l'éventualité qui survient la première.

« Année électorale normale »

21.37(4) Au paragraphe (3), « année électorale normale » s'entend de l'année au cours de laquelle les commissaires d'écoles sont élus en application du paragraphe 25(2).

Élection du président et du vice-président

21.38 À la première réunion d'un comité régional suivant l'élection de ses membres, les membres présents élisent parmi eux le président et le vice-président pour l'année suivante.

Vacance

21.39(1) En cas de vacance au sein d'un comité régional, le comité pourvoit le poste vacant en tenant une élection partielle en conformité avec les règlements.

Dernière année du mandat

21.39(2) Si une vacance se produit au cours de la dernière année d'un mandat, le comité régional peut décider de ne pas pourvoir le poste vacant.

Élection des commissaires

21.40(1) Les comités régionaux élisent les commissaires de la commission scolaire de langue française en conformité avec le présent article.

Élection à la première réunion

21.40(2) À la première réunion de chaque comité régional suivant une élection normale, les membres élisent parmi eux, au scrutin secret, le nombre de commissaires de la commission scolaire de langue française qui, en vertu des règlements, doivent être élus pour la région.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 32

Date of first meeting of regional committee

21.40(3) The first meeting of a regional committee is to be held within 14 days after the election, at a time to be fixed,

(a) in the case of a first election of members of the regional committee, by the returning officer in the election; and

(b) in the case of subsequent elections, by the secretary-treasurer of the francophone school division;

and the returning officer or the secretary-treasurer shall notify each member in writing of the time and the place of the meeting.

Presiding officer

21.40(4) The secretary-treasurer of the francophone school division shall preside at an election under this section but if the secretary-treasurer is not present, the members of the regional committee present shall select one of themselves to preside at the election, and that member may vote in the election.

Tie vote

21.40(5) If there is a tie vote in electing a trustee of the francophone school board, the regional committee shall determine, by lot, who shall cast the deciding ballot.

Term of office

21.40(6) The term of office for trustees of the francophone school board begins on the day the trustees are elected and ends on the same day the term of office for members of the regional committees ends under clause 21.37(3)(b).

Trustee in one division only

21.40(7) No person may be a trustee or a regional committee member of the francophone school board and a trustee of another school board at the same time.

Local Authorities Election Act does not apply

21.40(8) The Local Authorities Election Act does not apply to the election of trustees of the francophone school board.

Date de la première réunion des comités régionaux

21.40(3) La première réunion d'un comité régional a lieu dans les 14 jours suivant l'élection, au moment fixé :

a) dans le cas d'une première élection des membres du comité régional, par le directeur du scrutin à l'élection;

b) dans le cas d'élections subséquentes, par le secrétaire-trésorier de la division scolaire de langue française.

Le directeur du scrutin ou le secrétaire-trésorier avise chaque membre par écrit des date, heure et lieu de la réunion.

Président

21.40(4) Le secrétaire-trésorier de la division scolaire de langue française préside l'élection visée au présent article; en son absence, les membres du comité régional présents choisissent l'un des leurs pour présider l'élection. Le membre choisi peut voter à l'élection.

Partage des voix

21.40(5) En cas de partage des voix au moment de l'élection d'un commissaire de la commission scolaire de langue française, le comité régional détermine, par tirage au sort, la personne qui a voix prépondérante.

Mandat

21.40(6) Le mandat des commissaires de la commission scolaire de langue française commence le jour de leur élection et se termine le jour où prend fin le mandat des membres des comités régionaux en application de l'alinéa 21.37(3)b).

Interdiction

21.40(7) Il est interdit d'être commissaire ou membre d'un comité régional de la commission scolaire de langue française et d'être commissaire d'une autre commission scolaire en même temps.

Inapplication de certaines dispositions législatives

21.40(8) La Loi sur l'élection des autorités locales ne s'applique pas à l'élection des commissaires de la commission scolaire de langue française.

Oath of office

21.41 A person elected as a trustee of the francophone school board shall, before assuming the duties of office, make an affidavit of qualification and take the oath of office in Form I of Schedule D.

Filling of trustee vacancies

21.42 When the position of a trustee of the francophone school board becomes vacant before the expiry of the trustee's term, the regional committee that elected the trustee shall, within 20 days of the date of the vacancy, elect another trustee from among its members to hold office for the unexpired balance of the term.

REGULATIONS

Regulations

21.43 For the purpose of this Part, the Lieutenant Governor in Council may make regulations

(a) assigning duties to the francophone school board in addition to those described in subsection 21.5(1);

(b) for the purpose of subsection 21.4(2), specifying the total number of trustees to be elected to the francophone school board and the number to be elected by each regional committee;

(c) determining the date of transfer of francophone programs and property for the purposes of subsection 21.19(3), section 21.20 and subsections 21.22(1) and (2);

(d) for the purpose of clause 21.26(1)(c), respecting the method by which the board of reference is to determine the wishes of entitled persons and respecting any guidelines the board must consider in determining whether a request should be granted;

(e) respecting the election of members of regional committees including, but not limited to,

Serment

21.41 Avant d'assumer les fonctions de sa charge, la personne élue commissaire de la commission scolaire de langue française fait la déclaration d'éligibilité et prête le serment d'entrée en fonctions figurant à la formule I de l'annexe D.

Vacance

21.42 Si le poste d'un commissaire de la commission scolaire de langue française devient vacant avant la fin du mandat de celui-ci, le comité régional qui a élu le commissaire élit, dans les 20 jours suivant la date de la vacance, un autre commissaire parmi ses membres afin d'occuper ce poste pour le reste du mandat.

RÈGLEMENTS

Règlements

21.43 Pour l'application de la présente partie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) assigner des fonctions à la commission scolaire de langue française, en plus de celles prévues au paragraphe 21.5(1);

b) pour l'application du paragraphe 21.4(2), préciser le nombre total de commissaires qui doivent être élus au sein de la commission scolaire de langue française et le nombre de commissaires qui doivent être élus par chaque comité régional;

c) déterminer la date du transfert des programmes français et des biens pour l'application du paragraphe 21.19(3), de l'article 21.20 ainsi que des paragraphes 21.22(1) et (2);

d) pour l'application de l'alinéa 21.26(1)c), prendre des mesures concernant la façon dont la Commission des renvois doit déterminer les volontés des ayants droit et concernant les lignes directrices dont elle doit tenir compte afin de déterminer s'il devrait être fait droit à une demande;

e) régir l'élection des membres des comités régionaux et, notamment :

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 83

- (i) specifying the number of members to be elected to each regional committee and the number to be elected in each ward if the region is divided into wards,
- (ii) specifying when elections are to be held,
- (iii) respecting the nomination of candidates and the conduct of elections,
- (iv) for the purpose of subclauses 21.36(2)(c)(ii) and (3)(c)(ii), specifying when and in what manner a person must indicate a wish to have instruction provided for his or her child,
- (v) for the purpose of subsection 21.36(4), specifying additional classes of persons who are entitled to vote in elections, and
- (vi) respecting by-elections to fill vacancies;
- (f) adjusting the date or period of time within which anything is required to be done under this Part, if in the opinion of the Lieutenant Governor in Council it is necessary to make an adjustment in the interests of an orderly transition;
- (g) respecting any transitional or other problem resulting from the establishment of the francophone school division;
- (h) respecting any other matter that the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable.

TRANSITIONAL PROVISIONS FOR EMPLOYEES

"Designated teacher"

21.44(1) In this section and in section 21.45, "designated teacher" means a teacher or principal who, on February 1 in the year the francophone school board first provides programs under section 21.5, is employed by a school board

(i) préciser le nombre de membres qui doivent être élus au sein de chaque comité régional et le nombre de membres qui doivent être élus dans chaque quartier si la région est partagée en quartiers,

(ii) préciser le moment où doivent avoir lieu les élections,

(iii) régir les mises en candidature et la tenue des élections,

(iv) pour l'application des sous-alinéas 21.36(2)c)(ii) et (3)c)(ii), prévoir le moment où une personne doit indiquer qu'elle désire voir de l'enseignement dispensé à son enfant et la façon dont elle doit le faire,

(v) pour l'application du paragraphe 21.36(4), indiquer les autres catégories de personnes qui sont habilitées à voter au cours des élections,

(vi) régir les élections partielles visant à pourvoir les postes vacants;

f) modifier la date limite à laquelle un acte doit être accompli en application de la présente partie, ou modifier le délai prévu à cette fin si, d'après lui, il est nécessaire de le faire afin que la transition se déroule d'une façon ordonnée;

g) régir toute question, y compris toute question transitoire, résultant de la création de la division scolaire de langue française;

h) prendre toute autre mesure qu'il juge nécessaire ou souhaitable.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES CONCERNANT LES EMPLOYÉS

Définition

21.44(1) Dans le présent article et dans l'article 21.45, « enseignant désigné » s'entend de tout enseignant ou de tout directeur qui, le 1^{er} février de l'année où la commission scolaire de langue française offre pour la première fois des programmes en application de l'article 21.5, est employé par une commission scolaire :

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

(a) under a Form 2 agreement set out in Schedule D; and

(b) in a position in a francophone program that is designated for transfer to the francophone school board under section 21.19;

and includes a person on authorized leave or secondment from such a position.

Invitation to designated teachers

21.44(2) Before April 1 in the year the francophone school board first provides programs under section 21.5, the francophone school board shall in writing invite each designated teacher to give a written indication, within 14 days of receiving the invitation, as to whether he or she would accept a position with the francophone school board that is substantially similar to the position the teacher occupied on February 1 of that year.

List given to bargaining agent

21.44(3) The francophone school board shall give to each bargaining agent for designated teachers a list of the teachers in the bargaining unit who respond affirmatively to an invitation under subsection (2).

Offers

21.44(4) Before May 1 of the year referred to in subsection (2), the francophone school board shall in writing offer a position to as many of the designated teachers who respond affirmatively to an invitation under subsection (2) as the board determines it requires based on projected enrollment.

Offer of similar position

21.44(5) An offer must be an offer of a position substantially similar to the position the teacher occupied on February 1 of the year referred to in subsection (2).

Acceptance or rejection of offers

21.44(6) An offer must inform the designated teacher that he or she must notify the francophone school board and the provider school board in writing, on or before May 21, of a decision to accept or reject the offer.

a) d'une part, aux termes d'un contrat de travail rédigé selon la formule 2 de l'annexe D;

b) d'autre part, dans un poste lié à un programme français désigné en vue de son transfert à la commission scolaire de langue française en application de l'article 21.19.

La présente définition vise notamment toute personne qui occupe un tel poste et qui est en congé autorisé ou en détachement.

Invitation destinée aux enseignants désignés

21.44(2) Avant le 1^{er} avril de l'année au cours de laquelle elle offre pour la première fois des programmes en application de l'article 21.5, la commission scolaire de langue française invite, par écrit, chaque enseignant désigné à lui indiquer par écrit, dans les 14 jours suivant la réception de l'invitation, s'il accepterait un poste en grande partie semblable au poste qu'il occupait le 1^{er} février de cette année, auprès de la commission.

Remise de la liste à l'agent négociateur

21.44(3) La commission scolaire de langue française remet à chaque agent négociateur des enseignants désignés la liste des enseignants qui font partie de l'unité de négociation et qui répondent par l'affirmative à l'invitation visée au paragraphe (2).

Offres

21.44(4) Avant le 1^{er} mai de l'année visée au paragraphe (2), la commission scolaire de langue française offre par écrit un poste à ceux des enseignants désignés qui répondent par l'affirmative à l'invitation visée à ce paragraphe et dont elle a besoin, compte tenu des inscriptions prévues.

Même poste

21.44(5) L'offre doit porter sur un poste en grande partie semblable au poste que l'enseignant occupait le 1^{er} février de l'année visée au paragraphe (2).

Acceptation ou rejet de l'offre

21.44(6) L'offre informe l'enseignant désigné qu'il doit aviser la commission scolaire de langue française et le cédant par écrit, au plus tard le 21 mai, de son acceptation ou de son refus de l'offre.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 33

Offers in accordance with seniority

21.44(7) When a program is to be transferred to the francophone school board and the board is unable to offer positions to all designated teachers employed in the program to be transferred to the board who have responded affirmatively to an invitation under subsection (2), the board shall make offers to the designated teachers in accordance with the relative seniority of the teachers in the school division of the provider school board who are qualified for the position or positions to be filled.

Offer conditional

21.44(8) An offer is subject to the following conditions:

- (a) the designated teacher must have a functional command of the French language; and
- (b) the designated teacher must not have received notice from the provider school board of the termination or pending termination of his or her employment, for any reason other than the teacher's anticipated transfer to the francophone school board.

Offers given to provider school board

21.44(9) The francophone school board shall

- (a) give a copy of every offer it makes to the provider school board that employs the teacher; and
- (b) give a list of the designated teachers to whom it has made offers to the bargaining agent for the teachers.

Priority to designated teachers

21.44(10) In filling teaching positions for its first year of operation, the francophone school board shall not hire a teacher other than a designated teacher who has responded affirmatively to an invitation under subsection (2) if there is a designated teacher who is qualified, willing and able to fill the position and who meets the conditions described in subsection (8).

Dispositions concernant l'ancienneté

21.44(7) Lorsqu'un programme doit lui être transféré et qu'elle ne peut offrir des postes à tous les enseignants désignés qui sont employés dans le cadre du programme et qui ont répondu par l'affirmative à l'invitation visée au paragraphe (2), la commission scolaire de langue française fait une offre aux enseignants désignés en conformité avec l'ancienneté relative des enseignants de la division scolaire du cédant qui sont qualifiés pour le poste ou les postes à pourvoir.

Offre conditionnelle

21.44(8) L'offre est assujettie aux conditions suivantes :

- a) l'enseignant désigné doit avoir une connaissance fonctionnelle de la langue française;
- b) l'enseignant désigné ne doit pas avoir été avisé par le cédant de la cessation de son emploi ni que celui-ci était en cours de cessation, pour tout autre motif que le transfert prévu de l'enseignant à la commission scolaire de langue française.

Remise d'une copie de l'offre au cédant

21.44(9) La commission scolaire de langue française remet :

- a) une copie de chaque offre qu'elle fait aux cédants qui emploient les enseignants en question;
- b) la liste des enseignants désignés à qui elle a fait des offres à l'agent négociateur de ces enseignants.

Priorité accordée aux enseignants désignés

21.44(10) Lorsqu'elle pourvoit des postes d'enseignant pour sa première année d'activité, la commission scolaire de langue française ne peut engager un autre enseignant qu'un enseignant désigné qui a répondu par l'affirmative à l'invitation visée au paragraphe (2), dans le cas où un enseignant désigné est qualifié pour le poste, est disposé et apte à l'occuper et remplit les conditions prévues au paragraphe (8).

Terms and conditions of employment

21.45(1) Until a new collective agreement or agreements are finalized between the francophone school board and its teachers, the terms and conditions of employment of the designated teachers who accept positions in the francophone school division shall be those defined by the collective agreements under which the designated teachers were employed as of June 30 of the year duties begin.

Continuous service

21.45(2) Subsections 12(1) and (2) apply only to designated teachers who accept positions with the francophone school board under section 21.44.

Sick leave credits continued

21.45(3) A designated teacher who accepts a position with the francophone school board under section 21.44 remains entitled to the sick leave credits to which he or she was entitled immediately before employment by the francophone school board.

Effect of merger on bargaining: teachers

21.45(4) The Collective Agreement Board referred to in section 150 shall, not later than December 31 after offers are made under subsection 21.44(4),

- (a) determine the size and number of units appropriate for collective bargaining; and
- (b) determine and certify which local society shall act as the bargaining agent for teachers employed by the francophone school board.

Expanded jurisdiction of board

21.45(5) Until a new collective agreement or agreements are finalized between the francophone school board and its teachers, the Collective Agreement Board may prescribe any modification or restriction that the Board considers advisable to any provision of a collective agreement that is binding on teachers employed by the francophone school board at the time of merger, other than a provision concerning remuneration or benefits.

Conditions d'emploi

21.45(1) Jusqu'à la conclusion d'une ou de plusieurs nouvelles conventions collectives entre la commission scolaire de langue française et ses enseignants, les conditions d'emploi des enseignants désignés qui acceptent des postes auprès de la division scolaire de langue française sont celles prévues par les conventions collectives aux termes desquelles ces enseignants étaient employés le 30 juin de l'année où leurs fonctions débutent.

Service ininterrompu

21.45(2) Les paragraphes 12(1) et (2) s'appliquent uniquement aux enseignants désignés qui acceptent des postes auprès de la commission scolaire de langue française en vertu de l'article 21.44.

Maintien des crédits de congés de maladie

21.45(3) L'enseignant désigné qui accepte un poste auprès de la commission scolaire de langue française en vertu de l'article 21.44 continue d'avoir droit aux crédits de congés de maladie auxquels il avait droit juste avant qu'il ne soit employé par cette commission scolaire.

Effet d'une fusion sur la négociation : enseignants

21.45(4) La Commission des conventions collectives, visée à l'article 150, est tenue, au plus tard le 31 décembre suivant la formulation d'offres en application du paragraphe 21.44(4) :

- a) de déterminer la taille et le nombre des unités habiles à négocier collectivement;
- b) de déterminer et d'accréditer l'association locale qui doit agir à titre d'agent négociateur pour les enseignants employés par la commission scolaire de langue française.

Élargissement de la compétence de la Commission

21.45(5) Jusqu'à la conclusion d'une ou de plusieurs nouvelles conventions collectives entre la commission scolaire de langue française et ses enseignants, la Commission des conventions collectives peut prévoir les modifications ou les restrictions qu'elle estime souhaitables en ce qui concerne toute disposition d'une convention collective qui lie des enseignants employés par la commission scolaire de langue française au moment de la fusion, à l'exclusion d'une disposition concernant la rémunération ou les avantages.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 23

When Board may act

21.45(6) The Collective Agreement Board may exercise its jurisdiction under subsection (5) at any time after the day the francophone school board first provides programs under section 21.5, on the application of a bargaining agent for a party to a collective agreement, or the francophone school board or on the Board's own initiative.

What board must consider

21.45(7) In exercising its jurisdiction under subsection (5), the Collective Agreement Board shall consider the extent to which and the fairness with which the provisions of the collective agreement have been or could be applied to the teachers affected in order to

- (a) remove any inconsistencies or conflicts between two or more collective agreements or resulting from intermingling; and
- (b) define or redefine the seniority rights under any collective agreement of the teachers affected by the merger.

Additional powers of the Board

21.45(8) In addition, the Collective Agreement Board may hear and determine any dispute about the way in which the francophone school board determines seniority under subsection 21.44(7).

Terms and conditions of employment: non-teachers

21.46(1) Until

- (a) a new collective agreement or agreements are finalized between the francophone school board and its non-teachers; or
- (b) a new contract of employment is reached between the board and any of its non-teachers not subject to a collective agreement;

the terms and conditions of employment of the non-teachers in the schools and programs transferred to the francophone school board shall be those defined by the collective agreements or contracts under which those non-teachers were employed as of June 30 of the year duties begin.

Moment où la Commission peut agir

21.45(6) La Commission des conventions collectives peut exercer sa compétence en vertu du paragraphe (5) en tout temps après la date à laquelle la commission scolaire de langue française offre pour la première fois des programmes en application de l'article 21.5, sur demande de l'agent négociateur d'une partie à une convention collective ou de la commission scolaire de langue française ou encore de son propre chef.

Éléments à prendre en considération

21.45(7) Dans l'exercice de sa compétence en vertu du paragraphe (5), la Commission des conventions collectives tient compte de la mesure dans laquelle et de l'impartialité avec laquelle les dispositions de la convention collective ont été ou pourraient être appliquées aux enseignants touchés afin :

- a) d'éliminer toute incompatibilité existant entre deux ou plusieurs conventions collectives par suite d'une réunion d'employés;
- b) de définir ou de redéfinir les droits d'ancienneté prévus aux termes d'une convention collective concernant les enseignants touchés par la fusion.

Pouvoirs supplémentaires de la Commission

21.45(8) La Commission des conventions collectives peut également trancher tout différend quant à la façon dont la commission scolaire de langue française détermine l'ancienneté en application de l'article 21.44(7).

Conditions d'emploi : non-enseignants

21.46(1) Jusqu'à la conclusion d'une ou de plusieurs nouvelles conventions collectives entre la commission scolaire de langue française et les membres de son personnel non-enseignant ou jusqu'à la conclusion d'un nouveau contrat de travail entre la commission et les membres de son personnel non-enseignant qui ne sont pas visés par une convention collective, les conditions d'emploi du personnel non-enseignant dans les écoles et les programmes transférés à la commission scolaire de langue française sont celles prévues par les conventions collectives ou les contrats aux termes desquels les membres de ce personnel étaient employés le 30 juin de l'année où leurs fonctions débutent.

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

Effect of merger on bargaining: non-teachers

21.46(2) Section 56 of The Labour Relations Act applies, with necessary modifications, to employees covered by that Act who are employed in a school or program transferred to the francophone school board and, for the purpose of subsection 56(2) of that Act, those employees are deemed to have been intermingled.

Exception

21.46(3) Subsection (2) does not apply to senior officers or employees holding administrative or supervisory positions with a provider school board or to the staff of a provider school board not employed in a school.

Pensions for non-teachers

21.46(4) In meeting its obligations under section 50, the francophone school board shall continue the superannuation or pension plans of non-teachers formerly employed by provider school boards.

General powers re pensions

21.46(5) Nothing in subsection (4) prohibits the francophone school board from exercising the powers it otherwise has respecting superannuation and pension plans under section 50.

New teachers and employees during transition

21.47(1) When the francophone school board hires

(a) a teacher other than a designated teacher; or

(b) an employee to be employed in a school other than an employee to whom section 21.46 applies;

the terms and conditions of employment of the teacher or employee shall be determined by the appropriate collective agreement, employment contract or employment relationship affecting employees performing the same or substantially the same duties, having due regard to the employment of the person and the location of the employment.

Effet d'une fusion sur la négociation : non-enseignants

21.46(2) L'article 56 de la Loi sur les relations du travail s'applique, avec les adaptations nécessaires, à ceux des employés visés par cette loi qui sont employés dans une école ou dans le cadre d'un programme transféré à la commission scolaire de langue française et, pour l'application du paragraphe 56(2) de cette même loi, ces employés sont réputés avoir été réunis.

Exception

21.46(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux cadres supérieurs ni aux employés qui occupent des postes administratifs ou de supervision auprès d'un cédant, ni aux membres du personnel d'un cédant qui ne sont pas employés dans une école.

Pensions des non-enseignants

21.46(4) Dans l'exécution des obligations qui lui sont imposées en application de l'article 50, la commission scolaire de langue française maintient les régimes de retraite ou de pension des non-enseignants anciennement employés par des cédants.

Pouvoirs généraux concernant les pensions

21.46(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet d'empêcher la commission scolaire de langue française d'exercer les pouvoirs qu'elle possède par ailleurs en application de l'article 50 relativement aux régimes de retraite et de pension.

Nouveaux enseignants et employés au cours de la période de transition

21.47(1) Si la commission scolaire de langue française engage un enseignant qui n'est pas un enseignant désigné ou un employé qui doit travailler dans une école mais qui n'est pas visé par l'article 21.46, les conditions d'emploi de l'enseignant ou de l'employé en question sont déterminées par la convention collective, le contrat de travail ou la relation de travail qui s'applique aux employés qui exercent des fonctions identiques ou en grande partie identiques, compte tenu de l'emploi de la personne et du lieu de son emploi.

PUBLIC SCHOOLS

S.M. 1993, c. 33

Rights of non-designated teachers continued

21.47(2) If, before the end of the first year it provides programs under section 21.5, the francophone school board hires a non-designated teacher who has lost his or her position with a provider school board because of the transfer of francophone programs to the francophone school board, the teacher is deemed to be a designated teacher for the purpose of 21.45, which applies with necessary modifications.

Grievances

21.48 Despite subsection 21.45(1) and section 21.46, a grievance relating to an event or matter occurring or arising before the day the francophone school board begins to provide programs under section 21.5 shall be dealt with under the applicable collective agreement by the original parties to that agreement, but the francophone school board shall be given notice of an arbitration proceeding that could potentially affect it and may be added as a party if the arbitrator considers it appropriate to do so.

Regulations re employees when program transferred in later years

21.49 The Lieutenant Governor in Council may make regulations respecting transitional matters affecting employees when a francophone program is designated for transfer under section 21.27.

6 *The following is added after subsection 79(4):*

Francophone school division

79(4.1) After the first election of the francophone school board,

(a) subsection (3) does not apply to a petition by parents who wish to exercise their rights under section 23 of the Charter;

(b) any school board that receives a petition under subsection (3) for French instruction designed for pupils whose first language is French may refer the petition to the francophone school board instead of providing the French instruction; and

Maintien des droits des enseignants non désignés

21.47(2) Est réputé un enseignant désigné pour l'application de l'article 21.45 l'enseignant non désigné qui a perdu son poste auprès d'un cédant en raison du transfert de programmes français à la commission scolaire de langue française et qui est engagé par celle-ci avant la fin de la première année au cours de laquelle elle offre des programmes en vertu de l'article 21.5. L'article 21.45 s'applique avec les adaptations nécessaires.

Griefs

21.48 Malgré le paragraphe 21.45(1) et l'article 21.46, tout grief ayant trait à un événement se produisant ou à une question se présentant avant que la commission scolaire de langue française ne commence à offrir des programmes en application de l'article 21.5 est traité, en vertu de la convention collective applicable, par ceux qui étaient initialement parties à cette convention. Toutefois, la commission scolaire de langue française doit être avisée de toute procédure d'arbitrage qui pourrait la toucher et peut être ajoutée comme partie à cette procédure si l'arbitre l'estime indiquée.

Règlements concernant les employés

21.49 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre des mesures concernant les questions d'ordre transitoire touchant les employés dans le cas où un programme français est désigné en vue de son transfert en application de l'article 21.27.

6 *Il est ajouté, après le paragraphe 79(4), ce qui suit :*

Division scolaire de langue française

79(4.1) Après la première élection de la commission scolaire de langue française :

a) le paragraphe (3) ne s'applique pas à une requête présentée par des parents qui désirent exercer les droits qui leur sont conférés en vertu de l'article 23 de la Charte;

b) toute commission scolaire qui reçoit la requête visée au paragraphe (3) afin que soit dispensé en français de l'enseignement conçu pour des élèves dont la première langue est le français peut renvoyer la requête à la commission scolaire de langue française plutôt que de dispenser l'enseignement en français;

ÉCOLES PUBLIQUES

L.M. 1993, c. 33

(c) where a petition is referred to the francophone school board before it provides programs under section 21.5, the minister, after consulting with the francophone school board, may prescribe any necessary interim measures related to such a petition.

c) si la requête est renvoyée à la commission scolaire de langue française avant qu'elle offre des programmes en application de l'article 21.5, le ministre peut, après l'avoir consulté, prévoir les mesures provisoires qui s'imposent relativement à cette requête.

7 Subsection 175(1) is amended by adding the following after clause (g):

(g.1) prescribing the times at which and the manner in which school boards shall remit amounts required to be remitted to the francophone school board under section 190.1;

7 Le paragraphe 175(1) est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :

g.1) déterminer les moments où les commissions scolaires remettent les sommes qui doivent être remises à la commission scolaire de langue française en application de l'article 190.1 et la façon dont ces sommes sont remises.

8 The following is added after section 190:

Transfer of special levy to francophone school division

190.1 Each year, the school board of the school division in which a pupil of the francophone school division resides, at the times and in the manner prescribed by regulation, shall remit to the francophone school board an amount equivalent to the total raised by the special levy on assessable property, divided by the number of pupils resident in that school division attending public schools, multiplied by the number of pupils resident in that division attending a program provided by the francophone school board as of September 30 in each year.

8 Il est ajouté, après l'article 190, ce qui suit :

Transfert de la taxe spéciale à la division scolaire de langue française

190.1 Chaque année, la commission scolaire de la division scolaire dans laquelle un élève de la division scolaire de langue française réside remet à la commission scolaire de langue française, aux moments et de la manière prévus par règlement, une somme correspondant au montant total recueilli au moyen de la taxe spéciale sur les biens imposables, divisé par le nombre d'élèves qui résident dans cette division scolaire et qui fréquentent des écoles publiques, multiplié par le nombre d'élèves qui résident dans cette même division scolaire et qui suivent un programme offert par la commission scolaire de langue française le 30 septembre de chaque année.

Coming into force

9 This Act comes into force on the day it receives royal assent.

Entrée en vigueur

9 La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

The Queen's Printer
for the Province of Manitoba

L'Imprimeur de la Reine
du Manitoba

COMMISSAIRE AUX
LANGUES OFFICIELLES

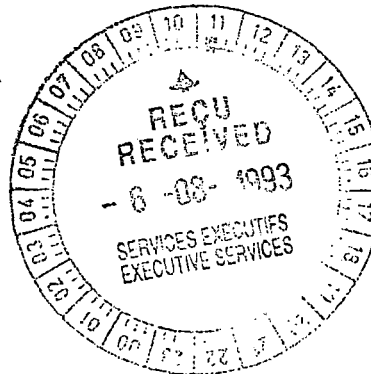


COMMISSIONER OF
OFFICIAL LANGUAGES

FILE 177

Le 30 juillet 1993

Madame Monique Landry
Secrétaire d'État du Canada
Ministre des Communications
Ministre désignée du Patrimoine canadien
Chambre des communes
Édifice de la Confédération
111, rue Wellington
Pièce 230
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6



4097-180/7-4

Madame la ministre,

L'adoption cette semaine par l'Assemblée législative du Manitoba d'une loi créant pour la communauté franco-manitobaine un régime de gestion scolaire, jumelée à l'action similaire prise il n'y a pas longtemps par la Saskatchewan, est à votre honneur et je vous en félicite du fond du cœur.

C'est votre initiative courageuse et convaincue qui a débloqué cet important dossier, et le Canada vous doit une fière chandelle.

Nous pouvons, je crois, nous permettre d'espérer que les autres provinces, notamment l'Alberta et la Colombie Britannique, suivront l'exemple de leurs deux voisines.

Veuillez recevoir, Madame la ministre, l'assurance de ma haute considération.

Victor C. Goldbloom

RECEIVED
1993 JUL - 5 PM 11:37
OFFICE OF THE
COMMISSIONER OF
OFFICIAL LANGUAGES



Secrétariat d'Etat
Secretary of State

Cabinet du
Sous-secrétaire d'Etat adjoint
Aide à l'éducation

Office of the
Assistant Under-Secretary of State
Education support

FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST

Date 9/8/93

N° S.S.E.A. - A.U.S.S. No.

A - To

N° U.S.S. - U.S.S. No.

De - From

Requis pour: Required for:

C.C.:

- ☐ A discuter avec le S.S.E.A.
To discuss with the A.U.S.S.
- ☐ Donner suite (voir remarques pour détails)
For action (see remarks for details)
- ☐ Réponse pour signature du S.S.E.A.
Reply for A.U.S.S.'s signature
- ☐ Réponse pour signature de la S.S.E.
Reply for U.S.S.'s signature
- ☐ Vos commentaires et/ou avis par écrit s.v.p.
Written comments and/or recommendation please
- ☐ Réponse directe (prière de nous envoyer copie)
Direct reply (please send a copy to our office)
- ☒ Information

Remarques - Remarks

Secrétariat d'Etat
Direction des langues officielles
dans l'enseignement

AUG 11 1993
AOU

2624
Department of Secretary of State
Official Languages in Education

SSC 3-350 (02/04)

Canada

cc: Hilary ✓

HC.

cc Suzanne/pear